

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

TABLE THÉMATIQUE

Clôture de la session ordinaire de 1996-1997 ouverte le 1er octobre 1996.....	30 juin 1997.
Session extraordinaire	Du 15 au 30 septembre 1997.
Ouverture de la session ordinaire de 1997-1998.....	1er octobre 1997.

NOTA : - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

AVERTISSEMENT

Les Tables des débats du Sénat se composent de trois parties distinctes : Table nominative, Table thématique, et recueil des Informations parlementaires annuelles sur la composition et l'activité du Sénat.

La **Table nominative** contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs et Ministres, un récapitulatif chronologique de leur activité durant l'année au cours des séances publiques du Sénat.

La **Table thématique** contient la liste alphabétique des principaux sujets examinés par le Sénat ; à cette Table est annexé le recueil des **Informations parlementaires annuelles**.

SOMMAIRE

Avertissement	p. 3
Liste des principales abréviations utilisées	p. 6
I. – COMPOSITION DU SÉNAT :	
A. – Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1997	p. 7
B. – Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1997	p. 10
C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat	p. 14
D. – Elections partielles	p. 15
E. – Sénateurs décédés	p. 15
F. – Cessations de mandat de sénateur	p. 15
G. – Démissions	p. 15
H. – Sénateurs membres du Gouvernement	p. 15
I. – Sénateurs élus députés	p. 15
J. – Sénateur membre du Conseil Constitutionnel	p. 15
K. – Remplacements de sénateurs	p. 15
L. – Déchéance	p. 15
M. – Vacances de sièges	p. 15
N. – Sénateurs en mission temporaire	p. 16
O. – Anciens sénateurs décédés	p. 16
II. – BUREAU DU SÉNAT	p. 16
III. – SESSIONS	p. 16
IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES	p. 16
V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS	
A. – Commissions permanentes	p. 18
B. – Commissions mixtes paritaires	p. 19
C. – Commissions d'enquête	p. 22
D. – Commission chargée d'examiner la proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre un sénateur	p. 22
VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (LOI DE FINANCES)	p. 23
VII. – DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES	p. 24
VIII. – DÉLÉGATION FRANÇAISE A L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE	p. 26
IX. – DÉLÉGATION DU SÉNAT A L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD	p. 26

X. – HAUTE COUR DE JUSTICE - COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE	p. 26
XI. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES	p. 27
XII. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE	p. 27
XIII. – MISSIONS D'INFORMATION	p. 27
XIV. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES	p. 29
XV. – MINISTÈRES	
A. – Gouvernement Alain Juppé	p. 36
B. – Gouvernement Lionel Jospin	p. 36
XVI. – TEXTES	
A. – Inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1997	p. 38
B. – Déposés en 1997, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat ...	p. 41
XVII. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	p. 45
XVIII. – PÉTITIONS	p. 45
XIX. – TABLEAUX DE CONCORDANCE DU JOURNAL OFFICIEL	p. 46
XX. – EXPLICATION DES SIGLES	p. 47

DEUXIÈME PARTIE : TABLE THÉMATIQUE

(précédée de la liste des thèmes abordés au cours des travaux du Sénat)

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRC	Groupe Communiste Républicain et Citoyen.
RDSE	Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.
RI	Groupe des Républicains et Indépendants.
RPR	Groupe du Rassemblement pour la République.
S	Groupe Socialiste.
UC	Groupe de l'Union centriste.
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.
-A	Apparenté à un groupe politique.
-R	Rattaché administrativement à un groupe politique.

Divers :

AFCL	Commission des affaires culturelles.
ECON	Commission des affaires économiques et du Plan.
ETRD	Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.
SOCI	Commission des affaires sociales.
FINC	Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

NOTA : Pour l'usage des Tables et de la présente brochure, il faut préciser que :

- les dates ne comportant aucune autre mention sont celles des séances publiques ;
- les dates précédées de la mention « JO Débats » renvoient à celles du *Journal officiel*, Débats parlementaires, Sénat ;
- enfin, les dates précédées de la mention « JO Lois et Décrets » renvoient à ce *Journal officiel*.

I. - COMPOSITION DU SÉNAT

A. - Liste par ordre alphabétique de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1997

A

François ABADIE, Hautes-Pyrénées - RDSE - ETRD.
Nicolas ABOUT, Yvelines - RI-A - ETRD.
Philippe ADNOT, Aube - NI - FINC.
Michel ALLONCLE, Charente - RPR - ETRD.
Guy ALLOUCHE, Nord - S - LOIS.
Louis ALTHAPÉ, Pyrénées-Atlantiques - RPR - ECON.
Jean-Paul AMOUDRY, Haute-Savoie - UC - LOIS.
Bernard ANGELS, Val-d'Oise - S - FINC.
Philippe ARNAUD, Charente - UC - AFCL.
Jean ARTHUIS, Mayenne - UC - ETRD.
Alphonse ARZEL, Finistère - UC - ECON.
François AUTAIN, Loire-Atlantique - S - SOCI.
Germain AUTHIÉ, Ariège - S - LOIS.

B

Robert BADINTER, Hauts-de-Seine - S - LOIS.
Denis BADRÉ, Hauts-de-Seine - UC - FINC.
Honoré BAILET, Alpes-Maritimes - RPR - AFCL.
José BALARELLO, Alpes-Maritimes - RI - LOIS.
René BALLAYER, Mayenne - UC - FINC.
Bernard BARBIER, Côte-d'Or - RI - FINC.
Janine BARDOU, Lozère - RI - ECON.
Michel BARNIER, Savoie - RPR - ECON.
Bernard BARRAUX, Allier - UC - ECON.
Jacques BAUDOT, Meurthe-et-Moselle - UC - FINC.
Jean-Michel BAYLET, Tarn-et-Garonne - RDSE - ETRD.
Marie-Claude BEAUDEAU, Val-d'Oise - CRC - FINC.
Jean-Luc BÉCART, Pas-de-Calais - CRC - ETRD.
Michel BÉCOT, Deux-Sèvres - UC-R - ECON.
Henri BELCOUR, Corrèze - RPR - SOCI.
Jacques BELLANGER, Yvelines - S - ETRD.
Claude BELOT, Charente-Maritime - UC-R - FINC.
Georges BERCHET, Haute-Marne - RDSE - ECON.
Maryse BERGÉ-LAVIGNE, Haute-Garonne - S - FINC.
Jean BERNADAUX, Meurthe-et-Moselle - UC - AFCL.
Jean BERNARD, Marne - RPR - AFCL.
Daniel BERNARDET, Indre - UC - ETRD.
Roger BESSE, Cantal - RPR - FINC.
Jean BESSON, Drôme - S - ECON.
Pierre BIARNÈS, Français établis hors de France - S - ETRD.
Danielle BIDARD-REYDET, Seine-Saint-Denis - CRC - ETRD.
Jacques BIMBENET, Loir-et-Cher - RDSE - SOCI.
Jean BIZET, Manche - RPR - ECON.
François BLAIZOT, Charente-Maritime - UC - LOIS.
Paul BLANC, Pyrénées-Orientales - RPR - SOCI.
Maurice BLIN, Ardennes - UC - FINC.
Annick BOCANDÉ, Seine-Maritime - UC - SOCI.
André BOHL, Moselle - UC - LOIS.
Christian BONNET, Morbihan - RI - LOIS.
Marcel BONY, Puy-de-Dôme - S - ECON.
James BORDAS, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
Didier BOROIRA, Pyrénées-Atlantiques - UC - ETRD.
Nicole BORVO, Paris - CRC - SOCI.
Joël BOURDIN, Eure - RI - FINC.
Yvon BOURGES, Ille-et-Vilaine - RPR - ETRD.
Philippe de BOURGOING, Calvados - RI - LOIS.
André BOYER, Lot - RDSE - ETRD.
Jean BOYER, Isère - RI - ECON.
Louis BOYER, Loiret - RI - SOCI.
Jacques BRACONNIER, Aisne - RPR - ECON.
Gérard BRAUN, Vosges - RPR-A - ECON.
Dominique BRAYE, Yvelines - RPR-A - ECON.
Paulette BRISEPIERRE, Français établis hors de France - RPR - ETRD.

C

Guy CABANEL, Isère - RDSE - FINC.
Michel CALDAGUÈS, Paris - RPR - ETRD.
Robert CALMEJANE, Seine-Saint-Denis - RPR - ETRD.
Jean-Pierre CAMOIN, Bouches-du-Rhône - RPR - AFCL.
Jean-Pierre CANTEGRIT, Français établis hors de France - UC-R - SOCI.
Jean-Claude CARLE, Haute-Savoie - RI - AFCL.
Jean-Louis CARRÈRE, Landes - S - AFCL.
Robert CASTAING, Gers - S - AFCL.
Francis CAVALIER-BÉNÉZET, Gard - S - SOCI.
Auguste CAZALET, Pyrénées-Atlantiques - RPR - FINC.
Charles CECCALDI-RAYNAUD, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Monique CERISIER-ben GUIGA, Français établis hors de France - S - ETRD.
Gérard CÉSAR, Gironde - RPR-A - ECON.
Gilbert CHABROUX, Rhône - S - SOCI.
Michel CHARASSE, Puy-de-Dôme - S - FINC.
Marcel CHARMANT, Nièvre - S - LOIS.
Michel CHARZAT, Paris - S - ECON.
Jacques CHAUMONT, Sarthe - RPR - FINC.
Jean CHÉRIOUX, Paris - RPR - SOCI.
William CHERVY, Creuse - S - ECON.
Marcel-Pierre CLÉACH, Sarthe - RI-R - ECON.
Jean CLOUET, Val-de-Marne - RI - ETRD.
Jean CLUZEL, Allier - UC - FINC.
Henri COLLARD, Eure - RDSE - FINC.
Yvon COLLIN, Tarn-et-Garonne - RDSE - FINC.
Charles-Henri de COSSÉ-BRISSAC, Loire-Atlantique - RI - ETRD.
Raymond COURRIÈRE, Aude - S - LOIS.
Roland COURTEAU, Aude - S - ECON.
Jean-Patrick COURTOIS, Saône-et-Loire - RPR - LOIS.
Pierre CROZE, Français établis hors de France - RI - ETRD.
Charles de CUTTOLI, Français établis hors de France - RPR - LOIS.

D

Philippe DARNICHE, Vendée - NI - SOCI.
Marcel DAUNAY, Ille-et-Vilaine - UC - AFCL.
Marcel DEBARGE, Seine-Saint-Denis - S - ETRD.
Désiré DEBAVELAERE, Pas-de-Calais - RPR-A - ECON.
Luc DEJOIE, Loire-Atlantique - RPR - LOIS.
Jean DELANEAU, Indre-et-Loire - RI - AFCL.
Bertrand DELANOË, Paris - S - ETRD.
Jean-Paul DELEVOYE, Pas-de-Calais - RPR - LOIS.
Gérard DELFAU, Hérault - S - ECON.
Jacques DELONG, Haute-Marne - RPR - FINC.
Jean-Pierre DEMERLIAT, Haute-Vienne - S - ETRD.
Fernand DEMILLY, Somme - RDSE - ECON.
Christian DEMUYNCK, Seine-Saint-Denis - RPR-R - LOIS.
Marcel DENEUX, Somme - UC - ECON.
Jean DÉRIAN, Côtes-d'Armor - CRC - LOIS.
Dinah DERYCKE, Nord - S - SOCI.
Charles DESCOURS, Isère - RPR - SOCI.
Rodolphe DÉSIRÉ, Martinique - S-A - ECON.
Marie-Madeleine DIEULANGARD, Loire-Atlantique - S - SOCI.
André DILIGENT, Nord - UC - AFCL.
Jacques DOMINATI, Paris - RI - SOCI.
Michel DOUBLET, Charente-Maritime - RPR - ECON.
Michel DREYFUS-SCHMIDT, Territoire de Belfort - S - LOIS.
Alain DUFAUT, Vaucluse - RPR - AFCL.
Michel DUFFOUR, Hauts-de-Seine - CRC - LOIS.
Xavier DUGOIN, Essonne - RPR - ETRD.
André DULAIT, Deux-Sèvres - UC - ETRD.

Amoroise DUPONT, Calvados - RI - AFCL.
Hubert DURAND-CHASTEL, Français établis hors de France - NI - ETRD.
Josette DURRIEU, Hautes-Pyrénées - S - ECON.
Bernard DUSSAUT, Gironde - S - ECON.
Joëlle DUSSEAU, Gironde - RDSE - SOCI.

E

Daniel ECKENSPIELLER, Haut-Rhin - RPR-A - AFCL.
André ÉGU, Ille-et-Vilaine - UC - AFCL.
Jean-Paul ÉMIN, Ain - RI - ECON.
Jean-Paul EMORINE, Saône-et-Loire - RI - ECON.
Claude ESTIER, Paris - S - ETRD.

F

Hubert FALCO, Var - RI - ETRD.
Léon FATOUS, Pas-de-Calais - S - ECON.
Pierre FAUCHON, Loir-et-Cher - UC - LOIS.
Jean FAURE, Isère - UC - ETRD.
Gérard FAYOLLE, Dordogne - RPR - AFCL.
Guy FISCHER, Rhône - CRC - SOCI.
Hilaire FLANDRE, Ardennes - RPR - ECON.
Jean-Pierre FOURCADE, Hauts-de-Seine - RI - SOCI.
Bernard FOURNIER, Loire - RPR - AFCL.
Alfred FOY, Nord - NI - SOCI.
Serge FRANCHIS, Yonne - UC - SOCI.
Philippe FRANÇOIS, Seine-et-Marne - RPR - ECON.
Jean FRANÇOIS-PONCET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.

G

Yann GAILLARD, Aube - RPR-A - FINC.
Aubert GARCIA, Gers - S - ECON.
Philippe de GAULLE, Paris - RPR - ETRD.
Patrice GÉLARD, Seine-Maritime - RPR - LOIS.
Jacques GENTON, Cher - UC - ETRD.
Alain GÉRARD, Finistère - RPR - AFCL.
François GERBAUD, Indre - RPR - ECON.
Charles GINÉSY, Alpes-Maritimes - RPR - ECON.
Jean-Marie GIRAULT, Calvados - RI - LOIS.
Paul GIROD, Aisne - RDSE - LOIS.
Daniel GOULET, Orne - RPR - ETRD.
Alain GOURNAC, Yvelines - RPR - SOCI.
Adrien GOUTEYRON, Haute-Loire - RPR - AFCL.
Jean GRANDON, Eure-et-Loir - NI - ECON.
Francis GRIGNON, Bas-Rhin - UC - ECON.
Georges GRUILLOT, Doubs - RPR - ECON.

H

Jacques HABERT, Français établis hors de France - NI - ETRD.
Hubert HAENEL, Haut-Rhin - RPR - FINC.
Emmanuel HAMEL, Rhône - RPR - FINC.
Claude HAUT, Vaucluse - S - FINC.
Anne HEINIS, Manche - RI - ECON.
Marcel HENRY, Mayotte - UC - ETRD.
Pierre HÉRISSON, Haute-Savoie - UC - ECON.
Rémi HERMENT, Meuse - UC - ECON.
Roger HESLING, Moselle - S - AFCL.
Daniel HOEFFEL, Bas-Rhin - UC - LOIS.
Jean HUCHON, Maine-et-Loire - UC - ECON.
Bernard HUGO, Ardèche - RPR - ECON.
Jean-Paul HUGOT, Maine-et-Loire - RPR - AFCL.
Roland HUGUET, Pas-de-Calais - S - SOCI.
Claude HURIET, Meurthe-et-Moselle - UC - SOCI.

Roger HUSSON, Moselle - RPR - ETRD.
Jean-Jacques HYEST, Seine-et-Marne - UC - LOIS.

J

Pierre JEAMBRUN, Jura - RDSE - AFCL.
Charles JOLIBOIS, Maine-et-Loire - RI - LOIS.
Bernard JOLY, Haute-Saône - RDSE - ECON.
André JOURDAIN, Jura - RPR - SOCI.
Alain JOYANDET, Haute-Saône - RPR - AFCL.

L

Philippe LABEYRIE, Landes - S - AFCL.
Jean-Philippe LACHENAUD, Val-d'Oise - RI - FINC.
Pierre LAFFITTE, Alpes-Maritimes - RDSE - AFCL.
Jean-Pierre LAFOND, Bouches-du-Rhône - NI - SOCI.
Serge LAGAUCHE, Val-de-Marne - S - AFCL.
Pierre LAGOURGUE, La Réunion - UC - SOCI.
Christian de LA MALÈNE, Paris - RPR - ETRD.
Alain LAMBERT, Orne - UC - FINC.
Lucien LANIER, Val-de-Marne - RPR - LOIS.
Jacques LARCHÉ, Seine-et-Marne - RI - LOIS.
Gérard LARCHER, Yvelines - RPR - ECON.
Dominique LARIFLA, Guadeloupe - S-A - SOCI.
Edmond LAURET, La Réunion - RPR - ECON.
René-Georges LAURIN, Var - RPR - LOIS.
Henri LE BRETON, Morbihan - UC - AFCL.
Dominique LECLERC, Indre-et-Loire - RPR - SOCI.
Pierre LEFEBVRE, Nord - CRC - ECON.
Jacques LEGENDRE, Nord - RPR - AFCL.
Jean-François LE GRAND, Manche - RPR - ECON.
Guy LEGUEVAQUES, Haute-Garonne - S - LOIS.
Édouard LE JEUNE, Finistère - UC - ETRD.
Guy LEMAIRE, Loire-Atlantique - RPR - AFCL.
Marcel LESBROS, Hautes-Alpes - UC - SOCI.
François LESEIN, Aisne - RDSE - AFCL.
Claude LISE, Martinique - S-A - FINC.
Maurice LOMBARD, Côte-d'Or - RPR - ETRD.
Paul LORIDANT, Essonne - CRC - FINC.
Jean-Louis LORRAIN, Haut-Rhin - UC - SOCI.
Simon LOUECKHOTE, Nouvelle-Calédonie - RPR - SOCI.
Roland du LUART, Sarthe - RI - FINC.
Hélène LUC, Val-de-Marne - CRC - AFCL.

M

Jacques MACHET, Marne - UC - SOCI.
Jean MADELAIN, Ille-et-Vilaine - UC - SOCI.
Philippe MADRELLE, Gironde - S - ETRD.
Jacques MAHÉAS, Seine-Saint-Denis - S - LOIS.
Kléber MALÉCOT, Loiret - UC - ECON.
André MAMAN, Français établis hors de France - NI - AFCL.
Michel MANET, Dordogne - S - SOCI.
Philippe MARINI, Oise - RPR - FINC.
René MARQUÈS, Pyrénées-Orientales - UC - SOCI.
Pierre MARTIN, Somme - RPR - AFCL.
Marc MASSION, Seine-Maritime - S - FINC.
Paul MASSON, Loiret - RPR - LOIS.
Serge MATHIEU, Rhône - RI - SOCI.
Pierre MAUROY, Nord - S - ETRD.
Georges MAZARS, Tarn - S - SOCI.
Jean-Luc MÉLÉNCHON, Essonne - S - ETRD.
Jacques de MENOUE, Finistère - RPR - ECON.
Louis MERCIER, Loire - UC - ECON.
Michel MERCIER, Rhône - UC - FINC.
Lucette MICHAUX-CHEVRY, Guadeloupe - RPR - ETRD.
Daniel MILLAUD, Polynésie française - UC - LOIS.

Louis MINETTI, Bouches-du-Rhône - CRC - ECON.
Gérard MIQUEL, Lot - S - FINC.
Louis MOINARD, Vendée - UC - ECON.
René MONORY, Vienne - UC.
Michel MOREIGNE, Creuse - S - FINC.
Jean-Baptiste MOTRONI, Haute-Corse - S - ECON.
Georges MOULY, Corrèze - RDSE - SOCI.

N

Philippe NACHBAR, Meurthe-et-Moselle - RI - AFCL.
Lucien NEUWIRTH, Loire - RPR - SOCI.

O

Nelly OLIN, Val-d'Oise - RPR - SOCI.
Paul d'ORNANO, Français établis hors de France - RPR - ETRD.
Joseph OSTERMANN, Bas-Rhin - RPR - FINC.
Georges OTHILY, Guyane - RDSE - LOIS.
Jacques OUDIN, Vendée - RPR - FINC.

P

Robert PAGÈS, Seine-Maritime - CRC - LOIS.
Sosefo Makapé PAPILIO, Iles Wallis-et-Futuna - RPR - SOCI.
Charles PASQUA, Hauts-de-Seine - RPR - ETRD.
Jean-Marc PASTOR, Tarn - S - ECON.
Michel PELCHAT, Essonne - RI - AFCL.
Guy PENNE, Français établis hors de France - S - ETRD.
Jean PÉPIN, Ain - RI - ECON.
Daniel PERCHERON, Pas-de-Calais - S - ECON.
Jean PEYRAFITTE, Haute-Garonne - S - ECON.
Alain PEYREFITTE, Seine-et-Marne - RPR - ETRD.
Jean-Claude PEYRONNET, Haute-Vienne - S - LOIS.
Louis PHILIBERT, Bouches-du-Rhône - S - AFCL.
Bernard PIRAS, Drôme - S - ECON.
Bernard PLASAIT, Paris - RI - ETRD.
Régis PLOTON, Haute-Loire - RI - ETRD.
Alain PLUCHET, Eure - RPR - ECON.
Jean-Marie POIRIER, Val-de-Marne - UC - AFCL.
Guy POIRIEUX, Loire - RI - AFCL.
Christian PONCELET, Vosges - RPR - FINC.
Jean POURCHET, Doubs - UC - ECON.
André POURNY, Saône-et-Loire - RI-R - SOCI.
Danièle POURTAUD, Paris - S - AFCL.
Gisèle PRINTZ, Moselle - S - SOCI.
Jean PUECH, Aveyron - RI - ECON.

Q

Roger QUILLIOT, Puy-de-Dôme - S - AFCL.

R

Jean-Pierre RAFFARIN, Vienne - RI - ECON.
Henri de RAINCOURT, Yonne - RI - SOCI.
Jack RALITE, Seine-Saint-Denis - CRC - AFCL.
Paul RAOULT, Nord - S - ECON.
Jean-Marie RAUSCH, Moselle - RDSE-R - ECON.

René RÉGNAULT, Côtes-d'Armor - S - FINC.
Ivan RENAR, Nord - CRC - AFCL.
Victor REUX, Saint-Pierre-et-Miquelon - RPR - AFCL.
Charles REVET, Seine-Maritime - RI - ECON.
Henri REVOL, Côte-d'Or - RI - ECON.
Philippe RICHERT, Bas-Rhin - UC - AFCL.
Roger RIGAUDIÈRE, Cantal - RPR - ECON.
Roger RINCHET, Savoie - S - ECON.
Jean-Jacques ROBERT, Essonne - RPR - ECON.
Jacques ROCCA SERRA, Bouches-du-Rhône - UC-R - ECON.
Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA, Corse-du-Sud - RI - LOIS.
Josselin de ROHAN, Morbihan - RPR - ECON.
Gérard ROUJAS, Haute-Garonne - S - SOCI.
André ROUVIÈRE, Gard - S - ETRD.
Michel RUFIN, Meuse - RPR - LOIS.

S

Claude SAUNIER, Côtes-d'Armor - S - AFCL.
Jean-Pierre SCHOSTECK, Hauts-de-Seine - RPR - LOIS.
Maurice SCHUMANN, Nord - RPR - FINC.
Bernard SEILLIER, Aveyron - RI - SOCI.
Michel SERGENT, Pas-de-Calais - S - FINC.
Franck SÉRUSCLAT, Rhône - S - AFCL.
René-Pierre SIGNÉ, Nièvre - S - AFCL.
Raymond SOUCARET, Lot-et-Garonne - RDSE - ECON.
Michel SOUPLÉ, Oise - UC - ECON.
Louis SOUVET, Doubs - RPR - SOCI.

T

Fernand TARDY, Alpes-de-Haute-Provence - S - ECON.
Martial TAUGOURDEAU, Eure-et-Loir - RPR - SOCI.
Odette TERRADE, Val-de-Marne - CRC - ECON.
Henri TORRE, Ardèche - RI - FINC.
René TRÉGOUËT, Rhône - RPR - FINC.
François TRUCY, Var - RI - FINC.
Alex TÜRK, Nord - NI - LOIS.

U

Maurice ULRICH, Paris - RPR - LOIS.

V

Jacques VALADE, Gironde - RPR - AFCL.
André VALLET, Bouches-du-Rhône, RDSE - ETRD.
Alain VASSELLE, Oise - RPR - SOCI.
Albert VECTEN, Marne - UC - AFCL.
Paul VERGÈS, La Réunion - CRC - SOCI.
André VÉZINHET, Hérault - S - SOCI.
Marcel VIDAL, Hérault - S - AFCL.
Robert-Paul VIGOUROUX, Bouches-du-Rhône - RDE - LOIS.
Xavier de VILLEPIN, Français établis hors de France - UC - ETRD.
Serge VINÇON, Cher - RPR - ETRD.

W

Henri WEBER, Seine-Maritime - S - ECON.

B. - Liste par circonscription de Mmes et MM. les sénateurs au 31 décembre 1997

a. DÉPARTEMENTS DE LA MÉTROPOLE

- 1 - **AIN** (2 Sénateurs).
Jean-Paul Emin.
Jean Pépin.
- 2 - **AISNE** (3 Sénateurs).
Jacques Braconnier.
Paul Girod.
François Lesein.
- 3 - **ALLIER** (2 Sénateurs).
Bernard Barraux.
Jean Cluzel.
- 4 - **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** (1 Sénateur).
Fernand Tardy.
- 5 - **HAUTES-ALPES** (1 Sénateur).
Marcel Lesbros.
- 6 - **ALPES-MARITIMES** (4 Sénateurs).
Honoré Bailet.
José Balarello.
Charles Ginésy.
Pierre Latfitte.
- 7 - **ARDÈCHE** (2 Sénateurs).
Bernard Hugo.
Henri Torre.
- 8 - **ARDENNES** (2 Sénateurs).
Maurice Blin.
Hilaire Flandre.
- 9 - **ARIÈGE** (1 Sénateur).
Germain Authié.
- 10 - **AUBE** (2 Sénateurs).
Philippe Adnot.
Yann Gaillard.
- 11 - **AUDE** (2 Sénateurs).
Raymond Courrière.
Roland Courteau.
- 12 - **AVEYRON** (2 Sénateurs).
Jean Puech.
Bernard Seillier.
- 90 - **TERRITOIRE DE BELFORT** (1 Sénateur).
Michel Dreyfus-Schmidt.
- 13 - **BOUCHES-DU-RHÔNE** (7 Sénateurs).
Jean-Pierre Camoin.
Jean-Pierre Lafond.
Louis Minetti.
Louis Philibert.
Jacques Rocca Serra.
André Vallet.
Robert-Paul Vigouroux.
- 14 - **CALVADOS** (3 Sénateurs).
Philippe de Bourgoing.
Ambroise Dupont.
Jean-Marie Girault.
- 15 - **CANTAL** (2 Sénateurs).
Roger Besse.
Roger Rigaudière.
- 16 - **CHARENTE** (2 Sénateurs).
Michel Alloncle.
Philippe Arnaud.
- 17 - **CHARENTE-MARITIME** (3 Sénateurs).
Claude Belot.
François Blaizot.
Michel Doublet.
- 18 - **CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Genton.
Serge Vinçon.
- 19 - **CORRÈZE** (2 Sénateurs).
Henri Belcour.
Georges Mouly.
- 20A - **CORSE-DU-SUD** (1 Sénateur).
Louis-Ferdinand de Rocca Serra.
- 20B - **HAUTE-CORSE** (1 Sénateur).
Jean-Baptiste Motroni.
- 21 - **CÔTE-D'OR** (3 Sénateurs).
Bernard Barbier.
Maurice Lombard.
Henri Revol.
- 22 - **CÔTES-D'ARMOR** (3 Sénateurs).
Jean Dérian.
René Régnault.
Claude Saunier.
- 23 - **CREUSE** (2 Sénateurs).
William Chervy.
Michel Moreigne.
- 24 - **DORDOGNE** (2 Sénateurs).
Gérard Fayolle.
Michel Manet.
- 25 - **DOUBS** (3 Sénateurs).
Georges Gruillot.
Jean Pourchet.
Louis Souvet.
- 26 - **DRÔME** (2 Sénateurs).
Jean Besson.
Bernard Piras.
- 91 - **ESSONNE** (5 Sénateurs).
Xavier Dugoin.
Paul Loridant.
Jean-Luc Mélenchon.
Michel Pelchat.
Jean-Jacques Robert.
- 27 - **EURE** (3 Sénateurs).
Joël Bourdin.
Henri Collard.
Alain Pluchet.
- 28 - **EURE-ET-LOIR** (2 Sénateurs).
Jean Grandon.
Martial Taugourdeau.
- 29 - **FINISTÈRE** (4 Sénateurs).
Alphonse Arzel.
Alain Gérard.
Edouard Le Jeune.
Jacques de Menou.
- 30 - **GARD** (3 Sénateurs).
Francis Cavalier-Bénézet.
André Rouvière.
N. (*)
- 31 - **HAUTE-GARONNE** (4 Sénateurs).
Maryse Bergé-Lavigne.
Guy Leguevaques.
Jean Peyrafitte.
Gérard Roujas.
- 32 - **GERS** (2 Sénateurs).
Robert Castaing.
Aubert Garcia.

(*) Sièges devenus vacants suite à la déchéance de M. Claude Pradille. Conformément à l'article L.O. 322 du code électoral, il n'est procédé à aucune élection partielle dans l'année qui précède un renouvellement partiel du Sénat.

- 33 - **GIRONDE** (5 Sénateurs).
Gérard César.
Bernard Dussaut.
Joëlle Dusseau.
Philippe Madrelle.
Jacques Valade.
- 92 - **HAUTS-DE-SEINE** (7 Sénateurs).
Robert Badinter.
Denis Badré.
Charles Ceccaldi-Raynaud.
Michel Duffour.
Jean-Pierre Fourcade.
Charles Pasqua.
Jean-Pierre Schosteck.
- 34 - **HÉRAULT** (3 Sénateurs).
Gérard Delfau.
André Vézinhét.
Marcel Vidal.
- 35 - **ILLE-ET-VILAINE** (4 Sénateurs).
Yvon Bourges.
Marcel Daunay.
André Egu.
Jean Madelain.
- 36 - **INDRE** (2 Sénateurs).
Daniel Bernardet.
François Gerbaud.
- 37 - **INDRE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
James Bordas.
Jean Delaneau.
Dominique Leclerc.
- 38 - **ISÈRE** (4 Sénateurs).
Jean Boyer.
Guy Cabanel.
Charles Descours.
Jean Faure.
- 39 - **JURA** (2 Sénateurs).
Pierre Jeambrun.
André Jourdain.
- 40 - **LANDES** (2 Sénateurs).
Jean-Louis Carrère.
Philippe Labeyrie.
- 41 - **LOIR-ET-CHER** (2 Sénateurs).
Jacques Bimbenet.
Pierre Fauchon.
- 42 - **LOIRE** (4 Sénateurs).
Bernard Fournier.
Louis Mercier.
Lucien Neuwirth.
Guy Poirieux.
- 43 - **HAUTE-LOIRE** (2 Sénateurs).
Adrien Gouteyron.
Régis Ploton.
- 44 - **LOIRE-ATLANTIQUE** (5 Sénateurs).
François Autain.
Charles-Henri de Cossé-Brissac.
Luc Dejoie.
Marie-Madeleine Dieulangard.
Guy Lemaire.
- 45 - **LOIRET** (3 Sénateurs).
Louis Boyer.
Kléber Malécot.
Paul Masson.
- 46 - **LOT** (2 Sénateurs).
André Boyer.
Gérard Miquel.
- 47 - **LOT-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean François-Poncet.
Raymond Soucaret.
- 48 - **LOZÈRE** (1 Sénateur).
Janine Bardou.
- 49 - **MAINE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean Huchon.
Jean-Paul Hugot.
Charles Jolibois.
- 50 - **MANCHE** (3 Sénateurs).
Jean Bizet.
Anne Heinis.
Jean-François Le Grand.
- 51 - **MARNE** (3 Sénateurs).
Jean Bernard.
Jacques Machet.
Albert Vecten.
- 52 - **HAUTE-MARNE** (2 Sénateurs).
Georges Berchet.
Jacques Delong.
- 53 - **MAYENNE** (2 Sénateurs).
Jean Arthuis.
René Ballayer.
- 54 - **MEURTHE-ET-MOSELLE** (4 Sénateurs).
Jacques Baudot.
Jean Bernadaux.
Claude Huriet.
Philippe Nachbar.
- 55 - **MEUSE** (2 Sénateurs).
Rémi Herment.
Michel Rufin.
- 56 - **MORBIHAN** (3 Sénateurs).
Christian Bonnet.
Henri Le Breton.
Josselin de Rohan.
- 57 - **MOSELLE** (5 Sénateurs).
André Bohl.
Roger Hesling.
Roger Husson.
Gisèle Printz.
Jean-Marie Rausch.
- 58 - **NIÈVRE** (2 Sénateurs).
Marcel Charmant.
René-Pierre Signé.
- 59 - **NORD** (11 Sénateurs).
Guy Allouche.
Dinah Derycke.
André Diligent.
Alfred Foy.
Pierre Lefebvre.
Jacques Legendre.
Pierre Mauroy.
Paul Raoult.
Ivan Renar.
Maurice Schumann.
Alex Türk.
- 60 - **OISE** (3 Sénateurs).
Philippe Marini.
Michel Souplet.
Alain Vasselle.
- 61 - **ORNE** (2 Sénateurs).
Daniel Goulet.
Alain Lambert.

- 75 - **PARIS** (12 Sénateurs).
Nicole Borvo.
Michel Caldaguès.
Michel Charzat.
Jean Chérioux.
Bertrand Delanoë.
Jacques Dominati.
Claude Estier.
Philippe de Gaulle.
Christian de La Malène.
Bernard Plasait.
Danièle Pourtaud.
Maurice Ulrich.
- 62 - **PAS-DE-CALAIS** (7 Sénateurs).
Jean-Luc Bécart.
Désiré Debavelaere.
Jean-Paul Delevoye.
Léon Fatous.
Roland Huguet.
Daniel Percheron.
Michel Sergent.
- 63 - **PUY-DE-DÔME** (3 Sénateurs).
Marcel Bony.
Michel Charasse.
Roger Quilliot.
- 64 - **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** (3 Sénateurs).
Louis Althapé.
Didier Borotra.
Auguste Cazalet.
- 65 - **HAUTES-PYRÉNÉES** (2 Sénateurs).
François Abadie.
Josette Durrieu.
- 66 - **PYRÉNÉES-ORIENTALES** (2 Sénateurs).
Paul Blanc.
René Marquès.
- 67 - **BAS-RHIN** (4 Sénateurs).
Francis Grignon.
Daniel Hoëffel.
Joseph Ostermann.
Philippe Richert.
- 68 - **HAUT-RHIN** (3 Sénateurs).
Daniel Eckenspieller.
Hubert Haenel.
Jean-Louis Lorrain.
- 69 - **RHÔNE** (7 Sénateurs).
Gilbert Chabroux.
Guy Fischer.
Emmanuel Hamel.
Serge Mathieu.
Michel Mercier.
Franck Sérusclat.
René Trégouët.
- 70 - **HAUTE-SAÔNE** (2 Sénateurs).
Bernard Joly.
Alain Joyandet.
- 71 - **SAÔNE-ET-LOIRE** (3 Sénateurs).
Jean-Patrick Courtois.
Jean-Paul Emorine.
André Pourny.
- 72 - **SARTHE** (3 Sénateurs).
Jacques Chaumont.
Marcel-Pierre Cléach.
Roland du Luart.
- 73 - **SAVOIE** (2 Sénateurs).
Michel Barnier.
Roger Rinchet.
- 74 - **HAUTE-SAVOIE** (3 Sénateurs).
Jean-Paul Amoudry.
Jean-Claude Carle.
Pierre Hérisson.
- 76 - **SEINE-MARITIME** (6 Sénateurs).
Annick Bocandé.
Patrice Gélard.
Marc Massion.
Robert Pagès.
Charles Revet.
Henri Weber.
- 77 - **SEINE-ET-MARNE** (4 Sénateurs).
Philippe François.
Jean-Jacques Hyest.
Jacques Larché.
Alain Peyrefitte.
- 93 - **SEINE-SAINT-DENIS** (6 Sénateurs).
Danielle Bidard-Reydet.
Robert Calmejane.
Marcel Debarge.
Christian Demuynck.
Jacques Mahéas.
Jack Ralite.
- 79 - **DEUX-SÈVRES** (2 Sénateurs).
Michel Bécot.
André Dulait.
- 80 - **SOMME** (3 Sénateurs).
Fernand Demilly.
Marcel Deneux.
Pierre Martin.
- 81 - **TARN** (2 Sénateurs).
Georges Mazars.
Jean-Marc Pastor.
- 82 - **TARN-ET-GARONNE** (2 Sénateurs).
Jean-Michel Baylet.
Yvon Collin.
- 94 - **VAL-DE-MARNE** (6 Sénateurs).
Jean Clouet.
Serge Lagauche.
Lucien Lanier.
Hélène Luc.
Jean-Marie Poirier.
Odette Terrade.
- 95 - **VAL-D'OISE** (4 Sénateurs).
Bernard Angels.
Marie-Claude Beaudeau.
Jean-Philippe Lachenaud.
Nelly Olin.
- 83 - **VAR** (3 Sénateurs).
Hubert Falco.
René-Georges Laurin.
François Trucy.
- 84 - **VAUCLUSE** (2 Sénateurs).
Alain Dufaut.
Claude Haut.
- 85 - **VENDÉE** (3 Sénateurs).
Philippe Darniche.
Louis Moinard.
Jacques Oudin.
- 86 - **VIENNE** (2 Sénateurs).
René Monory.
Jean-Pierre Raffarin.
- 87 - **HAUTE-VIENNE** (2 Sénateurs).
Jean-Pierre Demerliat.
Jean-Claude Peyronnet.
- 88 - **VOSGES** (2 Sénateurs).
Gérard Braun.
Christian Poncelet.
- 89 - **YONNE** (2 Sénateurs).
Serge Franchis.
Henri de Raincourt.

78 – **YVELINES** (5 Sénateurs).

Nicolas About.
Jacques Bellanger.
Dominique Braye.
Alain Gournac.
Gérard Larcher.

b. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

GUADELOUPE (2 Sénateurs).

Dominique Larifla.
Lucette Michaux-Chevry.

GUYANE (1 Sénateur).

Georges Othily.

MARTINIQUE (2 Sénateurs).

Rodolphe Désiré.
Claude Lise.

LA RÉUNION (3 Sénateurs).

Pierre Lagourgue.
Edmond Lauret.
Paul Vergès.

d. COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAYOTTE (statut défini par la loi n° 76-1212 du 24 octobre 1976) (1 Sénateur).

Marcel Henry.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (statut défini par la loi n° 85-595 du 11 juin 1985) (1 Sénateur).

Victor Reux.

e. SÉNATEURS REPRÉSENTANT LES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

(12 Sénateurs).

Pierre Biamès.
Paulette Brisepierre.
Jean-Pierre Cantegrit.
Monique Cerisier-ben Guiga.
Pierre Croze.
Charles de Cuttoli.
Hubert Durand-Chastel.
Jacques Habert.
André Maman.
Paul d'Ornano.
Guy Penne.
Xavier de Villepin.

c. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

NOUVELLE CALÉDONIE (1 Sénateur).

Simon Loueckhote.

POLYNÉSIE FRANÇAISE (1 Sénateur).

Daniel Millaud.

ILES WALLIS-ET-FUTUNA (1 Sénateur).

Sosefo Makapé Papilio.

C. – Renouvellement triennal par tiers du Sénat

Conformément à l'ordre des séries des départements métropolitains et des territoires d'outre-mer

(Art. L.O. 274 et 276 du Code électoral modifiés par la loi organique du 16 juillet 1976 – Tirage au sort des séries effectué en séance publique le 9 juin 1959.)

SÉRIE A (102 Sénateurs) – Élections en 1998

Ain à Indre (*).

Guyane.

Polynésie française.

Iles Wallis-et-Futuna.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Briseperrière, MM. Pierre Croze, Jacques Habert).

SÉRIE B (103 Sénateurs) – Élections en 2001

Indre-et-Loire à Pyrénées-Orientales (***).

La Réunion.

Nouvelle-Calédonie.

Territoire des Afars et des Issas (****).

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : M. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles de Cuttoli, André Maman).

SÉRIE C (117 Sénateurs) – Élections en 2004

Bas-Rhin à Yonne.

Essonne à Yvelines (*****).

Guadeloupe.

Martinique.

Saint-Pierre-et-Miquelon.

Mayotte.

Représentants des Français établis hors de France (**) (4 Sénateurs : MM. Hubert Durand-Chastel, Paul d'Ornano, Guy Penne, Xavier de Villepin)

*
* *
*

Au 31 décembre 1997, 320 membres du Sénat sont en fonction sur un effectif de 322 (Un siège vacant : Gard et un siège non pourvu : TAI).

(*) A l'exception des départements de l'Essonne et des Hauts-de-Seine affectés à la Série C.

(**) Les douze sièges des Sénateurs représentant les Français établis hors de France ont été répartis entre les Séries A, B et C conformément aux dispositions de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983.

(***) A l'exception de Paris affecté à la Série C.

(****) Un siège non pourvu depuis la démission de son titulaire le 1^{er} juillet 1980, à la suite de l'accession à l'indépendance du Territoire des Afars et des Issas, devenu la République de Djibouti le 27 juin 1977.

(*****): Essonne, Hauts-de-Seine, Paris, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines.

D. – Élections partielles (art. L.O. 325 et L.O. 179 du code électoral)

M. Jean Dérian, proclamé élu sénateur du département des Côtes-d'Armor, à la suite des opérations électorales du 7 septembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 9 septembre 1997).

MM. Jean Arthuis, Michel Barnier et Jean-Pierre Raffarin, proclamés élus sénateurs respectivement de la Mayenne, de la Savoie et de la Vienne, à la suite des opérations électorales du 21 septembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 23 septembre 1997).

E. – Sénateurs décédés

M. François Giacobbi, sénateur de la Haute-Corse de 1962 à 1997, le 7 mars 1997 (*JO Lois et décrets* du 8 mars 1997).

M. François Mathieu, sénateur de la Loire de 1988 à 1997, le 18 novembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 19 novembre 1997).

F. – Cessations de mandat de sénateur

De M. Yves Guéna (Dordogne), nommé membre du Conseil constitutionnel le 3 janvier 1997 (cessation de son mandat sénatorial le 12 janvier 1997) (*JO Lois et décrets* du 15 janvier 1997).

De M. Félix Leyzour (Côtes-d'Armor), élu député le 1^{er} juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 16 juin 1997) (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1997).

De Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (Hauts-de-Seine), élue député le 1^{er} juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 16 juin 1997) (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1997).

De M. Claude Billard (Val-de-Marne), élu député le 1^{er} juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 16 juin 1997) (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1997).

De M. René Rouquet (Val-de-Marne), élu député le 1^{er} juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 15 octobre 1997) (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1997).

De Mme Michelle Demessine (Nord), nommée secrétaire d'Etat au tourisme le 4 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 5 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 19 juin 1997) (*JO Lois et décrets* du 20 juin 1997).

De M. Alain Richard (Val-d'Oise), nommé ministre de la défense, le 4 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 5 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 4 juillet 1997) (*JO Lois et décrets* du 6 juillet 1997).

De M. Jean-Pierre Masseret (Moselle), nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants, le 4 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 5 juin 1997) (cessation de son mandat sénatorial le 4 juillet 1997) (*JO Lois et décrets* du 6 juillet 1997).

G. – Démissions

De M. Georges Dessaigne, sénateur de la Mayenne, le 30 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 2 juillet 1997).

De M. Jean-Pierre Vial, sénateur de la Savoie, le 30 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 2 juillet 1997).

De M. Guy Robert, sénateur de la Vienne, le 30 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 2 juillet 1997).

De M. Jacques Bialski, sénateur du Nord, le 2 juillet 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juillet 1997).

De M. Michel Rocard, sénateur des Yvelines, le 18 novembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 19 novembre 1997).

H. – Sénateurs membres du Gouvernement

Gouvernement de M. Lionel Jospin (décret du 4 juin 1997) :

M. Alain Richard (Val-d'Oise), nommé ministre de la défense ; cessation de son mandat sénatorial le 4 juillet 1997 (*JO Lois et décrets* du 6 juillet 1997).

M. Jean-Pierre Masseret (Moselle), nommé secrétaire d'Etat aux anciens combattants ; cessation de son mandat sénatorial le 4 juillet 1997 (*JO Lois et décrets* du 6 juillet 1997).

Mme Michelle Demessine (Nord), nommée secrétaire d'Etat au tourisme ; démission de son mandat sénatorial le 19 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 20 juin 1997).

I. – Sénateurs élus députés

M. Félix Leyzour (Côtes-d'Armor), Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (Hauts-de-Seine), MM. Claude Billard et René Rouquet (Val-de-Marne) ont été proclamés députés le 1^{er} juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juin 1997).

J. – Sénateur membre du Conseil constitutionnel

M. Yves Guéna (Dordogne), nommé membre du Conseil constitutionnel, en remplacement de M. Etienne Dailly, décédé (*JO Lois et décrets* du 4 janvier 1997).

K. – Remplacements de sénateurs

M. Gérard Fayolle remplace M. Yves Guéna* (Dordogne) le 13 janvier 1997 (*JO Lois et décrets* du 15 janvier 1997).

M. Jean-Baptiste Motroni remplace M. François Giacobbi** (Haute-Corse) le 8 mars 1997 (*JO Lois et décrets* du 9 mars 1997).

M. Michel Duffour remplace Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis*** (Hauts-de-Seine) le 16 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1997).

Mme Odette Terrade remplace M. Claude Billard*** (Val-de-Marne) le 16 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1997).

M. Pierre Lefebvre remplace Mme Michelle Demessine**** (Nord) le 19 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 20 juin 1997).

Mme Dinah Derycke remplace M. Jacques Bialski***** (Nord) le 2 juillet 1997 (*JO Lois et décrets* du 4 juillet 1997).

M. Bernard Angels remplace M. Alain Richard**** (Val-d'Oise) le 5 juillet 1997 (*JO Lois et décrets* du 6 juillet 1997).

M. Roger Hesling remplace M. Jean-Pierre Masseret**** (Moselle) le 5 juillet 1997 (*JO Lois et décrets* du 6 juillet 1997).

M. Jean Dérian remplace M. Félix Leyzour*** (Côtes-d'Armor) le 7 septembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 9 septembre 1997).

M. Serge Lagauche remplace M. René Rouquet*** (Val-de-Marne) le 15 octobre 1997 (*JO Lois et décrets* du 16 octobre 1997).

M. Jacques Bellanger remplace M. Michel Rocard***** (Yvelines) le 19 novembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 19 novembre 1997).

M. Bernard Fournier remplace M. François Mathieu** (Loire) le 19 novembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 20 novembre 1997).

* Sénateur membre du Conseil Constitutionnel

** Sénateurs décédés

*** Sénateurs élus députés

**** Sénateurs nommés membres du gouvernement

***** Sénateurs démissionnaires

L. – Déchéance

Déchéance de plein droit de sa qualité de sénateur de M. Claude Pradille, par décision du Conseil constitutionnel en date du 10 septembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 12 septembre 1997).

M. – Vacances de sièges

Le siège de M. Félix Leyzour (Côtes-d'Armor), élu député, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 18 juin 1997)*.

Les sièges de MM. Georges Dessaigne (Mayenne), Jean-Pierre Vial (Savoie), Guy Robert (Vienne), démissionnaires, deviennent vacants (*JO Lois et décrets* du 2 juillet 1997)*.

Le siège de M. Claude Pradille (Gard), déchu de plein droit, devient vacant (*JO Lois et décrets* du 18 septembre 1997).

* Voir D. – Elections partielles

N. – Sénateurs en mission temporaire

Fin de la mission de M. Alain Gérard, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 12 mai 1997.

Mission de M. René Trégouët, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace le 8 janvier 1997 (*JO Lois et décrets* du 9 janvier 1997) ; fin de mission le 30 juin 1997.

Mission de M. Henri Revol, auprès du ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications le 20 janvier 1997 (*JO Lois et décrets* du 22 janvier 1997) ; fin de mission le 25 juin 1997.

Mission de M. Jean-Louis Lorrain, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche le 20 mars 1997 (*JO Lois et décrets* du 21 mars 1997) ; fin de mission le 26 juin 1997.

Mission de M. Philippe Adnot, auprès du ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications le 26 mars 1997 (*JO Lois et décrets* du 28 mars 1997) ; fin de mission le 25 juin 1997.

Mission de M. Jean-Jacques Hyest, auprès du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense le 1^{er} décembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 2 décembre 1997).

O. – Anciens sénateurs décédés

M. Jean Béranger, sénateur des Yvelines de 1977 à 1986, le 17 janvier 1997 (21 janvier 1997) (p. 125).

M. Claude Fuzier, sénateur de Seine-Saint-Denis de 1977 à 1986 et de 1991 à 1995, le 22 janvier 1997 (23 janvier 1997) (p. 296).

M. Bernard Legrand, sénateur honoraire de Loire-Atlantique de 1974 à 1992, le 31 janvier 1997 (4 février 1997) (p. 520).

M. Roger Gaudon, sénateur du Val-de-Marne de 1968 à 1977, le 12 février 1997 (18 février 1997) (p. 807).

M. Jean Mézard, sénateur du Cantal de 1971 à 1980, le 4 mars 1997 (5 mars 1997) (p. 1194).

M. Joseph Voyant, sénateur honoraire du Rhône de 1946 à 1977, le 20 mars 1997 (25 mars 1997) (p. 1606).

M. Joseph Grangier, sénateur de Vaucluse de 1972 à 1977, le 27 mars 1997 (15 avril 1997) (p. 1800).

M. Mohamed Megdoud, sénateur de Tizi-Ouzou de 1961 à 1962, le 16 juin 1997 (19 juin 1997) (p. 2027).

M. Victor Sablé, sénateur de la Martinique de 1946 à 1948, le 25 août 1997 (16 septembre 1997) (p. 2109).

M. Edmond Valcin, sénateur de la Martinique de 1977 à 1986, le 6 septembre 1997 (16 septembre 1997) (p. 2109).

M. Roland Bru, sénateur du Gabon de 1958 à 1959, sénateur de la Communauté de 1959 à 1961, le 6 octobre 1997 (9 octobre 1997) (p. 2698).

M. Jacques Delalande, sénateur de la Mayenne de 1948 à 1965, le 7 octobre 1997 (14 octobre 1997) (p. 2730).

M. Jean Natali, sénateur honoraire de l'Oise de 1974 à 1992, le 1^{er} décembre 1997 (p. 4315).

II. – BUREAU DU SÉNAT

Composition au 1^{er} janvier 1997 : voir Table thématique 1996 « Informations parlementaires annuelles ».

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 15 janvier 1997, M. Gérard Larcher est élu vice-président, en remplacement de M. Yves Guéna, nommé membre du Conseil constitutionnel (*JO Lois et décrets* du 16 janvier 1997).

Président : M. René Monory.

Vice-présidents : MM. Jean Faure, Paul Girod, Jacques Valade, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean Delaneau, Gérard Larcher.

Questeurs : MM. Lucien Neuwirth, Serge Mathieu, François Autain.

Secrétaires : MM. Philippe Adnot, Louis Althapé, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Michel Charasse, Michel Doublet, Ambroise Dupont, François Gerbaud, François Lesein, Daniel Millaud, Ivan Renar, Philippe Richert, André Rouvière.

III. – SESSIONS

Session ordinaire de 1996-1997* : clôture le 30 juin 1997 (*JO Lois et décrets* du 1^{er} juillet 1997).

Session extraordinaire : convocation du Parlement en session extraordinaire à compter du 15 septembre 1997 (*JO Lois et décrets* du 5 septembre 1997) ; ouverture (16 septembre 1997) (p. 2109) ; clôture (30 septembre 1997) (*JO Lois et décrets* du 1^{er} octobre 1997).

Session ordinaire de 1997-1998 : ouverture (1^{er} octobre 1997) (p. 2463).

* Les travaux du Sénat ont été interrompus entre le 22 avril 1997 et le 12 juin 1997 à la suite de la dissolution de l'Assemblée Nationale ; ajournement (22 avril 1997) (p. 2008) ; reprise des travaux du Sénat (12 juin 1997) (p. 2013).

IV. – COMPOSITION DES GROUPES POLITIQUES

Composition des différents groupes au 1^{er} janvier 1997 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1996 ».

Groupe communiste républicain et citoyen (CRC)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 12 juin 1997, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Claude Billard et Félix Leyzour, élus députés, cessent d'appartenir au groupe (*JO Lois et décrets* du 19 juin 1997) :

– le 13 juin 1997, M. Paul Vergès adhère au groupe ainsi que M. Michel Duffour et Mme Odette Terrade en remplacement respectivement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et M. Claude Billard (*JO Lois et décrets* du 19 juin 1997) :

– le 19 juin 1997, M. Pierre Lefebvre adhère au groupe en remplacement de Mme Michelle Demessine, nommée membre du Gouvernement (*JO Lois et décrets* du 19 juin 1997) :

– le 10 septembre 1997, M. Jean Dérian adhère au groupe en remplacement de M. Félix Leyzour (*JO Lois et décrets* du 10 septembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 (16 membres) :

Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Danielle Bidard-Reydet, Nicole Borvo, MM. Jean Dérian, Michel Duffour, Guy Fischer, Pierre Lefebvre, Paul Lorient, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Jack Ralite, Ivan Renar, Mme Odette Terrade, M. Paul Vergès.

Président du groupe : Mme Hélène Luc.

Groupe du Rassemblement démocratique et social européen (RDSE)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 7 mars 1997, décès de M. François Giacobbi (*JO Lois et décrets* du 8 mars 1997).

Composition au 31 décembre 1997 (21 membres) :

MM. François Abadie, Jean-Michel Baylet, Georges Berchet, Jacques Birbenet, André Boyer, Guy Cabanel, Henri Collard, Yvon Collin, Fernand Demilly, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean François-Poncet, Paul Girod, Pierre Jeambrun, Bernard Joly, Pierre Laffitte, François Lesein, Georges Mouly, Georges Othily, Raymond Soucaret, André Vallet, Robert-Paul Vigouroux.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Jean-Marie Rausch.

Président du groupe : M. Guy Cabanel.

Groupe de l'Union centriste (UC)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 27 février 1997, M. André Dulait cesse d'être rattaché administrativement pour adhérer au groupe (JO Lois et décrets du 28 février 1997) ;

– le 30 juin 1997, MM. Georges Dessaigne et Guy Robert, démissionnent de leur mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 2 juillet 1997) ;

– le 23 septembre 1997, M. Jean Arthuis adhère au groupe (JO Lois et décrets du 24 septembre 1997) ;

– le 18 novembre 1997, décès de M. François Mathieu (JO Lois et décrets du 19 novembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 (54 membres) :

MM. Jean-Paul Amoudry, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Alphonse Arzel, Denis Badré, René Ballayer, Bernard Barraux, Jacques Baudot, Jean Bernadaux, Daniel Bernardet, François Blai-zot, Maurice Blin, Mme Annick Bocandé, MM. André Bohl, Didier Borotra, Jean Cluzel, Marcel Daunay, Marcel Deneux, André Diligent, André Dulait, André Égu, Pierre Fauchon, Jean Faure, Serge Franchis, Jacques Genton, Francis Grignon, Marcel Henry, Pierre Hérisson, Rémi Herment, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyst, Pierre Lagourgue, Alain Lambert, Henri Le Breton, Édouard Le Jeune, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Jacques Machet, Jean Madelain, Kléber Malécot, René Marquès, Louis Mercier, Michel Mercier, Daniel Millaud, Louis Moinard, René Monory, Jean-Marie Poirier, Jean Pourchet, Philippe Richert, Michel Souplet, Albert Vecten, Xavier de Ville-pin.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (4 membres) : MM. Michel Bécot, Claude Belot, Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Rocca Serra.

Président du groupe : M. Maurice Blin.

Groupe des Républicains et indépendants (RI)

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 23 septembre 1997, M. Jean-Pierre Raffarin adhère au groupe (JO Lois et décrets du 24 septembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 (42 membres) :

MM. José Balarello, Bernard Barbier, Mme Janine Bardou, MM. Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, Philippe de Bourgoing, Jean Boyer, Louis Boyer, Jean-Claude Carle, Jean Clouet, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Jean Delaneau, Jacques Dominati, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emin, Jean-Paul Emorine, Hubert Falco, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Marie Girault, Mme Anne Heinis, MM. Charles Jolibois, Jean-Philippe Lachenaud, Jacques Larché, Roland du Luart, Serge Mathieu, Philippe Nachbar, Michel Pelchat, Jean Pépin, Bernard Plasait, Régis Ploton, Guy Poirieux, Jean Puech, Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Charles Revet, Henri Revol, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Bernard Seillier, Henri Torre, François Trucy.

Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Nicolas About.

Rattachés administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (2 membres) : MM. Marcel-Pierre Cleach, André Pourny.

Président du groupe : M. Henri de Raincourt.

Groupe du Rassemblement pour la République (RPR)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 13 janvier 1997, M. Gérard Fayolle adhère au groupe en remplacement de M. Yves Guéna, nommé membre du Conseil constitutionnel (JO Lois et décrets du 15 janvier 1997) ;

– le 30 juin 1997, M. Pierre Vial démissionne de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 2 juillet 1997) ;

– le 23 septembre 1997, M. Michel Barnier adhère au groupe (JO Lois et décrets du 23 septembre 1997) ;

– le 20 novembre 1997, M. Bernard Fournier adhère au groupe (JO Lois et décrets du 21 novembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 (88 membres) :

MM. Michel Alloncle, Louis Althapé, Honoré Baillet, Michel Barnier, Henri Belcour, Jean Bernard, Roger Besse, Jean Bizet, Paul Blanc, Yvon Bourges, Jacques Braconnier, Mme Paulette Bripesierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Jean-Pierre Camoin, Auguste Cazalet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jacques Chaumont, Jean Chérioux, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delong, Charles Descours, Michel Doublet, Alain Dufaut, Xavier Dugoin, Gérard Fayolle, Hilaire Flandre, Philippe François, Bernard Fournier, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, Alain Gérard, François Gerbaud, Charles Ginésy, Daniel Goulet, Alain Gourmac, Adrien Gouteyron, Georges Gruillot, Hubert Haenel, Emmanuel Hamel, Bernard Hugo, Jean-Paul Hugot, Roger Husson, André Jourdain, Alain Joyandet, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Gérard Larcher, Edmond Laurent, René-Georges Laurin, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Guy Lemaire, Maurice Lombard, Simon Loueckhote, Philippe Marini, Pierre Martin, Paul Masson, Jacques de Menou, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, MM. Paul d'Ornano, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Sosefo Makapé Papilio, Charles Pasqua, Alain Peyrefitte, Alain Pluchet, Christian Poncelet, Victor Reux, Roger Rigaudière, Jean-Jacques Robert, Josselin de Rohan, Michel Rufin, Jean-Pierre Schosteck, Maurice Schumann, Louis Souvet, Martial Taugourdeau, René Trégouët, Maurice Ulrich, Jacques Valade, Alain Vasselle, Serge Vinçon.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (6 membres) : MM. Gérard Braun, Dominique Braye, Gérard César, Désiré Debavelaere, Daniel Eckenspieller, Yann Gaillard.

Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement (1 membre) : M. Christian Demuynck.

Président du groupe : M. Josselin de Rohan.

Vice-Président délégué : M. Serge Vinçon.

Groupe socialiste (S)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 11 mars 1997, M. Jean-Baptiste Motroni adhère au groupe (JO Lois et décrets du 12 mars 1997) ;

– le 2 juillet 1997, M. Jacques Bialski, démissionnaire de son mandat de sénateur, cesse d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 4 juillet 1997) ;

– le 4 juillet 1997, Mme Dinah Derycke adhère au groupe (JO Lois et décrets du 5 juillet 1997) ;

– le 4 juillet 1997, MM. Alain Richard et Jean-Pierre Masseret, nommés membres du Gouvernement le 4 juin 1997, démissionnent de leur mandat de sénateur et cessent d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 6 juillet 1997) ;

– le 7 juillet 1997, MM. Bernard Angels et Roger Hesling adhèrent au groupe (JO Lois et décrets du 8 juillet 1997) ;

– le 10 septembre 1997, M. Claude Pradille, déchu de sa qualité de sénateur, cesse d'appartenir au groupe (JO Lois et décrets du 12 septembre 1997) ;

– le 15 octobre 1997, M. Serge Lagauche adhère au groupe, en remplacement de M. René Rouquet élu député (JO Lois et décrets du 16 octobre 1997) ;

– le 19 novembre 1997, M. Jacques Bellanger adhère au groupe, en remplacement de M. Michel Rocard démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 20 novembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 (72 membres) :

MM. Guy Allouche, Bernard Angels, François Autain, Germain Authié, Robert Badinter, Jacques Bellanger, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean Besson, Pierre Biarnès, Marcel Bony, Jean-Louis Carrère, Robert Castaing, Francis Cavalier-Bénézet, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Marcel Charmant, Michel Charzat, William Chervy, Raymond Courrière, Roland Courteau, Marcel Debarge, Bertrand Delanoë, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Mmes Dinah Derycke, Marie-Madeleine Dieulangard, M. Michel Dreyfus-

Schmidt, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Claude Estier, Léon Fatous, Aubert Garcia, Claude Haut, Roger Hesling, Roland Huguet, Philippe Labeyrie, Serge Lagauche, Guy Leguevaques, Philippe Madrelle, Jacques Mahéas, Michel Manet, Marc Massion, Pierre Mauroy, Georges Mazars, Jean-Luc Mélenchon, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Jean-Baptiste Motroni, Jean-Marc Pastor, Guy Penne, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Jean-Claude Peyronnet, Louis Philibert, Bernard Piras, Mmes Danièle Pourtaud, Gisèle Printz, MM. Roger Quilliot, Paul Raoult, René Régnauld, Roger Rinchet, Gérard Roujas, André Rouvière, Claude Saunier, Michel Sergent, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Fernand Tardy, André Vézinhet, Marcel Vidal, Henri Weber.

Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement (3 membres) : MM. Rodolphe Désiré, Dominique Larifla, Claude Lise.

Président du groupe : M. Claude Estier.

Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (NI)

Liste des membres non-inscrits en cours d'année :

- M. Jean-Baptiste Motroni, du 8 au 11 mars 1997 ;
- M. Paul Vergès cesse d'être non inscrit le 18 juin 1997 ;
- Mme Dinah Derycke, du 3 au 4 juillet 1997 ;
- MM. Bernard Angels et Roger Hesling du 5 au 7 juillet 1997 ;
- M. Jean Dérian du 9 au 10 septembre 1997 ;
- M. Jean Arthuis du 23 au 24 septembre 1997 ;
- M. Jean-Pierre Raffarin du 23 au 24 septembre 1997 ;
- M. Bernard Fournier du 18 au 19 novembre 1997.

Liste des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe au 31 décembre 1997 (9 membres) : MM. Philippe Adnot, Philippe Damiche, Hubert Durand-Chastel, Alfred Foy, Jean Grandon, Jacques Habert, Jean-Pierre Lafond, André Maman, Alex Türk.

Délégué : M. Jacques Habert.

V. – COMPOSITION DES COMMISSIONS

A. – COMMISSIONS PERMANENTES

Composition des différentes commissions au 1^{er} janvier 1997 : voir Table thématique 1996 « Informations parlementaires annuelles ».

1 - Commission des affaires culturelles (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 16 janvier 1997, nomination de M. Gérard Fayolle, en remplacement de M. Sosefo Makapé Papilio, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 17 janvier 1997) ;
- le 17 septembre 1997, nomination de M. Roger Hesling, en remplacement de M. Marcel Charmant, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 18 septembre 1997) ;
- le 23 septembre 1997, nomination de M. René Rouquet, en remplacement de M. Henri Weber, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 24 septembre 1997) ;
- le 21 octobre 1997, nomination de M. Serge Lagauche, en remplacement de M. René Rouquet, dont le mandat de sénateur a cessé (*JO Lois et décrets* du 22 octobre 1997) ;
- le 9 décembre 1997, nomination de M. Bernard Fournier, en remplacement de M. François Mathieu, décédé (*JO Lois et décrets* du 10 décembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 : MM. Philippe Arnaud, Honoré Baillet, Jean Bernadaux, Jean Bernard, Jean-Pierre Camoin, Jean-Claude Carle, Robert Castaing, Marcel Daunay, Jean Delaneau, André Diligent, Ambroise Dupont, Daniel Eckenspieller, Gérard Fayolle, Bernard Fournier, Alain Gérard, Roger Hesling, Pierre Jeambrun, Alain Joyandet, Philippe Labeyrie, Serge Lagauche,

Henri Le Breton, Jacques Legendre, Guy Lemaire, François Lesein, Mme Hélène Luc, MM. Pierre Martin, Philippe Nachbar, Michel Pelchat, Louis Philibert, Jean-Marie Poirier, Guy Poirieux, Roger Quilliot, Jack Ralite, Victor Reux, Philippe Richert, Claude Saunier, Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Jacques Valade, Marcel Vidal, N.

Bureau : *Président* : M. Adrien Gouteyron ; *Vice-Présidents* : MM. Pierre Laffitte, Albert Vecten, James Bordas, Jean-Louis Carrère, Jean-Paul Hugot, Yvan Renar ; *Secrétaires* : MM. André Égu, Alain Dufaut, André Maman, Mme Danièle Pourtaud.

2 - Commission des affaires économiques et du Plan (78 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 16 janvier 1997, nomination de M. Jean Bizet, en remplacement de Mme Lucette Michaux-Chevry, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 17 janvier 1997) ;
- le 29 janvier 1997, M. Philippe François est nommé vice-président, en remplacement de M. Gérard Larcher (*JO Lois et décrets* du 30 janvier 1997) ;
- le 30 janvier 1997, nomination de M. Bernard Piras, en remplacement de M. Michel Charzat, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 31 janvier 1997) ;
- le 20 mars 1997, nomination de M. Jean-Baptiste Motroni, en remplacement de M. André Vallet, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 21 mars 1997) ;
- le 24 juin 1997, nomination de Mme Odette Terrade, en remplacement de M. Claude Billard, dont le mandat de sénateur a cessé, et de M. Pierre Lefebvre, en remplacement de M. Félix Leyzour, dont le mandat de sénateur a cessé (*JO Lois et décrets* du 25 juin 1997) ;
- le 17 septembre 1997, nomination de M. Michel Charzat, en remplacement de M. Claude Haut, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 18 septembre 1997) ;
- le 23 septembre 1997, nomination de M. Henri Weber, en remplacement de M. René Rouquet, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 24 septembre 1997) ;
- le 30 septembre 1997, nomination de M. Michel Barnier, en remplacement de M. Jean-Pierre Vial, démissionnaire de son mandat de sénateur (*JO Lois et décrets* du 1^{er} octobre 1997) ;
- le 7 octobre 1997, nomination de M. Jean-Pierre Raffarin, en remplacement de M. Jacques Dominati, démissionnaire (*JO Lois et décrets* du 8 octobre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 : MM. Louis Althapé, Alphonse Arzel, Mme Janine Bardou, MM. Michel Barnier, Bernard Barreaux, Michel Bécot, Jean Besson, Jean Bizet, Marcel Bony, Jean Boyer, Jacques Braconnier, Gérard Braun, Dominique Braye, Michel Charzat, Marcel-Pierre Cléach, Roland Courteau, Désiré Debavelaere, Gérard Delfau, Fernand Demilly, Marcel Deneux, Rodolphe Désiré, Michel Doublet, Mme Josette Durrieu, MM. Bernard Dussaut, Jean-Paul Emorine, Léon Fatous, Hilaire Flandre, Aubert Garcia, François Gerbaud, Charles Ginésy, Jean Grandon, Francis Grignon, Georges Guillot, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Hérisson, Rémi Herment, Bernard Hugo, Bernard Joly, Gérard Larcher, Edmond Lauret, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, Kléber Malécot, Jacques de Menou, Louis Mercier, Jean-Baptiste Motroni, Jean-Marc Pastor, Jean Pépin, Daniel Percheron, Jean Peyrafitte, Bernard Piras, Alain Pluchet, Jean Pourchet, Jean Puech, Jean-Pierre Raffarin, Paul Raoult, Jean-Marie Rausch, Charles Revet, Roger Rigaudière, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert, Jacques Rocca Serra, Josselin de Rohan, Raymond Soucaret, Michel Souplet, Mme Odette Terrade, M. Henri Weber.

Bureau : *Président* : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Philippe François, Henri Revol, Jean Huchon, Fernand Tardy, Gérard César, Louis Minetti ; *Secrétaires* : MM. Georges Berchet, William Chervy, Jean-Paul Emin, Louis Moinard.

3 - Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

- Le 16 janvier 1997, nomination de Mme Lucette Michaux-Che-

vry, et le remplacement de M. Yves Guéna, nommé membre du Conseil constitutionnel (JO Lois et décrets du 17 janvier 1997) ;

– le 18 mars 1997, nomination de M. André Vallet, en remplacement de M. Robert-Paul Vigouroux, démissionnaire (JO Lois et décrets du 19 mars 1997) ;

– le 30 septembre 1997, nomination de M. Jean Arthuis, en remplacement de M. Guy Robert, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 1^{er} octobre 1997).

– le 25 novembre 1997, nomination de M. Jacques Bellanger, en remplacement de M. Michel Rocard, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 27 novembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 : MM. Nicolas About, Jean Arthuis, Jean-Michel Baylet, Jean-Luc Bécart, Jacques Bellanger, Daniel Bernardet, Pierre Biarnès, Didier Borotra, André Boyer, Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Robert Calmejane, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Charles-Henri de Cossé-Brissac, Pierre Croze, Marcel Debarge, Jean-Pierre Demerliat, Xavier Dugoin, André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Hubert Falco, Jean Faure, Philippe de Gaulle, Daniel Goulet, Jacques Habert, Marcel Henry, Roger Husson, Christian de La Malène, Edouard Le Jeune, Maurice Lombard, Philippe Madrelle, Pierre Mauroy, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Paul d'Ornano, Charles Pasqua, Alain Peyrefitte, Bernard Plasait, Régis Ploton, André Rouvière, André Vallat.

Bureau : *Président* : M. Xavier de Villepin ; *Vice-présidents* : MM. Yvon Bourges, Guy Penne, Jean Clouet, François Abadie, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jacques Genton ; *Secrétaires* : MM. Michel Alloncle, Jean-Luc Mélenchon, Serge Vinçon et Bertrand Delanoë.

4 - Commission des affaires sociales (52 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 16 janvier 1997, nomination de M. Sosefo Makapé Papilio, en remplacement de M. Jean Bizet, démissionnaire (JO Lois et décrets du 17 janvier 1997) ;

– le 24 juin 1997, nomination de Mme Nicole Borvo, en remplacement de Mme Michelle Demessinè, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 25 juin 1997) ;

– le 3 juillet, M. Guy Fischer est nommé vice-président, en remplacement de Mme Michelle Demessine ;

– le 17 septembre 1997, nomination de Mme Dinah Derycke, en remplacement de M. Bialski, démissionnaire de son mandat de sénateur, et de M. Jean-Pierre Lafond, à la place laissée vacante depuis le 18 juin 1997 (JO Lois et décrets du 18 septembre 1997) ;

– le 7 octobre 1997, nomination de M. Jacques Dominati, en remplacement de M. Georges Dessaigne, démissionnaire de son mandat de sénateur (JO Lois et décrets du 8 octobre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 : MM. François Autain, Henri Belcour, Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, Jean-Pierre Cantegrit, Francis Cavalier-Benezet, Gilbert Chabroux, Philippe Darniche, Mme Dinah Derycke, M. Jacques Dominati, Mme Joëlle Dusseau, MM. Alfred Foy, Serge Franchis, Alain Gournac, André Jourdain, Jean-Pierre Lafond, Pierre Lagourgue, Dominique Larifla, Dominique Leclerc, Marcel Lesbros, Jean-Louis Lorrain, Simon Loueckhote, Jean Madelain, Michel Manet, René Marquès, Serge Mathieu, Georges Mazars, Georges Mouly, Lucien Neuwirth, Mme Nelly Olin, MM. Sosefo Makapé Papilio, André Pourny, Mme Gisèle Printz, MM. Henri de Raincourt, Gérard Roujas, Martial Tau-gourdeau, Alain Vasselle, Paul Vergès, André Vézinhel.

Bureau : *Président* : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-présidents* : M. Jacques Bimbenet, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Claude Huriet, Bernard Seillier, Louis Souvet ; *Secrétaires* : MM. Jean Chérioux, Charles Descours, Roland Hugué, Jacques Mâchet.

5 - Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation (43 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 17 septembre 1997, nomination de M. Bernard Angels, en

remplacement de M. Alain Richard, dont le mandat de sénateur a cessé, et M. Claude Haut, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, dont le mandat de sénateur a cessé (JO Lois et décrets du 18 septembre 1997) ;

– le 24 septembre 1997, M. René Régnauld est nommé vice-président, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret, M. Gérard Miquel, secrétaire, en remplacement de M. René Régnauld, M. Michel Sergent, secrétaire, en remplacement de M. Alain Richard (JO Lois et décrets du 25 septembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Denis Badré, René Ballayer, Bernard Barbier, Jacques Baudot, Claude Belot, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Roger Besse, Maurice Blin, Joël Bourdin, Guy Cabanel, Auguste Cazalot, Michel Charasse, Jacques Chaumont, Yvon Collin, Jacques Delong, Yann Gaillard, Hubert Haenel, Claude Haut, Jean-Philippe Lachenaud, Claude Lise, Paul Loridant, Marc Massion, Michel Mercier, Michel Moreigne, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Maurice Schumann, Henri Torre, René Trégouët.

Bureau : *Président* : M. Christian Poncelet ; *Vice-présidents* : MM. Jean Cluzel, Henri Collard, Roland du Luart, Mme Marie-Claude Beaudreau, MM. Philippe Marini, René Régnauld ; *Secrétaires* : MM. Emmanuel Hamel, Gérard Miquel, Michel Sergent, François Trucy ; *Rapporteur général* : M. Alain Lambert.

6 - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (44 membres)

Modifications intervenues en cours d'année :

– Le 30 janvier 1997, nomination de M. Michel Charzat, en remplacement de M. Bernard Piras, démissionnaire (JO Lois et décrets du 31 janvier 1997) ;

– le 18 mars 1997, nomination de M. Robert-Paul Vigouroux, en remplacement de M. François Giacobbi, décédé (JO Lois et décrets du 19 mars 1997) ;

– le 24 juin 1997, nomination de M. Michel Duffour, en remplacement de Mme Nicole Borvo, démissionnaire (JO Lois et décrets du 25 juin 1997) ;

– le 17 septembre 1997, nomination de M. Marcel Charmant, en remplacement de M. Michel Charzat, démissionnaire (JO Lois et décrets du 18 septembre 1997) ;

– le 2 octobre 1997, nomination de M. Jean Dérian (JO Lois et décrets du 3 octobre 1997) ;

– Le 8 octobre 1997, élection de M. Georges Othily en tant que vice-président, en remplacement de M. François Giacobbi, décédé (JO Lois et décrets du 9 octobre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 : MM. Guy Allouche, Jean-Paul Amoudry, Robert Badinter, José Balarello, François Blaizot, André Bohl, Christian Bonnet, Philippe de Bourgoing, Charles Ceccaldi-Raynaud, Marcel Charmant, Raymond Courrière, Jean-Patrick Courtois, Charles de Cuttoli, Luc Dejoie, Jean-Paul Delevoye, Christian Demuynck, Jean Dérian, Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Patrice Gélard, Jean-Marie Girault, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Lucien Lanier, Guy Leguevaques, Daniel Millaud, Jean-Claude Peyronnet, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Jean-Pierre Schosteck, Alex Türk, Maurice Ulrich, Robert-Paul Vigouroux, N.

Bureau : *Président* : M. Jacques Larché ; *Vice-présidents* : MM. René-Georges Laurin, Germain Authié, Pierre Fauchon, Charles Jolibois, Robert Pagès, Georges Othily ; *Secrétaires* : MM. Michel Rufin, Jacques Mahéas, Jean-Jacques Hyst, Paul Masson.

B. – COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

1. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi créant les plans d'épargne retraite.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le vendredi 31 janvier 1997 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 30 janvier 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Méhaignerie, Jean-Pierre Thomas, Augustin Bonrepaux, Jean-Yves Chamard, Charles de Courson, Daniel Garrigue, Michel Inchauspé.

Suppléants : MM. Arthur Dehaine, Yves Deniaud, Raymond Lamontagne, Gilbert Gantier, Jean-Jacques Jegou, Julien Dray, Daniel Colliard.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Philippe Marini, Guy Cabanel, Alain Lambert, Roland du Luart, Marc Massion, Paul Loridant.

Suppléants : MM. Denis Badré, Henri Collard, Jacques-Richard Delong, Emmanuel Hamel, Jean-Philippe Lachenaud, Gérard Miquel, Alain Richard.

Dans sa séance du mercredi 5 février 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Pierre Méhaignerie. *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Pierre Thomas ; au Sénat : M. Philippe Marini.

2. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 4 mars 1997 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Jean-Pierre Delalande, Gérard Léonard, Jean-Yves Chamard, Rudy Salles, Xavier Pintat, Léonce Deprez, Jean-Yves Le Déaut.

Suppléants : MM. Pierre Rémond, Lionel Assouad, Roland Coche, Germain Gengenwin, Charles de Courson, Michel Berson, Maxime Gremetz.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Paul Masson, André Jourdain, Jean Madelain, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer.

Suppléants : M. Jacques Bimbenet, Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Alain Gournac, Roland Hugué, René Marquès, Bernard Seillier.

Dans sa séance du mardi 4 mars 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Jean-Yves Chamard. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Rudy Salles ; au Sénat : M. Louis Souvet.

3. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures relatives à l'immigration.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 18 mars 1997 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 13 mars 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Pierre Mazeaud, Gérard Léonard, Christian Dupuy, Arnaud Cazin d'Honinchtun, Jean-Pierre Philibert, Julien Dray, Jean-Pierre Michel.

Suppléants : M. Jérôme Bignon, Mme Suzanne Sauvaigo, MM. Jacques Masdeu-Arus, Yves Marchand, Rudy Salles, Jacques Floch, Patrick Braouezec.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Paul Masson, Jean-Jacques Hiest, Paul Girod, Lucien Lanier, Guy Allouche, Robert Pagès.

Suppléants : MM. Robert Badinter, Philippe de Bourgoing, Luc Dejoie, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Georges Othily, Jean-Pierre Schosteck.

Dans sa séance du jeudi 20 mars 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Jacques Hiest ; *Vice-président* : M. Arnaud Cazin d'Honinchtun. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Pierre Mazeaud ; au Sénat : M. Paul Masson.

4. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le jeudi 2 octobre 1997 et par le Sénat dans sa séance du mercredi 1^{er} octobre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Claude Bartolone, Jean-Claude Boulard, Mme Muguette Jacquaint, MM. Denis Jacquat, Jean Le Garrec, Jean Pontier.

Suppléants : MM. Pierre Cardo, Nicolas Dupont-Aignan, Robert Galley, Mme Paulette Guichard-Kunstler, MM. Maurice Leroy, Alain Neri, Alfred Recours.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Louis Souvet, Jacques Bimbenet, Jean Chérioux, Jean Madelain, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. Guy Fischer.

Suppléants : M. Henri Belcour, Mme Nicole Borvo, MM. Gilbert Chabroux, Serge Franchis, Alain Gournac, Jean-Louis Lorrain, Henri de Raincourt.

Dans sa séance du jeudi 2 octobre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Jean-Pierre Fourcade ; *Vice-président* : M. Claude Bartolone. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Jean-Claude Boulard ; au Sénat : M. Louis Souvet.

5. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le lundi 6 octobre 1997 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 2 octobre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Didier Migaud, Augustin Bonrepaux, Philippe Auberger, Charles de Courson, Jean-Pierre Brard, Pierre Carassus.

Suppléants : MM. Pierre Bourguignon, Gérard Fuchs, Yves Tavernier, Gilles Carrez, Yves Deniaud, Laurent Dominati, Jean-Jacques Jegou.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Philippe Marini, Roland du Luart, Henri Collard, René Régnault, Paul Loridant.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Denis Badré, Guy Cabanel, Yann Gaillard, Marc Massion, Michel Sergent, François Trucy.

Dans sa séance du mardi 7 octobre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Henri Emmanuelli. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Alain Lambert.

6. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du service national.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 8 octobre 1997 et par le Sénat dans sa séance du mardi 7 octobre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Paul Quilès, Didier Boulaud, François Lamy, René Galy-Dejean, Guy Teissier, Jean-Claude Sandrier, Gérard Charasse.

Suppléants : MM. André Vauchez, Guy-Michel Chauveau, Mme Martine Lignières-Cassou, MM. Pierre Lellouche, Charles Cova, Arthur Paecht, Michel Voisin.

Sénateurs

Titulaires : MM. Xavier de Villepin, Serge Vinçon, Daniel Goulet, Bernard Plasait, André Dulait, André Rouvière, Jean-Luc Bécart.

Suppléants : MM. Michel Alloncle, Jean Clouet, Claude Estier, Jean Faure, Maurice Lombard, Jean-Luc Mélenchon, André Vallet.

Dans sa séance du jeudi 9 octobre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Paul Quilès ; *Vice-président* : M. Xavier de Villepin ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Boulaud ; au Sénat : M. Serge Vinçon.

7. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 15 octobre 1997 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 9 octobre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : Mme Catherine Tasca, MM. Christian Paul, Jérôme Lambert, Olivier de Chazeaux, José Rossi, André Gérin, Claude Hoarau.

Suppléants : MM. René Dosière, Christophe Caresche, Jacques Floch, François Colcombet, Mme Christine Lazerges, MM. Richard Cazenave, Henri Plagnol.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jacques Larché, Christian Bonnet, Patrice Gélard, Paul Girod, Pierre Fauchon, Guy Allouche, Michel Duffour.

Suppléants : MM. André Bohl, Philippe de Bourgoing, Charles de Cuttoli, Michel Dreyfus-Schmidt, Lucien Lanier, Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet.

Dans sa séance du jeudi 16 octobre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : Mme Catherine Tasca ; *Vice-président* : M. Jacques Larché ; *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Christian Paul ; au Sénat : M. Christian Barnet.

8. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 22 octobre 1997 et par le Sénat dans sa séance du jeudi 16 octobre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. André Lajoinie, Dominique Dupilet, René Leroux, Jean-Yves Le Drian, Didier Quentin, Aimé Kergueris, Guy Lengagne.

Suppléants : M. Gilbert Le Bris, Mme Jacqueline Lazard, MM. Kofi Yamgnane, Louis Guédon, Jean-Yves Besselat, Léonce Deprez, Claude Gatignol.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean François-Poncet, Josselin de Rohan, Michel Doublet, Louis Moinard, Charles Revet, Paul Raoult, Pierre Lefebvre.

Suppléants : MM. Gérard César, Fernand Demilly, Mme Anne Heinis, MM. Jean Huchon, Jean-François Le Grand, Louis Minetti, Fernand Tardy.

Dans sa séance du mardi 4 novembre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. André Lajoinie ; *Vice-président* : M. Jean Huchon. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Dominique Dupilet ; au Sénat : M. Josselin de Rohan.

9. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 19 novembre 1997 et par le Sénat dans sa séance du mardi 18 novembre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Claude Bartolone, Alfred Recours, Claude Evin, Bernard Accoyer, Jean-Luc Préel, Mme Jacqueline Fraysse, M. Bernard Charles.

Suppléants : M. Augustin Bonrepaux, Mme Dominique Gillot, MM. Pascal Terrasse, Bruno Bourg-Broc, Mme Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Pierre-Christophe Baguet, Denis Jacquat.

Sénateurs

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Charles Descours, Jacques Machet, Alain Vasselle, Jacques Oudin, François Autain, Mme Nicole Borvo.

Suppléants : MM. Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Jean Chérioux, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Claude Huriet, Jean Madelain.

Dans sa séance du mercredi 19 novembre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Claude Bartolone ; *Vice-président* : M. Jean-Pierre Fourcade. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Alfred Recours ; au Sénat : M. Charles Descours.

10. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances 1998.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mercredi 10 décembre 1997 et par le Sénat dans sa séance du mardi 9 décembre 1997, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Didier Migaud, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Roland Carraz, Pierre Méhaignerie, Jean Tardito.

Suppléants : MM. Tony Dreyfus, Jean-Pierre Kucheida, Yves Tavernier, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Gilbert Gantier, Jean-Jacques Jegou.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Henri Collard, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini, René Régnauld, Paul Loridan.

Suppléants : MM. Bernard Angels, Denis Badré, Joël Bourdin, Guy Cabanel, Michel Charasse, Yann Gaillard, Joseph Ostermann.

Dans sa séance du mercredi 10 décembre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Henri Emmanuelli ; *Vice-président* : M. Christian Poncelet. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Alain Lambert.

11. – Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1997.

A la suite des nominations effectuées par l'Assemblée nationale le mardi 16 décembre 1997 et par le Sénat dans sa séance du même jour, cette commission est ainsi composée :

Députés

Titulaires : MM. Henri Emmanuelli, Didier Migaud, Philippe Auberger, Augustin Bonrepaux, Roland Carraz, Charles de Courson, Daniel Feurtet.

Suppléants : MM. Gérard Bapt, Pierre Bourguignon, Alain Rodet, Arthur Dehaine, Yves Deniaud, Gilbert Gantier, Jean-Jacques Jegou.

Sénateurs

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Alain Lambert, Henri Collard, Yann Gaillard, Roland du Luart, Marc Massion, Mme Marie-Claude Beaudeau.

Suppléants : MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Jean Cluzel, Hubert Haenel, Jean-Philippe Lachenaud, Philippe Marini, René Régnault.

Dans sa séance du mardi 16 décembre 1997, la commission mixte paritaire a nommé :

Président : M. Christian Poncelet ; *Vice-président* : M. Augustin Bonrepaux. *Rapporteurs* : à l'Assemblée nationale : M. Didier Migaud ; au Sénat : M. Alain Lambert.

C. – COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Commission d'enquête sur la politique énergétique de la France

Nomination par le Sénat le 20 novembre 1997 (JO Lois et décrets du 21 novembre 1997) :

Membres : MM. Claude Belot, Georges Berchet, Jean Besson, Jean Boyer, Michel Charzat, William Chervy, Charles Descours, Hubert Durand-Chastel, Jean Faure, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Lucien Lanier, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, Gérard Miquel, Alain Pluchet, Henri Revol, André Rouvière, Michel Souplet, René Trégouët et Jacques Valade.

Modification intervenue en cours d'année :

– le 17 décembre 1997, nomination de M. Michel Charzat, en remplacement de Mme Danièle Pourtaud, démissionnaire (JO Lois et décrets du 18 décembre 1997).

Nomination du bureau le 25 novembre 1997 (JO Lois et décrets du 26 novembre 1997) :

Président : M. Jacques Valade ; *Vice-présidents* : MM. Claude Belot, Jean Besson ; *Rapporteur* : M. Henri Revol ; *Secrétaires* : MM. Georges Berchet, Pierre Lefebvre.

Commission d'enquête sur les conséquences de la décision de réduire à trente-cinq heures la durée hebdomadaire du travail

Nomination par le Sénat le 17 décembre 1997 (JO Lois et décrets du 18 décembre 1997) :

Membres : MM. Jean Arthuis, Denis Badré, Michel Bécot, Marcel-Pierre Cléach, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Dinah Derycke, MM. Hubert Durand-Chastel, Guy Fischer, Yann Gailard, Paul Girod, Alain Gournac, Claude Huriet, André Jourdain, Roland du Luart, Philippe Marini, Marc Massion, Daniel Percheron, Jean-Jacques Robert, Bernard Seillier, Franck Sérusclat, Louis Souvet.

Nomination du bureau le 18 décembre 1997 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1997) :

Président : M. Alain Gournac ; *Vice-présidents* : MM. Marcel-Pierre Cléach, Paul Girod ; *Rapporteur* : M. Jean Arthuis ; *Secrétaires* : MM. Philippe Marini, Denis Badré.

Commission d'enquête chargée de recueillir des informations sur les régularisations d'étrangers en situation irrégulière opérées depuis le 1^{er} juillet 1997

Nomination par le Sénat le 17 décembre 1997 (JO Lois et décrets du 18 décembre 1997) :

Membres : MM. Guy Allouche, José Balarelló, François Blaizot, Louis Boyer, Michel Caldaguès, Jean-Pierre Camoin, Jean-Patrick Courtois, Marcel Debarge, Christian Demuynck, Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Jacques Hiest, Jaques Mahéas, André Maman, René Marques, Paul Masson, Jean-

Claude Peyronnet, Bernard Plasait, Jean-Marie Poirier, Mme Danièle Pourtaud, M. Jean-Pierre Schosteck.

Modification intervenue en cours d'année :

– le 18 décembre 1997, nomination de M. Jean-Marie Poirier, en remplacement de M. André Diligent, démissionnaire (JO Lois et décrets du 19 décembre 1997).

Nomination du bureau le 18 décembre 1997 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1997) :

Président : M. Paul Masson ; *Vice-Présidents* : MM. Marcel Debarge, Jean-Jacques Hiest ; *Rapporteur* : M. José Balarelló ; *Secrétaire* : Mme Joëlle Dusseau.

Commission d'enquête chargée d'examiner le devenir des grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire, dans une perspective de développement et d'insertion dans l'Union européenne

Nomination par le Sénat le 17 décembre 1997 (JO Lois et décrets du 18 décembre 1997) :

Membres : Mme Janine Bardou, MM. Jacques Bellanger, Claude Belot, Roger Besse, Jean Clouet, Jean-Paul Emorine, Léon Fatous, Jean François-Poncet, Aubert Garcia, Alain Gérard, François Gerbaud, Jean Grandon, Francis Grignon, Georges Gruillot, Jean Huchon, Gérard Larcher, Michel Mercier, Jacques Oudin, Daniel Percheron, Fernand Tardy, Mme Odette Terrade.

Nomination du bureau le 18 décembre 1997 (JO Lois et décrets du 19 décembre 1997) :

Président : M. Jean François-Poncet ; *Vice-présidents* : MM. Jacques Bellanger, Jean Clouet, Jean Huchon ; *Rapporteur* : M. Gérard Larcher ; *Secrétaires* : Mme Odette Terrade, M. Jean Grandon.

D. – COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION TENDANT A REQUÉRIR LA SUSPENSION DES POURSUITES ENGAGÉES CONTRE UN SÉNATEUR (Article 105 du Règlement du Sénat)

1. Commission ad hoc chargée d'examiner la proposition de résolution n° 15 (97-98) :

Nomination des membres le 28 octobre 1997 (JO Lois et décrets du 28 octobre 1997) : MM. Guy Allouche, François Autain, François Blaizot, Marcel Bony, Philippe de Bourgoing, Jean-Louis Carrère, Charles de Cuttoli, Marcel Debarge, Désiré Debavelaere, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Joëlle Dusseau, MM. Pierre Fauchon, Philippe François, Patrice Gélard, Jean-Marie Girault, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hiest, Charles Jolibois, Christian de La Malène, Jacques Larché, René-Georges Laurin, Jacques Mahéas, Philippe Marini, Michel Mercier, Paul d'Ornano, Georges Othily, Robert Pagès, Alex Türk, Xavier de Villepin, Serge Vinçon.

Nomination du bureau le 28 octobre 1997 (JO Lois et décrets du 29 octobre 1997) : M. Jacques Larché, *Président* ; M. Michel Dreyfus-Schmidt, *Vice-président* ; M. François Blaizot, *Secrétaire* ; M. Patrice Gélard, *rapporteur*.

Modification intervenue en cours d'année :

– Le 14 novembre 1997, M. Robert Badinter remplace M. Guy Allouche, démissionnaire (JO Lois et décrets du 14 novembre 1997).

VI. – LISTE DES RAPPORTEURS SPÉCIAUX ET DES RAPPORTEURS POUR AVIS (Loi de finances)

**Rapporteur général de la commission des finances :
M. Alain Lambert**

A. – Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation

I. – BUDGETS CIVILS

A. – Budget général.

Affaires étrangères et coopération :

I. – Affaires étrangères Jacques Chaumont

II. – Coopération Michel Charasse

Agriculture et pêche Joël Bourdin

Aménagement du territoire et environnement :

I. – Aménagement du territoire Roger Besse

II. – Environnement Philippe Adnot

Anciens combattants Jacques Baudot

Communication audiovisuelle Jean Cluzel

Culture Maurice Schumann

Economie, finances et industrie :

I. – Charges communes Claude Belot

II. – Services financiers Bernard Angels

III. – Industrie Bernard Barbier

IV. – Petites et moyennes entreprises,
commerce et artisanat René Ballayer

• Commerce extérieur Mme Maryse Bergé-Lavigne

Education nationale, recherche et technologie :

I. – Enseignement scolaire Jacques-Richard Delong

II. – Enseignement supérieur Jean-Philippe Lachenaud

III. – Recherche et technologie René Tréguët

Emploi et solidarité :

I. – Emploi Emmanuel Hamel

II. – Santé et solidarité Jacques Oudin

III. – Ville et intégration Philippe Marini

Equipement, transports et logement :

I. – Urbanisme et services communs Henri Collard

II. – Transports :

• Transports terrestres Auguste Cazalet

• Routes et sécurité routière Gérard Miquel

• Transport aérien et météorologie Yvon Collin

III. – Logement Henri Collard

IV. – Mer :

• Marine marchande René Régnauld

• Ports maritimes Marc Massion

V. – Tourisme Paul Loridant

Fonction publique et réforme de l'Etat Philippe Marini

Intérieur et décentralisation :

• Sécurité Guy Cabanel

• Décentralisation Michel Mercier

Jeunesse et sports Michel Sergent

Justice Hubert Haenel

Outre-mer Roland du Luart

Presse Jean Cluzel

Services du Premier ministre :

I. – Services généraux Henri Torre

II. – Secrétariat général de la défense nationale Michel Moreigne

III. – Conseil économique et social Claude Lise

IV. – Plan Claude Haut

B. – Budgets annexes.

Aviation civile Yvon Collin

Journaux officiels Marie-Claude Beaudeau

Légion d'honneur - Ordre de la Libération René Régnauld

Monnaies et Médailles Claude Haut

Prestations sociales agricoles Joël Bourdin

II. – DÉFENSE

• Exposé d'ensemble et dépenses en capital Maurice Blin

• Dépenses ordinaires François Trucy

III. – AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor Yann Gaillard

B. – Rapporteurs pour avis

1. – Commission des Affaires culturelles

Culture Philippe Nachbar

Cinéma - Théâtre dramatique Marcel Vidal

Environnement Ambroise Dupont

Enseignement scolaire Jean Bernadaux

Enseignement agricole Albert Vecten

Enseignement supérieur Jean-Pierre Camoin

Enseignement technique Jean-Louis Carrère

Recherche scientifique et technique Pierre Laffitte

Jeunesse et sports François Lesein

Communication audiovisuelle Jean-Paul Hugot

Presse écrite Alain Gérard

Relations culturelles, scientifiques et techniques .. James Bordas

Francophonie Jacques Legendre

2. – Commission des Affaires économiques et du Plan

Agriculture Alain Pluchet

Pêche Josselin de Rohan

Aménagement rural Henri Revol

Industries agricoles et alimentaires Aubert Garcia

Industrie Francis Grignon

Energie Jean Besson

Recherche Jean-Marie Rausch

PME - Commerce et artisanat Jean-Jacques Robert

Consommation et concurrence Odette Terrade

Commerce extérieur Michel Souplet

Aménagement du territoire Jean Pépin

Plan Jean Boyer

Routes et voies navigables Georges Gruillot

Logement William Chervy

Urbanisme	Josette Durrieu	Affaires sociales	Jean Chérioux
Tourisme	Charles Ginésy	Santé	Louis Boyer
Environnement	Bernard Hugo	Ville et intégration	Paul Blanc
Transports terrestres	Georges Berchet	Travail, emploi et formation professionnelle ..	Louis Souvet et Jean Madelain
Aviation civile et transport aérien	Jean-François Le Grand	Budget annexe des prestations sociales agricoles	Bernard Seillier
Mer	Jacques Rocca Serra	Anciens combattants	Marcel Lesbros
Technologies de l'information et poste	Pierre Hérisson	Départements et territoires d'outre-mer (aspects sociaux)	Pierre Lagourgue
Outre-mer	Rodolphe Désiré	Logement social	Jacques Bimbenet
3. - Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées		5. - Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale	
Affaires étrangères	André Dulait	Intérieur et décentralisation - Décentralisation	André Bohl
Relations culturelles extérieures	Guy Penne	Intérieur et décentralisation - Police et sécurité	Paul Masson
Coopération	Paulette Brisepierre	Intérieur et décentralisation - Sécurité civile	René-Georges Laurin
Défense - Nucléaire, espace et services communs ..	Jean Faure	Justice - Services généraux	Germain Authié
Défense - Gendarmerie	Michel Alloncle	Justice - Administration pénitentiaire	Georges Othily
Défense - Forces terrestres	Serge Vinçon	Justice - Protection judiciaire de la jeunesse	Michel Rufin
Défense - Air	Hubert Falco	Départements d'outre-mer	François Blaizot
Défense - Marine	André Boyer	Territoires d'outre-mer	Jean-Marie Girault
4. - Commission des Affaires sociales			

VII. - DÉLÉGATIONS PARLEMENTAIRES

Composition des différentes délégations au 1^{er} janvier 1997 : voir Table thématique et « Informations parlementaires annuelles 1996 ».

Délégation parlementaire du Sénat pour l'Union européenne

(Lois n° 90-385 du 10 mai 1990 et n° 94-476 du 10 juin 1994 modifiant l'article 6 bis de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 3 janvier 1997, M. Yves Guéna est nommé membre du Conseil constitutionnel ; cessation de son mandat sénatorial le 12 janvier 1997 (JO Lois et décrets du 15 janvier 1997) ;

le 15 janvier 1997, nomination de M. Yann Gaillard, en remplacement de M. Yves Guéna, nommé membre du Conseil constitutionnel (JO Lois et décrets du 16 janvier 1997) ;

le 6 mars 1997, élection de M. Michel Caldaguès en qualité de vice-président, en remplacement de M. Philippe François démissionnaire de son mandat de vice-président (JO Lois et décrets du 13 mars 1997) ;

le 24 juin 1997, nomination de Mme Danielle Bidard-Reydet, en remplacement de Mme Michelle Demessine, démissionnaire (JO Lois et décrets du 25 juin 1997) ;

le 17 septembre 1997, nomination de M. Michel Dreyfus-Schmidt, en remplacement de M. Alain Richard, nommé membre du Gouvernement (JO Lois et décrets du 18 septembre 1997) ;

le 2 octobre 1997, nomination de M. Michel Barnier, en remplacement de M. Charles Descours, démissionnaire (JO Lois et décrets du 3 octobre 1997) ;

Composition au 31 décembre 1997 :

Membres : MM. Robert Badinter, Denis Badré, Michel Barnier, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Gérard Delfau, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Ambroise Dupont, Jean-Paul Emorine, Philippe François, Jean François-Poncet, Yann Gaillard, Pierre Lagourgue, Christian de La Malène, Lucien Lanier, Paul Masson, Daniel Millaud, Georges Othily, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Jacques Rocca Serra, André Rouvière, René Tréguët, Marcel Vidal, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin.

Bureau : *Président :* M. Jacques Genton ; *Vice-présidents :* MM. James Bordas, Michel Caldaguès, Claude Estier, Pierre Fauchon ; *Secrétaires :* MM. Nicolas About, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Paul Loridant.

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques

(Loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 4 juin 1997, Mme Michelle Demessine est nommée membre du Gouvernement ; cessation de son mandat sénatorial le 19 juin 1997 (JO Lois et décrets du 20 juin 1997) ;

le 17 septembre 1997, nomination de Mme Nicole Borvo, en remplacement de Mme Michelle Demessine, nommée membre du Gouvernement (JO Lois et décrets du 20 septembre 1997).

Représentants du Sénat : Mme Maryse Bergé-Lavigne, M. Paul Blanc, Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Jean-Claude Carle, Jean Cherioux, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Claude Huriet, Alain Vasselle.

Délégation parlementaire du Sénat pour la planification

(Loi n° 82-653 du 29 juillet 1982)

Composition au 31 décembre 1997 :

Membres du Sénat : Mme Janine Bardou, MM. Michel Charzat, Roger Husson, Henri Le Breton, Daniel Percheron, Jean-Marie Poirier, Roger Rinchet, Jean-Jacques Robert.

Bureau : Président : M. Bernard Barbier ; Vice-présidents : MM. Bernard Hugo, Marcel Lesbros, Georges Mouly, René Régnauld ; Secrétaires : MM. Jacques Braconnier, Louis Minetti.

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

(Article 6 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 83-609 du 8 juillet 1983 et modifié par la loi n° 96-62 du 29 janvier 1996)

Composition au 31 décembre 1997 :

Membres nommés par le Sénat :

Titulaires : MM. Claude Belot, Marcel Deneux, Charles Descours, Pierre Laffitte, Jean-Luc Mélenchon, Henri Revol, Franck Sérusclat, René Trégouët.

Suppléants : MM. Claude Huriet, Philippe Richert, Paul Blanc, André Boyer, Gérard Miquel, Louis Boyer, Claude Saunier, Jacques Valade.

Membres nommés par l'Assemblée nationale :

Titulaires : MM. Christian Bataille, Claude Birraux, Yves Cochet, Bernard Birsinger, Robert Galley, Claude Gatignol, Jean-Yves Le Déaut, Serge Poignant.

Suppléants : Mme Michèle Rivasi, MM. Christian Kert, Noël Mamère, Christian Cuvilliez, Christian Cabal, Jean-Claude Lenoir, Alain Claeys, Jean-Marie Demange.

Bureau : Président : M. Jean-Yves Le Déaut, député ; Vice-président : M. Henri Revol, sénateur ; Secrétaires : MM. Pierre Laffitte, Franck Sérusclat, sénateurs ; Yves Cochet, Serge Poignant, députés ; Délégué chargé des relations avec les organismes européens d'évaluation : M. René Trégouët, sénateur.

Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques

(Article 6 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 96-517 du 14 juin 1996)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 30 juin 1997, M. Jean-Pierre Vial démissionne de son mandat de sénateur (*JO* Lois et décrets du 2 juillet 1997) ;

le 2 octobre 1997, nomination de M. Hilaire Flandre, en remplacement de M. Jean-Pierre Vial (*JO* Lois et décrets du 3 octobre).

Composition au 31 décembre 1997 :

Membres du Sénat :

Membres de droit : MM. Alain Lambert, James Bordas, Henri Revol, Serge Vinçon, Charles Descours, Philippe Marini, Pierre Fauchon.

Membres désignés par les groupes : MM. Jacques Bimbenet, Michel Charasse, Michel Charzat, Jean Cluzel, Marcel Debarge, Hilaire Flandre, Paul Loridant, René Régnauld.

Membres de l'Assemblée nationale (*JO* Lois et décrets du 17 octobre 1997) :

Membres de droit : N., MM. Didier Migaud, Jean Le Garrec, Patrick Delnatte, Arthur Paecht, Alain Barrau, Michel Inchauspé, Mme Nicole Bricq.

Membres désignés par les groupes : Mme Marie-Hélène Aubert, MM. Gérard Bapt, Michel Bouvard, Gilles Carrez, Laurent Dominati, Edmond Hervé, Pierre Méhaignerie, Jean Vila.

Nomination du bureau le 30 octobre 1997 (*JO* Lois et décrets du 31 octobre 1997) :

Président : N., député (président de droit) ; Premier vice-président : M. Christian Poncelet, sénateur, (vice-président de droit) ; Vice-présidents : MM. James Bordas, Michel Charasse, sénateurs, MM. Laurent Dominati, Didier Migaud, députés ; Secrétaires : M. Gérard Bapt, Mme Nicole Bricq, députés ; MM. Pierre Fauchon, Serge Vinçon, sénateurs.

Office parlementaire d'évaluation de la législation

(Article 6 quater de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires introduit par la loi n° 96-516 du 14 juin 1996)

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 4 juin 1997, M. Alain Richard est nommé membre du Gouvernement ; cessation de son mandat sénatorial le 4 juillet 1997 (*JO* Lois et décrets du 6 juillet 1997) ;

le 17 septembre 1997, nomination de Mme Maryse Bergé-Lavigne, en remplacement de M. Alain Richard, nommé membre du Gouvernement (*JO* Lois et décrets du 18 septembre 1997).

Composition au 31 décembre 1997 :

Membres du Sénat : (JO Lois et décrets du 17 octobre 1997) :

Membres de droit : MM. Jacques Larché, Jacques Valade, Alain Pluchet, André Dulait, Mme Annick Bocandé, MM. Guy Cabanel, Michel Rufin.

Membres désignés par les groupes : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, Robert Pagès.

Membres de l'Assemblée nationale (JO Lois et décrets du 17 octobre 1997) :

Membres de droit : Mmes Catherine Tasca, Martine David, Michèle Alliot-Marie. MM. Robert Galy-Dejean, Patrick Devedjian, Christophe Caresche, Jacques Fleury.

Membres désignés par les groupes : MM. Pierre Albertini, Jacques Brunhes, Marc Dolez, Roger Franzoni, Dominique Perben, Henri Plagnol, François Sauvadet, André Vallini.

Nomination du bureau le 29 octobre 1997 (JO Lois et décrets du 30 octobre 1997) :

Président : M. Jacques Larché (président de droit) ; *Premier vice-président :* Mme Catherine Tasca (vice-président de droit) ; *Vice-présidents :* MM. Alain Pluchet, Christophe Caresche, Mme Michèle Alliot-Marie, M. Michel Dreyfus-Schmidt ; *Secrétaires :* MM. Robert Pagès, François Sauvadet.

VIII. – DÉLÉGATION FRANÇAISE À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'ORGANISATION POUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

Composition au 31 décembre 1997 :

Membres : MM. James Bordas et Guy Cabanel, sénateurs ; MM. Didier Boulaud, Hervé de Charette, Jacques Floch, Jean-Pierre Kucheida, Jean-Claude Lefort, Jacques Myard, Jean-Bernard Raimond, Michel Voisin, députés.

Bureau : *Président :* Michel Voisin, député ; *Premier vice-président :* M. Jacques Genton, sénateur ; *Vice-présidents :* M. Hervé de Charette, député ; M. Claude Estier, sénateur ; M. Christian de La Malène, sénateur ; M. Pierre Lellouche, député.

IX. – DÉLÉGATION DU SÉNAT À L'ASSEMBLÉE DE L'ATLANTIQUE NORD

Composition pour la période 1995-1998 :*

Titulaires : M. Maurice Blin, Mme Paulette Brisepierre, MM. Jacques Chaumont, Jean Delaneau, Jean-Pierre Demerliat, Bernard Delanoë, André Vallet.

Suppléants : MM. Jean-Luc Bécart, Michel Caldaguès, Yvon Collin, Aubert Garcia, Jacques Legendre, Roland du Luart, Jean-Marie Poirier, Gérard Roujas, Xavier de Villepin, Serge Vinçon.

Président : Mme Paulette Brisepierre.

X. – HAUTE COUR DE JUSTICE (Titre IX de la Constitution)

Composition au 1^{er} janvier 1997 : voir Table thématique 1996 « Informations parlementaires annuelles ».

Membres élus par le Sénat :

Modification intervenue en cours d'année :

Le 15 avril 1997, élection de M. Pierre Jeambrun, juge titulaire (JO Lois et décrets du 16 avril 1997).

Juges titulaires : MM. Charles de Cuttoli, José Balareello, Michel Rufin, André Diligent, Jacques Larché, Pierre Jeambrun, Kléber Malécot, Paul Masson, Jean-Louis Carrère, Robert Pagès, Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt.

Juges suppléants : MM. Hubert Falco, Daniel Millaud, Luc Dejoie, Patrice Gélard, Georges Berchet, Germain Authié.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : M. Jean-Paul Bacquet, Mme Nicole Catala, MM. Bernard Cazeneuve, François Colcombet, Gérard Gouzes, Georges Hage, Henry Jean-Baptiste, Mme Christine Lazerges, MM. Jacques Limouzy, Patrick Ollier, José Rossi, Alain Turret.

Juges suppléants : MM. Christian Bergelin, Jean-Claude Decagny, Xavier Deniau, André Gerin, Jean Michel, André Vallini.

COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE (Loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993)

Composition au 1^{er} janvier 1997 : voir Table thématique 1996 « Informations parlementaires annuelles ».

Liste des membres le 30 janvier 1997 (JO Lois et décrets du 30 janvier 1997).

Membres élus par le Sénat :

* La composition de cette délégation n'est pas publiée au JO. Lois et décrets.

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 15 avril 1997, élection de M. Bernard Joly, juge titulaire, et de M. Paul Girod, juge suppléant (JO Lois et décrets du 16 avril 1997).

Juges titulaires : MM. Bernard Joly, Jean-Jacques Hyst, Luc Dejoie, Paul Masson, Hubert Falco, Michel Dreyfus-Schmidt.

Juges suppléants : MM. Paul Girod, Daniel Millaud, Michel Rufin, René-Georges Laurin, Philippe de Bourgoing, Germain Authié.

Membres élus par l'Assemblée nationale :

Juges titulaires : MM. Jean-Paul Bacquet, Bernard Cazeneuve, François Colcombet, Xavier Deniau, Philippe Houillon, Patrick Ollier.

Juges suppléants : M. Alain Barrau, Mme Laurence Dumont, MM. Alain Vidalies, Christian Cabal, Charles de Courson, Thierry Lazaro.

Bureau : Président : N., Magistrat du siège à la Cour de Cassation ; *Vice-présidents :* N.

XI. – COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES (nommée à l'ouverture de chaque session ordinaire, en application de l'article 103, alinéa 2, du Règlement du Sénat).

Composition au 1^{er} janvier 1997 : voir « Informations parlementaires annuelles 1996 ».

Nomination par le Sénat le 9 octobre 1997 (JO Lois et décrets du 10 octobre 1997) :

Membres : M. René Ballayer, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Joël Bourdin, Luc Dejoie, Rémi Herment, Philippe Marini, Gérard Miquel, Jacques Oudin.

Nomination du bureau le 15 octobre 1997 (JO Lois et décrets du 16 octobre 1997) : Président : M. Jacques Oudin ; *Vice-président :* M. Joël Bourdin ; *Secrétaire-rapporteur :* M. Marc Massion.

XII. – ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE ASSEMBLÉE DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE

Délégués du Sénat et de l'Assemblée nationale au 1^{er} janvier 1997 : voir « Informations parlementaires annuelles 1996 ».

Modifications intervenues en cours d'année :

Le 4 juin 1997, M. Jean-Pierre Masseret est nommé membre du Gouvernement : cessation de son mandat sénatorial le 4 juillet 1997 (JO Lois et décrets du 5 juin 1997) :

le 17 septembre 1997, sont nommés Mme Josette Durieu, membre titulaire, en remplacement de M. Jean-Pierre Masseret et MM. James Bordas et Marcel Debarge, membres suppléants, en remplacement de M. Charles-Henri de Cossé-Brissac et de Mme Josette Durrieu (JO Lois et décrets du 18 septembre 1997).

Représentants du Sénat :

Délégués titulaires : MM. Nicolas About, Michel Alloncle, Mme Josette Durrieu, MM. Daniel Hoeffel, Pierre Jeambrun, Jean-François Le Grand.

Délégués suppléants : MM. James Bordas, Marcel Debarge, Jacques Legendre, Edouard Le Jeune, François Lésin, Serge Vinçon.

Représentants de l'Assemblée nationale :

Délégués titulaires : MM. Jacques Baumel, Jean Briane, Claude Evin, Raymond Forni, Guy Lengagne, Martin Malvy, Jean-François Mattei, Gilbert Mitterrand, Henri Nallet, Jean-Claude Sandrier, Bernard Schreiner, Jean Valleix.

Délégués suppléants : MM. Claude Birraux, Paul Dhaille, Mme Laurence Dumont, MM. Charles Ehrmann, François Fillon, Maxime Gremetz, Georges Lemoine, Jean-Pierre Michel, Jean-Claude Mignon, Mme Yvette Roudy, MM. Philippe Seguin, Kofi Yamgnane.

Bureau : Président : Mme Josette Durrieu, sénateur ; *Premier Vice-président :* M. Bernard Schreiner, député ; *Vice-présidents :* MM. Pierre Jeambrun et Marcel Debarge, sénateurs, MM. Georges Lemoine, Raymond Forni et Jean-François Mattei, députés ; *Secrétaire général :* M. Daniel Hoeffel, sénateur ; *Secrétaire général adjoint :* M. Claude Evin, député.

XIII. – MISSIONS D'INFORMATION (autorisées par le Sénat)

a) Mission commune d'information

1 – Rapport d'information de M. Philippe Richert fait au nom de la mission commune d'information sur la place et le rôle des **femmes dans la vie publique** [n° 384 (96-97)] (7 juillet 1997-16 septembre 1997) (p. 2123).

2 – Rapport d'information de MM. Alain Joxandet, Pierre Hérisson et Alex Türk fait au nom de la mission commune d'information sur l'entrée dans la **société de l'information** [n° 436 (96-97)] (25 septembre 1997) (p. 2367).

b) Commission des affaires culturelles

1 – Rapport d'information de MM. Adrien Gouteyron, François Lésin, Ivan Renar, Jean-Louis Carrère, James Bordas, Jean Bernadoux, fait au nom de la commission à la suite d'une mission d'information effectuée en République socialiste du **Vietnam**, sur la francophonie et l'enseignement du français [n° 001 (97-98)] (1^{er} octobre 1997) (p. 2546).

c) Commission des affaires économiques et du Plan

1 - Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Asie centrale** pour étudier la situation économique et politique de cette région ainsi que ses relations économiques, commerciales et financières avec la France (19 juin 1997) (p. 2028). Octroi de l'autorisation demandée (26 juin 1997) (p. 2083).

2 - Rapport d'information de M. Francis Grignon fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée aux **Etats-Unis**, sur les enseignements à tirer pour l'aide aux petites et moyennes entreprises françaises du rôle joué par la *Small Business Administration* aux Etats-Unis [n° 374 (96-97)] (26 juin 1997) (p. 2100).

3 - Demande de M. Jean François-Poncet, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier l'avenir de la **politique agricole commune** (11 décembre 1997) (p. 5150). Octroi de l'autorisation demandée (17 décembre 1997) (p. 5388).

d) Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

1 - Demande de M. Xavier de Villepin, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Australie** et en **Nouvelle-Zélande** afin de contribuer à donner un nouvel élan aux relations politiques bilatérales entre la France et chacun de ces deux pays (6 décembre 1996) (p. 6768). Octroi de l'autorisation demandée (22 janvier 1997) (p. 173). Mission effectuée du 7 au 16 février 1997. Rapport d'information de MM. Xavier de Villepin, Jean-Luc Bécart, Didier Borotra, André Boyer, Maurice Lombard et André Rouvière fait au nom de la commission, [n° 290 (96-97)] (26 mars 1997) (p. 1731).

2 - Demande de M. Xavier de Villepin, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Indonésie** afin d'étudier l'évolution des relations bilatérales entre la France et ce pays (11 décembre 1997) (p. 5150). Octroi de l'autorisation demandée (17 décembre 1997) (p. 5388).

3 - Rapport d'information de MM. André Boyer et André Rouvière fait au nom de la commission, à la suite d'une mission effectuée en **Albanie** du 13 au 16 novembre 1997 [n° 181 (97-98)] (17 décembre 1997) (p. 5399).

e) Commission des affaires sociales

1 - Rapport d'information de M. Claude Huriet fait au nom de la commission, à la suite de la mission d'information sur les conditions du renforcement de la **veille sanitaire** et du contrôle de la **sécurité sanitaire** des produits destinés à l'homme en France [n° 196 (96-97)] (20 janvier 1997) (p. 509).

2 - Demande de M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information au **Danemark** et aux **Pays-Bas** afin d'étudier l'organisation des systèmes de soins et l'évolution des dépenses de santé dans ces deux pays (19 juin 1997) (p. 2028). Octroi de l'autorisation demandée (26 juin 1997) (p. 2083). Mission effectuée du 11 au 13 septembre 1997. Rapport d'information de MM. Jean-Pierre Fourcade, Jacques Bimbenet, Paul Blanc, Charles Descours, Guy Fischer, Claude Huriet, René Marqués, Mme Gisèle Printz et M. Bernard Seillier fait au nom de la commission [n° 186 (97-98)] (17 décembre 1997) (p. 5399).

f) Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation

1 - Rapport d'information de M. Jacques Chaumont fait au nom de la commission, à la suite de la mission d'information effectuée au **Brunei** et en **Indonésie** du 23 au 30 mars 1996 [n° 318 (96-97)] (22 avril 1997) (p. 2008).

g) Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale

1 - Demande de M. Jacques Larché, président de la commission, tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Guadeloupe**, et plus particulièrement à **Saint-Barthélemy** et à **Saint-Martin**, pour étudier le régime juridique applicable dans ces deux îles (4 février 1997) (p. 520). Octroi de l'autorisation demandée (5 février 1997) (p. 602).

2 - Demande de M. Jacques Larché, président de la commission tendant à obtenir du Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information en **Nouvelle-Calédonie** pour étudier les perspectives de reprise des pourparlers institutionnels (18 septembre 1997) (p. 2186). Octroi de l'autorisation demandée (14 octobre 1997) (p. 2730).

3 - Rapport d'information de MM. Charles Jolibois, Pierre Fauchon, Robert Badinter et Patrice Gélard fait au nom de la commission, à la suite d'une mission d'information chargée d'étudier le fonctionnement de la justice civile en **Angleterre** et au **Pays de Galles** [n° 009 (97-98)] (1^{er} octobre 1997) (p. 2546).

XIV. – ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
AFFAIRES SOCIALES		
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (décret N° 93-650 du 26 mars 1993)	MM. Bernard Seillier	Louis Souvet
Commission consultative de l'action humanitaire	M. Bernard Seillier	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES		
Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger	Mme Paulette Brisepierre M. Xavier de Villepin	
Comité directeur du fonds d'aide et de coopération	M. Michel Charasse	
Commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger	M. Paul d'Ornano	
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	MM. Jacques Habert Adrien Gouteyron	
AGRICULTURE		
Comité consultatif du fonds national des abattoirs	MM. Alain Pluchet	Fernand Tardy
Conseil supérieur de l'aménagement rural	(*)	
Comité de contrôle du fonds forestier national	M. Jacques Delong	
Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers	MM. Philippe François	Jean-Paul Emin
Conseil national de la montagne	MM. Germain Authié André Jourdain Jean Faure Bernard Hugo	
ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE		
Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre	M. Marcel Lesbros	
Commission d'étude sur la retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord (article 2 du décret n° 95-906 du 9 août 1995)	MM. Jacques Baudot Auguste Cazalet Raymond Courrière Bernard Barbier Marcel Lesbros	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension	MM. Auguste Cazalet Roger Rigaudière Bernard Barbier Marcel Lesbros Léon Fatous Bernard Joly Robert Pagès	Emmanuel Hamel Henri Belcour Jean-Pierre Fourcade Rémi Herment Gérard Roujas Jacques Bimbenet Guy Fischer
COLLECTIVITÉS LOCALES		
Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales	MM. Joël Bourdin Louis Moinard	
Comité des finances locales	MM. Jacques Oudin Christian Bonnet	Michel Mercier André Bohl
Conseil national des services publics départementaux et communaux	MM. Germain Authié Louis-Ferdinand de Rocca Serra René-Georges Laurin André Bohl	
Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (décret n° 95-1066 du 29 septembre 1995)	MM. Jean François-Poncet Gérard Larcher Claude Belot Jean-Marie Girault	
COMMUNICATION		
France 2	M. Michel Pelchat	
France 3	M. André Diligent	
Institut national de l'audiovisuel	M. Alain Joyandet	
Radio-France	Mme Danièle Pourtaud	
Radio-France internationale	M. Charles de Cuttoli	
Radio-Télévision française d'outre-mer	M. Jean-Marie Poirier	
Conseil d'administration de la société Télévision du savoir (décret n° 95-70 du 20 janvier 1995)	M. Pierre Laffitte	
Comité d'orientation des programmes de la société Télévision du savoir (article 24 du décret n° 95-70 du 20 janvier 1995)	MM. René Trégoüet Joël Bourdin	
CULTURE ET ÉDUCATION		
Conseil d'orientation du centre national d'art et de la culture Georges-Pompidou	MM. Michel Pelchat Maurice Schumann Marcel Vidal	
Conseil national de la cinématographie	MM. Jean Delaneau Maurice Schumann	Jean Cluzel N.
Conseil d'administration de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette	Mme Lucette Michaux-Chevry	
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	MM. Jean-Pierre Camoin	Jean-Philippe Lachenaud

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil national des fondations	M. François Lesein	
Conseil national de l'enseignement supérieur privé	MM. Jean Clouet	Jean-Pierre Camoin
Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires (décret n° 95-591 du 6 mai 1995)	MM. Alain Dufaut	Jean Bernadaux Mme Hélène Luc
Comité pour la commémoration des origines : « De la Gaule à la France »	M. Josselin de Rohan	
Conseil d'administration de la Fondation du patrimoine	M. Jean-Paul Hugot	
DÉFENSE		
Comité des prix de revient des fabrications d'armement	M. François Trucy	
Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale	M. Denis Badré	
Conseil permanent du service militaire	(*)	
DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER		
Comité directeur du FIDESTOM	MM. Daniel Millaud Roland du Luart	Jacques Bimbenet Michel Charasse
Comité directeur du FIDOM	MM. Edmond Lauret Roland du Luart Rodolphe Désiré	
Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM) (décret n° 95-984 du 25 août 1995)	MM. Pierre Lagourgue Georges Othily Mme Lucette Michaux-Chevry	
ÉCONOMIE ET FINANCES		
Conseil national des assurances	M. Philippe Marini	
Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations	M. Christian Poncelet	
Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance	M. Joël Bourdin	
Commission des comptes et budgets économiques de la nation	MM. Christian Poncelet Alain Lambert	
Conseil supérieur de la coopération	MM. Jean-Paul Emorine Georges Mazars	
Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics	MM. Emmanuel Hamel Jacques Oudin	René Regnault Yann Gaillard
Conseil national du crédit	MM. Philippe Marini Paul Loridant	
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	MM. Jacques Rocca Serra René Regnault Josselin de Rohan	
Commission centrale de classement des débits de tabac	M. Auguste Cazalet	
Comité national de l'euro (arrêté du 24 décembre 1996)	MM. Christian Poncelet Alain Lambert	

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Commission du suivi du mémoire d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie (article 2 du décret n° 97-134 du 12 février 1997)	MM. Yann Gaillard	Joël Bourdin
Conseil national de l'information statistique Haut Conseil du secteur public	MM. Hilaire Flandre MM. Alain Gourmac Jean-Paul Amoudry Yann Gaillard Philippe Adnot	Bernard Joly
Caisse française de développement Conseil d'administration de l' établissement public de financement et de restructuration (loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs)	MM. Jacques Chaumont M. Yann Gaillard	Michel Charasse
Conseil d'administration de l' établissement public de réalisation de défaisance (loi n° 95-1251 du 28 novembre 1995 relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit Lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs)	M. Jean-Philippe Lachenaud	
Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale	MM. Charles Descours Jacques Oudin	
ÉNERGIE		
Commission consultative pour la production de carburants de substitution	MM. Philippe François Rémi Herment	
Conseil supérieur de l' électricité et du gaz	MM. Bernard Barbier Dominique Braye	
Comité consultatif de l'utilisation de l' énergie Agence de l' environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Henri Revol M. Michel Souplet	
Comité de contrôle du fonds de soutien aux hydrocarbures	M. Bernard Barbier	
Conseil supérieur du pétrole	(*)	
Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire	M. Henri Revol	
ENVIRONNEMENT, LOGEMENT, URBANISME		
Conseil national du bruit	M. Paul Blanc	
Conseil d'administration du conservatoire de l' espace littoral et des rivages lacustres	MM. Alphonse Arzel Ambroise Dupont	Raymond Courrière Marcel Vidal
Conseil d'administration de l' Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux	M. Jean-Jacques Robert	
Conseil national de l' habitat Commission supérieure des sites Commission nationale du débat public	MM. Louis Moinard M. Ivan Renar M. Jean-François Le Grand	Marcel-Pierre Cléach

(*) Pas de demande de désignation.

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
INTÉRIEUR, LIBERTÉS PUBLIQUES		
Commission d'accès aux documents administratifs	MM. Pierre Fauchon	Germain Authié
Commission consultative des droits de l'homme	M. Jean Delaneau	
Commission nationale consultative des gens du voyage	MM. José Balarello Paul Delevoye	
Commission nationale de l'informatique et des libertés	MM. Alex Türk Jean-Marie Poirier	
Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité	M. Jean-Paul Amoudry	
Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation des jeux	M. François Lesein	
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Mmes Danièle Pourtaud MM. James Bordas	Danielle Bidard-Reydet Guy Poirieux
JEUNESSE, SPORTS, TOURISME, VIE ASSOCIATIVE		
Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature	M. Adrien Gouteyron	
Comité de l'éthique du loto sportif	MM. Jean Delaneau	François Lesein
Commission nationale du sport de haut niveau	MM. Jean-Pierre Masseret François Lesein	
Conseil national du tourisme	MM. Charles Ginésy Paul Loridant Claude Belot Jean Besson Ambroise Dupont	Bernard Joly Jacques Chaumont Mme Maryse Bergé-Lavigne M. Pierre Hérisson Mme Lucette Michaux-Chevry
Fonds national pour le développement de la vie associative	M. André Égu	
JUSTICE, LÉGISLATION GÉNÉRALE		
Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.	MM. Hubert Haenel Charles de Cuttoli Guy Cabanel	
Conseil supérieur de l'adoption	M. Michel Rufin	
Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.	M. Michel Dreyfus-Schmidt	
Commission supérieure de codification	MM. Michel Rufin	Patrice Gélard
Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation de Fresnes	M. José Balarello	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V ^e République	M. Jacques Larché	

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS		
Commission supérieure du service public des Postes et Télécommunications	MM. Gérard Delfau Pierre Hérisson René Trégoüet François Trucy Gérard Larcher Pierre Laffitte Bernard Joly	
SANTÉ		
Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine	MM. Jacques Rocca Serra Marcel Lesbros	
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	MM. Jean-Pierre Fourcade	Jean-Louis Lorrain
Conseil d'administration de l'hôpital des Quinze-Vingt	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Etablissement national des convalescents de Saint-Maurice	Mme Marie-Claude Beaudeau	
Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé	M. Claude Huriet	
Conseil national du syndrome immunodéficient acquis	M. Jean-Louis Lorrain	
Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées	M. Jacques Braconnier	
Commission nationale de l'équipement sanitaire	M. Jean-Pierre Fourcade	
Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées dépendantes (arrêté du 10 mars 1995)	MM. Lucien Neuwirth	Roland Huguet
SÉCURITÉ SOCIALE, TRAVAIL		
Conseil d'administration de l'agence pour l'amélioration des conditions de travail	M. Guy Fischer	
Commission des comptes de la sécurité sociale	MM. Louis Boyer Charles Descours Joël Bourdin Jacques Oudin	
Conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés	MM. Louis Boyer Jacques Oudin François Autain	
Conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés	MM. Alain Vasselle Michel Mercier Jacques Bimbenet	
Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales	MM. Claude Huriet Jean Chérioux Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale	MM. Charles Descours François Trucy Paul Loridant	
Conseil supérieur de la mutualité	M. André Jourdain	
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	MM. Bernard Seillier Joël Bourdin	Gérard Roujas Jacques Machet
Section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles	MM. Gérard Roujas	Joël Bourdin

Organismes	Représentants	
	Titulaires	Suppléants
Conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger	M. Jean-Pierre Cantegrit	
Comité national des retraités et des personnes âgées	M. Alain Vasselle	Mme Marie-Madeleine Dieulangard
Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	MM. Paul Blanc	Roland Huguet
Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse	MM. Alain Vasselle Charles Descours	
Commission d'évaluation prévue à l'article 82 de la loi quinquennale n° 93-1313 du 20 décembre 1993 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (modifiée par la loi n° 95-116 du 4 février 1995)	MM. Jean Madelain Louis Souvet Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
Conseil supérieur de la participation (article L. 444-2 du code du travail et décret n° 95-378 du 11 avril 1995)	MM. Jean Chérioux Jean Madelain	
Commission d'étude de l'indexation des pensions militaires d'invalidité (arrêté en date du 25 octobre 1995)	MM. Auguste Cazalet Marcel Lesbros	Emmanuel Hamel Rémi Herment
Commission nationale des comptes de la formation professionnelle	M. Jean Madelain Mme Marie-Madeleine Dieulangard	
TRANSPORTS		
Conseil d'administration de l'établissement public « Autoroutes de France »	M. Roland du Luart	
Conseil supérieur de l'aviation marchande	MM. François Gerbaud	Pierre Jeambrun
Conseil national des transports	MM. Bernard Joly Bernard Hugo	Jacques Rocca Serra François Gerbaud
Comité de gestion du Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables	MM. Jean François-Poncet Philippe Marini	
Fonds de pérequisition des transports aériens	MM. François Gerbaud Yvon Collin	

XV. – MINISTÈRES

A. – Gouvernement Alain JUPPÉ

(Nommé les 17, 18, 20 mai, 26 août et 7 novembre 1995.)
(*J.O.* des 18, 19, 21 mai, 27 août et 8 novembre 1995.)

1. – Composition au 1^{er} janvier 1997 :

Premier ministre	Alain Juppé
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Jacques Toubon
Ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	François Bayrou
Ministre de la défense	Charles Millon
Ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme	Bernard Pons
Ministre des affaires étrangères	Hervé de Charette
Ministre du travail et des affaires sociales	Jacques Barrot
Ministre de l'intérieur	Jean-Louis Debré
Ministre de l'économie et des finances	Jean Arthuis
Ministre des relations avec le Parlement	Roger Romani
Ministre de l'environnement	Corinne Lepage
Ministre de la culture	Philippe Douste-Blazy
Ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications	Franck Borotra
Ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation	Philippe Vasseur
Ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration	Jean-Claude Gaudin
Ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat	Jean-Pierre Raffarin
Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation	Dominique Perben
Ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre	Pierre Pasquini
Ministre délégué à l'outre-mer	Jean-Jacques de Peretti
Ministre délégué à la jeunesse et aux sports	Guy Drut
Ministre délégué au logement	Pierre-André Périssol
Ministre délégué à la coopération	Jacques Godfrain
Ministre délégué aux affaires européennes	Michel Barnier
Ministre délégué pour l'emploi	Anne-Marie Couderc
Ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement	Alain Lamassourre
Ministre délégué aux finances et au commerce extérieur	Yves Galland
Ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace	François Fillon
Ministre délégué à la ville et à l'intégration	Eric Raoult
Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence	Xavier Emmanuelli
Secrétaire d'Etat à la recherche	François d'Aubert
Secrétaire d'Etat aux transports	Anne-Marie Idrac
Secrétaire d'Etat chargé de la francophonie	Margie Sudre
Secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale	Hervé Gaymard

2. – Modifications intervenues entre le 1^{er} janvier et le 2 juin 1997 :

– Décret du 2 juin 1997 (*JO* Lois et décrets du 3 juin 1997).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, aux fonctions de M. Alain Juppé, Premier ministre, et des autres membres du Gouvernement.

B. – Gouvernement Lionel JOSPIN

– Décret du 2 juin 1997 portant nomination du Premier ministre (*JO* Lois et décrets du 3 juin 1997).

– Décret du 4 juin 1997 relatif à la composition du Gouvernement (*JO* Lois et décrets du 5 juin 1997).

1. – Composition au 4 juin 1997 :

Premier ministre	Lionel Jospin
Ministre de l'emploi et de la solidarité	Martine Aubry
Garde des Sceaux, ministre de la justice	Elisabeth Guigou
Ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie	Claude Allègre

Ministre de l'intérieur	Jean-Pierre Chevènement
Ministre des affaires étrangères	Hubert Védrine
Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Dominique Strauss-Kahn
Ministre de la défense	Alain Richard
Ministre de l'équipement, des transports et du logement	Jean-Claude Gayssot
Ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement	Catherine Trautmann
Ministre de l'agriculture et de la pêche	Louis Le Pensec
Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement	Dominique Voynet
Ministre des relations avec le Parlement	Daniel Vaillant
Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation	Emile Zuccarelli
Ministre de la jeunesse et des sports	Marie-George Buffet
Ministre délégué, auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes	Pierre Moscovici
Ministre délégué, auprès du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, chargé de l'enseignement scolaire	Ségolène Royal
Secrétaire d'Etat à l'outre-mer, auprès du ministre de l'intérieur	Jean-Jack Queyranne
Secrétaire d'Etat à la santé, auprès du ministre de l'emploi et de la solidarité	Bernard Kouchner
Secrétaire d'Etat à la coopération, auprès du ministre des affaires étrangères	Charles Josselin
Secrétaire d'Etat au logement, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement	Louis Besson
Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ..	Jacques Dondoux
Secrétaire d'Etat au budget, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Christian Sautter
Secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Marylise Lebranchu
Secrétaire d'Etat à l'industrie, auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie	Christian Pierret
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants, auprès du ministre de la défense	Jean-Pierre Masseret
Secrétaire d'Etat au tourisme, auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement	Michelle Demessine

2. - Attributions des ministres et secrétaires d'Etat en exercice au 4 juin 1997 :

- Décret n° 97-705 du 11 juin 1997 conférant au ministre de la culture et de la communication les attributions de porte-parole du Gouvernement (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-706 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'emploi et de la solidarité (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-707 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-708 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'intérieur (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-709 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-710 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-711 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la défense (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-712 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, des transports et du logement (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-713 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-714 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et de la pêche (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-716 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre des relations avec le Parlement (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-717 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-718 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports (JO Lois et décrets du 12 juin 1997).
- Décret n° 97-719 du 16 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à la santé (JO Lois et décrets du 17 juin 1997).
- Décret n° 97-720 du 16 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire (JO Lois et décrets du 17 juin 1997).
- Décret n° 97-721 du 16 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à l'outre-mer (JO Lois et décrets du 17 juin 1997).
- Décret n° 97-722 du 16 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au logement (JO Lois et décrets du 17 juin 1997).
- Décret n° 97-723 du 16 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au tourisme (JO Lois et décrets du 17 juin 1997).
- Décret n° 97-724 du 18 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au ministre délégué chargé des affaires européennes (JO Lois et décrets du 19 juin 1997).
- Décret n° 97-725 du 18 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au commerce extérieur (JO Lois et décrets du 19 juin 1997).
- Décret n° 97-726 du 18 juin 1997 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au budget (JO Lois et décrets du 19 juin 1997).

- *Décret n° 97-727 du 18 juin 1997* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat (*JO Lois et décrets du 19 juin 1997*).
- *Décret n° 97-729 du 18 juin 1997* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat aux anciens combattants (*JO Lois et décrets du 19 juin 1997*).
- *Décret n° 97-730 du 19 juin 1997* relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat à la coopération (*JO Lois et décrets du 20 juin 1997*).

3. - Modification intervenue entre le 4 juin et le 31 décembre 1997 :

- *Décret du 22 novembre 1997* relatif à la composition du Gouvernement M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération, est nommé secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie.

XVI. - TEXTES

A. - Textes inscrits à l'ordre du jour du Sénat en 1997

(avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de première inscription à l'ordre du jour)

Session parlementaire ordinaire unique

14 janvier 1997. - Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin. - **Travail.**

16 janvier 1997. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Kirghize, d'autre part. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (ensemble trois annexes, un protocole et un acte final). - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part. - **Traités et conventions.**

- Proposition de loi créant une formation d'admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation. - **Justice.**

21 janvier 1997. - Projet de loi portant création de l'établissement public « Réseau Ferré National ». - **Transports.**

28 janvier 1997. - Proposition de loi visant à modifier le code des collectivités territoriales de façon à élargir les compétences des districts. - **Collectivités territoriales.**

- Proposition de loi tendant à organiser la lutte contre les termites. - **Logement.**

30 janvier 1997. - Proposition de loi visant à créer un Plan d'Epargne Entreprise Retraite. - **Epargne retraite** (Première lecture le 12 décembre 1996).

4 février 1997. - Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration. - **Etrangers.**

18 février 1997. - Proposition de loi modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques. - **Professions judiciaires et juridiques.**

- Proposition de loi relative aux conditions d'éligibilité pour les élections aux caisses d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales. - **Sécurité sociale.**

19 février 1997. - Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. - **Communication audiovisuelle.**

25 février 1997. - Projet de loi portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel. - **Juridictions administratives.**

26 février 1997. - Projet de loi relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public. - **Administration.**

27 février 1997. - Projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer. - **Départements d'outre-mer.**

4 mars 1997. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). - **Traités et conventions.**

4 mars 1997. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 9 janvier 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu. - **Traités et conventions.**

6 mars 1997. - Projet de loi portant réforme du service national. - **Service national.**

13 mars 1997. - Proposition de loi tendant à reporter temporairement le renouvellement de quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie. - **Français de l'étranger.**

18 mars 1997. - Projet de loi portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de publicité foncière. - **Comptabilité** (Première lecture le 17 octobre 1996).

- Projet de loi relatif à la date du prochain renouvellement des conseillers généraux et à la réunion de plein droit suivant le prochain renouvellement des conseillers régionaux. - **Elections.**

19 mars 1997. - Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne de la France. - **Gouvernement (déclarations).**

20 mars 1997. - Projet de loi autorisant la ratification du traité sur la Charte de l'énergie (ensemble un protocole). - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escaut. - **Traités et conventions.**

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. - **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes). – **Traités et conventions.**

25 mars 1997. – Projet de loi portant réforme de la procédure criminelle. – **Procédure pénale.**

15 avril 1997. – Déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales. – **Gouvernement (déclarations).**

17 avril 1997. – Projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines. – **Pêche** (1^{re} lecture le 5 novembre 1996).

25 avril 1997. – Résolution adoptée, en application de l'article 73 bis alinéa 10 du règlement, par la commission des affaires économiques sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

19 juin 1997. – Déclaration de politique générale du Gouvernement. – **Gouvernement (déclarations).**

24 juin 1997. – Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tchèque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation des personnes (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention créant l'Association des Etats de la Caraïbe (ensemble deux annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Association des Etats de la Caraïbe définissant les modalités de la participation de la République française à l'Association des Etats de la Caraïbe en tant que membre associé au titre de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschau et Altenheim (ensemble une annexe). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi sur certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. – **Traités et conventions.**

17 septembre 1997. – Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994. – **Elections.**

18 septembre 1997. – Projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural. – **Code rural.**

23 septembre 1997. – Projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales. – **Elections.**

24 septembre 1997. – Proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme. – **Santé.**

30 septembre 1997. – Projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes. – **Jeunes.**

2 octobre 1997. – Projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier. – **Politique économique.**

7 octobre 1997. – Projet de loi portant réforme du service national. – **Défense.**

14 octobre 1997. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne et la République portugaise et la République hellénique par les accords signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un office européen de police (ensemble une annexe et quatre déclarations). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention portant création d'un office européen de police. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovaquie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (ensemble trois déclarations). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (ensemble quatre annexes et deux appendices). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne concernant la construction et l'exploitation de la section internationale d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Espagne (façade méditerranéenne). – **Traités et conventions.**

21 octobre 1997. – Projet de loi modifiant le code civil pour l'adapter aux stipulations de la convention de la Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux et organiser la publicité du changement du régime matrimonial obtenu par application d'une loi étrangère. – **Droit civil.**

– Proposition de loi relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats. – **Examens et concours.**

– Proposition de loi relative au régime local d'assurance-maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi organique tendant à instituer quatre impôts cédulaires afin de financer le régime de protection sociale généralisée en Polynésie française. – **Territoires d'outre-mer.**

22 octobre 1997. – Proposition de loi relative à l'édification d'un monument au Mont-Valérien portant le nom des résistants et des otages fusillés dans les lieux de 1940 à 1944. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale. – **Gouvernement (déclarations).**

23 octobre 1997. – Projet de loi portant transposition de la directive 94/47 CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 1994 concernant la protection des acquéreurs pour certains aspects des contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers. – **Logement.**

28 octobre 1997. – Projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs. – **Droit pénal.**

4 novembre 1997. – Résolution adoptée par la commission des affaires économiques en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

– Déclaration du Gouvernement sur la politique familiale. – **Gouvernement (déclarations).**

5 novembre 1997. – Déclaration du Gouvernement sur l'agriculture. – **Gouvernement (déclarations).**

6 novembre 1997. – Résolution adoptée par la commission des finances en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de télécommunications (n° E-785). – **Union européenne.**

– Proposition de loi visant à clarifier les conditions d'accueil des gens du voyage sur le territoire des communes de plus de 5 000 habitants. – **Collectivités locales.**

12 novembre 1997. – Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998. – **Sécurité sociale.**

13 novembre 1997. – Proposition de loi tendant à faciliter le jugement des actes de terrorisme. – **Procédure pénale.**

19 novembre 1997. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de recueillir les éléments relatifs aux conditions d'élaboration de la politique énergétique de la France et aux conséquences économiques, sociales et financières des choix effectués. – **Energie.**

– Proposition de loi portant réforme du mode de vote des budgets régionaux. – **Collectivités territoriales.**

20 novembre 1997. – Projet de loi de finances pour 1997. – **Lois de finances.**

27 novembre 1997. – Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services. – **Traités et conventions.**

10 décembre 1997. – Proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre M. Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme. – **Immunité parlementaire.**

– Projet de loi portant ratification de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'aide alimentaire de 1995. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux (ensemble deux annexes). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions en matière de transport aérien en trafic international. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales. – **Traités et conventions.**

11 décembre 1997. – Proposition de loi relative au placement sous surveillance électronique pour l'exécution de certaines peines (1^{re} lecture le 22 octobre 1996). – **Droit pénal.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner le devenir des grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire, dans une perspective de développement et d'insertion dans l'Union européenne. – **Aménagement du territoire.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences pour l'économie française de la réduction de la durée du travail à 35 heures hebdomadaires. – **Travail.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière de régularisation des étrangers en situation irrégulière sur le territoire français et pour en évaluer les conséquences économiques et financières. – **Etrangers.**

– Proposition de loi portant diverses mesures urgentes relatives à l'agriculture. – **Agriculture.**

15 décembre 1997. – Projet de loi de finances rectificative pour 1997. – **Lois de finances.**

B. – Textes déposés en 1997, mais non inscrits à l'ordre du jour du Sénat (avec indication de la rubrique de classement dans la table thématique et de la date de dépôt).

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1996)

23 décembre 1996. – Proposition de loi complétant la loi n° 90-1129 du 19 décembre 1990 relative au contrat de construction d'une maison individuelle. – **Logement.**

26 décembre 1996. – Proposition de loi tendant à appliquer progressivement sur cinq ans le taux réduit de TVA à l'ensemble des produits de chocolaterie. – **Impôts et taxes.**

4 janvier 1997. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escaut. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse. – **Traités et conventions.**

9 janvier 1997. – Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée le 2 mai 1975 et modifiée par l'avenant du 16 janvier 1987. – **Traités et conventions.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 6 février 1997)

13 février 1997. – Proposition de loi relative au droit de mourir dans la dignité. – **Mort.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 mars 1997)

1^{er} avril 1997. – Proposition de loi complétant le code minier. – **Mines et carrières.**

3 avril 1997. – Proposition de loi relative à la détermination des taux d'intérêt de l'épargne administrée. – **Epargne.**

4 avril 1997. – Proposition de loi tendant à assurer l'aménagement, l'équipement et la protection de la nature de la région de l'Etang de Berre. – **Aménagement du territoire.**

8 avril 1997. – Proposition de loi visant à modifier l'article L. 255 du code électoral. – **Elections.**

14 avril 1997. – Proposition de loi portant création d'établissements publics à caractère culturel. – **Établissements publics.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997)

23 avril 1997. – Projet de loi relatif à l'interdiction de la fabrication et de l'exportation des mines antipersonnel. – **Armes.**

29 avril 1997. – Proposition de loi tendant à réprimer l'utilisation abusive de la location avec option d'achat et à relancer la consommation populaire. – **Consommation.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur l'industrie automobile. – **Automobile (industrie).**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative aux conséquences des installations et stockages de déchets nucléaires de La Hague sur la santé publique ainsi que sur les mesures propres à réduire les risques pour les habitants et l'environnement. – **Environnement.**

17 décembre 1997. – Projet de loi relatif à la nationalité. – **Nationalité française.**

18 décembre 1997. – Motion tendant à proposer au Président de la République de soumettre au référendum le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la nationalité. – **Référendums.**

30 avril 1997. – Proposition de loi relative à la protection des documents d'Etat. – **Archives.**

– Proposition de loi relative aux laboratoires vétérinaires départementaux. – **Vétérinaires.**

6 mai 1997. – Projet de loi d'orientation pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. – **Agriculture.**

13 mai 1997. – Proposition de loi visant à pérenniser l'encadrement des enfants, lors de la pratique d'activités sportives au sein des classes de découvertes. – **Sports.**

23 mai 1997. – Projet de loi relatif au développement de la coopération intercommunale. – **Collectivités territoriales.**

– Projet de loi portant diverses mesures de simplification administrative. – **Administration.**

26 mai 1997. – Proposition de loi tendant à relever le seuil d'exonération à la taxe sur les achats de viandes à laquelle sont assujettis les charcutiers-traiteurs et les bouchers détaillants. – **Commerce et artisanat.**

28 mai 1997. – Proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs. – **Chasse.**

– Projet de loi relatif à l'aménagement du territoire et au désenclavement économique des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon. – **Départements d'outre-mer.**

29 mai 1997. – Proposition de loi tendant à clarifier l'article L. 52-1 du code électoral afin d'assurer la distinction entre le bilan de mandat et la campagne de promotion publicitaire. – **Elections.**

3 juin 1997. – Proposition de loi tendant à garantir aux titulaires de contrat à durée déterminée la liberté d'adhérer ou non à la mutuelle de leur employeur. – **Mutuelles.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 juin 1997)

13 juin 1997. – Proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs. – **Chasse.**

17 juin 1997. – Proposition de loi relative à la répression des crimes sexuels commis sur les mineurs. – **Délinquance.**

– Proposition de loi relative au régime juridique applicable à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin. – **Départements d'outre-mer.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997)

2 juillet 1997. – Proposition de loi tendant à modifier la composition du Conseil de la politique monétaire et les modalités de désignation de ses membres. – **Banques et établissements financiers.**

– Proposition de loi relative aux pactes d'actionnaires. – **Sociétés.**

9 juillet 1997. – Proposition de loi relative à l'organisation de la chasse en France. – **Chasse.**

11 juillet 1997. – Proposition de loi relative au statut et à l'activité des caisses d'épargne et de prévoyance et portant création d'un premier livret bancaire. – **Banques et établissements financiers.**

18 juillet 1997. – Proposition de loi tendant à lever les forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

21 juillet 1997. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 1424-49 du code général des collectivités territoriales. – **Collectivités territoriales.**

24 juillet 1997. – Proposition de loi relative à l'obligation de scolarité. – **Enseignement.**

– Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres interprétatif). – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). – **Traités et conventions.**

31 juillet 1997. – Projet de loi relatif à la partie législative du livre VII (nouveau) du code rural. – **Agriculture.**

6 août 1997. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les activités en France du Groupe anti-terroriste de libération (GAL). – **Terrorisme.**

– Proposition de loi assurant le maintien des avantages individuellement acquis en matière de régime indemnitaire pour les agents titulaires des collectivités locales intégrés dans la fonction publique territoriale. – **Fonction publique.**

– Proposition de loi relative à l'attribution de la prestation compensatoire en cas de divorce. – **Divorce ou séparation de corps.**

– Proposition de loi relative à la date à partir de laquelle courent les délais de recours. – **Justice.**

– Proposition de loi relative au versement des primes d'assurance-vie en cas de suicide. – **Assurances.**

– Proposition de loi tendant à faire du 21 mars, une journée nationale de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. – **Etrangers.**

7 août 1997. – Proposition de loi relative à la prévention des licenciements économiques. – **Emploi.**

– Proposition de loi relative au contrôle des licenciements économiques. – **Emploi.**

26 août 1997. – Proposition de loi tendant à améliorer et compléter la protection des signes et dénominations « olympiques », ainsi que leurs dérivés. – **Sports.**

– Proposition de loi tendant à appliquer le taux réduit de TVA au droit d'utilisation d'installations sportives. – **Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).**

3 septembre 1997. – Proposition de loi étendant l'utilisation des droits aux prêts des plans épargne logement (PEL) et des comptes épargne logement (CEL) à l'achat de mobilier et de véhicules automobiles neufs. – **Epargne.**

9 septembre 1997. – Proposition de loi relative au droit de préemption et modifiant les articles L. 211-1 et L. 213-4 du code de l'urbanisme. – **Urbanisme.**

Textes déposés au cours de la session

Session parlementaire ordinaire 1996-1997

16 janvier 1997. – Proposition de loi facilitant la création d'établissements publics locaux. – **Collectivités territoriales.**

21 janvier 1997. – Proposition de loi tendant à interdire l'importation, l'élevage, le trafic et la détention d'animaux susceptibles de présenter un danger aux personnes sur le territoire français. – **Sécurité publique.**

22 janvier 1997. – Proposition de loi visant à permettre l'inscription des naissances auprès de l'officier de l'état civil du lieu de résidence des parents. – **Etat civil.**

23 janvier 1997. – Proposition de loi relative aux compléments de rémunération attribués aux fonctionnaires des collectivités territoriales. – **Fonction publique territoriale.**

28 janvier 1997. – Proposition de loi tendant à diminuer les risques de lésions auditives lors de l'écoute de baladeur et de la fréquentation des discothèques. – **Santé.**

– Proposition de loi visant à permettre une exploitation rapide et systématique des brevets d'invention dans les bassins d'emploi. – **Brevets d'invention.**

30 janvier 1997. – Proposition de loi tendant à prévenir certaines plantations forestières. – **Forêts.**

– Projet de loi autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Albanie. – **Traités et conventions.**

6 février 1997. – Proposition de loi relative à la traçabilité de la viande bovine. – **Consommation.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

19 février 1997. – Proposition de loi tendant à frapper de nullité d'ordre public toute clause de mutation immobilière exonérant les exploitants de mines de leur responsabilité en matière de dommages liés à leur activité minière. – **Mines et carrières.**

– Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les effets des aides publiques dans le secteur du cycle. – **Industrie.**

20 février 1997. – Projet de loi relatif à la qualité sanitaire des denrées destinées à l'alimentation humaine ou animale. – **Agroalimentaire.**

– Proposition de loi relative à la promotion de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial. – **Formation professionnelle.**

– Proposition de loi tendant à adapter la législation existante afin de permettre aux magistrats de sanctionner les pratiques délicieuses de certains mouvements sectaires. – **Libertés publiques.**

25 février 1997. – Proposition de loi tendant à modifier le code des juridictions financières afin de préciser les compétences des chambres régionales des comptes. – **Juridictions administratives.**

4 mars 1997. – Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

11 mars 1997. – Proposition de loi portant création de l'EPA-BERRE (établissement public, industriel et commercial de l'étang de Berre). – **Environnement.**

– Proposition de loi relative à l'activité de mandataire en vente de véhicules automobiles neufs. – **Automobile.**

12 mars 1997. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur la nature et l'ampleur des détournements d'argent public subis par un certain nombre d'hôpitaux à l'occasion de travaux sur leurs systèmes de chauffage. – **Hôpitaux publics.**

13 mars 1997. – Proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière de leur résidence principale. – **Créances** (1^{re} lecture le 12 décembre 1996).

– Proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux. – **Responsabilité civile.**

19 mars 1997. – Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de télécommunications (n° E-785). – **Union européenne.**

– Proposition de loi constitutionnelle visant à rendre incompatible la fonction de membre du Gouvernement avec l'exercice de tout mandat électoral. – **Constitution.**

– Proposition de loi organique visant à instaurer un système de remplaçants provisoires en cas de vacances de siège d'un député ou d'un sénateur, ainsi qu'une parité hommes-femmes entre les candidats et leurs remplaçants. – **Parlement.**

– Proposition de loi visant à instaurer un système de remplaçants provisoires en cas de vacances de siège d'un conseiller régional, d'un conseiller général ou d'un maire, ainsi qu'une parité hommes-femmes entre les candidats et leurs remplaçants. – **Elus locaux.**

– Proposition de loi visant à allonger la période d'essai dans les contrats d'insertion en alternance. – **Emploi.**

– Proposition de loi relative au contrat d'union sociale. – **Code civil.**

25 mars 1997. – Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la justice. – **Justice.**

26 mars 1997. – Projet de loi relatif à l'application de la convention du 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. – **Traités et conventions.**

27 mars 1997. – Proposition de loi relative à la sanction des recours abusifs devant les juridictions civiles ou administratives. – **Justice.**

15 avril 1997. – Proposition de loi visant à rendre légaux les mécanismes de péréquation du prix de l'eau. – **Eau.**

16 avril 1997. – Projet de loi organique portant recrutement exceptionnel de magistrats de l'ordre judiciaire. – **Magistrature.**

22 avril 1997. – Proposition de loi organique relative à l'inéligibilité des candidats à l'élection des députés. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à clarifier les règles de financement des campagnes électorales. – **Elections.**

26 juin 1997. – Proposition de loi relative à la négociation collective dans les PME-PMI. – **Travail.**

– Proposition de loi visant à étendre aux centres de soins infirmiers gérés par la Mutualité sociale agricole la subvention prévue à l'article L. 162-32 du code de la sécurité sociale. – **Mutualité sociale agricole (MSA).**

Session extraordinaire de 1996-1997

16 septembre 1996. – Proposition de loi visant à améliorer la protection des ayants droit dont les droits sont gérés par des sociétés de perception et de répartition relevant du titre II du livre III du code de la propriété intellectuelle. – **Propriété intellectuelle.**

17 septembre 1997. – Proposition de loi relative à l'organisation de la chasse en France. – **Chasse.**

25 septembre 1997. – Proposition de loi visant à empêcher le prosélytisme et le financement des sectes par le biais de l'organisation des campagnes législatives et abrogeant l'article 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977. – **Libertés publiques.**

30 septembre 1997. – Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

– Proposition de loi portant création d'une délégation parlementaire dénommée Délégation parlementaire du renseignement. – **Parlement.**

Session parlementaire ordinaire de 1997-1998

2 octobre 1997. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement. – **Union européenne.**

– Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 30 du code électoral relatif à l'inscription sur les listes électorales en dehors des périodes de révision. – **Elections.**

9 octobre 1997. – Proposition de loi visant à la protection du patrimoine géologique. – **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

14 octobre 1997. – Proposition de résolution, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel (n° E-211). – **Union européenne.**

– Proposition de loi tendant à donner à la Cour d'assises la possibilité de délivrer mandat de dépôt contre un accusé en liberté provisoire. – **Justice.**

16 octobre 1997. – Proposition de loi visant à modifier l'article L. 2123-13 du code général des collectivités territoriales. – **Collectivités territoriales.**

21 octobre 1997. – Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 145-7 du code de l'urbanisme. – **Urbanisme.**

23 octobre 1997. – Proposition de loi tendant à créer les conditions permettant d'établir un taux de pension de retraite équivalent à 75 % du salaire minimum de croissance aux agriculteurs affiliés au régime agricole. – **Exploitants agricoles.**

28 octobre 1997. – Proposition de loi organique tendant à modifier le nombre de sénateurs élus dans les départements. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à préciser le mode de calcul de la durée maximale de détention provisoire autorisée par le code de procédure pénale. – **Procédure pénale.**

30 octobre 1997. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative au cinquième programme-cadre de la communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration (1998-2002) et la proposition de décision du Conseil relative au cinquième programme-cadre de la Communauté européenne de l'énergie atomique (euratom) pour des activités de recherche et d'enseignement (1998-2002) (n° E-847). – **Union européenne.**

4 novembre 1997. – Proposition de loi relative à la taxation des mouvements de capitaux. – **Impôts et taxes.**

– Proposition de loi tendant à assurer une meilleure répartition de la contribution des communes aux centres de gestion de la fonction publique territoriale en faveur des agents des catégories B et C privés d'emploi. – **Fonction publique territoriale.**

13 novembre 1997. – Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux. – **Entreprises.**

– Proposition de loi relative à l'élection des membres français du Parlement européen. – **Elections.**

20 novembre 1997. – Proposition de loi tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques sociaux régionaux. – **Conseil économique et social.**

– Proposition de loi tendant à prendre en compte, pour l'octroi d'une retraite anticipée aux anciens combattants d'Afrique du Nord, la durée du temps passé au-delà de la durée légale du service militaire entre le 1^{er} janvier 1952 et le 2 juillet 1962. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à la taxe professionnelle de France Telecom. – **Taxe professionnelle.**

– Proposition de loi permettant à des fonctionnaires de participer à la création d'entreprises innovantes. – **Fonctionnaires et agents publics.**

– Proposition de loi permettant à l'enfant orphelin, à la suite du décès de ses parents, de participer au conseil de famille. – **Famille.**

– Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement 3094/95 et prorogeant les dispositions pertinentes de la septième directive du Conseil concernant les aides à la construction navale, et sur la proposition de règlement (CE) du Conseil établissant de nouvelles règles pour les aides à la construction navale (n° E-936). – **Union européenne.**

26 novembre 1997. – Proposition de loi relative aux annuités d'assurance des pères de famille ayant élevé seuls un ou plusieurs enfants. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à l'attribution du titre d'interné résistant. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative au maintien à domicile des personnes handicapées et aux auxiliaires de vie. – **Handicapés.**

– Proposition de loi modifiant l'article 33 de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des handicapés. – **Handicapés.**

– Proposition de loi tendant à assurer le droit à réparation pour les résistants déportés, emprisonnés et internés en Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à l'attribution du titre d'interné résistant. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à assurer l'égalité dans l'accès aux prestations solidarité. – **Action sociale et solidarité nationale.**

– Proposition de loi relative à l'indemnisation des victimes d'accidents thérapeutiques. – **Santé publique.**

– Proposition de loi relative aux saisies sur les prestations familiales. – **Prestations familiales.**

27 novembre 1997. – Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative à la situation sanitaire et éducative des enfants hébergés ou scolarisés dans des sectes et aux mesures nécessaires à leur protection. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi tendant à supprimer réellement toute forclusion de droit ou de fait s'opposant à la reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à l'assurance contre le risque de non-paiement des cotisations des employeurs au régime général de la sécurité sociale. – **Sécurité sociale.**

– Proposition de loi tendant à assurer le versement de l'ensemble des prestations de vieillesse, d'invalidité et d'accident du travail au premier jour de chaque mois d'échéance. – **Assurance vieillesse.**

– Proposition de loi tendant à permettre le bénéfice de la retraite aux chômeurs âgés de moins de soixante ans et ayant quarante annuités de cotisation d'assurance vieillesse. – **Pensions civiles et militaires de retraite.**

– Proposition de loi sur la retraite des stagiaires de la formation professionnelle qui sont anciens combattants d'Afrique du Nord. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative à l'attribution d'une pension de réversion de la retraite du combattant aux veuves des anciens prisonniers de guerre et combattants de la seconde guerre mondiale et d'Afrique du Nord. – **Pensions de réversion.**

– Proposition de loi tendant à protéger et valoriser la qualité artisanale. – **Commerce et artisanat.**

28 novembre 1997. – Proposition de loi garantissant le secret des correspondances émises par la voie des télécommunications. – **Télécommunications.**

– Proposition de loi interdisant l'utilisation des listes électorales à partir de l'origine géographique, ethnique ou religieuse présumée des électeurs. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à démocratiser le contrôle des citoyens sur les opérations de vote. – **Elections.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître le génocide du peuple et à protéger les génocides contre leurs contestations. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi relative au droit du conjoint survivant et des enfants dans la succession. – **Successions et libéralités.**

– Proposition de loi relative au nom patronimique. – **Etat civil.**

– Proposition de loi relative à l'emploi dans les départements d'outre-mer. – **Départements d'outre-mer.**

1^{er} décembre 1997. – Proposition de loi relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse des oiseaux migrateurs ainsi que la réglementation de la chasse les concernant. – **Chasse.**

– Proposition de loi tendant à soumettre toutes les interventions de l'armée française dans un pays étranger avec lequel la France a signé un accord de défense à l'approbation préalable du Parlement. – **Défense.**

– Proposition de loi tendant à instituer une journée nationale de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi relative aux droits des couples non mariés. – **Droit civil.**

– Proposition de loi tendant à créer un Comité national d'éthique du développement. – **Environnement.**

– Proposition de loi relative au secret défense. – **Défense.**

– Proposition de loi relative à l'enseignement de la langue et de la culture arméniennes. – **Langues et cultures étrangères.**

– Proposition de loi visant à prévenir et réparer les conséquences de l'utilisation de l'amiante. – **Santé publique.**

– Proposition de loi tendant à reconnaître aux communes le droit de moduler les tarifs des écoles municipales de musique et de danse en fonction des ressources des familles. – **Communes.**

– Proposition de loi relative à l'exercice des mandats locaux et aux moyens financiers des collectivités locales. – **Collectivités territoriales.**

3 décembre 1997. – Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale. – **Elections.**

– Proposition de loi relative à l'attribution de la carte de combattant aux soldats polonais ayant servi dans l'armée française. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

– Proposition de loi tendant à assurer le remboursement de la TVA payée par le personnel des Houillères nationales pour le combustible qui lui est attribué. – **Impôts et taxes.**

4 décembre 1997. – Proposition de loi portant modification de l'article 55 du Code civil et relatif aux déclarations de naissance. – **Etat civil.**

8 décembre 1997. – Proposition de loi visant à modifier l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatif à la répartition intercommunale des charges des écoles publiques accueillant des enfants issus de plusieurs communes. – **Enseignement.**

10 décembre 1997. – Proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement 3094/95 et prorogeant les dispositions pertinentes de la septième directive du Conseil concernant les aides à la construction navale et la proposition de règlement (CE) du Conseil établissant de nouvelles règles pour les aides à la construction navale (n° E-936). – **Union européenne.**

11 décembre 1997. – Proposition de loi constitutionnelle portant titre II à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi visant à modifier la composition de la commission départementale d'attribution des licences de débits de boissons. – **Boissons et alcools.**

15 décembre 1997. – Proposition de loi constitutionnelle portant titre II à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789. – **Droits de l'homme.**

– Proposition de loi relative aux prestations familiales dans les départements d'outre-mer. – **Départements d'outre-mer.**

– Proposition de loi tendant à compléter le code électoral en vue de la prise en considération du vote blanc. – **Elections.**

16 décembre 1997. – Proposition de loi relative aux compléments de rémunération versés aux fonctionnaires territoriaux. – **Fonction publique.**

– Proposition de loi permettant aux organismes d'habitations à loyer modéré d'intervenir sur le parc locatif privé en prenant à bail des logements vacants pour les donner en sous-location. – **Logement.**

18 décembre 1997. – Projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile. – **Etrangers.**

– Proposition de loi tendant à actualiser le régime juridique des associations constituées selon le code civil local des départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. – **Associations.**

– Proposition de loi relative à la mise en œuvre du réseau écologique européen, dénommé Natura 2000. – **Environnement.**

(Dépôts rattachés pour ordre au procès-verbal de la séance du 18 décembre 1997)

19 décembre 1997. – Projet de loi portant ratification et modification de l'ordonnance n° 96-1122 du 20 décembre 1996 relative à l'extension et à l'adaptation à la collectivité territoriale de Mayotte des dispositions législatives du titre I^{er} du livre VII du code de la santé publique, au statut du personnel et au financement de l'établissement public de santé territoriale de Mayotte ainsi qu'à la réforme du statut de la Caisse de prévoyance sociale de Mayotte. – **Collectivités territoriales d'outre-mer.**

– Projet de loi portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. – **Ordonnances.**

– Projet de loi autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE. – **Traités et conventions.**

– Projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé). – **Traités et conventions.**

24 décembre 1997. – Proposition de loi tendant à instituer une journée nationale de la Résistance. – **Anciens combattants et victimes de guerre.**

29 décembre 1997. – Proposition de loi relative au statut des membres des Conseils économiques et sociaux régionaux. – **Collectivités territoriales.**

XVII. – DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La référence de la décision du Conseil Constitutionnel rendue et publiée en 1997 sur un texte adopté en 1996 figure dans la brochure « Informations parlementaires annuelles » de 1996.

1 – Décision n° 97-388 DC du 20 mars 1997 (*JO* Lois et décrets du 26 mars 1997) qui déclare la **loi créant les plans d'épargne retraite** non contraire à la Constitution – Lettre de saisine de sénateurs le 25 février 1997.

2 – Décision n° 97-389 DC du 22 avril 1997 (*JO* Lois et décrets du 25 avril 1997) qui déclare contraires à la Constitution les dispositions suivantes de la **loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration** :

– au dernier alinéa de l'article 3, les mots : « et du fichier informatisé des empreintes digitales des demandeurs du statut de réfugié » ;
– au deuxième alinéa de l'article 7, les mots : « sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public et ».

Sous les réserves d'interprétation indiquées dans les motifs de la décision, les autres dispositions des articles 3 et 7, ainsi que les articles 1^{er}, 4, 5, 6, 8, 13, 17, 18 et 19 de la loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration ne sont pas contraires à la Constitution – Lettre de saisine de députés et de sénateurs le 27 mars 1997.

3 – Décision n° 97-390 DC du 19 novembre 1997 (*JO* Lois et décrets du 25 novembre 1997) qui déclare la **loi organique relative à la fiscalité applicable en Polynésie française** conforme à la Constitution en ce qui concerne tant ses dispositions ayant le caractère de loi organique que celles de ses dispositions ayant le caractère de loi – Saisine du Premier ministre, le 24 octobre 1997, conformément aux dispositions des articles 46 et 61, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

4 – Décision n° 97-391 DC du 7 novembre 1997 (*JO* Lois et décrets du 11 novembre 1997) qui déclare l'article 2 de la **loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier** non contraire à la Constitution – Lettre de saisine de députés, le 24 octobre 1997.

5 – Décision n° 97-392 DC du 7 novembre 1997 (*JO* Lois et décrets du 8 novembre 1997) qui déclare la non-compétence du Conseil Constitutionnel pour statuer sur la demande en date du 29 octobre 1997 tendant à l'appréciation de la conformité à la Constitution de la **loi du 28 octobre 1997 portant réforme du service national** – Lettre de saisine de sénateurs, le 29 octobre 1997.

6 – Décision n° 97-393 DC du 18 décembre 1997 (*JO* Lois et décrets du 23 décembre 1997) qui déclare, sous les réserves d'interprétation énoncées dans la décision, les articles 5, 9, 12, 21, 23, 24, 27 et 31 de la **loi de financement de la sécurité sociale pour 1998** conformes à la Constitution – Lettres de saisines de députés les 3 et 4 décembre 1997 et de sénateurs le 3 décembre 1997.

7 – Décision n° 97-394 DC du 31 décembre 1997 (*JO* Lois et décrets du 3 janvier 1998) qui décide l'autorisation de ratifier en vertu d'une loi le **traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les communautés européennes et certains actes connexes** après une révision de la Constitution - Saisine du Président de la République et du Premier ministre le 4 décembre 1997, conformément à l'article 54 de la Constitution.

8 – Décision n° 97-395 DC du 30 décembre 1997 (*JO* Lois et décrets du 31 décembre 1997) qui déclare contraires à la Constitution les articles 19, 75, le IV de l'article 85 et au deuxième alinéa du III, les mots : « et 1740 *ter* A ». l'article 119 de la **loi de finances pour 1998**, le V de l'article 85 non contraire à la Constitution sous la réserve indiquée dans la décision – Lettres de saisine de députés le 19 décembre 1997.

XVIII. – PÉTITIONS

(Articles 87 à 89 *bis* du Règlement)

N° 70-142 du 9 janvier 1997 – M. Manrot Le Goarnig dénonce l'absence de validation législative du livre des procédures fiscales (feuilleton n° 47 du 14 janvier 1997).

N° 70-143 du 10 juillet 1997 – Le Groupement des riverains de l'A87, la commune libre du Pileu et l'association des Grands Bilhaus demandent la mise en souterrain de la portion d'autoroute reliant le plateau de Polytechnique à Palaiseau (feuilleton n° 85 du 16 septembre 1997).

N° 70-144 du 25 septembre 1997 – L'Association de défense du canton de Durtal contre le projet TGV, l'Association de défense des intérêts du canton de Châteauneuf-sur-Sarthe concerné par le projet TGV et l'Association Dionysienne contre la création d'une nouvelle ligne de TGV demandent le retrait des projets de fuseaux TGV au-delà de la desserte de Sablé-sur-Sarthe (feuilleton n° 91 du 30 septembre 1997).

XIX. - TABLEAUX DE CONCORDANCE

**A. - De la date des séances avec la date de la publication,
la pagination, les numéros des JO Débats et des microfiches.
(Compte rendu)**

ANNÉE 1997

DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATES des séances	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
14 janvier.....	15 janvier.....	1 à 58	1	30 septembre...	1 ^{er} octobre.....	2369 à 2458	45
15 janvier.....	15 janvier.....	59 à 102	2	1 ^{er} octobre.....	2 octobre.....	2459 à 2552	46
16 janvier.....	17 janvier.....	103 à 122	3	2 octobre.....	3 octobre.....	2553 à 2612	47
21 janvier.....	22 janvier.....	123 à 170	4	7 octobre.....	8 octobre.....	2613 à 2684	48
22 janvier.....	23 janvier.....	171 à 250	5	9 octobre.....	10 octobre.....	2685 à 2726	49
23 janvier.....	24 janvier.....	251 à 372	6	14 octobre.....	15 octobre.....	2727 à 2800	50
24 janvier.....	25 janvier.....	373 à 426	7	15 octobre.....	16 octobre.....	2801 à 2840	51
28 janvier.....	29 janvier.....	427 à 448	8	16 octobre.....	17 octobre.....	2841 à 2868	52
30 janvier.....	31 janvier.....	449 à 516	9	21 octobre.....	22 octobre.....	2869 à 2906	53
4 février.....	5 février.....	517 à 598	10	22 octobre.....	23 octobre.....	2907 à 2954	54
5 février.....	6 février.....	599 à 694	11	23 octobre.....	24 octobre.....	2955 à 3024	55
6 février.....	7 février.....	695 à 804	12	28 octobre.....	29 octobre.....	3025 à 3092	56
18 février.....	19 février.....	805 à 848	13	29 octobre.....	30 octobre.....	3093 à 3124	57
19 février.....	20 février.....	849 à 914	14	30 octobre.....	31 octobre.....	3125 à 3190	58
20 février.....	21 février.....	915 à 996	15	4 novembre.....	5 novembre.....	3191 à 3262	59
25 février.....	26 février.....	997 à 1038	16	5 novembre.....	6 novembre.....	3263 à 3322	60
26 février.....	27 février.....	1039 à 1092	17	6 novembre.....	7 novembre.....	3323 à 3360	61
27 février.....	28 février.....	1093 à 1114	18	12 novembre.....	13 novembre.....	3361 à 3428	62
4 mars.....	5 mars.....	1115 à 1190	19	13 novembre.....	14 novembre.....	3429 à 3544	63
5 mars.....	6 mars.....	1191 à 1240	20	18 novembre.....	19 novembre.....	3545 à 3596	64
6 mars.....	7 mars.....	1241 à 1288	21	19 novembre.....	20 novembre.....	3597 à 3615	65
11 mars.....	12 mars.....	1289 à 1376	22	20 novembre.....	21 novembre.....	3616 à 3700	66
12 mars.....	13 mars.....	1377 à 1440	23	21 novembre.....	22 novembre.....	3701 à 3722	67
13 mars.....	14 mars.....	1441 à 1508	24	24 novembre.....	25 novembre.....	3723 à 3818	68
18 mars.....	19 mars.....	1509 à 1532	25	25 novembre.....	26 novembre.....	3819 à 3920	69
19 mars.....	20 mars.....	1533 à 1578	26	26 novembre.....	27 novembre.....	3921 à 4048	70
20 mars.....	21 mars.....	1579 à 1602	27	27 novembre.....	28 novembre.....	4049 à 4176	71
25 mars.....	26 mars.....	1603 à 1662	28	28 novembre.....	29 novembre.....	4177 à 4256	72
26 mars.....	27 mars.....	1663 à 1734	29	1 ^{er} décembre.....	2 décembre.....	4257 à 4368	73
27 mars.....	28 mars.....	1735 à 1796	30	2 décembre.....	3 décembre.....	4369 à 4454	74
15 avril.....	16 avril.....	1797 à 1876	31	3 décembre.....	4 décembre.....	4455 à 4568	75
16 avril.....	17 avril.....	1877 à 1972	32	4 décembre.....	5 décembre.....	4569 à 4644	76
17 avril.....	18 avril.....	1973 à 2002	33	5 décembre.....	6 décembre.....	4645 à 4752	77
22 avril.....	23 avril.....	2003 à 2010	34	6 décembre.....	7 décembre.....	4753 à 4844	78
12 juin.....	13 juin.....	2011 à 2024	35	7 décembre.....	8 décembre.....	4845 à 4910	79
19 juin.....	20 juin.....	2025 à 2044	36	8 décembre.....	9 décembre.....	4911 à 5026	80
24 juin.....	25 juin.....	2045 à 2068	37	9 décembre.....	10 décembre.....	5027 à 5108	81
26 juin.....	27 juin.....	2069 à 2106	38	10 décembre.....	11 décembre.....	5109 à 5146	82
16 septembre...	17 septembre...	2107 à 2128	39	11 décembre.....	12 décembre.....	5147 à 5240	83
17 septembre...	18 septembre...	2129 à 2180	40	15 décembre.....	16 décembre.....	5241 à 5326	84
18 septembre...	19 septembre...	2181 à 2238	41	16 décembre.....	17 décembre.....	5327 à 5382	85
23 septembre...	24 septembre...	2239 à 2274	42	17 décembre.....	18 décembre.....	5383 à 5406	86
24 septembre...	25 septembre...	2275 à 2348	43	18 décembre.....	19 décembre.....	5407 à 5464	87
25 septembre...	26 septembre...	2349 à 2368	44				

**B. – De la date de la publication avec la pagination,
les numéros des JO Questions et des microfiches.
(Questions)**

ANNÉE 1997

DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes	DATE de la publication	PAGINATION	N° J.O. DÉBATS et microfiches correspondantes
2 janvier	1 à 50	1	10 juillet	1829 à 1892	26
9 janvier	51 à 84	2	17 juillet	1893 à 1954	27
16 janvier	85 à 150	3	24 juillet	1955 à 2012	28
23 janvier	151 à 234	4	31 juillet	2013 à 2072	29
30 janvier	235 à 310	5	7 août	2073 à 2116	30
6 février	311 à 408	6	21 août	2117 à 2178	31
13 février	409 à 478	7	28 août	2179 à 2238	32
20 février	479 à 562	8	4 septembre	2239 à 2310	33
27 février	563 à 642	9	11 septembre	2311 à 2396	34
6 mars	643 à 712	10	18 septembre	2397 à 2484	35
13 mars	713 à 794	11	25 septembre	2485 à 2568	36
20 mars	795 à 894	12	2 octobre	2571 à 2664	37
27 mars	895 à 988	13	9 octobre	2665 à 2746	38
3 avril	989 à 1076	14	16 octobre	2747 à 2824	39
10 avril	1077 à 1138	15	23 octobre	2825 à 2926	40
17 avril	1139 à 1208	16	30 octobre	2927 à 3014	41
24 avril	1209 à 1324	17	6 novembre	3015 à 3086	42
2 mai	1325 à 1402	18	13 novembre	3087 à 3172	43
8 mai	1403 à 1450	19	20 novembre	3173 à 3234	44
15 mai	1451 à 1488	20	27 novembre	3235 à 3330	45
22 mai	1489 à 1538	21	4 décembre	3331 à 3404	46
29 mai	1539 à 1594	22	11 décembre	3405 à 3484	47
2 juin	1595 à 1656	23	18 décembre	3485 à 3576	48
26 juin	1657 à 1726	24	25 décembre	3577 à 3680	49
3 juillet	1727 à 1828	25			

XX. – EXPLICATION DES SIGLES

ACP (pays)	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.	AFNOR	Association française de normalisation.
ACTIA	Association de coordination technique pour l'industrie agro-alimentaire.	AFP	Agence France-Presse.
ACTIM	Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.	AFPA	Association nationale pour la formation professionnelle des adultes.
ACUCES	Association du centre universitaire de coopération économique et sociale.	AGEAM	Association pour la gérance d'écoles d'apprentissage maritime.
ADASEA	Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	AGIRC	Association générale des institutions de retraites des cadres.
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
ADEP	Agence pour le développement de l'éducation permanente.	AMEXA	Assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles.
ADI	Agence de l'information.	AMF	Accords multifibres.
ADRAF	Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	AMG	Assistance médicale gratuite.
AELE	Association européenne de libre échange	ANACT	Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
AFA	Association foncière agricole.	ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
AFAT	Association française d'action touristique.	ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises.
AFEI	Association française pour l'étiquetage d'information.	ANDA	Association nationale pour le développement agricole.
AFERNOD	Association française pour l'étude et la recherche des nodules.	ANDDOM	Association nationale pour le développement des départements d'outre-mer.
AFME	Agence française pour la maîtrise de l'énergie.	ANDEM	Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale.

ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.	CAP	Certificat d'aptitude professionnelle.
ANEFÉ	Association nationale des écoles françaises de l'étranger.	CAPA	Caisse d'amortissement pour l'acier.
ANIFOM	Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.	CAPES	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement secondaire.
ANIL	Association nationale d'information logement.	CAPÉT	Certificat d'aptitude au professorat d'enseignement technique.
ANIT	Agence nationale de l'information touristique.	CARPA	Caisse autonome des règlements pécuniaires des avocats.
ANPE	Agence nationale pour l'emploi.	CASODOM	Comité d'action sociale en faveur des originaires des départements d'outre-mer en métropole.
ANRED	Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.	CAT	Centre d'aide par le travail.
ANT	Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.	CAUE	Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement.
ANVAR	Agence nationale de valorisation de la recherche.	CDC	Caisse des dépôts et consignations.
AOC	Appellation d'origine contrôlée.	CDCA	Comité de défense des commerçants et artisans.
AP	Assistance publique.	CDF	Charbonnages de France.
APE	Allocation parentale d'éducation.	CEA	Commissariat à l'énergie atomique.
APEC	Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens.	CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier.
APL	Aide personnalisée au logement.	CECOS	Centres d'études et de conservation du sperme.
APTRP	Association professionnelle des transporteurs de la région parisienne.	CEE	Communauté économique européenne.
ARIAD	Association pour la recherche et l'information sur l'aide au développement.	CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).
ARIM	Association de restauration immobilière.	CEFAC	Centre de formation des assistants techniques du commerce et consultants commerciaux.
ARIST	Agence régionale d'information scientifique et technique.	CEMAGREF	Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts.
ARRCO	Association des régimes de retraites complémentaires.	CENCEP	Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
ASA	Aide supplémentaire d'attente.	CEO	Centre d'études d'opinion.
ASE	Agence spatiale européenne.	CEP	Centre d'expérimentation nucléaire du Pacifique.
ASEAN	Association of the South-East Asian Nations. Association des nations de l'Asie du Sud-Est.	CEPAM	Centre d'études et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers.
ASGF	Association syndicale de gestion forestière.	CEPII	Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.	CEPME	Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises.
ATAC	Association technique pour l'action culturelle.	CERAH	Centre d'études et de recherches sur l'appareillage des handicapés.
ATC	Assistants techniques du commerce.	CERBE	Centre de recherche sur le bien-être.
ATIC	Association technique de l'importation charbonnière.	CERN	Centre européen de recherches nucléaires.
ATOS	(Personnel) administratif, technicien, ouvrier et de service.	CES	Collège d'enseignement secondaire.
AUDIST	Agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique.	CESP	Centre d'études des supports de publicité.
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés.	CESTA	Centre d'études des systèmes et des technologies avancées.
BANA	Budget annexe de la navigation aérienne.	CET	Collège d'enseignement technique.
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles.	CFA	Centre de formation d'apprentis.
BCA	Bureau central d'alerte.	CFCE	Centre français du commerce extérieur.
BCC	Banque centrale de compensation.	CFDT	Confédération française démocratique du travail.
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.	CFP	Compagnie française des pétroles.
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole.	CFPC	Centre de formation des personnels communaux.
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale.	CFTC	Confédération française des travailleurs chrétiens.
BEI	Banque européenne d'investissement.	CGC	Confédération générale des cadres.
BEP	Brevet d'études professionnelles.	CGCT	Compagnie générale des constructions téléphoniques.
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles.	CGE	Compagnie générale d'électricité.
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement.	CGI	Code général des impôts.
BFCE	Banque française du commerce extérieur.	CGPME	Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
BIC	Bénéfices industriels et commerciaux.	CGT	Confédération générale du travail.
BIPA	Banque d'information politique et d'actualité.	CGT-FO	Confédération générale du travail force ouvrière.
BIPE	Bureau d'information et de prévisions économiques.	CHR	Centre hospitalier régional.
BIT	Bureau international du travail.	CHSCT	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
BPA	Brevet professionnel agricole.	CHU	Centre hospitalier et universitaire.
BRGM	Bureau de recherches géologiques et minières.	CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire.
BTP	Bâtiment et travaux publics.	CIDAR	Comité interministériel de développement et d'aménagement rural.
BTS	Brevet de technicien supérieur.	CIDISE	Comité interministériel pour le développement des investissements et le soutien de l'emploi.
BUMIDOM	Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'outre-mer.	CIE	Contrat initiative emploi.
CACOM	Caisse de consolidation et de mobilisation des crédits à moyen terme.	CIFIA	Comité interministériel de financement des industries agro-alimentaires.
CACT	Commission d'amélioration des conditions de travail.	CIFRE	Convention industrielle de formation par la recherche.
CADIST	Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique.	CII	Compagnie internationale pour l'informatique.
CAECL	Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.	CIJ	Cour internationale de justice.
CANCAVA	Caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse des artisans.	CIL	Comités interprofessionnels du logement.
		CIO	Comité international olympique.

CIPE	Comité interministériel pour la promotion de l'emploi.	COMT	Commission des marchés à terme de marchandises.
CIRA	Centre interministériel de renseignements administratifs.	CORDET	Commission de coordination de la recherche des départements et territoires d'outre-mer.
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.	CORDES	Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social.
CIRCOSC	Centre interrégional de coordination des opérations de sécurité civile.	CORRI	Comité régional de restructuration industrielle.
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements.	COS	Coefficient d'occupation du sol.
CIRI	Comité interministériel de restructuration industrielle.	COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
CIRIT	Comité interprofessionnel de rénovation de l'industrie textile.	CPAG	Centres de préparation à l'administration générale.
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes.	CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement.
CNAC Georges-Pompidou	Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (musée Beaubourg).	CPP	Code de procédure pénale.
CNAF	Caisse nationale d'allocations familiales.	CREDOC	Centre de recherche et de documentation sur la consommation (devenu Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie).
CNAJEP	Comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire.	CREPS	Centre régional d'éducation populaire et de sport.
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers.	CRIDEL	Centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local.
CNAMTS	Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés.	CRITT	Centre de recherche, d'innovation et de transfert technologique.
CNAP	Conseil national d'accès à la propriété.	CROAT	Centre régional d'observation de l'activité touristique.
CNAPS	Conseil national des activités physiques et sportives.	CROSS	Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.	CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires.
CNAVTS	Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.	CRPF	Centre régional de la propriété forestière.
CNBF	Caisse nationale des barreaux français.	CRS	Compagnies républicaines de sécurité.
CNC	Centre national de la cinématographie.	CRTL	Comité régional du tourisme et des loisirs.
CNCA	Caisse nationale de crédit agricole.	CSA	Conseil supérieur de l'audiovisuel.
CNDP	Centre national de documentation pédagogique.	CSCE	Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe.
CNEC	Centre national d'enseignement par correspondance.	CSERC	Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts.
CNEJ	Centre national d'études judiciaires.	CSFE	Conseil supérieur des Français de l'étranger.
CNES	Centre national d'études spatiales.	CSG	Contribution sociale généralisée.
CNESER	Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.	CSMF	Confédération des syndicats médicaux français.
CNESSS	Centre national d'études supérieures de sécurité sociale.	CSSS	Contribution sociale de solidarité des sociétés.
CNET	Centre national d'études des télécommunications.	CSSTB	Centre scientifique et technique du bâtiment.
CNEXO	Centre national pour l'exploitation des océans.	CTIFL	Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale.	CTIR	Centres de traitement informatique régionaux.
CNIH	Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.	CUCES	Centre universitaire de coopération économique et sociale.
CNIJ	Centre national d'informatique juridique.	CUMA	Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
CNIL	Commission nationale de l'informatique et des libertés.	CVR	Combattant volontaire de la Résistance.
CNIPE	Centre national d'information pour la productivité des entreprises.	DAGIC	Direction des affaires générales, internationales et de la coopération.
CNME	Caisse nationale des marchés de l'Etat.	DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
CNOSF	Comité national olympique et sportif français.	DCRF	Direction de la consommation et de la répression des fraudes.
CNPF	Conseil national du patronat français.	DCRI	Direction de la coopération et des relations internationales.
CNR	Compagnie nationale du Rhône.	DDA	Directions départementales de l'agriculture.
CNRACL	Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
CNRS	Centre national de la recherche scientifique.	DDE	Direction départementale de l'équipement.
CNTA	Comptoir national technique agricole.	DEFI	Développement-Exportation-Formation-Image.
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.	DEPE	Délégués des entreprises pour l'emploi.
CNVA	Conseil national de la vie associative.	DEUG	Diplôme d'études universitaires générales.
COB	Commission des opérations de bourse.	DGA	Délégation générale pour l'armement.
CODEFI	Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises.	DGCC	Direction générale de la concurrence et de la consommation.
CODER	Commission de développement économique régional.	DGCL	Direction générale des collectivités locales.
CODERPA	Comité départemental des retraités et personnes âgées.	DGD	Dotation générale de décentralisation.
CODEVI	Comptes pour le développement industriel.	DGE	Dotation globale d'équipement.
CODIS	Comité d'orientation pour le développement des industries stratégiques.	DGF	Dotation globale de fonctionnement.
CODISC	Centre opérationnel de la direction de la Sécurité civile.	DGRC	Direction générale des relations culturelles.
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.	DGRST	Délégation générale à la recherche scientifique et technique.
COGEMA	Compagnie générale des matières nucléaires.	DGSE	Direction générale de la sécurité extérieure.
COMES	Commissariat à l'énergie solaire.	DGT	Direction générale des télécommunications.
		DIHP	Délégation de l'information historique pour la paix.
		DIJA	Dotation d'installation aux jeunes agriculteurs.
		DJA	Dotation aux jeunes agriculteurs (voir DIJA).
		DOM	Département d'outre-mer.
		DOT	Défense opérationnelle du territoire.

DST	Direction de la surveillance du territoire.	FIOM	Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture.
EARL	Exploitations agricoles à responsabilité limitée.	FIQV	Fonds d'investissement pour la qualité de la vie.
ECU	European currency unit. Unité de compte européenne.	FIR	Fonds d'investissement routier.
EDF	Electricité de France.	FIRS	Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre.
EID	Entente interdépartementale pour la démoustication.	FLNC	Front de libération nationale de la Corse.
ENA	Ecole nationale d'administration.	FLNKS	Front de libération nationale kanak socialiste.
ENIM	Etablissement national des invalides de la marine.	FMF	Fédération des médecins de France.
ENM	Ecole nationale de la magistrature.	FMI	Fonds monétaire international.
ENS	Ecoles normales supérieures.	FMO	Force multinationale et d'observateurs.
EPA	Etablissements publics administratifs.	FNAC	Fédération nationale d'achat des cadres. Fonds national d'art contemporain.
EPAD	Etablissement public pour l'aménagement de la Défense.	FNACA	Fédération nationale des anciens combattants en Algérie.
EPIC	Etablissements publics industriels et commerciaux.	FNAFU	Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme.
EPS	Education physique et sportive.	FNAH	Fonds national d'amélioration de l'habitat.
ERAP	Entreprise de recherche et d'activités pétrolières.	FNAL	Fonds national d'aide au logement.
EUMETSAT	European Meteorology Satellite. Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.	FNAT	Fonds national d'aménagement du territoire.
EUREKA	European research coordination agency. Agence de coordination pour la recherche européenne.	FNDA	Fonds national de développement agricole.
EURL	Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée	FNDA (ou FNDVA)	Fonds national pour le développement de la vie associative.
EUTELSAT	European telecommunications satellite organisation. Organisation européenne de télécommunications par satellite.	FNDAE	Fonds national pour le développement des adductions d'eau.
FAAS	Fonds additionnel d'action sociale.	FNDAT	Fonds national de développement et d'aménagement du territoire.
FAC	Fonds d'aide et de coopération.	FNDS	Fonds national pour le développement du sport.
FACE	Fonds d'amortissement des charges d'électrification.	FNE	Fonds national de l'emploi.
FACT	Fonds d'amélioration des conditions de travail.	FNI	Forces nucléaires intermédiaires.
FADIL	Fonds d'aide au développement de l'intérieur et des îles.	FNS	Fonds national de solidarité.
FAO	Food and agriculture organisation. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture.	FNSEA	Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.
FAR	Force d'action rapide.	FNSP	Fondation nationale des sciences politiques.
FARI	Fonds d'aide à la recherche et à l'innovation.	FNULAD	Fonds des Nations unies pour la lutte contre l'abus des drogues.
FAS	Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles.	FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire.
FASASA	Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles.	FORMA	Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles.
FASSO	Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire.	FOST	Force océanique stratégique.
FATAC	Force aérienne tactique.	FPA	Formation professionnelle des adultes.
FAU	Fonds d'aménagement urbain.	FRAC	Fonds régionaux d'art contemporain.
FBCF	Formation brute de capital fixe.	FRILE	Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi.
FCTVA	Fonds de compensation pour la TVA.	FR2	France 2
FDES	Fonds de développement économique et social.	FR3	France 3
FEC	Fonds d'égalisation des charges.	FSAI	Fonds spécial d'adaptation industrielle.
FECL	Fonds d'équipement des collectivités locales.	FSGT	Fonds spécial de grands travaux.
FED	Fonds européen de développement.	FSIR	Fonds spécial d'investissement routier.
FEDER	Fonds européen de développement régional.	GAEC	Groupe agricole d'exploitation en commun.
FEDOM	Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer.	GANIL	Grand accélérateur national à ions lourds.
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.	GAPP	Groupe d'aide psycho-pédagogique.
FIANE	Fonds d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.	GATT	General agreement on tariffs and trade. Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
FIAC	Foire internationale d'art contemporain.	GDF	Gaz de France.
FIAM	Fonds d'intervention pour l'autodéveloppement en montagne.	GEIE	Groupe européen d'intérêt économique.
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire.	GEIP	Groupe européen indépendant de programmes.
FIC	Fonds d'intervention culturelle.	GEPI	Groupe d'études prospectives internationales.
FICA	Fondation à l'initiative créatrice artisanale.	GERDAT	Groupe d'études et de recherches pour le développement de l'agronomie tropicale.
FIDA	Fonds international pour le développement agricole.	GFA	Groupe foncier agricole.
FIDAR	Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural.	GIAT	Groupe des industries d'armement terrestre.
FIDES	Fonds d'investissement pour le développement économique et social.	GIDEL	Groupe interministériel sur le développement économique local.
FIDIL	Fonds pour l'intervention et le développement des initiatives locales.	GIE	Groupe d'intérêt économique.
FIDOM	Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.	GIP	Groupe d'intérêt public (recherche et développement technologique).
FIM	Fonds industriel de modernisation.	GIRZOM	Groupe interministériel pour la rénovation des zones minières.
FINUL	Force intérimaire des Nations unies au Liban.	GMEM	Groupe maritime d'économie mixte.
		GREF	Génie rural des eaux et forêts.
		GREP	Groupements régionaux d'épargne et de prévoyance.
		HLM	Habitations à loyer modéré.
		IAD	Indemnité annuelle de départ.
		IATA	Association internationale des transports aériens.

IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.	JAP	Juges de l'application des peines.
ICC	Institut du commerce et de la consommation.	JO	Journal officiel.
IDES	Institut de développement de l'économie sociale.	LEP	Lycées d'enseignement professionnel.
IDHEC	Institut des hautes études cinématographiques.	LICRA	Ligne internationale contre le racisme et l'antisémitisme.
IDI	Institut de développement industriel.	LKS	Mouvement de libération kanak.
IDIA	Institut de développement des industries agricoles et alimentaires.	LTS	Logement très social.
IDICA	Institut de développement industriel des composants automobiles.	MARISAT	Système de télécommunications maritimes par satellites.
IDS	Initiative de défense stratégique.	MATIF	Marché à terme d'instruments financiers.
IEDOM	Institut d'émission des départements d'outre-mer.	MCM	Montants compensatoires monétaires.
IEP	Institut d'études politiques.	MECA	Machines et équipements de conception avancée.
IFAC	Inspection fusionnée d'assiette et de contrôle.	MFR	Maisons familiales rurales.
IFP	Institut français du pétrole.	MIDEM	Marché international du disque et de l'édition musicale.
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.	MIDIST	Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.
IGN	Institut géographique national.	MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.
IGREF	Ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts.	MJC	Maisons des jeunes et de la culture.
IHEDN	Institut des hautes études de la défense nationale.	MSA	Mutualité sociale agricole.
ILM	Immeuble à loyer moyen.	MSF	Médecins sans frontières.
ILN	Immeuble à loyer normal.	NBC	Protection nucléaire, bactériologique, chimique.
INA	Institut national de l'audiovisuel.	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
INAO	Institut national des appellations d'origine.	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
INALCO	Institut national des langues et civilisations orientales.	OCORA	Office de coopération radiophonique.
INC	Institut national de la consommation.	ODEADOM	Office de développement de l'économie agricole dans les départements d'outre-mer.
INED	Institut national d'études démographiques.	OECE	Organisation européenne de coopération économique.
INEP	Institut national d'éducation populaire.	OFAJ	Office franco-allemand pour la jeunesse.
INERIPT	Institut national de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur les toxicomanies.	OFIVAL	Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture.
INMARSAT	International maritime satellite organisation. Organisation internationale de télécommunications maritimes par satellites.	OFRA	Office français de protection des réfugiés et apatrides.
INPI	Institut national de la propriété industrielle.	OFQJ	Office franco-québécois pour la jeunesse.
INPNPP ou IN2P3	Institut national de physique nucléaire et de physique des particules.	OGAF	Opération groupée d'aménagement foncier.
INRA	Institut national de la recherche agronomique.	OIT	Organisation internationale du travail.
INRIA	Institut national de la recherche en informatique et en automatique.	OLP	Organisation de la libération de la Palestine.
INRP	Institut national de la recherche pédagogique.	OMCI	Organisation maritime consultative intergouvernementale.
INRS	Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.	OMI	Organisation maritime internationale.
INSA	Institut national des sciences appliquées.	OMS	Organisation mondiale de la santé.
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques.	ONAC	Office national des anciens combattants et victimes de guerre.
INSEP	Institut national du sport et de l'éducation physique.	ONERA	Office national d'études et de recherches aérospatiales.
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale.	ONF	Office national des forêts.
INTELSAT	International telecommunications satellite consortium. Organisation internationale de télécommunications par satellite.	ONG	Organisations non gouvernementales.
IRA	Instituts régionaux d'administration.	ONI	Office national de l'immigration.
IRAP	Instituts régionaux d'administration publique.	ONIC	Office national interprofessionnel des céréales.
IRCAM	Institut de recherche et de coordination acoustique-musique.	ONIFLHOR	Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture.
IRCANTEC	Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.	ONILAIT	Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers.
IRCHA	Institut national de recherche chimique appliquée.	ONIPPAM	Office national interprofessionnel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.
IRES	Institut de recherche économique et sociale.	ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions.
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physiques.	ONIVINS	Office national interprofessionnel des vins.
IRSID	Institut de recherche de la sidérurgie.	ONSER	Organisation nationale pour la sécurité routière.
ISF	Impôt de solidarité sur la fortune.	ONU	Organisation des Nations unies.
ISM	Indemnité spéciale de montagne.	ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel.
ISTPM	Institut scientifique et technique des pêches maritimes.	OPA	Offres publiques d'achat.
ITA	Ingénieurs, techniciens, administratifs.	OPCVM	Organismes de placements collectifs en valeur mobilière.
ITEF	Ingénieurs techniciens d'études et de fabrications. Ingénieurs des travaux des eaux et forêts.	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole.
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres.	OPH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat.
IUT	Institut universitaire de technologie.	OPPBTP	Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.
IVD	Indemnité viagère de départ.	OREAV	Organismes d'études d'aménagement des vallées.
IVG	Interruption volontaire de grossesse.	ORGANIC	Organisation autonome nationale d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce.
JAM	Juges des affaires matrimoniales.	ORSEC	Organisation des secours.
		ORSECRAD	Plan ORSEC radiations.
		ORSECTOX	Plan ORSEC matières toxiques.
		ORSTOM	Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer.

ORT	Obligations renouvelables du Trésor.	SALT (accords)	Strategic Arms Limitation Treaty.
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique-Nord.	SAMU	Traité de limitation des armes stratégiques.
OTASE	Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est.	SARL	Service d'aide médicale urgente.
OUA	Organisation de l'unité africaine.	SARL	Société à responsabilité limitée.
PAC	Politique agricole commune.	SATESE	Services d'assistance technique pour l'exploitation des stations d'épuration.
PAF	Police de l'air et des frontières.	SCA	Sociétés coopératives artisanales.
PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat.	SCA	Syndicats communautaires d'aménagement.
PAIO	Permanences d'accueil, d'information et d'orientation	SCI	Sociétés civiles immobilières.
PALULOS	Prime à l'amélioration des logements à usage local et à occupation sociale.	SCIC	Société immobilière de la Caisse des dépôts.
PAP	Prêt d'accession à la propriété.	SCOP	Sociétés coopératives ouvrières de production.
PAPIR	Programme d'action prioritaire.	SCPI	Société civile de placement immobilier.
PAPIR	Programme d'action prioritaire d'initiative régionale.	SCPRI	Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
PAR	Plans d'aménagement ruraux.	SDAU	Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.
PEGC	Professeur d'enseignement général de collège.	SDDS	Schéma directeur départemental des structures.
PEP	Plans d'épargne populaire.	SDECE	Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.
PER	Plans d'exposition aux risques.	SDF	Sans domicile fixe.
PIB	Production intérieure brute ou produit intérieur brut.	SDIS	Service départemental d'incendie et de secours.
PIG	Projets d'intérêt général.	SDR	Société de développement régional.
PIL	Programme d'insertion locale.	SEATER	Service d'étude et d'aménagement touristique de l'espace rural.
PIM	Programmes intégrés méditerranéens.	SEATM	Service d'étude et d'aménagement touristique de la montagne.
PLA	Prêt locatif aidé.	SEFA	Société d'épargne foncière agricole.
PLD	Plafond légal de densité.	SEFRANE	Service pour l'emploi des Français à l'étranger.
PLR	Programmes à loyer réduit.	SEITA	Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
PMA	Pays les moins avancés.	SEPT	Société européenne de télévision.
PME	Petites et moyennes entreprises.	SESAME	Service de soutien et d'accompagnement sur les marchés extérieurs.
PMI	Petites et moyennes industries.	SFP	Société française de production et création audiovisuelles.
PMS	Protection maternelle et infantile.	SFR	Société de financement régional.
PMSI	Préparation militaire supérieure.	SFT	Société française de télédiffusion.
PMSI	Programme de médicalisation des systèmes d'information	SGDN	Secrétariat général de la défense nationale.
PMU	Pari mutuel urbain.	SICA	Société d'intérêt collectif agricole.
PNB	Produit national brut.	SICAV	Société d'investissement à capital variable.
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement.	SICOMI	Société immobilière pour le commerce et l'industrie.
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement.	SIDA	Syndrome immuno-déficitaire acquis.
POA	Prime d'orientation agricole.	SIDO	Société interprofessionnelle des oléagineux.
POLMAR	Plan ORSEC pollution marine.	SIECA	Service d'information, d'études et de cinématographie des armées.
POS	Plan d'occupation des sols.	SIFE	Stage d'insertion et de formation à l'emploi
POSEIDOM	Programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité des départements d'outremer.	SIRPA	Service d'information et de relations publiques des armées.
PPE	Programmes prioritaires d'exécution.	SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple.
PPI	Plan particulier d'intervention.	SIVP	Stage d'initiation à la vie professionnelle.
PPS	Prêts participatifs simplifiés.	SLEC	Sociétés locales d'économie mixte.
PRDE	Plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire.	SMA	Service militaire adapté.
PSI	Prêt spécial immobilier.	SME	Système monétaire européen.
PSR	Programmes sociaux de relogement.	SMI	Surface minimum d'installation (agriculture).
PTE	Postes, télécommunications et espace	SMIC	Système monétaire international.
PTOM	Pays et territoires d'outre-mer.	SMUR	Salaires minimum de croissance.
PVD	Pays en voie de développement.	SMVM	Services mobiles d'urgence et de réanimation.
PVS	Quartiers de haute sécurité.	SNCF	Schéma de mise en valeur de la mer.
RATP	Régie autonome des transports parisiens.	SNCF	Société nationale des chemins de fer français.
RBE	Résultat brut d'exploitation.	SNCM	Société nationale maritime Corse-Méditerranée.
RCB	Rationalisation des choix budgétaires.	SNECMA	Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation.
RDS	Remboursement de la dette sociale.	SNEP	Société nationale des entreprises de presse.
RER	Réseau express régional.	SNI	Syndicat national des instituteurs.
RES	Rachat d'une entreprise par ses salariés.	SNIAS	Société nationale industrielle aérospatiale.
RFI	Radio France internationale.	SNLE	Sous-marin nucléaire lanceur d'engins.
RFO	Société nationale de radio-télévision française d'outre-mer.	SNPA	Société nationale des pétroles d'Aquitaine.
RFP	Régie française de publicité.	SNSM	Société nationale de sauvetage en mer.
RMI	Revenu minimum d'insertion.	SOFARIS	Société française pour l'assurance du capital-risque.
RMN	Résonance magnétique nucléaire.	SOFERGIE	Sociétés agréées pour le financement des économies d'énergie.
RNIS	Réseau numérique à intégration de services.	SOFICA	Sociétés pour le financement de l'industrie cinématographique et audiovisuelle.
RTLN	Réunion des théâtres lyriques nationaux.	SOFINOVA	Sociétés financières d'innovation.
SA	Société anonyme.	SOFIRAD	Société financière de radiodiffusion.
SACEM	Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.	SOFIREM	Société financière pour l'industrialisation des régions minières.
SAFER	Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.		
SAIF	Sociétés agricoles d'investissement foncier.		

SOFRATEV	Société française d'études et de réalisations d'équipements de radiodiffusion et de télévision.	TVHD	Télévision haute définition.
SOMI	Sociétés mobilières d'investissement.	UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale.
SOMIVAC	Société pour la mise en valeur agricole de la Corse.	UEO	Union de l'Europe occidentale.
SONACOTRA	Société nationale de construction de logements pour les travailleurs.	UER	Unité d'enseignement et de recherche.
SOP	Service d'observation des programmes.	UFAC	Union française des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre.
SOPEXA	Société pour l'expansion des ventes de produits agricoles et alimentaires.	UGAP	Union des groupements d'achats publics.
SOREFI	Sociétés régionales de financement.	UGB	Unité de gros bétail.
SPA	Société protectrice des animaux.	UGC	Union générale cinématographique.
SS	Sécurité sociale.	ULM	Ultra-légers motorisés.
STAR	Système téléphonique d'alerte aux risques.	UNAF	Union nationale des associations familiales.
STO	Service du travail obligatoire.	UNEDIC	Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
TAAF	Terres australes et antarctiques françaises.	UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
TDF	Télédiffusion de France.	UNIL	Union nationale interprofessionnelle du logement.
TEF	Techniciens d'études et de fabrication.	UNSS	Union nationale du sport scolaire.
TF1	Télévision française 1.	URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales.
TGI	Tribunaux de grande instance.	UTA	Union des transports aériens.
TGV	Train à grande vitesse.	UTN	Unité touristique nouvelle.
TIG	Travaux d'intérêt général.	VRP	Voyageurs, représentants, placiers.
TIPP	Taxe intérieure sur les produits pétroliers.	VRTS	Versement représentatif de la taxe sur les salaires.
TLE	Taxe locale d'équipement.	ZAC	Zone d'aménagement concerté.
TOM	Territoire d'outre-mer.	ZAD	Zone d'aménagement différé.
TPFA	Tribunaux permanents des forces armées.	ZAN	Zones d'agglomération nouvelle.
TPG	Trésoriers-payeurs généraux.	ZEE	Zone économique exclusive.
TPS	Taxe sur les prestations de services.	ZEP	Zone d'éducation prioritaire.
TRACFIN	Traitement du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins		Zone d'environnement protégé.
TTFA	Tribunaux territoriaux des forces armées.	ZIF	Zone d'intervention foncière.
TUC	Travaux d'utilité collective.	ZUP	Zone à urbaniser en priorité.
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée.		

DEUXIÈME PARTIE
TABLE THÉMATIQUE

ANNÉE 1997

Administration	1	Conférence intergouvernementale	11
Adoption	1	Conseil de l'Europe	11
Affaires étrangères	1	Conseil économique et social	11
Affaires sociales	1	Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)	11
Afrique	1	Conseil supérieur des Français de l'étranger	11
Agglomérations nouvelles	2	Conseils de prud'hommes	11
Agriculteurs (conjoints)	2	Conseils généraux	11
Agriculteurs (jeunes)	2	Conseils régionaux	11
Agriculture	2	Consommateurs (protection et information)	11
Aide alimentaire	3	Coopération	11
Algérie	3	Coopération intercommunale	11
Allemagne	3	Coopération policière	11
Allocations familiales	3	Corée	11
Allocutions et communications	3	Cotisations sociales	11
Alsace-Moselle (droit d')	3	Cour de cassation	11
Aménagement du territoire	3	Cour de justice de la République	11
Anciens combattants et victimes de guerre	4	Cour de justice des Communautés européennes (CJCE)	11
Appellations d'origine et labels	4	Cour des comptes	11
Apprentissage	4	Cours d'eau, étangs et lacs	11
Armées	4	Crimes, délits et contraventions	11
Armement	4	Croatie	11
Assemblée nationale	4	Cuba	11
Audiovisuel	4	Culture	11
Australie	6	Décentralisation	12
Automobile (industrie)	6	Déchets	12
Autriche	6	Déchets radioactifs	12
Banques et établissements financiers	6	Déclarations du Gouvernement	12
Bois tropicaux	6	Défense	12
Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)	6	Déficit budgétaire	12
Caisse des dépôts et consignations (CDC)	7	Délinquance	12
Caisses d'épargne	7	Démographie	12
Cameroun	7	Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)	12
Canada	7	Directives communautaires	14
Caraïbe	7	Domaine public	14
Catastrophes et risques naturels	7	Douanes	14
Chine	7	Droit civil	14
Chômage	7	Droit de vote	14
Chômage (indemnisation du)	7	Droit des sociétés	14
Cinéma	7	Droit pénal	14
Code civil	7	Ecole nationale d'administration publique	18
Code de l'urbanisme	7	Economie et finances	18
Code de la consommation	7	Education nationale	18
Code de la sécurité sociale	7	Elections cantonales	18
Code de procédure pénale	7	Elections et référendums	18
Code du service national	7	Elections municipales	21
Code du travail	7	Electricité de France (EDF)	21
Code électoral	7	Eloges funèbres	21
Code général des impôts	7	Emploi	21
Code minier	7	Emploi des jeunes	21
Code pénal	7	Emprunts russes	22
Code rural	7	Energie	22
Collectivités territoriales	8	Energie nucléaire	23
Collectivités territoriales d'outre-mer	9	Enfants (modes de garde)	23
Commerce et artisanat	9	Enseignement préscolaire et maternel	23
Commerce extérieur	9	Enseignement primaire	23
Commerce international	9	Enseignement secondaire	23
Commissions d'enquêtes	9	Enseignement supérieur	23
Communications du Gouvernement	9	Entreprises (aides aux)	23
Comptabilité	10	Entreprises (fiscalité)	23
Comptes spéciaux du Trésor	10	Entreprises (petites et moyennes) (PME)	23
Conférence des présidents	11	Environnement	23
		Epargne	23

Equipement	25	Médicaments	59
Espagne	25	Mer	59
Estonie	25	Météo-France	59
Etablissements publics	25	Mexique	59
Etablissements sociaux et médico-sociaux	25	Mineurs (d'âge)	59
Etats-Unis d'Amérique (USA)	25	Moldavie	59
Etrangers	25	Monnaies et médailles (budget annexe)	59
Euro	25	Montagne	59
Examens et concours	25	Motions (procédure parlementaire)	59
Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)	25	Nationalité	59
Exploitations agricoles	25	Niger	59
Faits personnels	26	Ordre de la Libération	60
Famille	26	Ordre du jour du Sénat	60
Finances publiques	26	Organisation des Nations Unies (ONU)	60
Finlande	26	Organisations non gouvernementales (ONG)	60
Fiscalité	26	Paraguay	60
Fiscalité locale	26	Patrimoine	60
Fonction publique	26	Pêche	60
Fonds d'épargne retraite	26	Petites et moyennes entreprises (PME)	62
Forêts	26	Philippines	62
Formation en alternance	26	Plan	62
Formation professionnelle	26	Plans d'épargne retraite	62
Français de l'étranger	26	Police	62
Francophonie	26	Politique agricole commune (PAC)	62
Gabon	27	Politique économique	62
Gendarmerie nationale	27	Pollutions et nuisances	63
Gens du voyage	27	Pologne	63
Gouvernement	27	Prestations sociales	63
Grèce	27	Prix	63
Guyane	27	Procédure pénale	63
Handicapés	27	Produits agricoles et alimentaires	72
Harkis	27	Professions indépendantes	72
Haute Cour de justice	27	Professions juridiques et judiciaires	72
Hongrie	27	Programmes audiovisuels	73
Hôpitaux publics	27	Propriété (accession à la)	73
Immigration	28	Publicité	73
Immunité parlementaire	30	Publicité foncière	73
Impôts et taxes	30	Question préalable (procédure parlementaire)	73
Industrie	30	Radiodiffusion et télévision	74
Jamaïque	30	Rappels au règlement	74
Jeunesse et sports	30	Rapports au Parlement	74
Journaux officiels	30	Rapports du Gouvernement	75
Juridictions administratives	30	Rapports d'information	76
Juridictions judiciaires	31	Recensement	78
Justice	31	Recherche scientifique et technique	78
Kazakhstan	31	Référendums	78
Kenya	31	Régions	78
Kirghizistan	31	Règlement du Sénat	78
Langue française	32	Renvoi à la commission (procédure parlementaire)	78
La Poste	32	République tchèque	78
Légion d'honneur	32	Retraites	78
Lettonie	32	Retraites (agriculteurs)	78
Licenciements	32	Revenu minimum d'insertion (RMI)	78
Lituanie	32	Risques naturels	78
Logement	32	Russie	79
Lois de finances	32	Saint-Pierre-et-Miquelon	79
Lois de finances rectificatives	56	Santé publique	79
Loyers	58	Sécurité publique	80
Magistrature	59	Sécurité routière	80
Marchés publics	59	Sécurité sociale	81
Maroc	59	Sénégal	83
Médecins	59	Service national	83
Médiateur de la République	59	Service public	86

Services du Premier ministre	86
Services publics locaux	86
Sessions parlementaires	86
Sida	86
Slovaquie	86
Slovénie	86
Société nationale des chemins de fer français (SNCF)	86
Solidarité	86
Structures agricoles	86
Suisse	86
Taxe professionnelle	87
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	87
Télécommunications	87
Télévision	87
Togo	87
Tourisme et loisir	87
Traité de Maastricht	87
Traités et conventions	87
Transports	98
Transports aériens	99
Transports en commun	99
Transports ferroviaires	99
Transports fluviaux	99
Transports routiers	99
Travail	99
Travail (aménagement du temps)	101
Travailleurs étrangers	101
Ukraine	102
Union européenne	102
Urbanisme	102
Villes	102
Zones rurales	102

A

Administration

1. - Projet de loi relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (11 septembre 1996) [n° 2992 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud CAZIN d'HONINCTHUN (8 janvier 1997) [n° 3287 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 640].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 janvier 1997) [n° 181 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul AMOUDRY (19 février 1997) [n° 218 (96-97)] - Discussion (26 février 1997) - Adoption (26 février 1997) [n° 73].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (27 février 1997) [n° 3395 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud CAZIN D'HONINCTHUN (19 mars 1997) [n° 3454 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 691].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (Rattaché pour ordre au procès verbal de la séance du 27 mars 1997 - 28 mars 1997) [n° 297 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul AMOUDRY (16 avril 1997) [n° 313 (96-97)].

Discussion (première lecture)

(26 février 1997) (p. 1042, 1086).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1042, 1062) : MM. Jean-Paul Amoudry, rapporteur de la commission des lois; James Bordas, Guy Cabanel, Jean-Patrick Courtois, Pierre Laffitte, Jacques Mahéas, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; René Régnault.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1062, 1084) : MM. Jean-Paul Amoudry, rapporteur de la commission des lois; Yvon Bourges, Guy Cabanel, Pierre Laffitte, Jacques Mahéas, Robert Pagès, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Michel Rufin, Alain Vasselle.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME DES DECISIONS ADMINISTRATIVES

Nouvel intitulé (dispositions relatives au régime des décisions prises par les autorités administratives) (p. 1062) - Adopté.

Art. 1^{er} (définition des autorités administratives) (p. 1062) - Adopté (p. 1063).

Après l'art. 1^{er} (p. 1063).

Art. additionnel (définition des demandes au sens du titre I^{er}) (p. 1064) - Adopté.

Art. 2 (accusé de réception) (p. 1064) - Adopté après modification (p. 1066).

Art. 3 (transmission de la demande à l'autorité compétente) (p. 1066) - Adopté après modification (p. 1068).

Art. 4 (décisions implicites de rejet) (p. 1068) - Adopté après modification.

Art. 5 (décisions implicites d'acceptation) (p. 1068) - Adopté après modification (p. 1070).

Art. 6 (retrait pour illégalité) (p. 1070) - Adopté après modification (p. 1071).

Art. 7 (observations de l'intéressé préalables à la décision) (p. 1071) - Adopté après modification (p. 1072).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU MEDiateUR DE LA REPUBLIQUE

Art. 8 (art. 6, 9 et 14 de la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République - saisine et compétences du Médiateur de la République) (p. 1073) - Adopté après modification (p. 1074).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX MAISONS DES SERVICES PUBLICS

Art. 9 (maisons des services publics) (p. 1074) - Adopté après modification (p. 1081).

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Avant l'art. 10 A (p. 1081).

Art. additionnel (changement d'adresse) - Adopté après modification (p. 1083).

Art. 10 A (art. 1^{er} de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales - délai d'ordonnancement des astreintes) (p. 1083) - Adopté.

Art. 10 B (art. additionnel 1^{er}-1 de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 - applicabilité de l'astreinte à la provision) (p. 1083) - Adopté après modification.

Après l'art. 10 B (p. 1083).

Art. additionnels (permis de démolir) (p. 1083) - Adoptés.

Art. 10 (entrée en vigueur du Titre I^{er}) (p. 1084) - Adopté après modification.

Art. 11 (application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) (p. 1084) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1085, 1086) : MM. Guy Cabanel, Jean-Patrick Courtois, Jacques Machet, Jacques Mahéas, Robert Pagès.

Adoption (26 février 1997) (p. 1086).

Adoption

Voir *Traités et conventions*, 47

Affaires étrangères

Voir *Lois de finances*

Affaires sociales

Voir *Rapports du Gouvernement*

Afrique

Voir *Traités et conventions*, 13

Agglomérations nouvelles

Voir *Lois de finances*

Agriculteurs (conjoint)

Voir *Agriculture, 1*

Agriculteurs (jeunes)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 6*

Agriculture

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3; 6*
Lois de finances

1. - Proposition de loi portant diverses mesures urgentes relatives à l'agriculture, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Gérard CÉSAR, sénateur et plusieurs de ses collègues (1er octobre 1997) [n° 8 rect. (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard CÉSAR (3 décembre 1997) - Discussion (11 décembre 1997) - Adoption (11 décembre 1997) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 1997) [n° 529 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(11 décembre 1997) (p. 5204, 5234).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5204, 5218) : *MM. Henri Belcour, Jean Bizet, Marcel Bony, Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques; Marcel Deneux, Philippe François, Paul Girod, Jean Grandon, Louis le Pen, ministre de l'agriculture et de la pêche; Fernand Tardy, Robert-Paul Vigouroux.*

Motion n°8 de M. Pierre Lefebvre tendant au renvoi à la commission (p. 5218).

Rejet de la motion (p. 5224 (scrutin public n° 60)).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5224, 5232) : *MM. Jean Bizet, Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques; Marcel Deneux, Jean Huchon, Michel Souplet.*

TITRE I^{er}**DE L'ENTREPRISE AGRICOLE**

Art. 1^{er} (priorités dans le financement des exploitations agricoles) (p. 5224) - Adopté.

Art. 2 (création et transmission d'un fonds agricole) (p. 5224) - Adopté (p. 5225).

TITRE II**DU CONTROLE DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Art. 3 à 8 (p. 5225) - Adoptés (p. 5226).

TITRE III**DE L'ORGANISATION ECONOMIQUE DE LA PRODUCTION ET DE L'ORGANISATION INTERPROFESSIONNELLE AGRICOLE**

Art. 9 et 10 (p. 5227) - Adoptés (p. 5228).

Après l'art. 10 (p. 5228).

Art. additionnel (rapport annuel sur l'état de l'organisation économique de la production et de l'organisation interprofessionnelle agricole) (p. 5228) - Adopté.

TITRE IV**DISPOSITIONS FISCALES**

Art. 11 (bénéfice de l'abattement sur dividende pour les associés de coopérative) (p. 5228) - Adopté.

Après l'art. 11 (p. 5228).

Art. additionnel (taxation progressive des plus-values lorsque le chiffre d'affaire dépasse un million de francs et est inférieur à deux millions de francs) (p. 5228) - Adopté.

Art. 12 (généralisation des droits fixes sur les mutations des parts des sociétés agricoles) (p. 5229) - Adopté.

Après l'art. 12 (p. 5229).

Art. additionnel (réduction des droits fixes mentionnés aux articles 809 à 812 du code général des impôts dans le cas des groupements agricoles d'exploitations en commun, GAEC, ou des sociétés d'exploitation en agriculture) (p. 5229) - Adopté.

Art. additionnel (immeubles ruraux acquis par des jeunes agriculteurs bénéficiaires des aides à l'installation ou par un tiers s'engageant à le leur louer par un bail à long terme : généralisation du taux départemental de 0,60 %) (p. 5229) - Adopté.

Art. 13 (extension de la déduction pour investissements aux parts sociales de coopératives agricoles) (p. 5229) - Adopté.

Après l'art. 13 (p. 5229).

Art. additionnel (dégrèvement d'impôt foncier, incitatif à la location au profit d'un jeune agriculteur) (p. 5229) - Adopté.

TITRE V**STATUT DU CONJOINT**

Art. 14 (statut du conjoint "collaborateur d'entreprise") (p. 5229) - Adopté (p. 5230).

Art. 15 (droits à la retraite forfaitaire des conjoints) (p. 5230) - Adopté.

Art. 16 (droits à la retraite des conjoints "collaborateurs d'entreprises") (p. 5230) - Adopté.

Art. 17 (paiement par le chef d'entreprise de la cotisation de retraite du collaborateur) (p. 5230) - Adopté.

Art. 18 (prise en charge des frais de remplacement en cas de maternité) (p. 5230) - Adopté.

Après l'art. 18 (p. 5230).

Art. additionnel (bénéfice dès l'âge de 55 ans de la pension de réversion au conjoint survivant continuant l'exploitation) (p. 5230) - Adopté (p. 5231).

Art. 19 (extension de la créance du salaire différé au conjoint survivant) (p. 5231) - Adopté.

Art. 20 (coordination) (p. 5231) - Adopté.

Art. 21 (fixation de l'assiette des cotisations dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles) (p. 5231) - Adopté.

TITRE VI**TITRE D'EMPLOI SAISONNIER AGRICOLE ET GROUPEMENTS D'EMPLOYEURS**

Art. 22 (titre emploi saisonnier agricole) (p. 5231) - Adopté (p. 5232).

Art. 23 (participation des CUMA aux groupements d'employeurs) (p. 5232) - Adopté.

TITRE VII
QUALITE ET VALORISATION DES PRODUITS
AGRICILES

Art. 24 (*création du Groupement d'intérêt public "Institut national de la qualité des produits agricoles et alimentaires"*) (p. 5232) - Adopté.

Art. 25 (*encadrement de la mention géographique*) (p. 5232) - Adopté.

Art. 26 (*accréditation des organismes certificateurs*) (p. 5232) - Adopté.

Art. 27 (*utilisation abusive des indications de provenance*) (p. 5232) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5233, 5234) : MM. Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques; Philippe François, Emmanuel Hamel, Louis Le Penec, ministre de l'agriculture et de la pêche.

Scrutin public n° 61 (p. 5234).

Adoption (11 décembre 1997) (p. 5234).

Aide alimentaire

Voir *Traités et conventions*, 41

Algérie

Voir *Rappels au règlement*

Allemagne

Voir *Rappels au règlement*
Traités et conventions, 24

Allocations familiales

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5

Allocutions et communications

Hommage à Etienne Dailly, ancien vice-président du Sénat (14 janvier 1997) (p. 26, 27) - M. René Monory, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Mexique (26 février 1997) (p. 1056) - M. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires autrichiens (6 mars 1997) (p. 1260) - M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.

Communication du décret de M. le président de la République prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale (22 avril 1997) (p. 2007) - M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance.

Ajournement du Sénat, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale (22 avril 1997) (p. 2008) - M. René Monory, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires australiens (26 juin 1997) (p. 2071) - M. René Monory, président du Sénat.

Ajournement du Sénat (26 juin 1997) (p. 2100) - M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.

Ouverture de la première session extraordinaire de 1996-1997 (16 septembre 1997) (p. 2109) - M. René Monory, président du Sénat.

Clôture de la session extraordinaire du Parlement (30 septembre 1997) (p. 2456) - M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance.

Ouverture de la session ordinaire de 1997-1998 (1^{er} octobre 1997) (p. 2463) - M. Gérard Larcher, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Finlande (2 octobre 1997) (p. 2570) - M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation chinoise (2 octobre 1997) (p. 2595) - M. Jean Delaneau, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de la République tchèque, conduite par son président, M. Petr Pithart (15 octobre 1997) (p. 2814) - M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation de la chambre des députés du parlement hellénique, conduite par son président, M. Iosif Micheloyiannis (22 octobre 1997) (p. 2907) - M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

Hommage à M. Jacques Ollé-Laprune, secrétaire général du Sénat (28 octobre 1997) (p.3055) - M. René Monory, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires slovaques (29 octobre 1997) (p. 3099) - M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires canadiens (13 novembre 1997) (p. 3477) - M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation de membres du Sénat et de la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique (20 novembre 1997) (p. 3665) - M. René Monory, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat tchèque (26 novembre 1997) (p. 3971) - M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à M. l'Ambassadeur de Suisse (27 novembre 1997) (p. 4050) - M. René Monory, président du Sénat.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Hongrie (2 décembre 1997) (p. 4379) - M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire camerounaise (11 décembre 1997) (p. 5160) - M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.

Alsace-Moselle (droit d')

Voir *Comptabilité*, 1 Art. 18 bis
Politique économique, 1

Aménagement du territoire

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête chargée d'examiner le devenir des grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire, dans une perspective de développement et d'insertion dans l'Union européenne, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Maurice BLIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 octobre 1997) [n° 61 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Gérard LARCHER (26 novembre 1997 [n° 107 (97-98)] - Avis de M. André BOHL (21 novembre 1997) [n° 101 (97-98)] - Discussion (11 décembre 1997) - Adoption (11 décembre 1997) [n° 51].

Discussion

(11 décembre 1997) (p.5160, 5168).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5160, 5166) : *MM. Guy Allouche, André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean Huchon, Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5166, 5168) : *MM. Claude Estier, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Gérard Larcher, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Adoption (11 décembre 1997) (p. 5168).

Anciens combattants et victimes de guerre

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi relative à l'édification d'un monument au Mont Valérien portant le nom des résistants et des otages fusillés dans les lieux de 1940 à 1944, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Robert BADINTER, sénateur et les membres du groupe socialiste (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 juin 1997 - 18 juin 1997) [n° 362 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(22 octobre 1997) (p. 2907, 2909).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2907, 2909) : *M. Robert Badinter, rapporteur de la commission des lois; Mme Hélène Luc, MM. Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; Maurice Schumann.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2909) *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.*

Art. 1^{er} (édification d'un monument dans la "Clairière des Fusillés" au mont Valérien) (p. 2909) - Adopté (scrutin public n° 8).

Renvoi à la commission ordonné à la demande de M. Jacques Larché, président de la commission des lois (22 octobre 1997) (p. 2909).

Appellations d'origine et labels

Voir *Agriculture, 1*

Apprentissage

Voir *Lois de finances*

Armées

Voir *Service national, 1; 2*

Armement

Voir *Lois de finances*
Traités et conventions, 25

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*

Audiovisuel

Voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, PRESENTÉE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Philippe DOUSTE-BLAZY, ministre de la culture (30 octobre 1996) [n° 55 (96-97) rect.] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport commun de M. Jean-Paul HUGOT avec les propositions de loi n°477 (95-96) du 27 juin 1996, n°483 (95-96), 486 (95-96) du 5 juillet 1996 - Audiovisuel - (5 février 1997) [n° 207 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 février 1997) [n° 3378 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Christian KERT (13 mars 1997) [n° 3421 (96-97)] - Discussion (18, 19 et 20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 682].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 mars 1997) [n° 282 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

Discussion (première lecture)

(19 février 1997) (p. 852, 912); (20 février 1997) (p. 916, 948; 957, 987).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 852, 877) : *MM. Jean-Claude Carle, Jean Cluzel, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Jean-Paul Hugot, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Claude Huriet, Pierre Laffitte, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Franck Sérusclat, René Trégouët, Henri Weber.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 877, 912; 916, 948; 957, 987) : *MM. Guy Cabanel, Jean-Pierre Camoin, Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Jean Cluzel, André Diligent, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Yann Gaillard, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jean-Paul Hugot, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Paul Loidant, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Lucien Neuwirth, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Franck Sérusclat, René Trégouët, Jacques Valade, Alain Vasselle, Albert Vecten, Henri Weber.*

Art. 1^{er} (article 1er de la loi du 30 septembre 1986 - pouvoir de recommandation du CSA) (p. 877) - Adopté après modification (p. 879).

Après l'art. 1^{er} (p. 880).

Art. additionnel (collégialité du CSA) - Adopté (p. 881).

Art. 2 (article 10 de la loi du 30 septembre 1986 - pouvoirs du CSA sur l'établissement et l'utilisation des installations de télécommunications) (p. 883) - Adopté.

Art. 3 (consultation du CSA sur les projets de loi relatifs à la communication audiovisuelle) (p. 883) - Adopté.

Art. 4 (article 15 de la loi du 30 septembre 1986 - rôle du CSA en matière d'éthique des programmes) (p. 883) - Adopté après modification (p. 885).

Art. 5 (article 24 de la loi du 30 septembre 1986 - mise à la disposition du public de services de communication audiovisuelle sur des fréquences dont l'attribution n'est pas confiée au CSA) (p. 888) - Adopté après modification (p. 889).

Après l'art. 5 (p. 889).

Art. additionnel (interdiction de la diffusion sur le territoire, en langue française ou avec sous-titrage, à partir de territoires étrangers, d'émissions émises par des Etats ne respectant pas les quotas européens en matière de diffusion) - Adopté (p. 890).

Art. 6 (article 27 de la loi du 30 septembre 1986 - principes généraux définissant les obligations applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite) (p. 891) - Adopté après modification (p. 892).

Art. 7 (article 28 de la loi du 30 septembre 1986 - conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite) (p. 892) - Adopté.

Après l'art. 7 (p. 892).

Art. additionnel (possibilité pour le CSA de ne pas renouveler automatiquement l'autorisation d'un opérateur radio) (p. 898) - Adopté après modification (p. 899).

Art. additionnel (procédure de reconduction des autorisations d'usage des fréquences hertziennes terrestres par les services de radio ou de télévision) (p. 899) - Adopté (p. 900).

Art. additionnel (modifications à la procédure d'autorisation des services de radiodiffusion sonore pour permettre au CSA d'exercer dans la transparence une régulation du secteur radiophonique) (p. 901) - Adopté après modification (p. 905).

Art. additionnel (obligation pour le CSA de se prononcer dans un délai de deux mois lorsqu'il est saisi par un opérateur d'une demande de modification des caractéristiques de son service) (p. 905) - Adopté après modification.

Art. 8 (article 31 de la loi du 30 septembre 1986 - régime juridique des services de radiodiffusion sonore ou de télévision diffusés par satellite) (p. 907) - Adopté après modification (p. 911).

Après l'art. 8 (p. 911).

Art. additionnel (modification de l'article 33 de la loi du 30 septembre 1986 pour inclure le respect des quotas de chansons françaises dans les règles applicables aux services de radio du câble) - Adopté (p. 912).

Après l'art. 8 (suite) (p. 926).

Art. additionnel (rétablissement d'une égalité de traitement entre le câble et le satellite afin de favoriser la concurrence) - Adopté (p. 927).

Art. 9 (article 34-1 de la loi du 30 septembre 1986 - conventionnement des services de radiodiffusion sonore ou de télévision distribués par câble) (p. 928) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 928).

Art. additionnel (précision de la situation juridique des personnes morales exploitant une télévision locale) - Adopté (p. 931).

Art. 10 (article 39 de la loi du 30 septembre 1986 - dispositions limitant la concentration) (p. 931) - Adopté.

Art. 11 (article 41 de la loi du 30 septembre 1986 - dispositif anti-concentration applicable aux bouquets de

services de radio et de télévision) (p. 931) - Adopté après modification (p. 939).

Art. 12 (article 41-5 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 - conditions d'exploitation des systèmes d'accès sous condition) (p. 939) - Adopté après modification (p. 940).

Art. 13 (article 41-6 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 - participation de chaînes hertziennes nationales au capital de sociétés de télévision locale dans les départements d'outre-mer) (p. 940) - Adopté après modification (p. 941).

Art. 14 (article 42 de la loi du 30 septembre 1986 - mise en demeure des titulaires d'autorisation d'exploiter un service de communication audiovisuelle) (p. 941) - Adopté.

Art. 15 (article 42-7 de la loi du 30 septembre 1986 - délai d'instruction des dossiers de sanction contre les titulaires d'autorisation d'exploiter un service de communication audiovisuelle) (p. 941) - Adopté.

Après l'art. 15 (p. 941).

Art. additionnel (information systématique du CSA par le tribunal en cas de procédure de redressement) - Adopté (p. 941).

Art. additionnel (création d'une holding France Télévision dont France 2 et France 3 seront les filiales) (p. 942) - Adopté après modification (p. 948).

Art. 16 (article 45 de la loi du 30 septembre 1986 - fusion de la Cinquième et de la SEPT) (p. 957) - Adopté après modification (p. 967).

Après l'art. 16 (p. 967).

Art. additionnel (mise en place de la chaîne de télévision parlementaire et civique) - Adopté après modification (p. 969).

Art. additionnel (statut de la société holding France Télévision) (p. 969) - Adopté.

Art. additionnel (durée du mandat du président) (p. 970) - Adopté.

Art. additionnel (prévision par les statuts de chaque société d'un comité consultatif d'orientation des programmes) (p. 970) - Adopté (p. 971).

Art. 17 (article 47 de la loi du 30 septembre 1986 - composition du capital et des conseils d'administration des sociétés nationales de programmes) (p. 971) - Adopté après modification (p. 973).

Art. 18 (articles 47-1 et 47-2 nouveaux de la loi du 30 septembre 1986 - établissement de liens financiers et institutionnels entre Radio France et RFI) (p. 973) - Adopté.

Art. 19 (article 48 de la loi du 30 septembre 1986 - cahier des charges des sociétés nationales de programmes et de la société mentionnée à l'article 45 de la loi précitée) (p. 973) - Adopté.

Art. 20 (article 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 - mise en demeure par le CSA des organismes de l'audiovisuel public) (p. 974) - Adopté.

Art. 21 (article 48-6 de la loi du 30 septembre 1986 - procédure de sanction pécuniaire des sociétés nationales de programmes et de la société mentionnée à l'article 45 de la loi précitée) (p. 974) - Adopté.

Après l'art. 21 (p. 975).

Art. additionnel (obligation d'archivage des productions audiovisuelles imposée au secteur public de l'audiovisuel depuis la création de l'INA) (p. 975) - Adopté.

Art. 22 (article 50 de la loi du 30 septembre 1986 - composition des organes dirigeants de l'INA) (p. 977) - Adopté après modification.

Art. 23 (article 53 de la loi du 30 septembre 1986 - répartition de la redevance pour droit d'usage entre les organismes de l'audiovisuel public) (p. 977) - Adopté.

Art. 24 (article 36 de la loi de finances pour 1984 - prélèvement sur le produit de la redevance pour droit d'usage et sur le produit des messages publicitaires) (p. 977) - Adopté.

Art. 25 (article 77 de la loi du 30 septembre 1986 - sanctions pénales des infractions aux dispositions limitant la concentration dans la communication audiovisuelle) (p. 978) - Adopté après modification.

Art. 26 (article 78-2 nouveau de la loi du 30 septembre 1986 - sanction pénale du défaut de conventionnement d'un service de communication audiovisuelle diffusé par satellite ou distribué par câble) (p. 978) - Adopté.

Après l'art. 26 (p. 978).

Art. additionnel (actualisation des lois du 29 juillet 1881 et du 14 avril 1952 précisant les conditions dans lesquelles doivent être communiquées au fonds de documentation des assemblées parlementaires les productions susceptibles d'informer le Parlement) (p. 979) - Adopté.

Avant l'art. 27 (p. 983).

Art. additionnel (précision des conditions de fonctionnement de la holding France Télévision) (p. 984) - Adopté.

Art. 27 (application du projet de loi dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 984) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 984, 987) : MM. James Bordas, Jean Cluzel, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture; Pierre Laffitte, Guy Lemaire, Mme Danièle Pourtaud, M. Jack Ralite.

Scrutin public n°108 (p. 987).

Adoption (20 février 1997) (p. 987).

Australie

Voir *Allocutions et communications*

Automobile (industrie)

Voir *Rappels au règlement*

Autriche

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 27

B

Banques et établissements financiers

Voir *Comptabilité, 1*
Rappels au règlement
Rapports au Parlement

Bois tropicaux

Voir *Traités et conventions, 42*

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Voir *Lois de finances*

C

Caisse des dépôts et consignations (CDC)

Voir *Rapports au Parlement*

Caisses d'épargne

Voir *Rapports au Parlement*
Politique économique, 1

Cameroun

Voir *Allocutions et communications*

Canada

Voir *Allocutions et communications*

Caraïbe

Voir *Traités et conventions, 19; 20*

Catastrophes et risques naturels

Voir *Rapports du Gouvernement*

Chine

Voir *Allocutions et communications*

Chômage

Voir *Emploi des jeunes, 1*

Chômage (indemnisation du)

Voir *Lois de finances*

Cinéma

Voir *Lois de finances*

Code civil

Voir *Service national, 1 Art. 11; 1 Art. 11 bis*

Code de l'urbanisme

Voir *Administration, 1*

Code de la consommation

Voir *Logement, 1*

Code de la sécurité sociale

Voir *Rapports du Gouvernement*
Sécurité sociale, 1
Service national, 1

Code de procédure pénale

Voir *Droit pénal, 1*

Code du service national

Voir *Service national, 1 Art. 1er; 1 Art. 3*

Code du travail

Voir *Emploi des jeunes, 1*
Service national, 1 Art. 9

Code électoral

Voir *Elections et référendums, 3*

Code général des impôts

Voir *Travail, 1; 1 Art. 6 quaterdecies*

Code minier

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom), 1*

Code pénal

Voir *Droit pénal, 1*

Code rural

1. - Projet de loi relatif à la partie législative du livre VI (nouveau) du code rural, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Alain VASSEUR, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (9 novembre 1995) [n° 62 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Alain PLUCHET (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 10 septembre 1997) [n° 414 (96-97)] - Discussion (18 septembre 1997) - Adoption (18 septembre 1997) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 septembre 1997) [n° 226 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production.

Discussion (première lecture)

(18 septembre 1997) (p. 2186, 2236).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2186, 2188) : MM. Pierre Lefebvre, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2188, 2235) : MM. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Alain Pluchet, rapporteur de la commission des affaires économiques.

Art. 1^{er} et dispositions annexées (livre VI (nouveau) du code rural - Production et marchés) (p. 2188) - Adoptés après modification (p. 2230).

Art. 2 (coordination) (p. 2230) - Adopté.

Art. 3 (modification des dispositions d'autres codes reproduites) (p. 2230) - Adopté.

Art. 4 (dispositions pour lesquelles le code de la consommation est "code suiveur") (p. 2230) - Adopté (p. 2232).

Art. 5 (abrogations) (p. 2232) - Adopté après modification (p. 2234).

Art. 6 (abrogation des dispositions de forme législative et de nature réglementaire) (p. 2234) - Adopté après modification.

Art. 7 (abrogation de dispositions très anciennes ou contraires à la réglementation communautaire) (p. 2234) - Adopté après modification (p. 2235).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2235, 2236) : MM. Edmond Lauret, Louis Le Penec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Roger Quilliot.

Adoption (18 septembre 1997) (p. 2236).

Collectivités territoriales

Voir *Administration, 1*
Audiovisuel, 1
Déclarations du Gouvernement, 2
Rapports du Gouvernement

1. - Proposition de loi visant à modifier le code général des collectivités territoriales de façon à élargir les compétences des districts, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Alain JOYANDET, sénateur et plusieurs de ses collègues (16 octobre 1996) [n° 34 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (4 décembre 1996) [n° 117 (96-97)] - Discussion (28 janvier 1997) - Adoption (28 janvier 1997) [n° 64].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 janvier 1997) [n° 3318 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Luc WARSMANN (19 mars 1997) [n° 3455 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 692].

PROMULGATION : loi n° 97-303 du 4 avril 1997 (J.O. Lois et décrets du 5 avril 1997).

Discussion (première lecture)

(28 janvier 1997) (p. 429, 432).

I - DISCUSSION GENERALE (p. 429, 431) : MM. Germain Authié, Alain Joyandet, Jean-Paul Delevoe, rapporteur de la commission des lois; Dominique Perben, ministre de la fonction publique

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 431).

Intitulé de la proposition de loi (Proposition de loi tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein des syndicats de communes) (p. 431) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 431, 432) : MM. Dominique Braye, Pierre Fauchon.

Adoption (28 janvier 1997) (p. 432).

2. - Proposition de loi visant à clarifier les conditions d'accueil des gens du voyage sur le territoire des communes de plus de 5 000 habitants, PRESENTÉE AU SENAT par M. Louis SOUVET, sénateur et plusieurs de ses collègues (29 mars 1995) [n° 240 (94-95)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE, commun avec celui de la proposition de loi n° 259 (94-95) du 20 avril 1995 - voir Table thématique 1995 - Ordre public - (25 mars 1997) [n° 283 (96-97)] - Discussion (6 novembre 1997) - Adoption (6 novembre 1997) [n° 32].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative aux conditions de stationnement des gens du voyage

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 1997) [n° 426 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(6 novembre 1997) (p. 3335, 3360).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3335, 3350) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement; Louis Boyer, Jean-Paul Delevoe, rapporteur de la commission des lois; Michel Duffour, Ambroise Dupont, Daniel Eckenspieller, Philippe François, Daniel Hoeffel, Philippe Marini, Jean-Claude Peyronnet, Michel Souplet, Louis Souvet.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3350, 3359) : MM. Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement; Louis Boyer, Jean-Paul Delevoe, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, Jean-Claude Peyronnet, Michel Souplet, Louis Souvet.

Art. 1^{er} (schéma national d'accueil des gens du voyage) (p. 3350) - Adopté (p. 3353).

Art. 2 (localisation des terrains d'accueil pour les grandes migrations traditionnelles des gens du voyage) (p. 3353) - Adopté.

Art. 3 (pouvoirs du représentant de l'Etat dans le département dans le cadre des grandes migrations traditionnelles des gens du voyage) (p. 3353) - Adopté (p. 3354).

Art. 4 (modalités d'aménagement des aires d'accueil des gens du voyage) (p. 3354) - Adopté (p. 3356).

Art. 5 (création d'une commission consultative départementale des gens du voyage) (p. 3356) - Adopté (p. 3357).

Art. 6 (moyens d'action du maire pour faire cesser le stationnement irrégulier) (p. 3357).

Art. L. 2213-6-1 du code général des collectivités territoriales (interdiction de stationnement des gens du voyage en dehors des terrains prévus pour leur accueil) (p. 3357) - Adopté (p. 3358).

Art. L. 2213-6-2 du code général des collectivités territoriales (saisine par le maire du tribunal de grande instance afin de faire cesser un stationnement irrégulier) (p. 3358) - Adopté (p. 3359).

Adoption de l'article 6 (p. 3359).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3359, 3360) : MM. Philippe Marini, Jean-Claude Peyronnet, Mme Odette Terrade.

Adoption (6 novembre 1997) (p. 3360).

3. - Proposition de loi portant réforme du mode de vote des budgets régionaux, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT (11 septembre 1997) [n° 216 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERE (7 octobre 1997) [n° 299 (97-98)] - Discussion (9 octobre 1997) - Adoption (9 octobre 1997) [n° 14].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (14 octobre 1997) [n° 27 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (20 novembre 1997) [n° 94 (97-98)] - Discussion (19 et 20 novembre 1997 - 16 et 18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 59].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 1997) [n° 605 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René DOSIERES (7 janvier 1998) [n° 609 (97-98)] - Discussion (7 janvier 1998) - Adoption (7 janvier 1998) [n° 68].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (8 janvier 1998) [n° 207 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (13 janvier 1998) [n° 214 (97-98)] - Discussion (22 janvier 1998) - Adoption (22 janvier 1998) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (22 janvier 1998) [n° 654 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(19 novembre 1997) (p. 3607, 3611); (20 novembre 1997) (p. 3617, 3627); (16 décembre 1997) (p. 5369, 5378); (18 décembre 1997) (p. 5420, 5439; 5448, 5452).

Demande de levée de séance formulée par M. Jacques Larché, président de la commission des lois (p. 3607) - Adoptée (p. 3611) : *MM. Guy Allouche, Pierre Fauchon, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3617, 3627; 5369, 5377) : *MM. Guy Allouche, Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Michel Duffour, Daniel Eckenspieller, Pierre Fauchon, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Serge Mathieu, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5420, 5439; 5448, 5452) : *MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, Jean-Claude Carle, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean-Patrick Courtois, Michel Duffour, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jean-Pierre Raffarin, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.*

Art. 1^{er} (coordinations - art. L. 1612-2 du code général des collectivités territoriales) (p. 5420) - Supprimé (p. 5424).

Art. 2 (coordinations - art. L. 4132-13 du code général des collectivités territoriales) (p. 5424) - Supprimé.

Art. 3 (obligation pour les candidats à la présidence du conseil régional de présenter une déclaration écrite - art. L. 4133-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 5424) - Supprimé (p. 5430).

Avant l'art. 4 (p. 5430).

Art. additionnel (modification du délai entre le débat sur les orientations budgétaires et l'examen du budget du conseil régional) (p. 5430) - Adopté.

Art. 4 (nouvelle procédure d'adoption du budget régional - art. L. 4311-1-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 5430) - Adopté après modification (p. 5449).

Art. 5 (coordination - art. L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 5449) - Supprimé (p. 5450).

Art. 6 (démission d'office d'un membre du conseil régional - art. L. 4132-2-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 5450) - Adopté après modification.

Art. 7 (publicité et entrée en vigueur du budget - art. L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales) (p. 5450) - Adopté après modification (p. 5451).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5452) : *MM. Guy Allouche, Robert Pagès.*

Adoption (18 décembre 1997) (p. 5452).

Collectivités territoriales d'outre-mer

Voir *Administration, 1*
Audiovisuel, 1

Commerce et artisanat

Voir *Lois de finances*

Commerce extérieur

Voir *Lois de finances*

Commerce international

Voir *Traités et conventions, 15*

Commissions d'enquêtes

Voir *Amenagement du territoire, 1*
Energie, 1
Etrangers, 1
Rappels au règlement
Travail, 2

Attribution à la commission des lois, en application de l'article 5 ter de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, **des prérogatives attribuées aux commissions d'enquête pour étudier le suivi, par les ministères intéressés, du processus européen de coopération policière**, pour une durée n'excédant pas six mois (29 octobre 1997) (p. 3096) - *M. Jean Faure, vice-président du Sénat, président de séance.*

Communications du Gouvernement

Communication du Gouvernement, en date du 7 janvier 1997, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (14 janvier 1997) (p. 4).

Communication du Gouvernement, en date du 21 janvier 1997, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi portant réforme de la procédure criminelle (21 janvier 1997) (p. 125).

Communication du Gouvernement, en date du 22 janvier 1997, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna sur :

- le projet de loi autorisant la ratification du traité sur la charte de l'énergie ;

- et le projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (23 janvier 1997) (p. 297).

Communication du Gouvernement, en date du 27 février 1997, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna sur :

- le projet de loi autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé) ;

- le projet de loi autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'autre part (dite convention ACP-CE de Lomé), à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (4 mars 1997) (p. 1118).

Communication du Gouvernement, en date du 16 mai 1997 relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française, de la Nouvelle-Calédonie et des îles Wallis-et-Futuna sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (12 juin 1997) (p. 2013).

Communication du Gouvernement, en date du 16 juin 1997, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE (19 juin 1997) (p. 2028).

Communication du Gouvernement, en date du 3 juillet 1997, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie sur le projet de loi autorisant la ratification de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (16 septembre 1997) (p. 2111).

Comptabilité

1. - Projet de loi portant réforme de la réglementation comptable et adaptation du régime de publicité foncière, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean ARTHUIS, ministre de l'économie et des finances (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 juin 1997 - 29 août 1996) [n° 499 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (15 octobre 1996) [n° 30 (96-97)] - Avis de M. Philippe MARINI (9 octobre 1996) [n° 22 (96-97)] - Discussion (17 octobre 1996) - (Voir Table thématique 1996 - Comptabilité) - Adoption (17 octobre 1996) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 1996) [n° 3049 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul BARETY (15 janvier 1997) [n° 3294 (96-97)] - Discussion (23 janvier 1997) - Adoption (23 janvier 1997) [n° 642].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (23 janvier 1997) [n° 189 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (26 février 1997) [n° 230 (96-97)] - Avis de M. Philippe MARINI (12 mars 1997) [n° 257 (96-97)] - Discussion (18 mars 1997) - Adoption [n° 83].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 191 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jacky DARNE (3 décembre 1997) [n° 500 (97-98)] - Discussion (21 janvier 1998) - Adoption (21 janvier 1998) [n° 75].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (22 janvier 1998) [n° 241 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (deuxième lecture)

(18 mars 1997) (p. 1511, 1517).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1511, 1514) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1514, 1517) : *MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur pour avis de la commission des finances.*

TITRE I^{er}

REFORME DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE

Art. 1^{er} (*obligation de respecter les prescriptions comptables générales et sectorielles*) (p. 1514) - Adopté.

Art. 2 (*institution d'un Comité de la réglementation comptable*) (p. 1514) - Adopté après modification (p. 1515).

Art. 3 (*avis du Conseil national de la comptabilité*) (p. 1515) - Adopté.

Art. 6 (*dérogation à l'application des règles françaises en matière de comptes consolidés*) (p. 1515) - Adopté après modification (p. 1516).

Art. 7 (*dispositions de coordination relatives aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement*) (p. 1516) - Adopté.

TITRE II

ADAPTATION DU REGIME DE LA PUBLICITE FONCIERE

Art. 11 (*Dépôt des bordereaux en vue de l'inscription des privilèges et hypothèques*) (p. 1516) - Adopté.

Art. 17 bis (*délai d'accomplissement des formalités*) (p. 1516) - Adopté.

Art. 18 bis (*confirmation de la dispense d'inscription du privilège des copropriétaires en Alsace-Moselle*) (p. 1516) - Adopté.

Art. 19 (*entrée en vigueur*) (p. 1516) - Adopté après modification (p. 1517).

Adoption (18 mars 1997) (p. 1517).

Comptes spéciaux du Trésor

Voir *Lois de finances*

Conférence des présidents

Conférence des présidents : protestation de Mme Hélène Luc contre l'inscription précipitée du projet de loi portant création de l'établissement public "Réseau ferré national" à l'ordre du jour en dépit des oppositions. Déroulement des auditions de la commission des affaires économiques (14 janvier 1997) (p. 28, 29) - *Mme Hélène Luc, M. Michel Dreyfus-Schmidt, vice-président du Sénat, président de séance.*

Conférence des présidents : observations de M. Robert Pagès sur la concomitance des séances publiques et des réunions de commission (21 janvier 1997) (p. 126).

Conférence intergouvernementale

Voir *Déclarations du Gouvernement, 1*

Conseil de l'Europe

Voir *Déclarations du Gouvernement, 1*

Conseil économique et social

Voir *Lois de finances*

Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

Voir *Audiovisuel, 1*
Rapports au Parlement

Conseil supérieur des Français de l'étranger

Voir *Français de l'étranger, 1*

Conseils de prud'hommes

Voir *Travail, 1; 1 Art. 6 terdecies*

Conseils généraux

Voir *Elections et référendums, 1*

Conseils régionaux

Voir *Collectivités territoriales, 3*
Elections et référendums, 1

Consommateurs (protection et information)

Voir *Rapports du Gouvernement*

Coopération

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*
Lois de finances

Coopération intercommunale

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Coopération policière

Voir *Commissions d'enquêtes*

Corée

Voir *Traités et conventions, 40*

Cotisations sociales

Voir *Lois de finances*

Cour de cassation

Voir *Justice, 1*

Cour de justice de la République

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Cour de justice de la République et de son suppléant (15 avril 1997) (p. 1825, 1826).

Election et prestation de serment d'un juge titulaire et d'un juge suppléant de la Cour de justice de la République (15 avril 1997) (p. 1839).

Cour de justice des Communautés européennes (CJCE)

Voir *Traités et conventions, 29*

Cour des comptes

Voir *Rapports au Parlement*

Cours d'eau, étangs et lacs

Voir *Traités et conventions, 10; 11; 12*

Crimes, délits et contraventions

Voir *Droit pénal, 1*

Croatie

Voir *Traités et conventions, 34*

Cuba

Voir *Traités et conventions, 43*

Culture

Voir *Lois de finances*

D**Décentralisation**

Voir *Déclarations du Gouvernement, 2*
Lois de finances

Déchets

Voir *Lois de finances*

Déchets radioactifs

Voir *Rapports du Gouvernement*

Déclarations du Gouvernement

1. - Déclaration du Gouvernement sur la politique européenne de la France, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères (19 mars 1997) (p. 1535, 1574) [n° 262 (96-97)] : *MM. Denis Badré, Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes; Mme Danièle Bidard-Reydet, MM. Yvon Bourges, Hervé de Charette, ministre des affaires étrangères; Pierre Fauchon, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Yann Gaillard, Jacques Genton, Bernard Joly, Christian de La Malène, Alain Lambert, Paul Loridant, Jacques Machet, Jean-Pierre Masseret, Daniel Millaud, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Maurice Schumann, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

2. - Déclaration du Gouvernement sur les collectivités locales, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation (15 avril 1997) (p. 1826, 1867) [n° 307 (96-97)] : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. André Dulait, Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; François Gerbaud, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jean Huchon, Joseph Ostermann, Jean-Marc Pastor, Dominique Perben, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation; Jean-Claude Peyronnet, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Puech, René Régnault, Ivan Renar, Michel Sergent, Alain Vasselle.*

3. - Déclaration de politique générale du Gouvernement LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT par Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Lionel Jospin, Premier ministre (19 juin 1997) (p. 2029, 2037) [n° 366 (96-97)] : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité.*

4. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'éducation nationale PRONONCEE AU SENAT par M. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale (22 octobre 1997) (p. 2909, 2950) [n° 50 (97-98)] : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; James Bordas, Jean-Pierre Camoin, Jean-Claude Carle, Jean-Louis Carrère, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Pierre Laffitte, Jacques Legendre, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Pierre Martin, Joseph Ostermann, Ivan Renar, Philippe Richert, Franck Sérusclat.*

5. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique familiale PRONONCEE AU SENAT par Mme

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité (4 novembre 1997) (p. 3218, 3253) [n° 68 (97-98)] : *Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Jean Chérioux, Mme Dinah Derycke, MM. Charles Descours, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Guy Poirieux, Mme Gisèle Printz, MM. Bernard Seillier, Alain Vasselle.*

6. - Déclaration du Gouvernement sur l'agriculture, suivie d'un débat PRONONCEE AU SENAT par M. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture (5 novembre 1997) (p. 3271, 3320) [n° 74 (97-98)] : *Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Henri Belcour, Marcel Deneux, Jean-Paul Emorine, Philippe François, Jean François-Poncelet, président de la commission des affaires économiques; Jean Huchon, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Roland du Luart, Serge Mathieu, Jacques de Menou, Louis Minetti, Bernard Piras, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Pourchet, Paul Raoult, Roger Rigaudière, René-Pierre Signé, Raymond Soucaret.*

Défense

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*
Lois de finances
Rappels au règlement
Rapports du Gouvernement
Service national, 1; 2

Déficit budgétaire

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*
Politique économique, 1

Délinquance

Voir *Droit pénal, 1*

Démographie

Voir *Rapports du Gouvernement*

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Emploi des jeunes, 1*
Lois de finances
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Franck BOROIRA, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications (Rattaché pour ordre à la séance du 27 juin 1996 - 5 septembre 1996) [n° 501 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean HUCHON (19 février 1997) [n° 216 (96-97)] - Discussion (27 février 1997) - Adoption (27 février 1997) [n° 74].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (28 février 1997) [n° 3399 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Yvon JACOB (18 mars 1997) [n° 3449 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 690].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE)
(Rattaché pour ordre à la séance du 27 mars 1997 - 28 mars 1997) [n° 296 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(27 février 1997) (p. 1095, 1111).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1095, 1102) : MM. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications; Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Georges Othily.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1102, 1109) : MM. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de La Poste et des télécommunications; Jean Huchon, rapporteur de la commission des affaires économiques; Georges Othily.

Art. 1^{er} (extension du code minier aux départements d'outre-mer) (p. 1102) - Adopté.

Art. 2 (condition de mise en concurrence de la demande de permis exclusif de recherches en Guyane) (p. 1102) - Adopté.

Art. 3 (modalités juridiques de l'exploitation d'une mine) (p. 1102) - Adopté.

Art. 4 (nouvelle numérotation d'article) (p. 1102) - Adopté.

Art. 5 (dispositions adaptant le code minier aux départements d'outre-mer) (p. 1102).

Section 1

Des autorisations d'exploitation

Art. 68 du code minier (conditions d'octroi) (p. 1103) - Adopté après modification (p. 1104).

Art. 68-1 du code minier (droits conférés par l'autorisation d'exploitation) (p. 1104) - Adopté après modification (p. 1105).

Art. 68-2 du code minier (conditions particulières d'exploitation) (p. 1105) - Adopté.

Art. 68-3 du code minier (extension de l'autorisation d'exploitation) (p. 1105) - Adopté.

Art. 68-4 du code minier (mutation, amodiation, location, hypothèque d'une autorisation d'exploitation) (p. 1105) - Adopté.

Art. 68-5 du code minier (renonciation à une autorisation d'exploitation) (p. 1105) - Adopté.

Art. 68-6 du code minier (retrait d'une autorisation d'exploitation) (p. 1105) - Adopté.

Art. 68-7 du code minier (extension de certaines dispositions du code minier à l'autorisation d'exploitation) (p. 1105) - Adopté.

Art. 68-8 du code minier (superposition de titres miniers) (p. 1105) - Adopté après modification (p. 1106).

Section 2

Des permis d'exploitation

Art. 68-9 du code minier (conditions d'octroi du permis d'exploitation) (p. 1106) - Adopté après modification (p. 1107).

Art. 68-10 du code minier (conditions d'obtention d'un permis d'exploitation par le titulaire d'un permis exclusif de recherches) (p. 1107) - Adopté.

Art. 68-11 du code minier (durée et conditions de prolongation du permis d'exploitation) (p. 1107) - Adopté.

Art. 68-12 du code minier (droits conférés par le permis d'exploitation) (p. 1107) - Adopté.

Art. 68-13 du code minier (cas de retrait du permis d'exploitation) (p. 1107) - Adopté.

Art. 68-14 du code minier (application de certaines dispositions du code minier au permis d'exploitation) (p. 1107) - Adopté après modification.

Art. 68-15 du code minier (rapport à l'autorité administrative) (p. 1107) - Supprimé (p. 1108).

Art. 68-16 du code minier (unicité de l'enquête réalisée pour la demande de permis d'exploitation et pour l'ouverture des travaux) (p. 1108) - Adopté.

Art. 68-17 du code minier (modalités de passage d'un permis d'exploitation à une concession) (p. 1108) - Adopté après modification.

Section 3

Dispositions diverses

Art. 68-18 du code minier (création d'une commission départementale consultative des mines) (p. 1108) - Adopté après modification.

Art. 68-19 du code minier (conditions générales d'exécution et d'arrêt des travaux) (p. 1108) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 5 modifié (p. 1108).

Art. 6 (sanction du non respect des dispositions des articles 21, 22, 68 et 68-9 du code minier) (p. 1108) - Adopté.

Art. 7 (sanctions applicables à la recherche illégale d'une substance de mine) (p. 1109) - Adopté.

Art. 8 (dispositions applicables aux titres en cours de validité à la date de publication de la loi) (p. 1109) - Adopté.

Art. 9 (régime juridique applicable aux demandes présentées avant la publication de la loi) (p. 1109) - Adopté après modification.

Art. 10 (abrogation de dispositions contraires à celles du projet de loi) (p. 1109) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1109, 1111) : M. Jean-Luc Bécart, Mme Anne Heinis, MM. Jacques Legendre, Jacques Machet, Georges Othily.

Adoption (27 février 1997) (p. 1111).

2. - Proposition de loi organique tendant à instituer quatre impôts cédulaires afin de financer le régime de protection sociale généralisée en Polynésie française, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Gaston FLOSSE (6 novembre 1996) [n° 3110 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jérôme BIGNON (25 février 1997) [n° 3379 (96-97)] - Discussion (13 mars 1997) - Adoption (13 mars 1997) [n° 676].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi organique relative à la fiscalité applicable en Polynésie française

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 mars 1997) [n° 261 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (26 juin 1997) [n° 370 (96-97)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 24].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-390 DC du 19 novembre 1997 (J. O. Lois et décrets du 25 novembre 1997) qui déclare la loi organique conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 97-1074 du 22 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 25 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(21 octobre 1997) (p. 2887, 2893).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2887, 2892) : MM. Guy Allouche, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Daniel Millaud, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2892, 2893).

Art. 1^{er} (validation de la délibération du 8 décembre 1994 instituant la contribution de solidarité territoriale, CST 3) (p. 2892) - Adopté.

Art. 2 (validation des décisions d'imposition) (p. 2892) - Adopté.

Art. 3 (création d'une base légale permettant l'institution de taxes par l'ensemble des communes polynésiennes) (p. 2893) - Adopté.

Art. 4 (validation des taxes locales perçues par les communes polynésiennes) (p. 2893) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2893) : MM. Emmanuel Hamel, Jacques Legendre.

Scrutin public de droit n° 7 (p. 2893).

Adoption (21 octobre 1997) (p. 2893).

Directives communautaires

Voir *Logement*, 1

Domaine public

Voir *Transports*, 1

Douanes

Voir *Rapports du Gouvernement Travail*, 1; 1 Art. 6 quaterdecies

Droit civil

1. - Projet de loi modifiant le code civil pour l'adapter aux stipulations de la convention de la Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux et organiser la publicité du changement du régime matrimonial obtenu par application d'une loi étrangère, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des Sceaux, ministre de la justice (31 janvier 1996) [n° 2513 (95-96) rect.] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raoul BÉTEILLE (13 mars 1997) [n° 3443 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 683].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 mars 1997) [n° 281 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Luc DEJOIE (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 324 (96-97)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 21].

PROMULGATION : loi n° 97-987 du 28 octobre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 octobre 1997).

Discussion (première lecture)

(21 octobre 1997) (p. 2871, 2874).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2871, 2873) : M. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice; M. Jacques Habert.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2873, 2874).

Art. 1^{er} (mentions supplémentaires à énoncer dans l'acte de mariage) (p. 2873) - Adopté.

Art. 2 (précisions relatives aux modalités de publicité et d'opposabilité aux tiers) (p. 2873) - Adopté.

Art. 3 (validation de l'opposabilité aux tiers des actes de désignation) (p. 2873) - Adopté.

Art. 4 (règles de publicité en cas de changement de régime matrimonial par application d'une loi étrangère) (p. 2874) - Adopté.

Adoption (21 octobre 1997) (p. 2874).

Droit de vote

Voir *Elections et référendums*, 2; 3

Droit des sociétés

Voir *Comptabilité*, 1

Droit pénal

1. - Projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (3 septembre 1997) [n° 202 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (24 septembre 1997) [n° 228 (96-97)] - Discussion (30 septembre et 1er octobre 1997) - Adoption (1er octobre 1997) [n° 9].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs victimes**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 octobre 1997) [n° 11 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport commun de M. Charles JOLIBOIS avec celui du projet de loi n° 360 (96-97) du 19 juin 1997 - Délinquance (22 octobre 1997) [n° 49 (97-98)] - Avis de M. Jacques BIMBENET (23 octobre 1997) [n° 51 (97-98)] - Discussion (28, 29, 30 octobre 1997) - Adoption (30 octobre 1997) [n° 28].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 octobre 1997) [n° 397 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Frédérique BREDIN (14 janvier 1998) [n° 622 (97-98)] - Discussion (20 janvier 1998) - Adoption (20 janvier 1998) [n° 74].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (22 janvier 1998) [n° 234 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(28 octobre 1997) (p. 3057, 3085); (29 octobre 1997) (p. 3096, 3121); (30 octobre 1997) (p. 3126, 3182).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3057, 3085) : MM. Nicolas About, François Autain, Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Philippe Darniche, Christian Demuyneck, Michel Dreyfus-Schmidt, Mmes Joëlle Dusseau, Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice; MM. Jean-Jacques Hiest, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Jean-Louis Lorrain, Robert Pagès, Henri Revol.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3196, 3121 ; 3129, 3182) : MM. Nicolas About, François Autain, Robert Badinter, Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Mme Nicole Borvo, MM. Philippe Darniche, Michel Dreyfus-Schmidt, Hubert Durand-Chastel, Mme Joëlle Dusseau, MM. Philippe de Gaulle, Patrice Gélard, Alain Gournac, Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice; MM. Jacques Habert, Claude Huriet, Jean-Jacques Hyest, Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Larché, président de la commission des lois; Daniel Millaud, Robert Pagès, Mme Ségolène Royal, ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AU SUIVI SOCIO-JUDICIAIRE

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant le code pénal

Art. 1^{er} (suivi socio-judiciaire) (p. 3096).

Art. 131-36-1 du code pénal (instauration d'un suivi socio-judiciaire relevant de la juridiction de jugement) (p. 3077) - Adopté après modification (p. 3099).

Art. 131-36-1-1 du code pénal (mesures de surveillance applicables à la personne condamnée à un suivi socio-judiciaire) (p. 3099) - Adopté après modification (p. 3100).

Art. 131-36-1-2 du code pénal (mesures d'assistance pour la personne condamnée à un suivi socio-judiciaire) (p. 3100) - Adopté après modification.

Art. 131-36-2 du code pénal (injonction de soins) (p. 3100) - Adopté après modification (p. 3101).

Art. 131-36-3 du code pénal (possibilité d'effectuer en prison la peine de suivi socio-judiciaire) (p. 3101) - Adopté.

Art. 131-36-4 du code pénal (interdiction d'ordonner le suivi socio-judiciaire en même temps qu'une peine d'emprisonnement assorti, en tout ou en partie du sursis avec mise à l'épreuve) (p. 3101) - Adopté.

Art. 131-36-4-1 du code pénal (possibilité de prononcer le suivi socio-judiciaire comme peine principale en matière correctionnelle) (p. 3101) - Adopté.

Art. 131-36-5 du code pénal (inscription des modalités d'exécution du service socio-judiciaire dans le code de procédure pénale) (p. 3101) - Adopté après modification (p. 3102).

Adoption de l'article 1er modifié (p. 3102).

Art. 1^{er} bis, 2 et 3 (champ d'application du suivi socio-judiciaire) (p. 3102) - Adoptés.

Art. 4 (énumération des peines complémentaires) (p. 3102) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions modifiant le code de procédure pénale

Art. 5 A (création d'un fichier national d'empreintes génétiques des délinquants sexuels) (p. 3102) - Adopté après modification (p. 3104).

Après l'art. 5 A (p. 3104).

Art. additionnel (impossibilité pour les personnes condamnées à un suivi socio-judiciaire, qui refusent de suivre l'injonction de soins, de bénéficier des réductions supplémentaires de peines à celles qui peuvent être prononcées pour bonne conduite) (p. 3104) - Adopté après modification (p. 3105).

Art. additionnel (exclusion des délinquants sexuels récidivistes du bénéfice des réductions de peines supplémentaires, sauf autorisation expresse de la

commission de l'application des peines) (p. 3105) - Adopté après modification (p. 3106).

Art. 5 (exécution du suivi socio-judiciaire) (p. 3106).

Art. 763-1 du code de procédure pénale (autorités chargées du contrôle de l'exécution du suivi socio-judiciaire) (p. 3107) - Adopté.

Art. 763-2 et 763-3 du code de procédure pénale (énumération des mesures susceptibles d'être prononcées dans le cas d'un suivi socio-judiciaire) (p. 3107) - Adoptés.

Art. 763-4 du code de procédure pénale (obligation pour la personne condamnée de justifier auprès du juge d'application des peines de l'accomplissement des obligations qui lui sont imposées) (p. 3107) - Adopté après modification.

Art. 763-5 du code de procédure pénale (possibilité, pendant la durée du suivi socio-judiciaire, de modifier ou de compléter les mesures d'assistance) (p. 3107) - Adopté après modification (p. 3109).

Art. 763-6 du code de procédure pénale (expertises médicales susceptibles d'être ordonnées par le juge de l'application des peines lorsque le suivi socio-judiciaire comprend une injonction de soins) (p. 3109) - Adopté après modification.

Art. 763-7 du code de procédure pénale (inobservation des obligations résultant du suivi socio-judiciaire) (p. 3109) - Adopté après modification (p. 3110).

Art. 763-8 du code de procédure pénale (conditions dans lesquelles le condamné peut être relevé de la mesure de suivi socio-judiciaire) (p. 3110) - Adopté après modification (p. 3111).

Art. 763-9 du code de procédure pénale (exécution de la peine privative de liberté frappant une personne également astreinte au suivi judiciaire dans un établissement spécialisé) (p. 3111) - Adopté après modification (p. 3114).

Art. 763-10 du code de procédure pénale (hypothèse du prononcé d'un suivi socio-judiciaire par une juridiction pour mineurs) (p. 3114) - Adopté après modification.

Art. 763-11 du code de procédure pénale (détermination par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application des dispositions du code de procédure pénale relatives au suivi socio-judiciaire) (p. 3114) - Adopté.

Adoption de l'article 5 modifié (p. 3114).

Chapitre 3

Dispositions modifiant le code de la santé publique

Art. 6 (mise en oeuvre du suivi socio-judiciaire) (p. 3114).

Art. L. 355-33 du code de la santé publique (obligation pour le juge d'application des peines de désigner un médecin coordonnateur pour la mise en oeuvre de l'injonction de soins) (p. 3116) - Adopté après modification (p. 3118).

Art. L. 355-34 du code de la santé publique (information du médecin traitant par le médecin coordonnateur et justification du suivi du traitement) (p. 3118) - Adopté après modification (p. 3120).

Art. L. 355-35 du code de la santé publique (levée de l'obligation de secret professionnel pour les médecins concourant à l'exécution du suivi socio-judiciaire) (p. 3120) - Adopté après modification.

Art. 355-36 du code de la santé publique (prise en charge par l'Etat des dépenses afférentes aux interventions des médecins coordonnateurs) (p. 3120) - Adopté (p. 3121).

Art. L. 355-37 du code de la santé publique (définition par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application du titre IX insérées dans le code de la santé publique) (p. 3120) - Adopté (p. 3121).

Adoption de l'article 6 modifié (p. 3121).

TITRE II

DISPOSITIONS AYANT POUR OBJET DE PREVENIR ET DE REPRIMER LES INFRACTIONS SEXUELLES, LES ATTEINTES A LA DIGNITE DE LA PERSONNE HUMAINE ET DE PROTEGER LES MINEURS VICTIMES

Chapitre 1^{er}

Dispositions modifiant le code pénal

Art. 7 (*définition du délit de harcèlement sexuel*) (p. 3129) - Supprimé (p. 3130).

Art. 8 (*peine complémentaire d'interdiction d'exercer une activité impliquant un contact avec les mineurs*) (p. 3131) - Adopté.

Art. 9 (*utilisation d'un réseau de télécommunications pour commettre les délits de proxénétisme, de corruption de mineur ou d'atteinte sexuelle sur mineur sans violence*) (p. 3131) - Adopté après modification.

Art. 10 (*création d'un délit de bizutage*) (p. 3132) - Supprimé (p. 3143).

Art. 11 (*levée du secret professionnel*) (p. 3143) - Adopté après modification.

Art. 12 (*aggravation des sanctions de certaines infractions commises en milieu scolaire à l'égard de mineurs*) (p. 3143) - Adopté après modification (p. 3144).

Après l'art. 12 (p. 3144).

Art. additionnel. (*répression de la diffusion de représentations de mineurs à caractère pornographique*) (p. 3144) - Adopté (p. 3146).

Art. additionnel (*aggravation de la peine lors de l'enregistrement ou de la transmission d'images à caractère pornographique*) (p. 3145) - Adopté (p. 3147).

Art. 13 (*aggravation des peines en cas d'atteinte sexuelle sur un mineur de quinze ans*) (p. 3149) - Adopté.

Art. 14 (*répression des infractions sexuelles commises à l'étranger*) (p. 3149) - Adopté (p. 3150).

Après l'art. 14 (p. 3150).

Art. additionnel (*interdiction pour les établissements, qui offrent à titre gratuit ou onéreux des biens ou services à caractère pornographique, de s'installer à moins de cent mètres d'un établissement d'enseignement scolaire*) (p. 3150) - Adopté (p. 3152).

Art. 15 (*responsabilité pénale des personnes morales en cas d'infraction mettant en péril des mineurs*) (p. 3152) - Adopté après modification (p. 3153).

Art. 16 (*peines complémentaires applicables aux personnes physiques coupables d'atteintes aux mineurs ou à la famille*) (p. 3155) - Adopté.

Après l'art. 16 (p. 3155).

Art. additionnel (*peine complémentaire pour les personnes physiques qui n'auraient pas respecté les dispositions de l'article 227-27-2 du code pénal, relatif à l'interdiction pour les établissements qui offrent à titre gratuit ou onéreux des biens ou services à caractère pornographique à moins de cent mètres d'un établissement scolaire*) (p. 3155) - Adopté.

Art. 17 (*responsabilité pénale des personnes en cas d'association de malfaiteurs*) (p. 3155) - Adopté.

Chapitre 2

Dispositions modifiant le code de procédure pénale et concernant la protection des victimes

Art. 18 A (*recevabilité de la constitution de partie civile de certaines associations*) (p. 3155) - Supprimé (p. 3156).

Art. 18 (*recevabilité de la constitution de partie civile de certaines associations*) (p. 3156) - Adopté après modification (p. 3157).

Art. 18 bis (*délai de prescription de l'action publique pour certains crimes ou délits commis contre les mineurs*) (p. 3157) - Adopté après modification (p. 3158).

Art. 18 ter (*délai de prescription de l'action publique pour certains crimes ou délits commis contre les mineurs*) (p. 3158) - Adopté après modification (p. 3159).

Art. 18 quater (*décisions de classement sans suite*) (p. 3159) - Supprimé.

Art. 18 quinquies (*décisions de classement sans suite*) (p. 3159) - Supprimé.

Art. 19 (*protection des mineurs victimes*) (p. 3159).

Art. 706-47 du code de procédure pénale (*renvoi aux articles 7 et 8 du code de procédure pénale pour le calcul du délai de prescription de l'action publique pour les crimes et délits contre les mineurs*) (p. 3160) - Supprimé (p. 3161).

Art. 706-48 du code de procédure pénale (*expertise médicale des auteurs d'infractions sexuelles avant tout jugement sur le fond*) (p. 3161) - Adopté après modification.

Après l'art. 706-48 du code de procédure pénale (p. 3161).

Art. additionnel (*nécessité pour le mineur victime d'être assisté d'un avocat*) (p. 3161) - Adopté (p. 3162).

Art. 706-49 du code de procédure pénale (*expertise médico-psychologique des mineurs victimes d'une infraction sexuelle*) (p. 3162) - Adopté après modification.

Art. 706-50 du code de procédure pénale (*conséquences de l'ouverture d'une enquête pour infraction sexuelle sur la procédure d'assistance éducative dont peut faire l'objet le mineur victime d'une infraction sexuelle*) (p. 3163) - Adopté après modification.

Art. 706-51 du code de procédure pénale (*désignation d'un administrateur ad hoc chargé d'assister le mineur victime*) (p. 3163) - Adopté après modification (p. 3164).

Art. 706-51-1 du code de procédure pénale (*conditions de désignation d'un administrateur ad hoc*) (p. 3164) - Supprimé.

Art. 706-52 du code de procédure pénale (*conditions dans lesquelles le juge d'instruction procède aux auditions et confrontations des mineurs victimes d'une infraction sexuelle*) (p. 3164) - Adopté après modification (p. 3165).

Art. 706-53 du code de procédure pénale (*enregistrement audiovisuel de l'audition du mineur victime*) (p. 3165) - Adopté après modification (p. 3168).

Art. 706-54 du code de procédure pénale (*présence d'un psychologue, ou d'un médecin spécialiste de l'enfance, ou d'un membre de la famille du mineur, ou de l'administrateur ad hoc, ou d'une personne mandatée par le juge de enfants, lors des auditions et des confrontations d'un mineur victime d'une infraction sexuelle*) (p. 3168) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 19 modifié (p. 3168).

Art. 19 bis (*réductions de peines susceptibles d'être accordées aux auteurs d'infractions sexuelles*) (p. 3168) - Supprimé.

Art. 19 ter (*réductions de peine susceptibles d'être accordées aux auteurs d'infractions sexuelles*) (p. 3168) - Adopté (p. 3169).

Art. 20 (*peines ne pouvant être prononcées contre un mineur*) (p. 3169) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 21 (*prise en charge par l'Etat des soins dispensés aux mineurs victimes d'infractions sexuelles*) (p. 3169) - Adopté après modification (p. 3172).

Chapitre 3

Interdiction de mettre à la disposition des mineurs certains documents pornographiques ou pouvant porter atteinte à la dignité de la personne humaine

Art. 22 (*interdiction de vente aux mineurs de certains documents vidéo*) (p. 3173) - Adopté après modification.

Art. 23 (*commission administrative chargée de donner un avis sur les mesures d'interdiction*) (p. 3174) - Adopté.

Art. 24 (*interdiction de céder aux mineurs des vidéocassettes pornographiques ou d'incitation à la violence*) (p. 3174) - Adopté après modification (p. 3175).

Art. 25 (*mention de l'interdiction de vente aux mineurs*) (p. 3175) - Adopté.

Art. 26 (*sanctions en cas d'observation d'une interdiction*) (p. 3175) - Adopté.

Art. 27 (*sanctions en cas de manoeuvres frauduleuses*) (p. 3175) - Adopté.

Art. 28 (*peine complémentaire applicable aux personnes physiques*) (p. 3175) - Adopté.

Art. 29 (*responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 3175) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS DIVERSES ET DE COORDINATION

Art. 30 (*exécution de la peine d'une personne condamnée à un suivi socio-judiciaire dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 3175) - Adopté.

Art. 30 bis (*mention au casier judiciaire de la condamnation à une peine de suivi socio-judiciaire*) (p. 3175) - Adopté après modification (p. 3176).

Art. 31 (*exécution de la peine d'une personne condamnée à un suivi socio-judiciaire dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 3176).

Art. 31 bis (*réparation du dommage causé à un mineur victime de violence ou d'atteinte sexuelle*) (p. 3176) - Supprimé.

Art. 31 ter (*allongement de la prescription de l'action en responsabilité civile pour les dommages causés à un mineur résultant de violences ou d'agressions sexuelles*) (p. 3176) - Adopté.

Art. 31 quater (*réparation du dommage causé à un mineur victime de violence ou d'atteinte sexuelle*) (p. 3176) - Adopté après modification (p. 3177).

Art. 31 quinquies (*peines ne pouvant être prononcées contre les mineurs*) (p. 3177) - Adopté.

Art. 31 sexies (*possibilité de saisir en douane les objets comportant des images pédophiles*) (p. 3177) - Adopté.

Art. 32 (*information du chef d'un établissement scolaire des audiences de jugement des infractions commises dans son établissement*) (p. 3177) - Adopté.

Art. 32 bis (*condition de sortie d'un établissement psychiatrique d'une personne pénalement irresponsable*) (p. 3177) - Supprimé (p. 3179).

Art. 33 (*coordination*) (p. 3180) - Adopté.

Art. 34 (*application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 3180) - Adopté après modification.

Intitulé du projet de loi (*projet de loi relatif à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs victimes*) (p. 3180) - Adopté (p. 3181).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3181, 3182) : MM. Jacques Bimbenet, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard,

Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice; M. Robert Pagès.

Adoption (30 octobre 1997) (p. 3182).

2. - Proposition de loi relative au placement sous surveillance électronique pour l'exécution de certaines peines, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Guy CABANEL (4 juin 1996) [n° 400 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Georges OTHILY (2 octobre 1996) [n° 3 (96-97)] - Discussion (22 octobre 1996) - Adoption (22 octobre 1996) [n° 8] - Voir table thématique 1996 - Droit pénal.

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (22 octobre 1996) [n° 3050 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel PICOTIN (5 mars 1997) [n° 3405 (96-97)] - Discussion générale (25 mars 1997) - Adoption (25 mars 1997) [n° 686].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (26 mars 1997) [n° 285 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Georges OTHILY (23 avril 1997) [n° 323 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1997) - Adoption (11 décembre 1997) [n° 50].

PROMULGATION : loi n° 97-1159 du 19 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 20 décembre 1997).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 1997) (p. 5150, 5160)

I - DISCUSSION GENERALE (p. 5150, 5158) : MM. Robert Badinter, Guy Cabanel, Michel Duffour, Jacques Larché, président de la commission des lois ; Georges Othily, rapporteur de la commission des lois ; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5158, 5159)

Art. 1er A (*insertion de nouvelles divisions dans le code de procédure pénale*) - Adopté (p. 5158)

Art. 1, 1er bis A à 1er G et 2 à 4 (*organisation du placement sous surveillance électronique*) - Adoptés (p. 5159)

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5159, 5160) : M. Guy Allouche, Mme Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Pierre Fauchon, Jacques Habert

Adoption (11 décembre 1997) (p. 5160)

E

Ecole nationale d'administration publique

Voir *Lois de finances*

Economie et finances

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3

Education nationale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3; 4

Elections cantonales

Voir *Elections et référendums*, 1

Elections et référendums

1. - Projet de loi relatif à la date du prochain renouvellement des conseillers généraux et à la réunion de plein droit suivant le prochain renouvellement des conseillers régionaux, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Louis DEBRE, ministre de l'intérieur (5 mars 1997) [n° 241 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (11 mars 1997) [n° 251 (96-97)] - Discussion (18 mars 1997) - Adoption [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 mars 1997) [n° 3450 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(18 mars 1997) (p. 1517, 1529).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1517, 1528) : *MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Alain Dufaut, Jacques Larché, président de la commission des lois; Louis Mercier, Ivan Renar.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1528, 1529) : *MM. Guy Allouche, Ivan Renar.*

Art. 1^{er} (report de mars à juin 1998 du renouvellement des conseillers généraux de la série renouvelable en 1998) (p. 1528) - Adopté (p. 1529).

Art. 2 (modalités de mise en oeuvre de la législation sur le financement des campagnes électorales lors du prochain renouvellement cantonal) (p. 1529) - Adopté.

Art. 3 (report de l'élection des présidents des conseils régionaux, du premier vendredi au deuxième mardi suivant le renouvellement des assemblées régionales) (p. 1529) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1529) : *M. Paul Blanc.*

Adoption (18 mars 1997) (p. 1529).

2. - Projet de loi organique relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel

JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 2 juillet 1997) [n° 381 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 12 septembre 1997) [n° 415 (96-97)] - Discussion (17 septembre 1997) - Adoption (17 septembre 1997) [n° 107].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 septembre 1997) [n° 223 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christophe CARESCHE (24 septembre 1997) [n° 232 (96-97)] - Discussion (8 octobre 1997) - Adoption (8 octobre 1997) [n° 11].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 1997) [n° 21 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (16 octobre 1997) [n° 38 (97-98)] - Discussion (23 octobre 1997) - Adoption (23 octobre 1997) [n° 25].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 octobre 1997) [n° 388 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christophe CARESCHE (17 décembre 1997) [n° 589 (97-98)] - Discussion (7 janvier 1997) - Adoption (7 janvier 1997) [n° 67].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique déterminant les conditions de l'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (8 janvier 1998) [n° 208 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(17 septembre 1997) (p. 2133, 2174).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2133, 2147) : *MM. Nicolas About, Guy Allouche, Denis Badré, Guy Cabanel, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean-Patrick Courtois, Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2148, 2174) : MM. Guy Allouche, Philippe Arnaud, André Bohl, Guy Cabanel, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Dreyfus-Schmidt, Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Richert.

Chapitre 1

De l'exercice du droit de vote aux élections municipales par les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France

Nouvel intitulé (*De l'exercice du droit de vote aux élections municipales par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France*) (p. 2148) - Adopté (p. 2149).

Art. 1^{er} (*insertion dans le code électoral d'une section spécifique relative à l'exercice du droit de vote aux élections municipales par les ressortissants communautaires*) (p. 2149).

Section 1 bis

Dispositions spéciales à l'exercice par les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France du droit de vote pour l'élection des conseillers municipaux et des membres du Conseil de Paris

Nouvel intitulé (*Dispositions spéciales à l'exercice par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France du droit de vote pour l'élection des conseillers municipaux et des membres du Conseil de Paris*) (p. 2149) - Adopté.

Art. L.O. 227-1 du code électoral (*disposition de principe reconnaissant aux ressortissants communautaires résidant en France le droit de vote aux élections municipales dans les mêmes conditions que les citoyens français*) (p. 2150) - Adopté après modification (p. 2157).

Art. L.O. 227-2 du code électoral (*création de listes électorales complémentaires et conditions d'inscription sur ces listes*) (p. 2157) - Adopté.

Art. L.O. 227-3 du code électoral (*modalités d'établissement et de révision des listes électorales complémentaires*) (p. 2157) - Adopté après modification.

Art. L.O. 227-4 du code électoral (*pièces à produire lors de la demande d'inscription sur une liste électorale complémentaire*) (p. 2157) - Adopté après modification (p. 2160).

Art. L.O. 227-5 du code électoral (*communication aux autres Etats membres de l'identité de leurs ressortissants inscrits en France sur une liste électorale complémentaire*) (p. 2160) - Supprimé.

Art. L.O. 227-6 du code électoral (*radiation d'office de la liste électorale complémentaire des ressortissants communautaires en cas de double vote*) (p. 2160) - Supprimé.

Art. L.O. 227-7 du code électoral (*dispositions pénales réprimant les infractions relatives aux listes électorales complémentaires*) (p. 2161) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 1^{er} modifié (p. 2161).

Chapitre 2

Des règles spécifiques d'éligibilité des ressortissants d'un Etat membre de la Communauté européenne autre que la France

Nouvel intitulé (*Des règles spécifiques d'éligibilité des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la France*) (p. 2161) - Adopté.

Art. 2 (*conditions générales de l'éligibilité des ressortissants communautaires comme conseiller municipal*) (p. 2161) - Adopté après modification (p. 2163).

Art. 3 (*inélégibilité en France des ressortissants communautaires déçus du droit d'éligibilité dans leur Etat d'origine*) (p. 2163) - Adopté après modification (p. 2164).

Art. 4 (*démission d'office des conseillers municipaux ressortissants communautaires en cas d'inélégibilité dans leur Etat d'origine*) (p. 2164) - Adopté après modification.

Art. 5 (*formalités applicables aux candidats ressortissants communautaires - communes de 3500 habitants et plus*) (p. 2164) - Adopté après modification.

Après l'art. 5 (p. 2165).

Art. additionnel (*extension aux communes de moins de 2 500 habitants et au-delà des formalités spécifiques prévues par l'article 5*) (p. 2165) - Adopté.

Chapitre 3

Du collège électoral sénatorial

Art. 6 (*exclusion des ressortissants communautaires des fonctions de maire ou d'adjoint*) (p. 2168) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 2168).

Art. additionnel (*remplacement au collège électoral des sénateurs des conseillers municipaux communautaires par les candidats français venant immédiatement après le dernier candidat élu de la liste*) (p. 2168) - Adopté (p. 2169).

Art. 7 (*interdiction faite aux conseillers municipaux français, lors de l'élection des délégués de la commune, de voter pour un ressortissant communautaire*) (p. 2169) - Adopté.

Chapitre 4

Des fonctions de maire et d'adjoint

Art. 8 (*exclusion des ressortissants communautaires des fonctions de maire ou d'adjoint*) (p. 2169) - Adopté.

Art. 9 (*dissolution de plein droit d'un conseil municipal dont le nombre de conseillers français serait insuffisant pour permettre l'élection du maire et d'un adjoint*) (p. 2169) - Supprimé (p. 2170).

Après l'art. 9 (p. 2170).

Art. additionnel (*interdiction de cumuler deux mandats de conseillers municipaux, en France et dans un autre Etat de l'Union européenne*) (p. 2170) - Adopté.

Chapitre 5

Dispositions diverses et finales

Art. 10 (*participation des ressortissants communautaires à l'élection des conseillers d'arrondissement*) (p. 2170) - Adopté après modification.

Art. 11 (*participation des ressortissants communautaires à l'élection de l'organe délibérant des sections de commune*) (p. 2170) - Adopté après modification (p. 2171).

Art. 12 (*extension de la loi organique aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 2171) - Adopté après modification (p. 2172).

Art. 13 (*dispositions transitoires*) (p. 2172) - Adopté après modification.

Intitulé du projet de loi organique (*Projet de loi organique déterminant les conditions d'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994*) (p. 2172) - Adopté (p. 2173).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2173, 2174) : *MM. Guy Allouche, Jacques Bimbenet, Michel Duffour, Hubert Durand-Chastel, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Emmanuel Hamel, Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Scrutin public de droit n° 120 (p. 2174).

Adoption (17 septembre 1997) (p. 2174).

Discussion (deuxième lecture)

(23 octobre 1997) (p. 2959, 2975).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2959, 2963) : *MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur ; Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2963, 2975) : *MM. Guy Allouche, José Balareello, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur ; Michel Duffour, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Habert, Daniel Millaud, Philippe Richert.*

Art. 1^{er} (insertion dans le code électoral d'une section spécifique relative à l'exercice du droit de vote aux élections municipales par les ressortissants communautaires) (p. 2963).

Art. L.O. 227-1 du code électoral (disposition de principe reconnaissant aux ressortissants communautaires résidant en France le droit de vote aux élections municipales dans les mêmes conditions que les citoyens français) (p. 2963) - Adopté après modification (p. 2965).

Art. L.O. 227-3 du code électoral (modalités d'établissement et de révision des listes électorales complémentaires) (p. 2965) - Adopté après modification (p. 2966).

Art. L.O. 227-4 du code électoral (pièces à produire lors de la demande d'inscription sur une liste électorale complémentaire) (p. 2966) - Adopté après modification (p. 2969).

Art. L.O. 227-5 du code électoral (communication aux autres Etats membres de l'identité de leurs ressortissants inscrits en France sur une liste électorale complémentaire) (p. 2969) - Supprimé.

Art. L.O. 227-6 du code électoral (radiation d'office de la liste électorale complémentaire des ressortissants communautaires en cas de double vote) (p. 2969) - Supprimé.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 2969).

Art. 2 (conditions générales de l'éligibilité des ressortissants communautaires comme conseiller municipal) (p. 2969) - Adopté après modification (p. 2970).

Art. 5 (formalités applicables aux candidats ressortissants communautaires - communes de 3500 habitants et plus) (p. 2970) - Adopté après modification (p. 2971).

Art. 5 bis (extension aux communes de moins de 2 500 habitants et au-delà des formalités spécifiques prévues par l'article 5) (p. 2971) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification.

Art. 7 (interdiction faite aux conseillers municipaux français, lors de l'élection des délégués de la commune, de voter pour un ressortissant communautaire) (p. 2971) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Après l'art. 11 (p. 2971).

Art. additionnel (participation des citoyens de l'Union européenne autres que les Français aux élections municipales de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2971) - Adopté (p. 2972).

Art. 12 (extension de la loi organique aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 2972) - Adopté après modification (p. 2974).

Intitulé du projet de loi organique (*Projet de loi organique déterminant les conditions d'application de l'article 88-3 de la Constitution relatif à l'exercice par les seuls citoyens de l'Union européenne résidant en France, autres que les ressortissants français, du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, et portant transposition de la directive 94/80/CE du 19 décembre 1994*) (p. 2975) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2975) : *MM. Guy Allouche, Michel Duffour.*

Scrutin public de droit n° 9 (p. 2975).

Adoption (23 octobre 1997) (p. 2975).

3. - Projet de loi relatif à l'inscription d'office des personnes âgées de dix-huit ans sur les listes électorales, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Jean-Pierre CHEVENEMENT, ministre de l'intérieur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 28 août 1997) [n° 408 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (16 septembre 1997) [n° 417 (96-97)] - Urgence - Discussion (23 septembre 1997) - Adoption (23 septembre 1997) [n° 109].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 septembre 1997) [n° 231 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian PAUL (2 octobre 1997) [n° 292 (97-98)] - Discussion (8 octobre 1997) - Adoption (8 octobre 1997) [n° 12].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 1997) [n° 25 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Christian PAUL (16 octobre 1997) [n° 333 (96-97)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Christian BONNET (16 octobre 1997) [n° 39 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (17 octobre 1997) [n° 338 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian PAUL (21 octobre 1997) [n° 341 (97-98)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 18].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (21 octobre 1997) [n° 43 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (23 octobre 1997) [n° 48 (97-98)] - Discussion (23 octobre 1997) - Adoption (23 octobre 1997) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (24 octobre 1997) [n° 387 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian PAUL (30 octobre 1997) [n° 392 (97-98)] - Discussion (30 octobre 1997) - Adoption (30 octobre 1997) [n° 21].

PROMULGATION : loi n° 97-1027 du 10 novembre 1997 (J. O. Lois et décrets du 11 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(23 septembre 1997) (p. 2245, 2268).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2245, 2259) : *M. Guy Allouche, Mme Monique ben Guiga, MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur ; Charles de Cuttoli, Michel Duffour, Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Bernard Plasait.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2259, 2266) : *MM. Guy Allouche, Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois ; Guy Cabanel, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur ; Michel Duffour, Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly.*

Art. 1^{er} (*principe de l'inscription d'office*) (p. 2259) - Adopté.

Art. 2 (*modalités de l'inscription d'office*) (p. 2259) - Adopté après modification (p. 2261).

Après l'art. 2 (p. 2261).

Art. additionnel (*date d'entrée en vigueur du projet de loi*) (p. 2266) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2266, 2268) : *MM. Guy Allouche, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Yvon Collin, Michel Duffour, Alain Gérard, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Jean-Jacques Hyest, François Trucy.*

Adoption (23 septembre 1997) (p. 2268).

Discussion (nouvelle lecture)

(23 octobre 1997) (p. 2975, 2979).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2975, 2977) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2977, 2978) : *MM. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur.*

Art. 1^{er} bis (*inscription d'office des jeunes devant remplir la condition d'âge entre la clôture définitive des listes et la date du scrutin*) (p. 2977) - Supprimé (p. 2978).

Art. 2 (*modalités d'inscription d'office*) (p. 2978) - Adopté après modification.

Art. 2 bis et 2 ter (p. 2978) - Supprimés par l'Assemblée nationale.

Art. 3 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 2978) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2978) : *MM. Guy Allouche, Michel Duffour, Jacques Habert.*

Adoption (23 octobre 1997) (p. 2979).

Elections municipales

Voir *Elections et référendums, 2*

Electricité de France (EDF)

Voir *Politique économique, 1*

Eloges funèbres

Eloge funèbre de François Giacobbi, sénateur de Haute-Corse, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe M. Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique (23 septembre 1997) (p. 2241, 2242).

Eloge funèbre de François Mathieu, sénateur de la Loire, par M. René Monory, président du Sénat, auquel s'associe Mme Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice (17 décembre 1997) (p. 5835, 5836).

Emploi

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*
Lois de finances

Emploi des jeunes

Voir *Lois de finances*

I. - Projet de loi relatif au développement d'activités pour l'emploi des jeunes, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (20 août 1997) [n° 200 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (10 septembre 1997) [n° 206 (96-97)] - Urgence - Discussion (15, 16, 17 septembre 1997) - Adoption (17 septembre 1997) [n° 3].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (17 septembre 1997) [n° 423 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (24 septembre 1997) [n° 433 (96-97)] - Discussion (30 septembre 1997) - Adoption (1er octobre 1997) [n° 1].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) - (2 octobre 1997) [n° 291 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (2 octobre 1997) [n° 293 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Louis SOUVET (2 octobre 1997) [n° 12 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (2 octobre 1997) [n° 291 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD (6 octobre 1997) [n° 295 (97-98)] - Discussion (7 octobre 1997) - Adoption (7 octobre 1997) [n° 10].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (9 octobre 1997) [n° 17 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (9 octobre 1997) [n° 18 (97-98)] - Discussion (9 octobre 1997) - Adoption (9 octobre 1997) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (10 octobre 1997) [n° 311 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Claude BOULARD [n° 313 (97-98)] - Discussion (13 octobre 1997) - Adoption (13 octobre 1997) [n° 15].

PROMULGATION : loi n° 97-940 du 16 octobre 1997 (J.O. Lois et décrets du 17 octobre 1997).

Discussion (première lecture)

(30 septembre 1997) (p. 2373, 2455) ; (1er octobre 1997) (p. 2463, 2545).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2373, 2422) : *Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Annick Bocandé, MM. Jean-Claude Carle, Michel Charasse, Jean Chérioux, Yvon Collin, Philippe Darniche, Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Serge Franchis, Alain Gournac, Francis Grignon, Roland Huguet, Bernard Joly, André Jourdain, Gérard Larcher, Claude Lise, Jean-Louis Lorrain, Georges Mazars, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Louis Moïnard, Bernard Plasait, Gérard Roujas, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; René Trégouët, Paul Vergès.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2422, 2455 ; 2463, 2536) : M. Philippe Adnot, Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Monique ben Guiga, Danielle Bidard-Reydet, M. Paul Blanc, Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Claude Carle, Jean Chérioux, Philippe Darniche, Jean Delaneau, Jean-Paul Delevoye, Gérard Delfau, Jean Dérian, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, M. André Diligent, Mme Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Serge Franchis, Paul Girod, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jacques Habert, Roland Huguet, Claude Huriet, Bernard Joly, André Jourdain, Alain Joyandet, Pierre Laffitte, Jacques Larché, président de la commission des lois; Edmond Lauret, Pierre Lefebvre, Claude Lise, Jean-Louis Lorrain, Mme Hélène Luc, MM. Jean Madelain, Philippe Marini, Georges Mazars, Mme Lucette Michaux-Chevry, M. Louis Minetti, Mme Nelly Olin, MM. Joseph Ostermann, Bernard Plasait, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Mme Gisèle Printz, MM. Ivan Renar, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Odette Terrade, MM. René Trégouët, Alain Vasselle, Paul Vergès.

Art. 1^{er} (aide à la création d'activités d'utilité sociale pour l'emploi des jeunes) (p. 2422).

Art. L. 322-4-18 du code du travail (conventions relatives à la création d'activités d'utilité sociale) (p. 2432) - Adopté après modification (p. 2455).

Art. L. 322-4-19 du code du travail (aide pour l'emploi des jeunes) (p. 2464) - Adopté après modification (p. 2481).

Art. L. 322-4-20 du code du travail (nature et régime juridique du contrat de travail) (p. 2481) - Adopté après modification (p. 2495).

Après l'art. L. 322-4-20 du code du travail (p. 2495).

Art. additionnel (migration accélérée des activités créées vers le secteur marchand - Evaluation par les comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi, CODEF) (p. 2495) - Adopté (p. 2499).

Art. additionnel (aide de l'Etat aux entreprises reprenant des activités du secteur non marchand) (p. 2499) - Adopté (p. 2500).

Art. additionnel (adhésion des établissements publics administratifs de l'Etat à l'UNEDIC) (p. 2501) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 2502).

Avant l'art. 1^{er} bis (p. 2502).

Art. additionnel (aides du fonds paritaire d'intervention en faveur de l'emploi) (p. 2502) - Adopté (p. 2503).

Art. additionnel (information des institutions représentatives du personnel sur l'exécution des contrats emplois-consolidés) (p. 2503) - Adopté (p. 2504).

Art. 1^{er} bis (possibilité de cumuler un contrat emploi solidarité avec un autre emploi) (p. 2504) - Adopté.

Art. 1^{er} ter (obligation d'emploi de travailleurs handicapés) (p. 2504) - Adopté après modification (p. 2505).

Art. 1^{er} quater (information des jeunes par les missions locales et les permanences d'accueil, d'information et d'orientation) (p. 2505) - Adopté.

Art. 1^{er} quinquies (aide à la création d'entreprises par les jeunes) (p. 2505) - Adopté après modification (p. 2507).

Après l'art. 1^{er} quinquies (p. 2507).

Art. additionnel (conditions d'embauche de salariés à contrat à durée déterminée par une petite entreprise) (p. 2507) - Adopté (p. 2510).

Art. 1^{er} sexies (imputation de l'aide départementale sur les crédits d'insertion du RMI) - Adopté (p. 2510).

Après l'art. 1^{er} sexies (p. 2510).

Art. additionnel (extension aux départements d'outre-mer du dispositif prévu pour l'imputation des crédits d'aide à l'insertion) (p. 2510) - Adopté (p. 2511).

Art. 2 (emplois d'adjoints de sécurité) (p. 2511) - Adopté (p. 2516).

Avant l'art. 2 bis (p. 2520).

Art. additionnel (recrutement à titre exceptionnel d'agents contractuels de droit public jusqu'au 31 décembre 1999) (p. 2520) - Adopté (p. 2522).

Art. 2 bis (modalités d'application du dispositif emplois-jeunes dans les départements d'outre-mer et à Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 2522) - Supprimé (p. 2527).

Art. 3 (rapport au Parlement) (p. 2527) - Adopté.

Après l'art. 3 (p. 2527).

Art. additionnel (développement de l'apprentissage dans le secteur public) (p. 2528) - Adopté (p. 2529).

Art. additionnel (qualification minimum requise dans le secteur du commerce et de l'artisanat) (p. 2529) - Adopté (p. 2530).

Art. additionnel (fonds national de péréquation de la taxe d'apprentissage) (p. 2531) - Adopté (p. 2533).

Art. additionnel (durée et bénéficiaires des contrats d'orientation) (p. 2533) - Adopté (p. 2534).

Art. additionnel (évaluation de la loi par l'Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques) (p. 2534) - Adopté (p. 2535).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2536, 2545) : M. Philippe Arnaud, Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Jacques Bimbenet, Mmes Nicole Borvo, Joëlle Dusseau, MM. Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, Jacques Habert, Claude Huriet, Jean-Louis Lorrain, Henri de Raincourt, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Scrutin public n° 2 (p. 2544).

Adoption (1er octobre 1997) (p. 2544).

Discussion (nouvelle lecture)

(9 octobre 1997) (p. 2699, 2717).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. André Diligent, Mme Joëlle Dusseau, MM. Claude Estier, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Jean-Louis Lorrain, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Motion n° 1 de la commission des affaires sociales tendant à opposer la question préalable (p. 2710).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (p. 2717 ; scrutin public n° 6).

Rejet (9 octobre 1997) (p. 2717).

Emprunts russes

Voir *Traités et conventions*, 46

Energie

Voir *Commissions parlementaires d'enquête*, 1
Traités et conventions, 9

1. - Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin de recueillir les éléments relatifs aux conditions d'élaboration de la politique énergétique de la France et aux conséquences économiques, sociales et financières des choix effectués, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Maurice BLIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (15 octobre 1997) [n° 34 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Henri REVOL (5 novembre 1997) [n° 71 (97-98)] - Avis M. André BOHL (29 octobre 1997) [n° 63 (97-98)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 35].

Discussion

(19 novembre 1997) (p. 3599, 3607).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3599, 3607) : *MM. André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois; William Chervy, Charles Descours, Paul Girod, Mme Anne Heinis, MM. Pierre Lefebvre, Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Valade.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3607).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3607) : *MM. Claude Estier, Paul Girod, Henri Revol, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

Adoption (19 novembre 1997) (p. 3607).

Energie nucléaire

Voir *Rapports du Gouvernement*

Enfants (modes de garde)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 5*

Enseignement préscolaire et maternel

Voir *Lois de finances*

Enseignement primaire

Voir *Lois de finances*

Enseignement secondaire

Voir *Lois de finances*

Enseignement supérieur

Voir *Lois de finances*

Entreprises (aides aux)

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*

Entreprises (fiscalité)

Voir *Politique économique, 1*

Entreprises (petites et moyennes) (PME)

Voir *Politique économique, 1*

Environnement

Voir *Lois de finances*
Rapports au Parlement
Rapports du Gouvernement
Traités et conventions, 10; 11; 12; 13; 37

Epargne

Voir *Politique économique, 1*

1. - Proposition de loi créant les plans d'épargne retraite, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. Charles MILLON, député (18 novembre 1993) [n° 741 (93-94)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Pierre THOMAS (26 mai 1994) [n° 1286 (93-94)] - Discussion (22 novembre 1996) - Adoption (22 novembre 1996) [n° 593].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à l'épargne retraite

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (22 novembre 1996) [n° 100 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (6 décembre 1996) [n° 124 (96-97)] - Discussion (12 et 13 décembre 1996) - (voir Table thématique 1996 - Epargne) - Adoption (13 décembre 1996) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (14 décembre 1996) [n° 3237 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Pierre THOMAS (7 janvier 1997) [n° 3286 (96-97)] - Discussion (14 et 15 janvier 1997) - Adoption (15 janvier 1997) [n° 638].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (15 janvier 1997) [n° 179 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (23 janvier 1997) [n° 190 (96-97)] - Discussion (30 janvier 1997) - Adoption (30 janvier 1997) [n° 66].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TROISIÈME LECTURE) (30 janvier 1997) [n° 3326 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Pierre THOMAS (5 février 1997) [n° 3331 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 656].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (5 février 1997) [n° 206 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 70].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-388 DC du 20 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 26 mars 1997) qui déclare la loi non contraire à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 97-277 du 25 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 26 mars 1997).

Discussion (deuxième lecture)

(30 janvier 1997) (p. 452, 508).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 452, 464) : *M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Mme Joëlle Dusseau, MM. Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loidant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Marc Massion.*

Motion n° 44 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Marie-Claude Beauveau, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 464).

Rejet de la motion (p. 467).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 467, 508) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Denis Badré, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Joëlle Dusseau, MM. Alain Lamassoure, ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement; Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Marc Massion.

Chapitre 1^{er}

Les plans d'épargne retraite

Section 1

Adhésion aux plans d'épargne retraite

Art. 1^{er} (adhésion aux plans d'épargne retraite) (p. 467) - Adopté après modification (p. 469).

Art. 2 (modalités de sortie des plans d'épargne retraite) (p. 469) - Adopté (p. 474).

Section 2

Souscription des plans d'épargne retraite

Art. 6 (modalités de souscription d'un plan d'épargne retraite) (p. 474) - Adopté après modification (p. 482).

Art. 6 bis (nature contractuelle du plan d'épargne retraite, réexamen possible tous les cinq ans) (p. 482) - Adopté après modification (p. 484).

Art. 6 ter (limitation de l'adhésion à un plan d'épargne retraite par salarié) (p. 484) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 (transférabilité des droits acquis par les salariés) (p. 484) - Adopté après modification (p. 487).

Chapitre 2

Les fonds d'épargne retraite

Section 1

Constitution

Art. 9 (constitution des fonds d'épargne retraite) (p. 487) - Adopté (p. 488).

Art. 9 bis (réexamen périodique obligatoire du contrat de fonds d'épargne retraite et transférabilité des plans d'épargne retraite) (p. 488) - Adopté (p. 489).

Art. 10 (agrément des fonds d'épargne retraite) (p. 489) - Adopté (p. 490).

Art. 11 (règles applicables aux fonds d'épargne retraite) (p. 490) - Adopté.

Section 2

Gestion

Art. 11 bis (obligation de délégation de la gestion financière des fonds d'épargne retraite) (p. 490) - Adopté après modification (p. 492).

Art. 11 ter (obligations déontologiques pesant sur les gestionnaires et les garants des actifs des plans d'épargne retraite) (p. 492) - Adopté après modification (p. 493).

Chapitre 2 bis A

Les comités de surveillance

Art. 14 (composition des comités de surveillance des plans d'épargne retraite) (p. 493) - Adopté (p. 495).

Art. 16 (pouvoirs des comités de surveillance) (p. 495) - Adopté (p. 496).

Chapitre 2 bis

Le contrôle des fonds d'épargne retraite

Art. 17 bis (contrôle des fonds d'épargne retraite) (p. 496) - Adopté (p. 497).

Après l'art. 17 bis (p. 497).

Art. additionnel (dépôt d'un rapport annuel d'activité au président de la République et au Parlement par la commission de contrôle) (p. 497) - Adopté (p. 498).

Art. 17 quater (obligations des membres de la commission commune chargée du contrôle des fonds d'épargne retraite) (p. 498) - Adopté.

Chapitre 3

Information des adhérents

Art. 19 (information des adhérents) (p. 498) - Adopté (p. 500).

Art. 19 bis (droit d'information du comité de surveillance) (p. 500) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat après modification (p. 501).

Chapitre 4

Règles prudentielles applicables aux fonds d'épargne retraite

Art. 23 (engagements réglementés en ce qui concerne les titres des sociétés cotées et non cotées) (p. 501) - Adopté après modification (p. 502).

Chapitre 6

Intitulé et division

Nouvel intitulé (Dispositions diverses) (p. 504) - Adopté.

Art. 31 (obligation de filialisation des activités de gestion pour compte de tiers) (p. 504) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 32 (participation des retraités de France Télécom à la mise sur le marché de l'opérateur public) (p. 504) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 505, 508) : MM. Denis Badré, Yann Gaillard, Mme Anne Heinis, MM. Paul Loridant, Philippe Marini, rapporteur de la commission des lois; Marc Massion.

Adoption (30 janvier 1997) (p. 508).

Discussion (commission mixte paritaire)

(20 février 1997) (p. 919, 926).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 919, 922) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Christian Poncelet, président de la commission des finances.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 922, 926) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

Art. 1^{er} (p. 922) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 924).

Art. 6, 6 bis (p. 922).

Art. 8, 11 bis (p. 923).

Art. 11 ter (p. 923) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 924).

Art. 17 ter A (dépôt d'un rapport annuel d'activité au président de la République et au Parlement par la commission de contrôle) (p. 923).

Art. 19 bis (p. 923).

Art. 23 (p. 923) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 925).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 925, 926) : MM. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances; Paul Loridant, Franck Sérusclat.

Adoption (20 février 1997) (p. 926).

Equipement

Voir *Lois de finances*

Espagne

Voir *Traités et conventions*, 6; 38

Estonie

Voir *Traités et conventions*, 32

Etablissements publics

Voir *Administration*, 1
Transports, 1

Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Lois de finances*

Etats-Unis d'Amérique (USA)

Voir *Allocutions et communications*

Etrangers

Voir *Immigration*, 1
Rappels au règlement

1. - Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour procéder à un examen approfondi des procédures en vigueur en matière de régularisation des étrangers en situation irrégulière sur le territoire français et pour en évaluer les conséquences économiques et financières, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri de RAINCOURT, sénateur et les membres du groupe des Républicains et Indépendants (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 5 septembre 1997) [n° 411 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (24 septembre 1997) [n° 432 (96-97)].

Discussion

(11 décembre 1997) (p. 5194, 5204).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5194, 5201) : *MM. Guy Allouche, José Balarello, rapporteur de la commission des lois; Pierre Lefebvre, Charles Pasqua.*

Motion n° 1 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Michel Duffour, tendant à opposer la question préalable (p. 5201).

Rejet de la motion (p. 5204).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5204).

Adoption (11 décembre 1997) (p. 5204).

Euro

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Examens et concours

1. - Proposition de loi relative à la validation de certaines admissions à l'examen d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jacques LARCHE, sénateur (25 mars 1997) [n° 284 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (15 avril 1997) [n° 306 (96-97)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1997) [n° 380 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(21 octobre 1997) (p. 2874, 2876).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2874, 2876) : *MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2876).

Art. 1^{er} (*validation des examens d'entrée à un centre de formation professionnelle d'avocats, CRFPA, pour les années 1993 à 1995*) (p. 2876) - Adopté.

Art. 2 (*modalités d'attribution de dispenses pour les titulaires d'un diplôme universitaire d'enseignement supérieur à finalité professionnelle*) (p. 2876) - Adopté.

Adoption (21 octobre 1997) (p. 2876).

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Epargne*, 1
Immigration, 1
Service national, 1
Transports, 1

Exploitations agricoles

Voir *Rapports du Gouvernement*

F**Faits personnels**

M. Pierre Fauchon : réagit à sa mise en cause par M. Michel Duffour en précisant sa participation à des actions de résistance (16 décembre 1997) (p. 5378) - *MM. Pierre Fauchon, Michel Duffour.*

Famille

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5

Finances publiques

Voir *Rapports du Gouvernement*

Finlande

Voir *Allocutions et communications*

Fiscalité

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3
Lois de finances rectificatives, 1
Traités et conventions, 6; 7; 8

Fiscalité locale

Voir *Transports*, 1 Art. 8

Fonction publique

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3
Lois de finances

Fonds d'épargne retraite

Voir *Epargne*, 1

Forêts

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 6
Rapports du Gouvernement

Formation en alternance

Voir *Lois de finances*

Formation professionnelle

Voir *Lois de finances*

Français de l'étranger

Voir *Elections et référendums*, 3
Lois de finances

1. - Proposition de loi (n° 0183, 96-97), tendant à reporter temporairement le renouvellement de quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Pierre CANTEGRIT, sénateur et plusieurs de ses collègues (21 janvier 1997) [n° 183 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles de CUTTOLI (5 mars 1997) [n° 240 (96-97)] - Discussion (13 mars 1997) - Adoption (13 mars 1997) [n° 81].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 mars 1997) [n° 3447 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Paul BARETY (26 mars 1997) [n° 3471 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 689].

PROMULGATION : loi n° 97-302 du 4 avril 1997 (J.O. Lois et décrets du 5 avril 1997).

Discussion (première lecture)

(13 mars 1997) (p. 1466, 1472).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1466, 1470) : *MM. Charles de Cuttoli, rapporteur de la commission des lois; Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Jacques Hubert, Guy Penne.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1470).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1470, 1472) : *Mme Monique ben Guiga, M. Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, MM. Guy Cabanel, Daniel Millaud, Robert Pagès.*

Adoption (13 mars 1997) (p. 1472).

Francophonie

Voir *Lois de finances*
Rapports du Gouvernement

G**Gabon**

Voir *Traités et conventions*, 49

Gendarmerie nationale

Voir *Lois de finances*

Gens du voyage

Voir *Collectivités territoriales*, 2

Gouvernement

Voir *Rappels au règlement*

Grèce

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 26

Guyane

Voir *Départements et territoires d'outre-mer (dom-tom)*, 1

H**Handicapés**

Voir *Emploi des jeunes*, 1
Lois de finances

Harkis

Voir *Rappels au règlement*

Haute Cour de justice

Scrutin pour l'élection d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice (15 avril 1997) (p. 1825, 1826).

Election et prestation de serment d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice (15 avril 1997) (p. 1838).

Hongrie

Voir *Allocutions et communications*

Hôpitaux publics

Voir *Lois de finances*

Immigration

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3

1. - Projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jean-Louis DEBRE, ministre de l'intérieur (6 novembre 1996) [n° 3103 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre MAZEAUD (5 décembre 1996) [n° 3217 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 629].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 décembre 1996) [n° 165 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul MASSON commun avec ceux des propositions de loi n° 86 (95-96) du 21 novembre 1995, n° 451 (95-96) du 19 juin 1996, n° 29 (96-97) du 15 octobre 1996, n° 41 (96-97) du 22 octobre 1996, n° 96 (96-97) du 21 novembre 1996 - Etrangers - (30 janvier 1997) [n° 200 (96-97)] - Discussion (6 février 1997) - Adoption (6 février 1997) [n° 67].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 février 1997) [n° 3334 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre MAZEAUD (20 février 1997) [n° 3377 (96-97)] - Discussion (27 février 1997) - Adoption (27 février 1997) [n° 659].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 mars 1997) [n° 236 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul MASSON (6 mars 1997) [n° 243 (96-97)] - Discussion (11, 12 et 13 mars 1997) - Adoption (13 mars 1997) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (14 mars 1997) [n° 3446 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Pierre MAZEAUD (20 mars 1997) [n° 3461 (96-97)] - Discussion (25 mars 1997) - Adoption (25 mars 1997) [n° 684 (96-97)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Paul MASSON (20 mars 1997) [n° 277 (96-97)] - Discussion (26 mars 1997) - Adoption (26 mars 1997) [n° 90 (96-97)].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-389 DC du 22 avril 1997 (JO Lois et décrets du 25 avril 1997) qui déclare contraire à la Constitution, au dernier alinéa de l'article 3, les mots "et du fichier informatisé des empreintes digitales des demandeurs du statut de réfugié"; au deuxième alinéa de l'article 7, les mots "sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public et".

PROMULGATION : loi n° 97-396 du 24 avril 1997 (J.O. Lois et décrets du 25 avril 1997).

Discussion (première lecture)

(4 février 1997) (p. 540, 595); (5 février 1997) (p. 602, 682); (6 février 1997) (p. 699, 725; 733, 796).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 540, 595; 602, 605) : *MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Jean-Michel Baylet, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Caldaguès, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Christian Demuynck, André Diligent, Alain Gournac, Georges Gruillot, Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; René Marquiès, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Serge Mathieu, Georges Othily,*

Robert Pagès, Bernard Plasait, Ivan Renar, Michel Rocard, Michel Rufin, André Vallet.

Motion n° 1 de M. Guy Allouche, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 605).

Rejet de la motion (p. 610; scrutin public n° 95).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Jack Ralite, **tendant à opposer la question préalable** (p. 610).

Rejet de la motion (p. 613; scrutin public n° 96).

Motion n° 46 de M. Guy Allouche, soutenue par Mme Monique ben Guiga, **tendant au renvoi à la commission** (p. 613).

Rejet de la motion (p. 617; scrutin public n° 97).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 617, 682; 699, 725; 733, 790) : *MM. Guy Allouche, François Autain, Germain Authié, Robert Badinter, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Luc Bécart, Mmes Monique ben Guiga, Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Billard, Christian Bonnet, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean Chérioux, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; André Diligent, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Joëlle Dusseau, MM. Claude Estier, Pierre Fauchon, Guy Fischer, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Yann Gaillard, Patrice Gélard, Alain Gournac, Emmanuel Hamel, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Mahéas, Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Jean-Luc Mélenchon, Robert Pagès, Bernard Plasait, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Alain Richard, Jean-Jacques Robert, Michel Rocard, Michel Rufin, Alain Vasselle, Robert-Paul Vigouroux.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORDONNANCE N° 45-2658 DU 2 NOVEMBRE 1945 RELATIVE AUX CONDITIONS D'ENTREE ET DE SEJOUR DES ETRANGERS EN FRANCE

Art. 1^{er} (*aménagement du régime du certificat d'hébergement*) (p. 624) - Adopté après modification (p. 656).

Art. 2 (*vérification des titres de séjour à l'occasion des contrôles dans les lieux professionnels*) (p. 786) - Adopté (p. 787; précédemment réservé p. 659).

Art. 3 (*retenue du passeport ou du document de voyage, visites sommaires des véhicules dans la bande de Schengen, empreintes digitales*) (p. 659).

Art. 8-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (*retenue des passeports et documents de voyage*) (p. 665) - Adopté après modification (p. 669).

Art. 8-2 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (*visites sommaires des véhicules à l'exclusion des voitures particulières, dans les vingt kilomètres des frontières terrestres de Schengen*) (p. 669) - Adopté après modification (p. 677).

Art. 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (*relevé des empreintes digitales*) (p. 677) - Adopté après modification (p. 682).

Adoption de l'article 3 modifié (p. 682).

Art. 3 bis (*retrait de la carte de séjour temporaire de l'étranger employeur d'un étranger dépourvu d'autorisation de travail*) (p. 699) - Adopté (p. 704).

Art. 3 ter (*retrait de la carte de résident de l'étranger employeur d'un étranger dépourvu d'autorisation de travail*) (p. 704) - Adopté (p. 706).

Art. 4 (*élargissement des cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire*) (p. 709) - Adopté après modification (p. 747).

Art. 4 bis (*renouvellement de plein droit de la carte de résident*) (p. 748) - Adopté après modification (p. 751).

Art. 4 ter (*péremption de la carte de résident*) (p. 751) - Supprimé.

Art. 5 (*suppression de la commission départementale du séjour des étrangers*) (p. 751) - Adopté (p. 754).

Art. 6 (*transfert de l'appel des jugements relatifs aux arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière*) (p. 755) - Adopté.

Art. 6 bis (*modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement*) (p. 758) - Supprimé.

Art. 6 ter (*regroupement familial*) (p. 759) - Supprimé (p. 760).

Art. 7 (*recours abusif aux procédures d'asile*) (p. 760) - Adopté après modification (p. 762).

Art. 7 bis (*interdiction administrative du territoire dans le cadre de la réadmission*) (p. 767) - Adopté (p. 768).

Art. 8 (*modification du déroulement de la rétention administrative*) (p. 768) - Adopté après modification (p. 778).

Art. 8 bis (*suppression d'une disposition transitoire relative à la carte de résident*) (p. 778) - Adopté (p. 779).

Art. 8 ter (*coordination*) (p. 779) - Adopté (p. 780).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 9 A (*départ de l'interdiction judiciaire du territoire*) (p. 780) - Adopté.

Art. 9 (*extension du champ d'application de la rétention judiciaire*) (p. 780) - Adopté (p. 781).

Art. 9 bis (*contrôles d'identité en Guyane*) (p. 781) - Adopté après modification (p. 783).

Art. 10 (*visites et contrôles d'identité dans les lieux professionnels dans le cadre de la lutte contre le travail illégal*) (p. 783) - Adopté après modification (p. 786).

Art. 11 (*bénéfice des prestations familiales*) (p. 787) - Supprimé (p. 788).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 790, 796) : MM. Robert Badinter, Jacques Bimbenet, Christian Bonnet, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Pierre Fauchon, Vice-président de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Mme Hélène Luc, MM. Jack Ralite, Serge Vinçon.

Scrutin public n° 105 (p. 796).

Adoption (6 février 1997) (p. 796).

Discussion (deuxième lecture)

(11 mars 1997) (p. 1312, 1360); (12 mars 1997) (p. 1379, 1431); (13 mars 1997) (p. 1472, 1504).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1312, 1345) : MM. Robert Badinter, Jacques Bimbenet, Christian Bonnet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean-Paul Delevoye, Christian Demuyneck, Mme Joëlle Dusseau, MM. Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Bernard Plasait, Jack Ralite, Michel Rocard, Josselin de Rohan, Alain Vasselle.

Motion n°1 de M. Guy Allouche, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 1345).

Rejet de la motion (p. 1349).

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer la question préalable (p. 1349).

Rejet de la motion (p. 1352).

Motion n° 5 de M. Guy Allouche, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant au renvoi à la commission (p. 1352).

Rejet de la motion (p. 1355).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1356, 1366; 1379, 1431; 1472, 1504) : MM. Guy Allouche, Germain Authié, Robert Badinter, Jean-Luc Bécart, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, MM. Charles Ceccaldi-Raynaud, Jean Chérioux, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Jean Delaneau, Mme Michelle Demessine, MM. Charles Descours, Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Joëlle Dusseau, MM. Claude Estier, Guy Fischer, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jacques Larché, président de la commission des lois; Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Paul Masson, rapporteur de la commission des lois; Jean-Luc Mélenchon, Georges Othily, Robert Pagès, Mmes Danièle Pourtaud, Gisèle Printz, MM. Ivan Renar, Michel Rocard, Roger Romani, ministre des relations avec le Parlement; Henri Weber.

Art. 1^{er} (*aménagement du régime du certificat d'hébergement*) (p. 1360, 1366).

Clôture de la discussion sur l'ensemble de l'article 1^{er} (p. 1366).

Adoption de l'article 1er (p. 1379, 1397).

Art. 3 (*retenue du passeport ou du document de voyage, visite sommaire des véhicules dans la bande de Schengen, empreintes digitales*) (article 8-1 à 8-3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 1401) - Adopté après modification (p. 1409).

Art. 4 (*élargissement des cas d'attribution de plein droit de la carte de séjour temporaire*) (p. 1409) - Adopté (p. 1424).

Art. 4 bis (*renouvellement de plein droit de la carte de résident*) (p. 1424) - Adopté (p. 1430).

Art. 6 bis (*modification de la liste des étrangers protégés contre une mesure d'éloignement*) (p. 1476) - Adopté après modification (p. 1478).

Art. 8 (*modification du déroulement de la rétention administrative*) (p. 1484) - Adopté après modification (p. 1490).

Art. 10 (*visites et contrôles d'identité dans les lieux professionnels dans le cadre de la lutte contre le travail illégal*) (p. 1491) - Adopté (p. 1496).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1499, 1504) : MM. Jacques Bimbenet, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Claude Estier, Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, Mme Hélène Luc, MM. Bernard Seillier, Serge Vinçon.

Scrutin public n° 118 (p. 1504).

Adoption (13 mars 1997) (p. 1504).

Discussion (commission mixte paritaire)

(26 mars 1997) (p. 1667, 1682).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1667, 1678) : MM. Guy Allouche, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur; Mmes Joëlle Dusseau, Hélène Luc, MM. Paul Masson, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Robert Pagès.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1678, 1679).

Art. 3, 6 bis (p. 1678).

Art. 8 (p. 1679).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1679, 1682) : MM. Guy Allouche, Louis Althapé, Jacques Bimbenet, Mme Joëlle Dusseau, MM. Emmanuel Hamel, Ivan Renar.

Scrutin public n° 119 (p. 1682).

Adoption (26 mars 1997) (p. 1682).

Immunité parlementaire

1. - Proposition de résolution (n° 15, 97-98) de M. Michel Charasse tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre M. Michel Charasse, sénateur du Puy-de-Dôme, PRESENTÉE par M. Michel CHARASSE, sénateur (2 octobre 1997) [n° 15 (97-98)] - Renvoi à la commission spéciale - Rapport de M. Patrice GÉLARD (19 novembre 1997) [n° 83 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 39].

Discussion

(10 décembre 1997) (p. 5112, 5121).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5112, 5120) : *MM. Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, rapporteur de la commission ad hoc.*

Discussion de la proposition de résolution (p. 5120).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5120, 5121) : *MM. Jean Cluzel, Michel Duffour, Mme Joëlle Dusseau, MM. Pierre Fauchon, Paul Girod.*

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5121).

Impôts et taxes

Voir *Lois de finances rectificatives, 1*

Industrie

Voir *Lois de finances*

J

Jamaïque

Voir *Traités et conventions, 8*

Jeunesse et sports

Voir *Emploi des jeunes, 1*
Lois de finances
Rapports du Gouvernement

Journaux officiels

Voir *Lois de finances*

Juridictions administratives

1. - Projet de loi portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, PRÉSENTÉ AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des Sceaux, ministre de la justice (11 décembre 1996) [n° 143 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (19 février 1997) [n° 217 (96-97)] - Discussion (25 février 1997) - Adoption (25 février 1997) [n° 72].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (26 février 1997) [n° 3381 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Maurice DEPAIX (13 mars 1997) [n° 3444 (96-97)] - Discussion (18 mars 1997) - Adoption (18 mars 1997) [n° 677].

PROMULGATION : loi n° 97-276 du 25 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 26 mars 1997).

Discussion (première lecture)

(25 février 1997) (p. 1022, 1031).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1022, 1027) : *Mme Nicole Borvo, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1027, 1030) : *MM. Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (art. 2 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 modifiée fixant les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - grades) (p. 1027) - Adopté.

Art. 2 (art. 5 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 - déontologie) (p. 1027) - Adopté après modification (p. 1028).

Art. 3 (art. 8 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 - recrutements au tour) (p. 1028) - Adopté après modification (p. 1029).

Art. 4 (art. 12 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 - détachement) (p. 1029) - Adopté.

Art. 5 (art. 16 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 - avancement) (p. 1029) - Adopté après modification.

Art. 6 (art. 16-1 nouveau de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 - nomination aux fonctions de président) (p. 1029) - Adopté après modification (p. 1030).

Art. 7 (art. 18 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 - commissaire du Gouvernement) (p. 1030) - Adopté.

Art. 8 (loi n° 80-511 du 7 juillet 1980 modifiée relative au recrutement des membres des tribunaux administratifs - recrutement complémentaire) (p. 1030) - Adopté.

Art. 9 (art. 4 de la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 modifiée portant réforme du contentieux administratif - affectation dans les cours administratives d'appel) (p. 1030) - Adopté.

Art. 10 (art. 8 de la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 - maintien en activité) (p. 1030) - Adopté.

Art. 11 (art. L. 4-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - juge unique) (p. 1030) - Adopté.

Art. 12 (application à Mayotte et dans les TOM) (p. 1030) - Adopté.

Art. 13 (décret d'application) (p. 1030) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1030, 1031) : MM. Pierre Fauchon, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Adoption (25 février 1997) (p. 1031).

Juridictions judiciaires

Voir *Procédure pénale*, 1

Justice

Voir *Lois de finances*
Procédure pénale, 1
Rapports du Gouvernement

I. - Proposition de loi créant une formation d'admission des pourvois au sein des chambres civiles de la Cour de cassation, PRESENTÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, par M. Pierre MAZEAUD, député (20 juin 1996) [n° 2902 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raoul BÉTEILLE (25 septembre 1996) [n° 2997 (95-96)] - Discussion (3 octobre 1996) - Adoption (3 octobre 1996) [n° 581].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à l'examen des pourvois devant la Cour de cassation

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (8 octobre 1996) [n° 11 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Charles JOLIBOIS (18 décembre 1996) [n° 160 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (17 janvier 1997) [n° 3297 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Raoul BÉTEILLE (5 février 1997) [n° 3328 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 658].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIÈME LECTURE) (25 février 1997) [n° 227 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport oral de M. Charles JOLIBOIS - Discussion (16 avril 1997) - Adoption (16 avril 1997) [n° 91].

PROMULGATION : loi n° 97-395 du 23 avril 1997 (J.O. Lois et décrets du 25 avril 1997).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1997) (p. 112, 120).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 112, 118) : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Pierre Fauchon, Charles

Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 118, 119) : Mme Nicole Borvo, MM. Charles Jolibois, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Avant l'art. 1^{er} (p. 118).

Art. additionnel (composition de l'assemblée plénière) (p. 118) - Adopté (p. 119).

Art. 1^{er} (examen des affaires par une formation de trois magistrats) (p. 119) - Adopté après modification.

Art. 2 (quorum exigé pour l'audience de la chambre) (p. 119) - Adopté.

Art. 3 (chambres mixtes et assemblée plénière) (p. 119) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 119, 120) : Mme Nicole Borvo, M. Michel Ruffin.

Adoption (16 janvier 1997) (p. 120).

Discussion (deuxième lecture)

(16 avril 1997) (p. 1884, 1885).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1884, 1885) : MM. Charles Jolibois, rapporteur de la commission des lois; Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1885).

Art. 4 (modification de l'article L. 131-7 du code de l'organisation judiciaire) (p. 1885) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1885) : Mme Nicole Borvo.

Adoption (16 avril 1997) (p. 1885).

K

Kazakhstan

Voir *Traités et conventions*, 3

Kenya

Voir *Traités et conventions*, 48

Kirghizistan

Voir *Traités et conventions*, 2

L

Langue française

Voir *Lois de finances*

La Poste

Voir *Rapports au Parlement*

Légion d'honneur

Voir *Lois de finances*

Lettonie

Voir *Traités et conventions, 31*

Licenciements

Voir *Rappels au règlement*

Lituanie

Voir *Traités et conventions, 30*

Logement

Voir *Lois de finances*
Rapports du Gouvernement

1. - Projet de loi portant transposition de la directive 94/47 CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 1994 concernant la protection des acquéreurs pour certains aspects des contrats portant sur l'acquisition d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des sceaux, ministre de la justice (5 février 1997) [n° 208 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. José BALARELLO (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 322 (96-97)] - Discussion (23 octobre 1997) - Adoption (23 octobre 1997) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 octobre 1997) [n° 389 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(23 octobre 1997) (p. 2991, 3003).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2991, 2995) : *M. José Balareello, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2995, 3002) : *M. José Balareello, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (transposition de la directive - introduction dans le Titre II du livre premier du code de la consommation d'une section 9 intitulée "contrat de jouissance d'immeuble à temps partagé") (p. 2995) - Adopté après modification (p. 3002).

Art. 2 (modalités de constatation et de poursuite des délits définis par l'article L. 121-69 du code de la consommation) (p. 3002) - Adopté après modification.

Art. 3 (adaptation de la loi Hoguet du 2 janvier 1970) (p. 3002) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3002, 3003) : *M. Robert Pagès.*

Adoption (23 octobre 1997) (p. 3003).

Lois de finances

Voir *Politique économique, 1*
Rapports au Parlement

1. - Projet de loi de finances pour 1998, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (24 septembre 1997) [n° 230 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Didier MIGAUD (9 octobre 1997) [n° 310 (97-98)] - Discussion (14 octobre au 19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 24].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (20 novembre 1997) [n° 84 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, des affaires économiques, des affaires étrangères, des affaires sociales et des lois - Rapport général de M. Alain LAMBERT, rapporteur général (20 novembre 1997) [n° 85 (97-98)] - Discussion (20, 21, 24, 25, 26, 27, 28 novembre ; 1er, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 décembre 1997) - Adoption (9 décembre 1997) [n° 38].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 1997) [n° 508 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (10 décembre 1997) [n° 165 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (10 décembre 1997) [n° 513 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (10 décembre 1997) [n° 508 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (11 décembre 1997) [n° 528 (97-98)] - Discussion (17 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 49].

TRANSMISSION SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1997) [n° 190 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (18 décembre 1997) [n° 192 (97-98)] - Adoption (18 décembre 1997) [n° 57].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1997) [n° 600 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD [n° 601 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 61].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-395 DC du 30 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1997) qui déclare contraires à la Constitution les articles 19, 75, le IV de l'article 85 et au deuxième alinéa du III, les mots : "et 1740 ter A", l'article 119 de la loi de finances pour 1998, le V de l'article 85 non contraire à la Constitution sous la réserve indiquée dans la décision.

PROMULGATION : loi n° 97-1269 du 30 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1997).

SENAT

Rapporteur général

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 85 (97-98)] fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 1998 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Alain Lambert, rapporteur général.

Tome I. – Le budget de 1998 et son contexte économique et financier.

Tome II. – Fascicule 1. – Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Fascicule 2. – Affaires européennes et article 24 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial ; M. Denis Badré).

Tome III. – Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Tome IV. – Analyse synthétique des crédits et principales observations des rapporteurs spéciaux.

Rapporteurs spéciaux

I. - BUDGETS CIVILS

A - Budget général

Annexes

Affaires étrangères et coopération :

I. - Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont. 1

II. - Coopération : M. Michel Charasse 2

Agriculture et pêche : M. Joël Bourdin 3

Aménagement du territoire et environnement :

I. - Aménagement du territoire : M. Roger Besse 4

II. - Environnement : M. Philippe Adnot 5

Anciens combattants : M. Jacques Baudot 6

Communication audiovisuelle : M. Jean Cluzel 7

Culture : M. Maurice Schumann 8

Economie, finances et industrie :

I - Charges communes : M. Claude Belot 9

II - Services financiers : M. Bernard Angels 10

III - Industrie : M. Bernard Barbier 11

IV - Petites et moyennes entreprises,

commerce et artisanat : M. René Ballayer 12

Commerce extérieur : Mme Maryse Bergé-Lavigne 13

Education nationale, recherche et technologie :

I. - Enseignement scolaire : M. Jacques-Richard Delong 14

II - Enseignement supérieur : M. Jean-Philippe Lachenaud 15

III. - Recherche et technologie : M. René Trégoüet 16

Emploi et solidarité :

I. - Emploi : M. Emmanuel Hamel 17

II. - Santé et solidarité : M. Jacques Oudin 18

III. - Ville et intégration : M. Philippe Marini 19

Equipement, transport et logement :

I. - Organisme et services communs : M. Henri Collard 20

II. - Transports :

Transports terrestres : M. Auguste Cazalet 21

Routes et sécurité routière : M. Gérard Miquel 22

Transport aérien et météorologie : M. Yvon Collin 23

III. - Logement : M. Henri Collard 24

IV. - Mer :

Marine marchande : M. René Régault 25

Ports maritimes : M. Marc Massion 26

V. - Tourisme : M. Paul Loridant 27

Fonction publique et réforme de l'Etat : M. Philippe Marini 28

Intérieur et décentralisation	
Sécurité : M. Guy Cabanel	29
Décentralisation : M. Michel Mercier	30
Jeunesse et sports : M. Michel Sergent	31
Justice : M. Hubert Haenel	32
Outre-mer : M. Roland du Luart	33
Presse : M. Jean Cluzel	34
Services du Premier ministre :	
I. - Services généraux : M. Henri Torre	35
II. - Secrétariat général de la défense nationale : M. Michel Moreigne	36
III. - Conseil économique et social : M. Claude Lise	37
IV. - Plan : M. Claude Haut	38

B. - Budgets annexes

Aviation civile : M. Yvon Collin	23
Journaux officiels : Mme Marie-Claude Beaudeau	39
Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. René Régnault	40
Monnaies et médailles : M. Claude Haut	41
Prestations sociales agricoles : M. Joël Bourdin	42

II. - DEFENSE

Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin	43
Dépenses ordinaires : M. François Trucy	44

III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor : M. Yann Gaillard	45
---	----

Rapporteurs pour avis

AVIS [n° 86 (97-98)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1998, adopté par l'Assemblée nationale :

Tomes

- I. - Culture : M. Philippe Nachbar
- II. - Cinéma - Théâtre dramatique : M. Marcel Vidal
- III. - Environnement : M. Ambroise Dupont
- IV. - Enseignement scolaire : M. Jean Bernadaux
- V. - Enseignement agricole : M. Albert Vecten
- VI. - Enseignement supérieur : M. Jean-Pierre Camoin
- VII. - Enseignement technique : M. Jean-Louis Carrère
- VIII. - Recherche scientifique et technique : M. Pierre Laffitte
- IX. - Jeunesse et sports : M. François Lesein
- X. - Communication audiovisuelle : M. Jean-Paul Hugot
- XI. - Presse écrite : M. Alain Gérard
- XII. - Relations culturelles, scientifiques et techniques : M. James Bordas
- XIII. - Francophonie : M. Jacques Legendre

AVIS [n° 87 (97-98)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1998, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Agriculture : M. Alain Pluchet
- II. - Pêche : M. Josselin de Rohan
- III. - Aménagement rural : M. Henri Revol
- IV. - Industries agricoles et alimentaires : M. Aubert Garcia
- V. - Industrie : M. Francis Grignon
- VI. - Energie : M. Jean Besson
- VII. - Recherche : M. Jean-Marie Rausch

- VIII. - PME - Commerce et artisanat : M. Jean Jacques Robert
- IX. - Consommation et concurrence
Mme Odette Terrade
- X. - Commerce extérieur : M. Michel Souplet
- XI. - Aménagement du territoire : M. Jean Pépin
- XII. - Plan : M. Jean Boyer
- XIII. - Routes et voies navigables : M. Georges Gruillot
- XIV. - Logement : M. William Chervy
- XV. - Urbanisme : Mme Josette Durrieu
- XVI. - Tourisme : M. Charles Ginesy
- XVII. - Environnement : M. Bernard Hugo
- XVIII. - Transports terrestres : M. Georges Berchet
- XIX. - Aviation civile et transport aérien :
M. Jean-François Le Grand
- XX. - Mer : M. Jacques Rocca Serra
- XXI. - Technologies de l'information et Poste :
M. Pierre Hérisson
- XXII. - Outre-mer : M. Rodolphe Désiré
- XXIII. - Ville : M. Gérard Larcher

AVIS [n° 88 (97-98)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1998, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Affaires étrangères : M. André Dulait
- II. - Relations culturelles extérieures :
M. Guy Penne
- III. - Coopération : Mme Paulette Brisepierre
- IV. - Défense - Nucléaire, espace et services
communs : M. Jean Faure
- V. - Défense - Gendarmerie : M. Michel Alloncle
- VI. - Défense - Forces terrestres : M. Serge Vinçon
- VII. - Défense - Air : M. Hubert Falco
- VIII. - Défense - Marine : M. André Boyer

AVIS [n° 89 (97-98)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1998, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Affaires sociales : M. Jean Chérioux
- II. - Santé : M. Louis Boyer
- III. - Ville et intégration : M. Paul Blanc
- IV. - Travail, emploi et formation
professionnelle : MM. Louis Souvet et
Jean Madelain
- V. - Budget annexe des prestations sociales
agricoles : M. Bernard Seillier
- VI. - Anciens combattants : M. Marcel
Lesbros
- VII. - Départements et territoires d'outre-mer
(aspects sociaux) : M. Pierre Lagourgue
- VIII. - Logement social : M. Jacques Bimbenet

AVIS [n° 90 (97-98)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 1998, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Intérieur et décentralisation -
Décentralisation : M. André Bohl
- II. - Intérieur et décentralisation - Police et
sécurité : M. Paul Masson
- III. - Intérieur et décentralisation - Sécurité
civile : M. René-Georges Laurin
- IV. - Justice - Services généraux : M. Germain
Authié
- V. - Justice - Administration pénitentiaire :
M. Georges Othily
- VI. - Justice - Protection judiciaire de la
jeunesse : M. Michel Rufin
- VII. - Départements d'outre-mer : M. François
Blaizot
- VIII. - Territoires d'outre-mer : M. Jean-Marie
Girault

TABLEAU DE CONCORDANCE

des articles du projet de loi de finances pour 1998 (AN n° 230 et Sénat n° 84, 1997-1998) et des articles de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997)

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
PREMIERE PARTIE CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER TITRE PREMIER DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES I.- IMPÔTS ET REVENUS AUTORISES <i>A.- Dispositions antérieures.</i>					
1		I. Autorisation de percevoir les impôts existants II. Conditions d'entrée en vigueur des dispositions	24 nov 1997	3727	1
<i>B. - Mesures fiscales</i>					
2		Barème de l'impôt sur le revenu	24 nov 1997	3727	2
3		Simplification des obligations déclaratives des propriétaires fonciers	24 nov 1997	3755	3
4		Aménagement du paiement mensuel de l'impôt	24 nov 1997	3755	4
5		Limitation de la déductibilité de provisions pour renouvellement	24 nov 1997	3755	5
6		Suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours	24 nov 1997	3756	6
	6 bis (AN)	Suppression de la déductibilité de la provision pour indemnités de licenciement.	24 nov 1997	3762	7
7		Normalisation du régime fiscal des produits de placement des compagnies d'assurance	24 nov 1997	3766	8
8		Suppression du régime fiscal des quirats de navire	24 nov 1997	3767	9
	8 bis (Sénat)	Maintien des déductions supplémentaires pour frais professionnels.	24 nov 1997	3782	10
9		Maintien de la réduction d'impôt accordée au titre des frais de scolarité.	24 nov 1997	3791	11
10		Réduction de 50% du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile	24 nov 1997	3777	12
	10 bis (AN)	Déduction de frais professionnel pour les chômeurs de longue durée.	24 nov 1997	3782	13
11		Réduction à 5,5% du taux de TVA applicable aux travaux d'amélioration réalisés dans les logements sociaux	24 nov 1997	3791	14
	11 bis (AN)	Adaptation du régime de TVA applicable aux carburants.	25 nov 1997	3844	15
12		Modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel	25 nov 1997	3846	16

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat (Première lecture et seconde délibération)	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)				
13	Supprimé (AN en nouvelle lecture)	Actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune	25 nov 1997	3851	
	13 bis (AN)	Aménagement du régime des donations partage.	25 nov 1997	3857	17
14		Aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer	25 nov 1997	3857	18
15		Plafonnement de la restitution de l'avoir fiscal aux personnes physiques. (Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 97-395 DC du 30 décembre 1997)	25 nov 1997	3870	19
16		Plafonnement de l'exonération des produits de titres non cotés détenus dans un PEA	25 nov 1997	3879	20
17		Régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation	25 nov 1997	3881	21
18		Modification des taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications	25 nov 1997	3886	22
	18 bis (AN)	Institution d'une taxe sur certaines dépenses de publicité.	25 nov 1997	3887	23
	18 ter (AN)	Mesures transitoires en vue de faciliter les partages successoraux en Corse.	25 nov 1997	3891	24
	18 quater (AN)	Exonération de la taxe de défrichement.	25 nov 1997	3891	25
	18 quinquies (AN)	Relèvement du niveau de revenu ouvrant droit au plafonnement des cotisations de taxe d'habitation.	25 nov 1997	3894	26
	18 sexies (AN)	Institution d'un dégrèvement pour la fraction de la cotisation de taxe d'habitation excédant 1 500 frs pour les contribuables à revenu modeste.	25 nov 1997	3898	27
	18 septies A (AN en nouvelle lecture)	Exclusion des contribuables assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune du dispositif d'exonération ou de dégrèvement de la taxe d'habitation.	-	-	28
	18 septies B (AN en nouvelle lecture)	Définition du revenu de référence retenu pour déterminer le bénéfice des allègements de taxe d'habitation.	-	-	29
	18 septies (AN)	Eligibilité des groupements de communes au FCTVA pour les dépenses d'investissements exposées dans l'exercice de leurs compétences.	25 nov 1997	3916	30
	18 octies (AN)	Augmentation des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés.	26 nov 1997	3930	31
	18 nonies (AN)	Relèvement du barème de l'imposition forfaitaire annuelle.	26 nov 1997	3932	32
	18 decies (AN)	Revalorisation des tarifs de certains droits de timbre. (Passeport, permis de conduire,....)	26 nov 1997	3933	33
	18 undecies (AN)	Augmentation de la pénalité libératoire.	26 nov 1997	3934	34
	18 duodecies (AN)	Revalorisation des tarifs de certains droits de timbre. (Carte d'identité, carte de séjour)	26 nov 1997	3936	35

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)		(Première lecture et seconde délibération)		
	18 terdecies (AN)	Droits d'enregistrement	26 nov 1997	3936	36
	18 quaterdecies A (AN en nouvelle lecture)	Droits de consommation sur les tabacs	-	-	37
	18 quaterdecies (Sénat)	Droits de timbre des actes officiels	26 nov 1997	3941	38
	18 quindecies (Sénat)	Taxe forfaitaire sur les actes des huissiers de justice	26 nov 1997	3941	39
II.- RESSOURCES AFFECTEES					
19		Dispositions relatives aux affectations	26 nov 1997	3946	40
20		Modification des taux de la taxe de sûreté et de sécurité due par les entreprises de transport public aérien	26 nov 1997	3951	41
21		Actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA	26 nov 1997	3952	42
22		Relèvement de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques concédés	26 nov 1997	3954	43
	22 bis (AN)	Majoration du taux de prélèvement sur les jeux exploités par la Française des jeux affecté au Fonds national de développement du sport	26 nov 1997	3956/3991	44
23		Versement d'une contribution des organismes collecteurs du 1% logement.	26 nov 1997	3995	45
	23 bis (AN en nouvelle lecture)	Relèvement du taux sur les tabacs affectée à la Caisse nationale d'assurance maladie.	-	-	46
24		Evaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes.	26 nov 1997	3960	47
TITRE II					
DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES					
25		Equilibre général du budget (Etat A).	26 nov 1997 <i>9 déc 1997</i>	3996 <i>5075</i>	48

.../...

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)		(Première lecture et seconde délibération)		
DEUXIEME PARTIE MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES TITRE PREMIER DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1998 I.- OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF <i>A.- Budget général.</i>					
26		Budget général. Services votés	8 déc 1997	4943	49
27		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services civils (Etat B).	8 déc 1997 9 déc 1997	4943 5071	50
28		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services civils (Etat C).	8 déc 1997	4945 5073	51
29		Mesures nouvelles. Dépenses ordinaires des services militaires	5 déc 1997	4729	52
30		Mesures nouvelles. Dépenses en capital des services militaires	5 déc 1997 9 déc 1997	4730 5075	53
31		Autorisations d'engagement par anticipation (Etat D).			54
<i>B.- Budgets annexes.</i>					
32		Budgets annexes. Services votés - Aviation civile - Journaux officiels - Légion d'Honneur - Ordre de la Libération - Monnaies et médailles - Prestations sociales agricoles	8 déc 1997 4 déc 1997 3 déc 1997 8 déc 1997 8 déc 1997 3 déc 1997 2 déc 1997	4945 4625 4519 4917 4917 4500 4426	55
33		Budgets annexes. Mesures nouvelles - Aviation civile - Journaux officiels - Légion d'Honneur - Ordre de la Libération - Monnaies et médailles - Prestations sociales agricoles	8 déc 1997 4 déc 1997 3 déc 1997 8 déc 1997 8 déc 1997 3 déc 1997 2 déc 1997	4945 4625 4519 4917 4917 4500 4426	56
<i>C.- Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.</i>					

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)		(Première lecture et <i>seconde délibération</i>)		
34		Clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-29 « Fonds pour le logement des personnes en difficulté »	3 déc 1997	4476	57
35		Modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 « Fonds pour le financement de l'accession à la propriété »	3 déc 1997	4477	58
36		Clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-28 « Fonds pour l'accession à la propriété »	3 déc 1997	4477	59
37		Clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-18 « Fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins »	3 déc 1997	4477	60
38		Création d'un compte d'affectation spéciale n° 902-31 « Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie »	3 déc 1997	4477	61
	38 bis (AN)	Création d'un fonds d'affectation spéciale n° 902-32 intitulé : « Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale ».	3 déc 1997	4477	62
39		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés	3 déc 1997	4481	63
40		Comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Mesures nouvelles	3 déc 1997	4481	64
II.- OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE					
41		Comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés	3 déc 1997	4483	65
42		Comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles	3 déc 1997	4483	66
43		Comptes de prêts. Mesures nouvelles	3 déc 1997	4483	67
	43 bis (AN)	Création d'un compte de commerce n° 904-21 intitulé : « Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement ».	3 déc 1997	4483	68
III.- DISPOSITIONS DIVERSES					
44		Autorisation de perception des taxes parafiscales (Etat E).	8 déc 1997	4945	69
45		Crédits évaluatifs (Etat F).	8 déc 1997	4945	70
46		Crédits provisionnels (Etat G).	8 déc 1997	4945	71
47		Report de crédits (Etat H).	8 déc 1997	4945	72
48		Approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle	28 nov 1997	4249	73
TITRE II					
DISPOSITIONS PERMANENTES					
A.- MESURES FISCALES					
49		Institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale	8 déc 1997	4966	74

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)		(Première lecture et seconde délibération)		
	49 bis (AN)	<i>Missions du Fonds de gestion de l'espace rural. (Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 97-395 DC du 30 décembre 1997)</i>	8 déc 1997	4970	75
50		Création de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	8 déc 1997	4971	76
	50 bis (AN)	Abaissement du seuil d'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux.	8 déc 1997	4981	77
	50 ter (AN)	Abrogation de la contribution complémentaire à l'impôt sur le revenu	8 déc 1997 9 déc 1997	4984 5075	78
51		Report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux en cas de remploi dans les PME nouvelles	8 déc 1997	4985	79
	51 bis (AN)	Déductibilité de l'impôt sur le revenu de la contribution sociale généralisée affectée à l'assurance maladie.	8 déc 1997	4986	80
52		Institution d'un crédit d'impôt pour création d'emploi	8 déc 1997	4986	81
53		Mise en place d'un régime de caution pour les acquisitions intracommunautaires de moyens de transport	8 déc 1997	4988	82
54		Païement de la TVA dans le cadre du travail à façon	8 déc 1997	4988	83
55		Renforcement du contrôle de la déclaration d'échanges de biens	8 déc 1997	4992	84
56		Amélioration de la procédure du droit d'enquête	8 déc 1997	5003	85
57		Modalités de contrôle des revenus résultant d'une activité occulte découverte lors d'un examen contradictoire de la situation fiscale personnelle	8 déc 1997	4992	86
58		Institution d'une amende en cas de délivrance abusive d'attestations ouvrant droit à un avantage fiscal	8 déc 1997	4992	87
59		Revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires.	8 déc 1997	4997	88
60		Actualisation de la taxe pour frais de chambres de métiers.	8 déc 1997	4997	89
	60 ter A (AN en nouvelle lecture)	Actualisation de la limite de réduction d'impôt sur les sommes versées au titre des dépenses afférentes à l'hébergement de long séjour d'une personne âgée.	-	-	90
61		Prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles.	8 déc 1997	5002	91
	61 bis (AN)	Fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux.	8 déc 1997	5010	92
	61 ter (AN)	Exclusion du bénéfice du dégrèvement de taxe professionnelle en cas de transfert d'activité.	8 déc 1997	2010	93
	61 quater B (Sénat)	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères perçue au profit des communautés de communes.	8 déc 1997	5013	94
	61 quater (AN)	Extension aux créations d'activités artisanales de l'exonération de la taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale.	8 déc 1997	5014	95
	61 quinquies (AN)	Adaptation des règles d'éligibilité au Fonds national de péréquation en faveur des communes « pauvres ».	9 déc 1997	5051	96

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)		(Première lecture et seconde délibération)		
	61 sexies (AN)	Fixation du plafond de la taxe spéciale d'équipement au profit de l'Etablissement public d'action foncière d'Argenteuil-Bezons.	9 déc 1997	5039	97
	61 septies (AN)	Faculté d'exonération de la « vignette » pour les véhicules électriques ou peu polluants.	9 déc 1997	5042	98
	61 octies (AN)	Présentation d'un rapport relatif au bilan de l'application du crédit d'impôt-recherche.	9 déc 1997	5053	99
	61 nonies (AN)	Suspension provisoire des poursuites engagées à la suite d'une situation d'endettement à l'encontre des rapatriés réinstallés.	9 déc 1997	5053	100
	61 decies (AN)	Suspension provisoire des poursuites jusqu'au règlement des situations de surendettement des Harkis et de leur famille sollicitant un secours exceptionnel.	9 déc 1997	5058	101
B.- AUTRES MESURES					
<i>Agriculture et pêche.</i>					
	62 A (AN)	Revalorisation des retraites agricoles.	2 déc 1997	4418	102
<i>Aménagement du territoire</i>					
<i>II.- Environnement</i>					
	62 B (AN)	Elargissement de l'assiette et majoration du taux de la taxe pour l'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes.	2 déc 1997	4693	103
	62 C (AN)	Reconduction du taux maximum du prélèvement effectué par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie sur le produit de la taxe sur le traitement et le stockage des déchets.	2 déc 1997	4693	104
	62 D (AN)	Rapport sur le rôle et l'évolution des moyens de la commission nationale du débat public.	2 déc 1997	4694	105
<i>Anciens combattants</i>					
62		Indemnisation des étrangers déportés depuis la France, ayant acquis depuis lors la nationalité française.	6 déc 1997	4835	106
	62 bis (AN)	Modification des modalités de calcul relatives au montant maximal de la majoration par l'Etat de la rente mutualiste.	6 déc 1997	4835	107
	62 ter (AN)	A<ssouplissement des conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant d'Afrique du Nord.	6 déc 1997	4836	108
	62 quater (AN)	Augmentation de l'allocation différentielle pour les anciens combattants d'Afrique du Nord ayant cotisé au moins 160 trimestres.	6 déc 1997	4839	109
<i>Economie, finances et industrie</i>					
<i>I.- Charges communes</i>					
63		Majoration légale des rentes viagères	3 déc 1997	4476	110

ARTICLES		OBJET	Date de discussion au Sénat	PAGES du JO	ARTICLES de la Loi de Finances
Projet de Loi	Articles Additionnels (introduit par)		(Première lecture et seconde délibération)		
	63 bis A (AN en nouvelle lecture)	Prorogation de 2 ans du principe d'un congé de fin d'activité en faveur des fonctionnaires et agents non-titulaires.	-	-	111
<i>Economie, finances et industrie</i>					
<i>II.- Services financiers</i>					
	63 ter (AN)	Réintégration au budget général de certaines recettes extrabudgétaires de la direction générale des impôts.	3 déc 1997	4495	112
<i>Education nationale, recherche et technologie</i>					
<i>II.- Enseignement supérieur</i>					
	63 bis (AN)	Publication d'un état récapitulatif dénommé « budget coordonné de l'enseignement supérieur ».	27 nov 1997	4122	113
<i>Emploi et solidarité</i>					
<i>I. Emploi</i>					
64		Suppression des emplois de ville	9 déc 1997	5061	114
65		Aménagement de réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires	9 déc 1997	5061	115
	65 bis (AN)	Exonération de charges patronales spécifiques aux secteurs de l'hôtellerie et de la restauration.	9 déc 1997	5066	116
	65 ter (AN)	Prorogation pour les petites entreprises du plan d'allègement des charges sociales dans les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure.	9 déc 1997	5068	117
66		Suppression de l'exonération de cotisations instituée par l'article 37 de la loi du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle	9 déc 1997	5068	118
<i>Equipement, transports et logement</i>					
<i>III. Logement</i>					
	68 (Sénat)	Extension des compétences de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). (Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 97-395 DC du 30 décembre 1997)	7 déc 1997	4989	119
<i>Justice</i>					
67		Revalorisation du montant de l'unité de valeur servant à déterminer la dotation affectée aux barreaux au titre de l'aide juridique	8 déc 1997	4942	120

Discussion (première lecture)

(20 novembre 1997) (p. 3635, 3693); (21 novembre 1997) (p. 3703, 3721); (24 novembre 1997) (p. 3726, 3808); (25 novembre 1997) (p. 3823, 3917); (26 novembre 1997) (p. 3925, 4042); (27 novembre 1997) (p. 4052, 4165); (28 novembre 1997) (p. 4178, 4253); (1er décembre 1997) (p. 4260, 4357); (2 décembre 1997) (p. 4371, 4448); (3 décembre 1997) (p. 4459, 4558); (4 décembre 1997) (p. 4572, 4637); (5 décembre 1997) (p. 4648, 4745); (6 décembre 1997) (p. 4755, 4839); (7 décembre 1997) (p. 4847, 4906); (8 décembre 1997) (p. 4915, 5022); (9 décembre 1997) (p. 5030, 5097)

I- DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3638, 3693; 3703, 3721) : *MM. Philippe Adnot, Denis Badré; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Michel Charasse, Yvon Collin, André Egu, Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, Marc Massion, Gérard Miquel, Jacques Oudin, Alain Peyrefitte; Christian Poncelet, président de la commission des finances; René Régnault, Josselin de Rohan, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Xavier de Villepin.*

PREMIERE PARTIE.**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.**

II- DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (24 novembre 1997) (p. 3726, 3808); (25 novembre 1997) (p. 3823, 3917); (26 novembre 1997) (p. 3925, 4042) : *MM. Bernard Angels, Philippe Arnaud, Alphonse Arzel, Denis Badré, René Ballayer, Mme Janine Bardou, M. Bernard Barraux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Georges Berchet, Jean Bernard, Maurice Blin, Christian Bonnet, James Bordas, Joël Bourdin, André Boyer, Gérard Braun, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Jean-Louis Carrère, Gérard César, Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Clouet, Jean Cluzel, Henri Collard, Charles Descours, Jean-Paul Delevoe, Gérard Delfau, Jean Dérian, Rodolphe Désiré, André Diligent, Daniel Eckenspieller, André Egu, Claude Estier, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alfred Foy, Hilaire Flandre, Yann Gaillard, Philippe de Gaulle, Alain Gérard, Jean-Marie Girault, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Pierre Hérisson, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Alain Joyandet, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Pierre Lagourgue, Christian de La Malène, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Pierre Lefebvre, François Lesein, Claude Lise, Maurice Lombard, Paul Loridant, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Jacques Machet, Philippe Marini, Marc Massion, Pierre Mauroy, Michel Mercier, Daniel Millaud, Louis Minetti, Gérard Miquel, Michel Moreigne, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Jean Pépin, Alain Pluchet, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Pourchet, Mme Danièle Pourtaud, MM. Henri de Raincourt, Jack Ralite, René Régnault, Ivan Renard, Charles Revet, Josselin de Rohan, Gérard Roujas, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Maurice Schumann, Bernard Seillier, Michel Sergent, Louis Souvet, Mme Odette Terrade, M. Alain Vasselle.*

TITRE 1^{er}.**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.****I Impôts et revenus autorisés.****A. Dispositions antérieures.**

Art. 1^{er} (autorisation de percevoir les impôts existants) (p. 3727) - Adopté.

B. Mesures fiscales.

Art. 2 (barème de l'impôt sur le revenu) (p. 3727) - Adopté après modification (p. 3742).

Art. 3 (simplification des obligations déclaratives des propriétaires fonciers) (p. 3755) - Adopté après modification.

Art. 4 (aménagement du paiement mensuel de l'impôt) (p. 3755) - Adopté.

Art. 5 (limitation de la déductibilité des provisions pour renouvellement) (p. 3756) - Adopté.

Art. 6 (suppression de l'avantage fiscal lié à la provision pour fluctuation des cours) (p. 3756) - Adopté après modification (p. 3761).

Art. 6 bis (suppression de la déductibilité de la provision pour indemnités de licenciement) (p. 3762) - Supprimé (p. 3764).

Art. 7 (normalisation du régime fiscal des produits de placement des compagnies d'assurances) (p. 3766) - Adopté après modification.

Art. 8 (suppression du régime fiscal des quirats de navire) (p. 3767) - Adopté après modification (p. 3774).

Après l'art. 8 (p. 3783).

Art. additionnel (report d'un an de l'entrée en vigueur du processus de suppression progressive des déductions forfaitaires pour frais professionnels) (p. 3783) - Adopté (p. 3791; précédemment réservé p. 3755).

Art. 9 (rétablissement de la réduction d'impôt au titre des frais de scolarité) (p. 3791) - Supprimé (p. 3795; précédemment réservé p. 3755).

Art. 10 (réduction de 50 % du plafond de la réduction d'impôt au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 3777) - Supprimé (p. 3782).

Art. 10 bis (déduction de frais professionnels pour les chômeurs de longue durée) (p. 3782) - Adopté après modification.

Art. 11 (réduction à 5,5 % du taux de la TVA applicable aux travaux d'amélioration réalisés dans les logements sociaux) (p. 3799) - Adopté (p. 3802).

Après l'art. 11 (p. 3829).

Art. additionnel (application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères) (p. 3829) - Adopté (p. 3837).

Art. 11 bis (adaptations du régime de TVA applicable au carburant) (p. 3844) - Adopté (p. 3845).

Art. 12 (modification des tarifs des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel) (p. 3845) - Adopté (p. 3850).

Art. 13 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 3851) - Supprimé par l'Assemblée nationale; puis rétabli par le Sénat (p. 3853).

Art. 13 bis (aménagement du régime des donations partage) (p. 3857) - Adopté.

Art. 14 (aménagement du régime d'aide fiscale à l'investissement outre-mer) (p. 3857) - Adopté après modification (p. 3870).

Art. 15 (plafonnement de la restitution de l'avoir fiscal aux personnes physiques) (p. 3870) - Adopté après modification (p. 3878).

Art. 16 (plafonnement de l'exonération des produits des titres non cotés détenus dans un plan d'épargne en actions) (p. 3879) - Supprimé (p. 3881).

Art. 17 (*régime fiscal des produits des contrats d'assurance-vie et des bons de capitalisation*) (p. 3881) - Supprimé (p. 3886).

Art. 18 (*modification des taxes afférentes à l'exercice d'une activité dans le secteur des télécommunications*) (p. 3886) - Adopté (p. 3887).

Art. 18 bis (*institution d'une taxe sur certaines dépenses de publicité*) (p. 3887) - Adopté après modification (p. 3891).

Art. 18 ter (*mesures transitoires en vue de faciliter les partages successoriaux en Corse*) (p. 3891) - Adopté.

Art. 18 quater (*exonération de la taxe de défrichement*) (p. 3891) - Adopté (p. 3892).

Art. 18 quinquies (*relèvement du niveau de revenu ouvrant droit au plafonnement des cotisations de taxe d'habitation*) (p. 3894) - Adopté (p. 3897).

Art. 18 sexies (*institution d'un dégrèvement pour la fraction de la cotisation de taxe d'habitation excédant 1500 francs pour les contribuables à revenu modeste*) (p. 3898) - Adopté (p. 3899).

Art. 18 septies (*éligibilité des groupements des communes au fonds de compensation pour la TVA, FCTVA, pour les dépenses d'investissements exposées dans l'exercice de leurs compétences*) (p. 3916) - Adopté.

Art. 18 octies (*augmentation des tarifs de la taxe sur les véhicules des sociétés*) (p. 3930) - Adopté.

Art. 18 nonies (*relèvement du barème de l'imposition forfaitaire annuelle*) (p. 3932) - Adopté.

Art. 18 decies (*revalorisation des tarifs de certains droits de timbre*) (p. 3933) - Adopté.

Art. 18 undecies (*augmentation de la pénalité libératoire*) (p. 3934) - Adopté.

Art. 18 duodecies (*revalorisation des tarifs de certains droits de timbre*) (p. 3936) - Adopté.

Art. 18 terdecies (*droits d'enregistrement*) (p. 3936) - Adopté.

Après l'art. 18 terdecies (p. 3941).

Art. additionnel (*diminution de l'augmentation prévue des droits de timbre*) (p. 3941) - Adopté.

Art. additionnel (*relèvement de la taxe forfaitaire sur les actes des huissiers de justice*) (p. 3941) - Adopté.

Art. additionnel (*possibilité pour les personnes publiques de céder gratuitement du matériel informatique aux associations scolaires*) (p. 3945) - Adopté (p. 3946).

II Ressources affectées.

Art. 19 (*dispositions relatives aux affectations*) (p. 3946) - Adopté.

Art. 20 (*modification du taux de la taxe de sécurité et de sûreté due par les entreprises de transport aérien*) (p. 3951) - Supprimé (p. 3952).

Art. 21 (*actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles*) (p. 3952) - Adopté.

Art. 22 (*relèvement de la taxe due par les titulaires d'ouvrages hydroélectriques concédés*) (p. 3954) - Adopté (p. 3956).

Art. 22 bis (*majoration de 11,5 % du taux de prélèvement sur les jeux exploités par la Française des Jeux affecté au Fonds national pour le développement du sport*) (p. 3956) - Supprimé (p. 3994).

Art. 23 (*versement d'une contribution des organismes collecteurs du 1 % logement*) (p. 3995) - Adopté après modification (p. 3996).

Art. 24 (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 3960) - Adopté (p. 3991).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Art. 25 et Etat A annexé (*équilibre général du budget*) (p. 3996) - Adopté après modification (p. 4019).

Seconde délibération, en application de l'article 47 bis, alinéa 1, du règlement du Sénat (p. 4019).

Art. 11 bis A (*application du taux réduit de la TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères*) (p. 4020) - Supprimé.

Art. 25 et Etat A annexé (*équilibre général du budget - coordination*) (p. 4020) - Adopté après modification (p. 4030).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 4030, 4042) : M. Bernard Barraux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Cabanel, Hilaire Flandre, Jacques Habert, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Henri de Raincourt, René Régnault, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.

Scrutin public de droit n° 23 (p. 4042).

Adoption de l'ensemble de la première partie de la loi de finances (26 novembre 1997) (p. 4042).

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

Ordre de présentation de l'analyse des crédits affectés aux différents départements ministériels

Budgets

I. BUDGETS CIVILS

A. - Budget général :

Affaires étrangères et coopération :

I. - Affaires étrangères

II. - Coopération

Agriculture et pêche

Aménagement du territoire et environnement :

I. - Aménagement du territoire

II. - Environnement

Anciens combattants

Communication audiovisuelle

Culture

Economie, finances et industrie :

- I. - Charges communes
- II. - Services financiers
- III. - Industrie
- IV. - Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat
 - Commerce extérieur

Education nationale, recherche et technologie :

- I. - Enseignement scolaire
- II. - Enseignement supérieur
- III. - Recherche et technologie

Emploi et solidarité :

- I. - Emploi
- II. - Santé et solidarité
- III. - Ville et intégration

Equipement, transport et logement :

- I. - Urbanisme et services communs
- II. - Transports :
 - Transports terrestres
 - Routes et sécurité routière
 - Transport aérien et météorologie
- III. - Logement
- IV. - Mer :
 - Marine marchande
 - Ports maritimes
- V. - Tourisme

Fonction publique et réforme de l'Etat.

Intérieur et décentralisation :

- Sécurité
- Décentralisation

Jeunesse et sports

Justice

Outre-mer

Presse

Services du Premier ministre :

- I. - Services généraux
- II. - Secrétariat général de la défense nationale
- III. - Conseil économique et social

IV. - Plan

B. Budgets annexes

Aviation civile

Journaux officiels

Légion d'honneur - Ordre de la Libération

Monnaies et Médailles

Prestations sociales agricoles

II. - DÉFENSE

- Exposé d'ensemble et dépenses en capital
- Dépenses ordinaires

III. - AUTRES DISPOSITIONS

Comptes spéciaux du Trésor

AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION**I - AFFAIRES ETRANGERES**

Discussion (28 novembre 1997) (p. 4179, 4204) : *Mme Monique ben Guiga, M. Pierre Biarnès, Mme Danielle Bidard-Reydet, M. James Bordas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour les relations culturelles, scientifiques et techniques; Mme Paulette Brisepierre, MM. Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances; André Dulait, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Jacques Habert, Serge Mathieu, Lucien Neuwirth, Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour les relations culturelles extérieures; Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères; Robert-Paul Vigouroux.*

Examen des crédits (28 novembre 1997) : *Mme Monique ben Guiga, MM. Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances; Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Guy Penne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères; Robert-Paul Vigouroux.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4201) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4201) - Adoptés (p. 4204).

AFFAIRES ETRANGERES ET COOPERATION**II - COOPERATION (ET FRANCOPHONIE)**

Discussion (27 novembre 1997) (p. 4142, 4165) : *MM. Jean-Luc Bécart, Pierre Biarnès, Mme Paulette Brisepierre, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; MM. Jean-Pierre Cantegrit, Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Demuynck, Daniel Goulet, Jacques Habert, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération; Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la francophonie; Lucien Neuwirth, Guy Penne, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Robert-Paul Vigouroux.*

Examen des crédits (27 novembre 1997) (p. 4165).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4165) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4165) - Adoptés.

AGRICULTURE ET PECHE

Discussion (2 décembre 1997) (p. 4371, 4418) : *MM. Jean-Paul Amoudry, Jean-Michel Baylet, Jean Bizet, Marcel Bony, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard César, William Chery, en remplacement de M. Aubert Garcia, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les industries agricoles et alimentaires; Michel Doublet, Alain Dufaut, Jean-Paul Emorine, Yann Gaillard, Jean Grandon, Rémi Herment, Bernard Joly, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Roland du Luart, Serge Mathieu, Louis Minetti, Louis Moinard, Jean-Marc Pastor, Alain Pluchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'agriculture; Henri Revol, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'aménagement rural; Josselin de Rohan, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la pêche; Michel Souplet, Albert Vecten, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement agricole; Marcel Vidal, Robert-Paul Vigouroux, Henri Weber.*

Examen des crédits (2 décembre 1997) (p. 4413, 4418) : *MM. Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard César, Philippe François, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Louis Minetti, Paul Raoult.*

Etat B - TITRE III - (p. 4413) - Adopté après modification (p. 4414).

- TITRE IV - (p. 4414) - Adopté après modification (p. 4417).

Etat C - TITRE V - (p. 4417) - Adopté.

- TITRE VI - (p. 4417) - Adopté (p. 4418).

Art. 62 A (majoration de la retraite forfaitaire des membres non salariés des professions agricoles) (p. 4418) - Adopté.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**I - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Discussion (5 décembre 1997) (p. 4648, 4672) : *Mme Janine Bardou, MM. Bernard Barraux, Roger Besse, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Bizet, Jean Boyer, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Hilaire Flandre, François Gerbaud, Mme Anne Heinis, MM. Daniel Hoeffel, Gérard Larcher, Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Paul Raoult, Raymond Soucaret, Mmes Odette Terrade, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Examen des crédits (5 décembre 1997) (p. 4672).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4672) - Rejetés.

Etat C - TITRE VI - (p. 4672) - Rejeté.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT**II - ENVIRONNEMENT**

Discussion (5 décembre 1997) (p. 4672, 4696) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Bernard Hugo, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-François Le Grand, Mme Danièle Pourtaud, MM. Philippe Richert, René-Pierre Signé, Raymond Soucaret, Mmes Odette Terrade, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Examen des crédits (5 décembre 1997) (p. 4690, 4696) : *M. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean Dérian, Mme Danièle Pourtaud, M. René-Pierre Signé, Mmes Odette Terrade, Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4690) - Adoptés après modification (p. 4693).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4693) - Adoptés.

Art. 62 B (extension de la taxe sur le bruit) (p. 4693) - Adopté.

Art. 62 C (prélèvement de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie sur la taxe sur les déchets) (p. 4693) - Adopté après modification (p. 4694).

Art. 62 D (rapport sur la Commission nationale du débat public) (p. 4694) - Supprimé (p. 4696).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (6 décembre 1997) (p. 4821, 4839) : *MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Biarnès, Gilbert Chabroux, Emmanuel Hamel, Mme Anne Heinis, MM. Rémi Herment, Roger Husson, Édouard Le Jeune, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; Robert Pagès, Mme Gisèle Printz.*

Examen des crédits (6 décembre 1997) (p. 4835, 4839) : *MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Charles Descours, Roger Husson, Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; Robert Pagès, Jean-Marc Pastor.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4835) - Rejetés.

Etat C - TITRE V - (p. 4835) - Rejeté.

Art. 62 (*indemnisation des étrangers déportés depuis la France et ayant, depuis, acquis la nationalité française*) (p. 4835) - Adopté.

Art. 62 bis (*modification des modalités de calcul relatives au montant maximal de la majoration par l'Etat de la rente mutualiste*) (p. 4835) - Adopté (p. 4836).

Art. 62 ter (*prise en compte de la durée du service en Algérie pour l'attribution de la carte du combattant*) (p. 4836) - Adopté (p. 4838).

Art. 62 quater (*augmentation de l'allocation différentielle du Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord*) (p. 4839) - Adopté.

COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

Discussion (28 novembre 1997) (p. 4227, 4253) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances; André Diligent, Alain Gérard, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la presse écrite; Alain Gournac, Jean-Paul Hugot, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour la communication audiovisuelle; Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, M. Ivan Renar, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.*

Examen des crédits (28 novembre 1997) (p. 4248, 4253) : *MM. Jean Cluzel, rapporteur spécial de la commission des finances; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Gérard Larcher, Michel Pelchat, Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement.*

Ligne 46 de l'Etat E (p. 4248) - Adoptée (p. 4249).

Ligne 47 de l'Etat E (p. 4249) - Adoptée.

Art. 48 (*affectation des ressources de la redevance et approbation du produit des recettes provenant de la publicité*) (p. 4249) - Adopté.

Le vote des crédits figurant au budget des services généraux du Premier ministre est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la fonction publique et à la réforme de l'Etat (p. 4250, 4251).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4250) - Adoptés après modification (5 décembre 1997) (p. 4745).

Etat C - TITRE V - (p. 4250, 4251) - Adopté (5 décembre 1997) (p. 4745).

CULTURE

Discussion (28 novembre 1997) (p. 4204, 4227) : *MM. Denis Badré, Jean-Paul Hugot, André Maman, Philippe Nachbar, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Ivan Renar, Maurice Schumann, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du Gouvernement; M. Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour le cinéma et le théâtre dramatique.*

Examen des crédits (28 novembre 1997) (p. 4227).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4227) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4227) - Adoptés.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

I - CHARGES COMMUNES ET COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4459, 4484) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances pour les charges communes; Gérard Delfau, Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor; Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Mme Danièle Pourtaud.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4471, 4484) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances pour les charges communes; Gérard Delfau, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Gérard Miquel, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Mmes Danièle Pourtaud, Odette Terrade.*

Charges communes.

Etat B - TITRE I - (p. 4471) - Adopté (p. 4472).

- **TITRE II** (p. 4472) - Adopté.

- **TITRE III** (p. 4472) - Adopté après modification (p. 4473).

- **TITRE IV** (p. 4473) - Adopté après modification (p. 4476).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4476) - Adoptés.

Art. 63 (*revalorisation des taux de majoration applicables aux rentes viagères*) (p. 4476) - Adopté.

Comptes spéciaux du Trésor.

Art. 34 (*clôture du compte d'affectation spéciale "Fonds pour le logement des personnes en difficulté"*) (p. 4476) - Adopté (p. 4477).

Art. 35 (*modification des recettes affectées au compte d'affectation spéciale "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété"*) (p. 4477) - Adopté.

Art. 36 (*clôture du compte d'affectation spéciale "Fonds pour l'accession à la propriété"*) (p. 4477) - Adopté.

Art. 37 (*clôture du compte d'affectation spéciale "Fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins"*) (p. 4477) - Adopté.

Art. 38 (*création d'un compte d'affectation spéciale "Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie"*) (p. 4477) - Adopté.

Art. 38 bis (*création d'un compte d'affectation spéciale "Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale"*) (p. 4477) - Adopté (p. 4481).

Art. 39 (*services votés au titre des opérations définitives*) (p. 4481) - Adopté.

Art. 40 (*mesures nouvelles demandées au titre des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale*) (p. 4481) - Adopté après modification (p. 4483).

Art. 41 (*services votés au titre des opérations temporaires*) (p. 4483) - Adopté.

Art. 42 (*mesures nouvelles demandées au titre des opérations temporaires*) (p. 4483) - Adopté.

Art. 43 (*mesures nouvelles prévues sur les comptes de prêts*) (p. 4483) - Adopté.

Art. 43 bis (modification de l'intitulé et de l'objet du compte de commerce relatif aux opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement) (p. 4483) - Adopté (p. 4484).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

II - SERVICES FINANCIERS (ET CONSOMMATION)

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4484, 4500) : M. Bernard Angels, rapporteur spécial de la commission des finances pour les services financiers; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Mme Odette Terrade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la consommation et la concurrence.

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4491, 4500) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Charasse, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Maurice Schumann.

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRE III - (p. 4493) - Adopté après modification (p. 4558).

- **TITRE IV** (p. 4494) - Adopté après modification (p. 4558).

Etat C - TITRE V - (p. 4494) - Adopté (p. 4558).

Art. 63 ter (réintégration dans le budget général des rémunérations accessoires des agents du cadastre et des hypothèques) (p. 4494) - Supprimé (p. 4495).

Après l'art. 63 ter (p. 4495).

Art. additionnel (suppression de l'autorisation de prélèvement par les services financiers de 10% des droits en principal du contrôle fiscal) (p. 4495) - Adopté (p. 4499).

Art. additionnel (prise en compte pour l'évaluation des recettes fiscales de l'année de la totalité du produit du prélèvement pour frais d'assiette et de recouvrement des taxes locales) (p. 4499) - Adopté (p. 4500).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

III - INDUSTRIE (ET POSTE)

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4521, 4549) : MM. Jean Besson, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'énergie; Raymond Courrière, Gérard Delfau, Francis Grignon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'industrie; Pierre Laffitte, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean-Pierre Raffarin, Henri Revol, Maurice Schumann, Michel Souplet, François Trucy, en remplacement de M. Bernard Barbier, rapporteur spécial de la commission des finances; Henri Weber.

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4546, 4549) : MM. Gérard Delfau, Pierre Lefebvre, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Etat B - TITRE III - (p. 4546) - Adopté après modification (p. 4549).

- **TITRE IV** (p. 4549) - Adopté après modification.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4549) - Adoptés.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

IV - PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (7 décembre 1997) (p. 4847, 4868) : MM. René Ballayer, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Dussaut, André Égu, Mme Anne Heinis, M. André Jourdain, Mme Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat au petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat; MM. Kléber Malécot, Joseph Ostermann, René Régnauld, Jean-Jacques Robert, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade.

Examen des crédits (7 décembre 1997) (p. 4867, 4868).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4867) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4868) - Adoptés.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

COMMERCE EXTERIEUR

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4549, 4558) : Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur spécial de la commission des finances; MM. Christian Demuynck, Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Hubert Durand-Chastel, Jean Huchon, Pierre Laffitte, Michel Souplet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Odette Terrade.

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4558).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4558) - Adoptés.

Etat C - TITRE V - (p. 4558) - Adopté.

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

I - ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Discussion (27 novembre 1997) (p. 4052, 4076; 4091, 4093) : MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean Bernadaux, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, pour l'enseignement scolaire; Jean-Louis Carrère, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement technique et à titre personnel; Robert Castaing, Alain Gérard, Bernard Joly, Pierre Laffitte, Mme Hélène Luc, MM. André Maman, Pierre Martin, Joseph Ostermann, en remplacement de M. Jacques Delong, rapporteur spécial de la commission des finances; Philippe Richert, Mme Ségolène Royal, ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire; MM. Franck Sérusclat, René-Pierre Signé, Alain Vasselle.

Examen des crédits (27 novembre 1997) (4093, 4101) : MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean-Louis Carrère, Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Emmanuel Hamel, Pierre Laffitte, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Mmes Hélène Luc, Ségolène Royal, ministre délégué chargé de l'enseignement scolaire.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4093) - Adoptés après modification (p. 4099).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4101) - Adoptés après modification.

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Discussion (27 novembre 1997) (p. 4101, 4122) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Denis Badré, Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Patrice Gélard, Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; André Maman, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Ivan Renar, Claude Saunier, Marcel Vidal.*

Examen des crédits (27 novembre 1997) (p. 4120, 4122) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Denis Badré, Jean-Pierre Camoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jean-Louis Carrère, Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Laffitte, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Ivan Renar.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4120) - Adoptés après modification (p. 4122).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4122) - Adoptés.

Art. 63 bis (*budget coordonné de l'enseignement supérieur*) (p. 4122) - Adopté (p. 4123).

EDUCATION NATIONALE, RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

III - RECHERCHE ET TECHNOLOGIE

Discussion (27 novembre 1997) (p.4123, 4142) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean-Louis Carrère, Jacques Habert, Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Lucien Neuwirth, Jean-Marie Rausch, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Ivan Renar, Henri Revol, René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (27 novembre 1997) (p. 4139, 4142) : *MM. Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie; Jean-Louis Carrère, Jean-Philippe Lachenaud, en remplacement de M. Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Pierre Laffitte, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Ivan Renar, René Trégouët.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4139) - Adoptés après modification (p. 4141).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4141) - Adoptés après modification (p. 4142).

EMPLOI ET SOLIDARITE

I.- EMPLOI

Discussion (1er décembre 1997) (p. 4275, 4308) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Jean-Claude Carle, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, Bernard Joly, André Jourdain, Jean Madelain, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la formation professionnelle; Philippe Marini, en remplacement de M. Emmanuel Hamel, rapporteur spécial de la commission des finances; Georges Mazars, Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le travail et l'emploi.*

Examen des crédits (1er décembre 1997) (p.4301, 4308) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Gérard Delfau, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la*

commission des affaires sociales; Jacques Habert, Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances.

Etat B - TITRE III (p. 4301) - Adopté après modification (p. 4303).

- **TITRE IV** - (p. 4303) - Adopté après modification (p. 4307).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4307) - Adoptés (p. 4308).

EMPLOI ET SOLIDARITE

II. SANTE ET SOLIDARITE

Discussion (1er décembre 1997) (p. 4308, 4343) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. François Autain, Pierre Biarnès, Mme Nicole Borvo, MM. Louis Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la santé; Jean-Pierre Cantegrit, Jean Chérioux, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, pour les affaires sociales; Mme Joëlle Dusseau, MM. Jacques Habert, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Gérard Larcher, Lucien Neuwirth, Georges Othily, Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (1er décembre 1997) (p. 4335, 4343) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. François Autain, Mme Nicole Borvo, M. Jean Chérioux, Mme Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Jacques Oudin, rapporteur spécial; Mme Odette Terrade.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la ville et à l'intégration.

Etat B - TITRE III - (p. 4335) - Adopté après modification (p. 4356 ; précédemment réservé p. 4336).

- **TITRE IV** - (p. 4336) - Adopté après modification (p. 4356 ; précédemment réservé p. 4339).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4339) - Adoptés (p. 4356 ; précédemment réservés p. 4339).

Après l'art. 66 (p. 4339).

Art. additionnels (*institution d'un taux directeur opposable aux dépenses des établissements sociaux et médico-sociaux financés par l'Etat ou par l'aide sociale départementale*) (deux articles additionnels) (p. 4339) - Adoptés (p. 4341).

EMPLOI ET SOLIDARITE

III.- VILLE ET INTEGRATION

Discussion (1er décembre 1997) (p. 4343, 4356) : *Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Paul Blanc, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Mme Joëlle Dusseau, MM. Daniel Eckenspieller, Guy Fischer, Gérard Larcher, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la ville; Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Gisèle Printz.*

Examen des crédits (1er décembre 1997) (p. 4356, 4357).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4356) - Adoptés après modification.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4357) - Adoptés.

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT**I - URBANISME ET SERVICES COMMUNS**

Discussion (4 décembre 1997) (p. 4572, 4583) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Josette Durrieu, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Bernard Joly, Gérard Roujas.*

Examen des crédits (4 décembre 1997) (p. 4580, 4583) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Josette Durrieu, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Louis Minetti, Gérard Roujas.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRE III - (p. 4580) - Adopté après modification (7 décembre 1997) (p. 4905).

-**TITRE IV**- (p. 4582) - Adopté après modification (7 décembre 1997) (p. 4906).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4583) - Adoptés (7 décembre 1997) (p. 4906).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT**II - TRANSPORTS - 1. TRANSPORTS TERRESTRES - 2. ROUTES - 3. SECURITE ROUTIERE**

Discussion (4 décembre 1997) (p. 4583, 4611) : *MM. José Balareello, Georges Berchet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les transports terrestres; Mme Maryse Bergé-Lavigne, en remplacement de M. Gérard Miquel, rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes et la sécurité routière; MM. Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres; Charles Descours, Léon Fatous, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Francis Grignon, Georges Gruillot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables; Bernard Joly, Alain Lambert, à titre personnel; Pierre Lefebvre, Jacques Oudin, Jean-Pierre Raffarin.*

Examen des crédits (4 décembre 1997) (p. 4605, 4611) : *MM. Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Léon Fatous, Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Daniel Goulet, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, Mme Hélène Luc, M. Marc Massion.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4605) - Adoptés après modification (7 décembre 1997) (p. 4906).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4610) - Adoptés (7 décembre 1997) (p. 4906).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT**II - TRANSPORTS - 4. TRANSPORT AERIEN - 5. METEOROLOGIE - BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE**

Discussion (4 décembre 1997) (p. 4611) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; François*

Gerbaud, Jacques Habert, Pierre Lefebvre, Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'aviation civile et le transport aérien.

Examen des crédits (4 décembre 1997) (p. 4624, 4626) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Patrice Gélard, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Pierre Lefebvre, François Trucy, au nom de la commission des finances.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits du tourisme.

Etat B - TITRE III - (p. 4624) - Adopté après modification (7 décembre 1997) (p. 4905).

- **TITRE IV** - (p. 4625) - Adopté (7 décembre 1997) (p. 4906).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4625) - Adoptés (7 décembre 1997) (p. 4906).

Services votés inscrits à l'art. 32 (p. 4625) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 33 (p. 4625) - Adoptées.

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT**III - LOGEMENT**

Discussion (7 décembre 1997) (p. 4869, 4891) : *MM. José Balareello, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement; Jacques Bimbenet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le logement social; William Chery, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Marcel-Pierre Cléach, Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Delfau, André Egu, Joseph Ostermann, Mmes Danièle Pourtaud, Odette Terrade, M. André Vézinhét.*

Examen des crédits (7 décembre 1997) (p. 4887, 4891) : *MM. José Balareello, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement; Mme Nicole Borvo, MM. William Chery, à titre personnel; Henri Collard, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Odette Terrade, MM. Alain Vasselle, André Vézinhét.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4887) - Adoptés (p. 4905, précédemment réservés p. 4887).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4888) - Adoptés (p. 4906, précédemment réservés p. 4888).

Après l'art. 67 (p. 4889).

Art. additionnel (possibilité pour l'ANAH de subventionner les transformations de locaux en logements dans les zones de revitalisation rurale) (p. 4889) - Adopté (p. 4891).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT**IV - MER**

Discussion (4 décembre 1997) (p. 4626, 4637) : *MM. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Lefebvre, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances pour les ports maritimes; René Régnault, rapporteur spécial de la commission des finances pour la marine marchande; Jacques Rocca Serra, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Josselin de Rohan, Robert-Paul Vigouroux, Henri Weber.*

Examen des crédits (4 décembre 1997) (p. 4637).

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4637) - Adoptés (7 décembre 1997) (p. 4906).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4637) - Adoptés (7 décembre 1997) (p. 4906).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS ET LOGEMENT

V - TOURISME

Discussion (7 décembre 1997) (p. 4891, 4906) : *MM. Jean Besson, Marcel Bony, Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme; MM. André Égu, Charles Ginésy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Bernard Joly, Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances; Joseph Ostermann, Robert Pagès, Bernard Plasait.*

Examen des crédits (7 décembre 1997) (4904, 4906) : *Mme Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme; MM. Daniel Goulet, Paul Loridant, rapporteur spécial de la commission des finances; Joseph Ostermann.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4904) - Adoptés (p. 4906).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4906) - Adoptés.

FONCTION PUBLIQUE ET REFORME DE L'ETAT

Discussion (5 décembre 1997) (p. 4731, 4745) : *MM. James Bordas, Jean Dérian, Jean-Jacques Hyst, Jacques Mahéas, Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances; Serge Vinçon, Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

Examen des crédits : *MM. Jean Dérian, Emmanuel Hamel, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Mahéas, Philippe Marini, rapporteur spécial de la commission des finances; Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4742) - Adoptés après modification (p. 4745).

Etat C - TITRE V - (p. 4745) - Adopté.

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

SECURITE

Discussion (6 décembre 1997) (p. 4755, 4775) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Guy Cabanel, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Michel Duffour, Jean-Jacques Hyst, René-Georges Laurin, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la sécurité civile; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la police et la sécurité; Mme Nelly Olin, MM. Bernard Plasait, Alex Türk.*

Examen des crédits (6 décembre 1997) (p. 4774, 4775) : *MM. Jean-Luc Bécart, Christian Bonnet.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4774) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4774) - Adoptés (p. 4775).

INTERIEUR ET DECENTRALISATION

DECENTRALISATION

Discussion (2 décembre 1997) (p. 4427, 4448) : *MM. Philippe Arnaud, André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois; Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur; Jean Dérian, Alain Dufaut, Daniel Hoeffel, Michel Mercier, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Jean Puech, René Régnault, André Vallet, Alain Vasselle.*

Examen des crédits (2 décembre 1997) (p. 4447, 4448) : *M. Daniel Goulet, Mme Hélène Luc.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la sécurité.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4447) - Adoptés (6 décembre 1997) (p. 4774).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4448) - Adoptés (6 décembre 1997) (p. 4775).

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion (6 décembre 1997) (p. 4805, 4820) : *Mme Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports; MM. André Égu, François Lesein, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Hélène Luc, MM. Philippe Madrelle, André Maman, Victor Reux, Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (6 décembre 1997) (p. 4820) : *M. Édouard Le Jeune, Mme Hélène Luc.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4820) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4820) - Adoptés.

JUSTICE

Discussion (8 décembre 1997) (p. 4917, 4942) : *MM. Germain Authié, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les services généraux; Robert Badinter, José Balarelo, Yvon Collin, Gérard Delfau, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, en remplacement de M. Michel Rufin, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la protection judiciaire de la jeunesse, Hubert Haenel, rapporteur de la commission des finances; Dominique Leclerc, Mme Nelly Olin, MM. Georges Othily, rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration pénitentiaire; Robert Pagès, Bernard Plasait, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (8 décembre 1997) (p. 4942) : *M. Christian Bonnet.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4942) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4942) - Adoptés.

Art. 67 (fixation du montant de l'unité de valeur prévue en matière d'aide juridique pour les missions achevées à compter du 1er janvier 1998) (p. 4942) - Adopté.

OUTRE-MER

Discussion (6 décembre 1997) (p. 4775, 4805) : *Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. François Blaizot, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer; Rodolphe Désiré, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-Marie Girault, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer; Marcel Henry, Pierre Lagourgue, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Dominique Larifla, Claude Lise, Simon Loueckhote, Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Daniel Millaud, Georges Othily, Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Victor Reux, Paul Vergès.*

Examen des crédits (6 décembre 1997) (p. 4802, 4805) : *MM. Emmanuel Hamel, Pierre Lagourgue rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales, Edmond Laurent, Roland du Luart rapporteur spécial de la commission des finances, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Victor Reux, Paul Vergès.*

Etat B - TITRE III - (p. 4802) - Adopté (p. 4804).

- **TITRE IV** - (p. 4804) - Adopté après modification (p. 4805).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4804) - Adoptés.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**I - SERVICES GENERAUX**

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4501, 4504) : *MM. Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances en remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4504) : *M. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Mme Odette Terrade.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits relatifs à la fonction publique.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4504) - Adoptés après modification (5 décembre 1997) (p. 4745).

Etat C - TITRE V - (p. 4504) - Adopté (5 décembre 1997) (p. 4745).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**II - SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE**

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4504, 4509) : *MM. Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Mme Odette Terrade, M. Serge Vinçon.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4509) : *M. Jacques Habert.*

Etat B - TITRE III - (p. 4509) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 4509) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**III - CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4509, 4511) : *MM. Claude Lise, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4511).

Etat B - TITRE III - (p. 4511) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 4511) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE**IV - PLAN**

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4511, 4518) : *MM. Jean Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Claude Haut, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Oudin, Daniel Percheron, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; Mme Odette Terrade.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4517, 4518) : *MM. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie; René Régnauld, François Trucy, en remplacement de M. Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances.*

Etat B - TITRE III - (p. 4517) - Adopté après modification (p. 4518).

- **TITRE IV** (p. 4518) - Adopté après modification.

Etat C - TITRE VI - (p. 4518) - Adopté.

**JOURNAUX OFFICIELS
(BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4519, 4521) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur spécial de la commission des finances; MM. Pierre Laffitte, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4520, 4521).

Services votés inscrits à l'art. 32 (p. 4520) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 33 (p. 4521) - Adoptées.

LEGION D'HONNEUR**ORDRE DE LA LIBERATION
(BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (8 décembre 1997) (p. 4915, 4917) : *MM. René Régnauld, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.*

Examen des crédits (8 décembre 1997) (p. 4917).

Légion d'honneur.

Services votés inscrits à l'article 32 (p. 4917) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 33 (p. 4917) - Adoptées.

Ordre de la libération.

Services votés inscrits à l'article 32 (p. 4917) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 33 (p. 4917) - Adoptées.

**MONNAIES ET MEDAILLES
(BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (3 décembre 1997) (p. 4500, 4501) : *MM. Claude Haut, rapporteur spécial de la commission des finances; Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.*

Examen des crédits (3 décembre 1997) (p. 4501).

Services votés inscrits à l'art. 32 (p. 4501) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 33 (p. 4501) - Adoptées.

**BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS
SOCIALES AGRICOLES**

Discussion (2 décembre 1997) (p. 4418, 4427) : *MM. Alphonse Arzel, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Louis Minetti, Michel Moreigne, Georges Mouly, Gérard Roujas, Bernard Seillier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.*

Examen des crédits (2 décembre 1997) (p. 4426, 4427) : *MM. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Louis Minetti.*

Services votés inscrits à l'art. 32 (p. 4426) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'art. 33 (p. 4426) - Adoptées.

DEFENSE

Discussion (5 décembre 1997) (p. 4696, 4731) : MM. Michel Alloncle, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section Gendarmerie; Jean-Luc Bécart, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Pierre Biarnès, Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances, pour l'exposé d'ensemble et les dépenses en capital; André Boyer, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section Marine; Bertrand Delanoë, André Dulait, Hubert Falco, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section Air; Jean Faure, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour le nucléaire, l'espace et les services communs; Jacques Habert, Mme Anne Heinis, MM. Roger Husson, Jean-François Le Grand, Jacques Machet, Bernard Plasait, Alain Richard, ministre de la défense; François Trucy, rapporteur spécial de la commission des finances, pour les dépenses ordinaires; Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, pour la section Forces terrestres.

Examen des crédits (5 décembre 1997) (p. 4729, 4731) : MM. Emmanuel Hamel, Alain Richard, ministre de la défense.

Art. 29 (Mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services militaires) et TITRE III (p. 4729) - Rejetés.

Art. 30 (Mesures nouvelles - Dépenses en capital des services militaires) et TITRE V et VI (p. 4730) - Rejetés (p. 4731).

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES (ARTICLES DE TOTALISATION, ARTICLES NON RATTACHES A L'EXAMEN DES CREDITS, ARTICLES ADDITIONNELS).

Discussion (8 décembre 1997) (p. 4943, 5022) (9 décembre 1997) (p. 5030, 5077) : MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Amoudry, Bernard Angels, Philippe Arnaud, Mme Janine Bardou, M. Michel Barnier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Belot, Dominique Braye, Guy Cabanel, Michel Caldaguès, Jean-Pierre Camoin, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Roland Courteau, Gérard Delfau, André Diligent, Hubert Durand-Chastel, Yann Gaillard, Alain Gournac, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Larcher, Marcel Lesbros, François Lesein, Paul Loridant, Jacques Machet, Philippe Marini, Marc Massion, Gérard Miquel, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Robert Pagès, Jean-Claude Peyronnet, Alain Pluchet, Christian Poncelet, président de la commission des finances; René Régnault, Louis-Ferdinand de Rocca Serra, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Michel Sergent, Michel Souplet, Mme Odette Terrade, M. André Vézinhel.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1998

I - Opérations à caractère définitif.

A - Budget général.

Art. 26 (service général - services votés) (p. 4943) - Adopté.

Art. 27 et Etat B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 4943) - Adoptés (p. 4945).

Art. 28 et Etat C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 4945) - Adoptés (p. 4948).

Art. 29 (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires) (p. 4948) - Rejeté (5 décembre 1997) (p. 4729).

Art. 30 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) (p. 4948) - Rejeté (5 décembre 1997) (p. 4731).

Art. 31 et Etat D (autorisations d'engagement par anticipation) (p. 4948) - Adoptés.

B - Budgets annexes.

Art. 32 (budgets annexes - services votés) (p. 4948) - Adopté.

Art. 33 (budgets annexes - mesures nouvelles) (p. 4948) - Adopté.

C - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 34 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-29 "Fonds pour le logement des personnes en difficulté") (p. 4948) - (3 décembre 1997) (p. 4477).

Art. 35 (modification des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-30 "Fonds pour le financement de l'accession à la propriété") (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4477).

Art. 36 (clôture du compte d'affectation spéciale n° 902-28 "Fonds pour l'accession à la propriété") (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4477).

Art. 37 (clôture du compte n° 902-18 "Fonds pour la participation des pays en développement aux ressources des grands fonds marins") (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4477).

Art. 38 (création d'un compte d'affectation spéciale n° 902-31 "Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie") (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4477).

Art. 38 bis (création d'un compte d'affectation spéciale n° 902-32 intitulé "Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale") (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4481).

Art. 39 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - services votés) (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4481).

Art. 40 (comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles) (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4483).

II - Opérations à caractère temporaire.

Art. 41 (comptes spéciaux du Trésor - opérations à caractère temporaire - services votés) (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4483).

Art. 42 (comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire - mesures nouvelles) (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4483).

Art. 43 (comptes de prêts - mesures nouvelles) (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4483).

Art. 43 bis (création d'un compte de commerce n° 904-21 intitulé "Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement") (p. 4948) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4484).

III - Dispositions diverses.

Art. 44 et Etat E (autorisation de perception des taxes parafiscales) (p. 4948) - Adoptés (p. 4960).

Art. 45 et Etat F (crédits évaluatifs) (p. 4960) - Adoptés (p. 4961).

Art. 46 et Etat G (crédits provisionnels) (p. 4961) - Adoptés (p. 4962).

Art. 47 et Etat H (reports de crédits) (p. 4962) - Adoptés (p. 4966).

Art. 48 (approbation de la répartition du produit de la redevance et approbation du produit attendu des recettes publicitaires des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle) (p. 4966) - Adopté (28 novembre 1997) (p. 4249).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

A - Mesures fiscales

Art. 49 (institution d'un crédit d'impôt à raison des dépenses d'entretien de l'habitation principale) (p. 4966) - Adopté (p. 4968).

Art. 49 bis (missions du Fonds de gestion de l'espace rural) (p. 4970) - Supprimé.

Art. 50 (création de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise) (p. 4971) - Adopté après modification (p. 4974).

Après l'art. 50.

Art. additionnel (rétablissement du taux d'imposition de droit commun de 16 % pour les plus-values réalisées grâce à des options de souscriptions ou d'achat d'actions) (p. 4975) - Adopté (p. 4978).

Art. 50 bis (abaissement du seuil d'imposition des gains nets en capital réalisés à l'occasion de cessions à titre onéreux de valeurs mobilières et de droits sociaux) (p. 4981) - Adopté après modification (p. 4984).

Art. 50 ter (abrogation de la contribution complémentaire à l'impôt sur le revenu) (p. 4984) - Adopté après modification (p. 4985).

Art. 51 (report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux en cas de emploi dans les PME nouvelles) (p. 4985) - Adopté après modification (p. 4986).

Art. 51 bis (déductibilité de l'impôt sur le revenu de la contribution sociale généralisée affectée à l'assurance maladie) (p. 4986) - Adopté.

Art. 52 (crédit d'impôt pour création d'emplois) (p. 4986) - Adopté (p. 4988).

Art. 53 (mise en place d'un régime de caution pour les acquisitions intracommunautaires de moyens de transport) (p. 4988) - Adopté.

Art. 54 (paiement de la TVA dans le cadre du travail à façon) (p. 4988) - Adopté après modification (p. 4990).

Après l'art. 54 (p. 4990).

Art. additionnel (remboursement de la TVA aux collectivités territoriales, à partir de 1999, l'année même de l'investissement réalisé pour installer ou réaliser des équipements collectifs à caractère culturel ou sportif en zone franche urbaine) (p. 4990) - Adopté (p. 4992).

Art. 55 (renforcement du contrôle de la déclaration d'échanges de biens) (p. 4992) - Adopté.

Art. 56 (renforcement du dispositif des amendes fiscales) (p. 5003) - Adopté (p. 5009; précédemment réservé p. 4992).

Art. 57 (modalités de contrôle des revenus résultant d'une activité occulte découverts lors d'un examen contradictoire de la situation fiscale personnelle) (p. 4992) - Adopté.

Art. 58 (institution d'une amende en cas de délivrance abusive d'attestations ouvrant droit à un avantage fiscal) (p. 4992) - Adopté après modification (p. 4994).

Art. 59 (revalorisation des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires) (p. 4997) - Adopté.

Art. 60 (actualisation de la taxe pour frais de chambre de métiers et perception d'un droit pour tenue du registre des métiers) (p. 4997) - Adopté.

Après l'art. 60 (p. 4997).

Art. additionnel (reconduction de 1998 à 2000 de la réduction d'impôts pour les dépenses de formation des chefs d'entreprises) (p. 4997) - Adopté.

Art. additionnel (extension à toutes les exploitations agricoles des mécanismes de la déduction pour investissement de mise aux normes environnementales) (p. 4997) - Adopté (p. 4999).

Art. 61 (prorogation de la majoration exceptionnelle des cotisations additionnelles aux contrats d'assurance prélevées au profit du Fonds national de garantie des calamités agricoles) (p. 5002) - Adopté.

Après l'art. 61 (p. 5009).

Art. additionnel (extension du bénéfice du plafonnement de la contribution sociale de solidarité des sociétés aux entreprises qui exercent une activité de négoce de produits de la mer, à l'instar des entreprises de négoce de produits agricoles) (p. 5009) - Adopté.

Art. 61 bis (fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux) (p. 5010) - Adopté.

Art. 61 ter (exclusion du bénéfice du dégrèvement de taxe professionnelle en cas de transfert d'activité) (p. 5010) - Adopté (p. 5010).

Après l'art. 61 ter (p. 5010).

Art. additionnel (exonération du paiement de la taxe d'habitation à compter de 1999 des étudiants logés par les centres régionaux des oeuvres universitaires et scolaires, CROUS) (p. 5010) - Adopté (p. 5012).

Art. additionnel (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) (p. 5013) - Adopté (p. 5014).

Art. 61 quater (extension aux créations d'activités artisanales de l'exonération de la taxe professionnelle dans les zones de revitalisation rurale) (p. 5014) - Adopté.

Après l'art. 61 quater (p. 5014).

Art. additionnel (suppression de la règle de lien à la baisse du taux de taxe professionnelle pour les groupements dotés d'une fiscalité propre et pour les communes membres de ces groupements) (p. 5019) - Adopté (p. 5021).

Art. 61 quinquies (adaptation des règles d'éligibilité au Fonds national de péréquation en faveur des communes "pauvres") (p. 5051) - Adopté (p. 5051; précédemment réservé p. 5030).

Après l'art. 61 quinquies (p. 5030) - Adopté (p. 5051; précédemment réservé p. 5030).

Art. additionnel (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des dépenses d'investissement des collectivités locales pour la construction d'usines d'incinération des ordures ménagères quelle que soit la part des recettes de valorisation des déchets dans le chiffre d'affaires de ces usines) (p. 5030) - Adopté (p. 5033).

Art. additionnel (éligibilité au Fonds de compensation pour la TVA des investissements réalisés par les collectivités locales sur des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers dès lors que l'intervention de ces dernières est motivée par une menace urgente pour la sécurité publique) (p. 5033) - Adopté après modification (p. 5037).

Art. 61 sexies (fixation du plafond de la taxe spéciale d'équipement au profit de l'Etablissement public d'action foncière d'Argenteuil-Bezons) (p. 5039) - Adopté.

Art. 61 septies (faculté d'exonération de la "vignette" pour les véhicules électriques ou peu polluants) (p. 5042) - Supprimé (p. 5043).

Art. 61 octies (présentation d'un rapport relatif au bilan de l'application du crédit d'impôt-recherche) (p. 5053) - Adopté après modification.

Art. 61 nonies (suspension provisoire des poursuites engagées à la suite d'une situation d'endettement à l'encontre des rapatriés réinstallés) (p. 5053) - Adopté après modification (p. 5058).

Art. 61 decies (suspension provisoire des poursuites jusqu'au règlement des situations de surendettement des Harkis et de leurs familles sollicitant un secours exceptionnel) (p. 5058) - Adopté.

Après l'art. 61 decies (p. 5058).

Art. additionnel (octroi aux télévisions locales, qui ont de faibles ressources publicitaires, d'aides financées par une surtaxe à la redevance pour droit d'usage des appareils de télévision) (p. 5058) - Adopté (p. 5061).

B - Autres mesures.

Art. 61 A (revalorisation des retraites agricoles) - Adopté (2 décembre 1997) (p. 4418).

Art. 62 B (élargissement de l'assiette et majoration du taux de la TVA pour l'atténuation des nuisances sonores au voisinage des aérodromes) - Adopté (5 décembre 1997) (p. 4693).

Art. 62 C (reconduction du taux maximum du prélèvement effectué par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie sur le produit de la taxe sur le traitement et le stockage des déchets) - Adopté (5 décembre 1997) (p. 4693, 4694).

Art. 62 D (rapport sur le rôle et l'évolution des moyens de la commission nationale du débat public) - Supprimé (5 décembre 1997) (p. 4694, 4696).

Art. 62 (indemnisation des étrangers déportés depuis la France qui ont acquis depuis lors la nationalité française) - Adopté (6 décembre 1997) (p. 4835).

Art. 62 bis (modification des modalités de calcul relatives au montant maximal de la majoration par l'Etat de la rente mutualiste) - Adopté (6 décembre 1997) (p. 4835).

Art. 62 ter (assouplissement des conditions d'attribution de la carte d'ancien combattant d'Afrique du Nord) - Adopté (6 décembre 1997) (p. 4836, 4838).

Art. 62 quater (augmentation de l'allocation différentielle pour les anciens combattants d'Afrique du Nord ayant cotisé au moins 160 trimestres) - Adopté (6 décembre 1997) (p. 4839).

Art. 63 (majoration légale des rentes viagères) - Adopté (3 décembre 1997) (p. 4476).

Art. 64 (suppression des emplois de ville) (p. 5061) - Adopté.

Art. 65 (aménagement de la réduction dégressive des cotisations patronales de sécurité sociale relatives aux bas salaires) (p. 5061) - Adopté après modification (p. 5066).

Art. 65 bis (exonération de charges patronales spécifiques aux secteurs de l'hôtellerie et la restauration) (p. 5066) - Adopté.

Art. 65 ter (prorogation pour les petites entreprises du plan d'allègement des charges sociales dans les secteurs du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure) (p. 5068) - Adopté.

Art. 66 (suppression de l'exonération de cotisations d'assurance maladie-maternité instituée par l'article 37 de la loi du 11 février 1994 relative à l'entreprise individuelle) (p. 5068) - Adopté après modification (p. 5070).

Art. 67 (revalorisation de la dotation affectée aux barreaux au titre de l'aide juridique) - Adopté (8 décembre 1997) (p. 4949).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat (p. 5070).

Art. 27 et Etat B (mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils) (p. 5071) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 5073).

Art. 28 et Etat C (mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils) (p. 5073) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 5075).

Art. 30 (mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires) (p. 5075) - Rétabli lors du vote unique.

Art. 50 ter (abrogation de la contribution complémentaire à l'impôt sur le revenu) (p. 5075) - Adopté après modification lors du vote unique.

Art. 25 (coordination) (p. 5075) - Adopté après modification lors du vote unique (p. 5076).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 5077, 5093) : M. Bernard Barraux, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Guy Cabanel, Hilaire Flandre, Jacques Habert, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Christian Poncelet, président de la commission des finances; Henri de Raincourt, René Régnault, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.

Scrutin public à la tribune de droit n° 57 (p. 5097).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 1998 (9 décembre 1997) (p. 5097).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1997) (p. 5439, 5445).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : MM. Philippe Adnot, Denis Badré, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Maryse Bergé-Lavigne, MM. Michel Charasse, Yvon Collin, André Egu, Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, Marc Massion, Gérard Miquel, Jacques Oudin, Alain Peyrefitte, Christian Poncelet, président de la commission des finances; René Régnault, Josselin de Rohan, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Michel Sergent, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Xavier de Villepin.

Motion n° 1 de la commission des finances tendant à opposer la question préalable (p. 5442).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (p. 5445; scrutin public n° 67).

Lois de finances rectificatives

1. - Projet de loi de finances rectificative pour 1997, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Christian SAUTTER, secrétaire d'Etat au budget (19 novembre 1997) [n° 447 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense - Rapport de M. Didier MIGAUD (26 novembre 1997) [n° 456 (97-98)] - Avis de M. François LAMY (26 novembre 1997) [n° 485 (97-98)] - Discussion (3 décembre 1997) - Adoption (3 décembre 1997) [n° 43].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 décembre 1997) [n° 156 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (11 décembre 1997) [n° 168 (97-98)] - Discussion (15 décembre 1997) - Adoption (16 décembre 1997) [n° 55].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 décembre 1997) [n° 542 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (16 décembre 1997) [n° 547 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (17 décembre 1997) [n° 178 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (16 décembre 1997) [n° 542 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (17 décembre 1997) [n° 592 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 48].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (18 décembre 1997) [n° 191 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (17 décembre 1997) [n° 193 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (18 décembre 1997) [n° 602 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD [n° 603 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 62].

PROMULGATION : loi n° 97-1239 du 29 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 30 décembre 1997).

Discussion (première lecture)

(15 décembre 1997) (p. 5244, 5315) ; (16 décembre 1997) (p. 5354, 5369).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5244, 5262) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Marini, Marc Massion, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5262, 5316 ; 5354, 5366) : *M. Jean-Paul Amoudry, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Michel Caldaquès, Jean Cluzel, Ambroise Dupont, Paul Girod, Jacques Habert, Claude Haut, Alain Lambert, rapporteur général; Paul Lorient, Philippe Marini, Marc Massion, Joseph Ostermann, Robert Pagès, Christian Poncelet, René Régnault, Charles Revet, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Michel Sergent, Michel Souplet.*

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

Art. 1^{er} (*exonération de la taxe sur les salaires des rémunérations versées dans le cadre des emplois-jeunes*) (p. 5262) - Adopté.

Art. 2 (*Reversement au budget général des excédents financiers générés par le contrat "Bali-Bravo"*) (p. 5262) - Adopté.

Art. 3 (*Prélèvement sur les réserves de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (EPASQY)*) (p. 5262) - Adopté.

Art. 4 (*prélèvement sur le fonds de garantie de la Caisse de garantie du logement social*) (p. 5262) - Adopté après modification (p. 5266).

Art. 5 (*prélèvement sur les réserves de l'Institut national de la propriété industrielle, INPI*) (p. 5267) - Supprimé (p. 5269).

Art. 6 (*dispositions relatives à la participation de la France aux nouveaux accords d'emprunt du FMI*) (p. 5270) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 bis (*exonération de la taxe intérieure de consommation pour les produits pétroliers accordée aux*

livraisons de fioul lourdservant à la production d'alumine) (p. 5270) - Adopté.

Art. 7 et Etat A (*équilibre général*) (p. 5270) - Adoptés après modification.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1997

I. Opérations à caractère définitif.

A-Budget général.

Art. 8 et Etat B (*dépenses ordinaires des services civils-ouvertures*) (p. 5278) - Adoptés (p. 5280).

Art. 9 et Etat C (*dépenses en capital des services civils-ouvertures*) (p. 5280) - Adoptés (p. 5283).

Art. 10 (*dépenses ordinaires des services militaires-ouvertures*) (p. 5283) - Adopté.

B-Budgets annexes.

Art. 11 (*budgets annexes-ouvertures*) (p. 5283) - Adopté.

C-Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 12 (*ouvertures de crédits supplémentaires au titre des opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale*) (p. 5283) - Adopté (p. 5284).

II-Opérations à caractère temporaire.

Art. 13 (*ouvertures de crédits de paiement supplémentaires au titre des comptes spéciaux du Trésor-comptes de prêts*) (p. 5284) - Adopté.

III-Autres dispositions.

Art. 14 (*ratification des crédits ouverts par décrets d'avances*) (p. 5284) - Adopté.

Art. 15 (*modification de la répartition de la redevance affectée au financement des organismes du secteur public*) (p. 5284) - Adopté (p. 5285).

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I-Mesures concernant la fiscalité.

Art. 16 (*harmonisation des règles de rattachement à l'activité agricole des activités accessoires*) (p. 5285) - Adopté.

Après l'art. 16 (p. 5287).

Art. additionnel (*exonération d'impôt sur le revenu en faveur des primes à la performance attribuées par l'Etat aux sportifs médaillés des J.O. de 1998*) (p. 5287) - Adopté (p. 5288).

Art. 17 (*paiement fractionné de l'impôt correspondant aux créances acquises des professions libérales*) (p. 5288) - Adopté.

Après l'art. 17 (p. 5288).

Art. additionnel (*neutralisation des conséquences fiscales résultant du regroupement d'établissements exerçant une activité non commerciale*) (p. 5288) - Adopté (p. 5290).

Art. additionnel (*suppression d'une distorsion fiscale liée au décalage entre l'exercice de calcul des cotisations sociales et l'exercice d'imputation de ces cotisations*) (p. 5290) - Adopté (p. 5291).

Art. 18 (*allègement de la taxe professionnelle en faveur des entreprises utilisant des véhicules routiers*) (p. 5291) - Adopté.

Après l'art. 18 (p. 5292).

Art. additionnel (exonération des droits de mutation pour les opérations liées à la restructuration des fonds d'assurance formation prévus à l'article 132 de la loi de finances pour 1997) (p. 5291) - Adopté (p. 5292).

Art. 19 (aménagement du régime des fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 5292) - Adopté (p. 5294).

Avant l'art. 20 (p. 5294).

Art. additionnel (maintien du taux de taxation réduit pour les plus-values à long terme résultant de la cession d'un bien immobilier à une société immobilière de crédit-bail) (p. 5294) - Adopté.

Art. 20 (aménagement du régime des fonds communs de placement dans l'innovation) (p. 5294) - Adopté.

Art. 20 bis (report d'imposition des plus-values de cession de droits sociaux en cas de réemploi dans les PME nouvelles) (p. 5295) - Adopté.

Art. 21 (modification du régime fiscal applicable aux biocarburants) (p. 5295) - Adopté après modification (p. 5297).

Art. 22 (mise en conformité avec le droit communautaire des dispositions nationales relatives à la représentation en douane) (p. 5297) - Adopté.

Art. 23 (modalités de liquidation et de paiement de l'impôt sur les spectacles) (p. 5298) - Adopté.

Art. 24 (taxe sur les services de télévision) (p. 5298) - Adopté après modification (p. 5303).

Après l'art. 23 (p. 5303).

Art. additionnel (autonomie financière des télévisions locales) (p. 5303) - Adopté (p. 5304).

Art. 25 (suppression de l'article 284 septies du code des douanes à compter du 1er janvier 1998) (p. 5304) - Adopté.

Art. 26 (relèvement du seuil d'assujettissement à la contribution de solidarité) (p. 5304) - Adopté après modification (p. 5305).

Art. 27 (validation des taxes d'urbanisme perçues par la ville de Paris) (p. 5305) - Adopté.

Art. 27 bis (non déductibilité des sommes versées au profit d'agents publics étrangers en vue d'obtenir des avantages dans les transactions internationales, à compter de l'entrée en vigueur d'une convention) (p. 5305) - Supprimé (p. 5307).

Art. 27 ter (imposition des subventions d'équipement) (p. 5307) - Adopté.

Art. 27 quater (application du taux super réduit de TVA aux médicaments bénéficiant d'une autorisation temporaire d'utilisation) (p. 5307) - Adopté.

II-Autres dispositions.

Art. 28 (validation des titres de perception et des versements au titre des fonds de concours des concessionnaires d'autoroutes) (p. 5309) - Supprimé (p. 5314).

Art. 29 (octroi de la garantie de l'Etat aux opérations réalisées par la COFACE pour la gestion des créances garanties) (p. 5314) - Adopté.

Art. 30 (extension du champ d'intervention du fonds de prévention des risques naturels majeurs) (p. 5314) - Adopté (p. 5315).

Art. 31 (conditions préférentielles pour les anciens agents de la direction générale des télécommunications souscrivant des actions France Télécom) (p. 5315) - Adopté (p. 5316).

Art. 32 (engagement financier de l'Etat dans le plan de restructuration du GAN) (p. 5354) - Adopté (p. 5360).

Art. 33 (octroi de la garantie de l'Etat aux missions confiées à Natexis S.A.) (p. 5360) - Adopté (p. 5361).

Art. 34 (répartition de la dotation générale de décentralisation) (p. 5361) - Adopté.

Art. 35 (maintien du prélèvement en faveur des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle en cas de restructuration des établissements antérieurement écrêtés) (p. 5363) - Adopté après modification (p. 5365).

Art. 36 (dispositions relatives à la participation de la France aux nouveaux accords d'emprunt du FMI) (p. 5366) - Adopté.

Art. 37 (transmission au Parlement des communications de la Cour des comptes) (p. 5366) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5366, 5369) : MM. Denis Badré, Paul Girod, Paul Loridant, René Régnault, Charles Revet.

Scrutin public de droit n°65 (p. 5369).

Adoption (16 décembre 1997) (p. 5369).

Discussion (nouvelle lecture)

(18 décembre 1997) (p. 5445, 5448).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jacques Habert, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Miquel, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.

Motion n°1 de la commission des finances tendant à opposer la question préalable (p. 5447).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (p. 5448 ; scrutin public n° 68).

Rejet (18 décembre 1997) (p. 5448).

Loyers

Voir *Rapports du Gouvernement*

M**Magistrature**

Voir *Justice*, 1 Art. 1er

Marchés publics

Voir *Travail*, 1; 1 Art. 10

Maroc

Voir *Traités et conventions*, 21; 22

Médecins

Voir *Lois de finances*

Médiateur de la République

Voir *Rapports au Parlement*

Médicaments

Voir *Santé publique*, 1
Rapports du Gouvernement

Mer

Voir *Lois de finances*

Météo-France

Voir *Lois de finances*

Mexique

Voir *Allocutions et communications*

Mineurs (d'âge)

Voir *Droit pénal*, 1

Moldavie

Voir *Traités et conventions*, 1

Monnaies et médailles (budget annexe)

Voir *Lois de finances*

Montagne

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 6

Motions (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités territoriales*, 3
Nationalité, 1
Rapports au règlement

N**Nationalité**

Voir *Rapports au règlement*

1. - Projet de loi relatif à la nationalité, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, garde des Sceaux, ministre de la justice (15 octobre 1997) [n° 328 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Louis MERMAZ (13 novembre 1997) [n° 443 (97-98)] - Urgence - Discussion (26, 27, 28 novembre et 1er décembre 1997) - Adoption (1er décembre 1997) [n° 41].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 décembre 1997) [n° 145 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian BONNET (10 décembre 1997) [n° 162 (97-98)] - Discussion (17 décembre 1997) - Dépôt d'une motion (17 décembre 1997) [n° 180 (97-98)] - Elections et référendums - Suite de la discussion (13 et 14 janvier 1998) - Adoption (14 janvier 1998) [n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (15 janvier 1998) [n° 633 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(17 décembre 1997) (p. 5388, 5397).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5388, 5397) : M. Christian Bonnet, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice.

Motion n°180 présentée par plus de trente sénateurs, tendant à proposer au président de la République, de soumettre au référendum ce projet de loi (p. 5397).

Renvoi de la discussion de la motion à la première séance publique suivant son dépôt (p. 5397).

Discussion de la motion

(18 décembre 1997) (p. 5410, 5419).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5410, 5417) : MM. Guy Allouche, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Paul Girod, Jacques Larché, rapporteur de la commission des lois; Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, René Monory, président du sénat.

.II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5417, 5418).

Adoption de la motion et suspension de la discussion du projet de loi (18 décembre 1997) (p. 5419; scrutin public n°66).

Niger

Voir *Traités et conventions*, 16

O

Ordre de la Libération

Voir *Lois de finances*

Ordre du jour du Sénat

Voir *Allocutions et communications*
Rappels au règlement

Demande de modification de l'ordre du jour par le Gouvernement et le président de la commission des lois, M. Jacques Larché, afin de continuer dans l'après-midi la discussion générale de la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux- (20 novembre 1997) (p. 3627, 3628) - *MM. Jacques Larché, président de la commission des lois ; Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer.*

Demande de modification de l'ordre du jour par le président de la commission des lois, M. Jacques Larché et adoption de la proposition tendant à ne pas siéger en séance du soir pour examiner les articles de la proposition de loi relative au fonctionnement des conseils régionaux (16 décembre 1997) (p. 5353, 5354) - *MM. Paul Girod, vice-président du Sénat, président de séance ; Jacques Larché, président de la commission des lois.*

Demande de modification de l'ordre du jour, par le Gouvernement et plusieurs sénateurs, fixant la discussion de la motion tendant à soumettre au référendum, le projet de loi relatif à la nationalité, en début de séance, avant l'ordre du jour prioritaire (18 décembre 1997) (p. 5408, 5409) : *MM. René Monory, président du Sénat ; Daniel Vaillant, ministre des relations avec le parlement ; Claude Estier, Mme Hélène Luc, M. Michel Dreyfus-Schmidt.*

Organisation des Nations Unies (ONU)

Voir *Traités et conventions*, 13

Organisations non gouvernementales (ONG)

Voir *Traités et conventions*, 36

P

Paraguay

Voir *Traités et conventions*, 23

Patrimoine

Voir *Rapports du Gouvernement*

Pêche

Voir *Lois de finances*

I. - Projet de loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Philippe VASSEUR, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (26 septembre 1996) [n° 511 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Josselin de ROHAN (30 octobre 1996) [n° 50 (96-97)] - Discussion (5 novembre 1996) - Voir table thématique 1996 - Pêche - Adoption (5 novembre 1996) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 1996) [n° 3100 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Aimé KERGUERIS (26 février 1997) [n° 3382 (96-97)] - Discussion (4 mars 1997) - Adoption (5 mars 1997) [n° 661].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (6 mars 1997) [n° 244 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Josselin de ROHAN (19 mars 1997) [n° 269 (96-97)] - Discussion (17 avril 1997) - Adoption (17 avril 1997) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (4 juillet 1997) [n° 46 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Dominique DUPILET (16 septembre 1997) [n° 220 (96-97)] - Discussion (24 septembre 1997) - Adoption (24 septembre 1997) [n° 8].

TRANSMISSION AU SENAT (TROISIEME LECTURE) (30 septembre 1997) [n° 437 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Josselin de ROHAN (9 octobre 1997) [n° 19 (97-98)] - Discussion (15 octobre 1997) - Adoption (15 octobre 1997) [n° 18].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 326 (97-98)] - Renvoi à la commission de la production.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Josselin de ROHAN (4 novembre 1997) [n° 69 (97-98)] - Discussion (5 novembre 1997) - Adoption (5 novembre 1997) [n° 30 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Dominique DUPILET (4 novembre 1997) [n° 419 (97-98)] - Discussion (5 novembre 1997) - Adoption (5 novembre 1997) [n° 23 (97-98)].

PROMULGATION : loi n° 97-1051 du 18 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 19 novembre 1997).

Discussion (deuxième lecture)

(17 avril 1997) (p. 1976, 2001).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1976, 1983) : MM. Félix Leyzour, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1983, 1998) : MM. Philippe Darniche, Michel Doublet, Jacques Habert, Félix Leyzour, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Art. 1^{er} (objectifs de la politique des pêches maritimes et des cultures marines) (p. 1983) - Adopté (p. 1985).

Art. 2 (création d'un Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire) (p. 1986) - Adopté.

Art. 3 (transformation du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la mer en office de la mer) (p. 1986) - Adopté.

Art. 4 (délivrance et répartition des autorisations de pêche et des quotas) (p. 1987) - Adopté.

Art. 5 (sanctions administratives applicables aux infractions à la réglementation des pêches) (p. 1988) - Adopté.

Art. 7 (modifications de la loi du 5 juillet 1983 relative au régime de la saisie) (p. 1988) - Adopté.

Art. 7 bis (rapport sur la bande côtière) (p. 1988) - Adopté.

Art. 9 bis (rapport sur la situation du conjoint du patron-pêcheur) (p. 1988) - Adopté.

Art. 10 (définition de la société de pêche artisanale et affirmation de la neutralité économique et sociale pour ces sociétés) (p. 1988) - Adopté après modification (p. 1989).

Art. 11 (extension des conditions d'imposition de la part de pêche des artisans pêcheurs aux associés de la pêche artisanale) (p. 1989) - Adopté après modification (p. 1990).

Art. 12 (exonération de la taxe professionnelle) (p. 1990) - Adopté après modification.

Art. 13 (exonération de la part patronale des cotisations sociales pour la société de pêche artisanale) (p. 1990) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 14 (étalement des plus-values de cession) (p. 1990) - Adopté après modification (p. 1992).

Art. 15 (aide à la première installation) (p. 1992) - Adopté après modification.

Après l'art. 15 (p. 1992).

Art. additionnel (création d'un dispositif favorisant l'autofinancement des pêcheurs lors de la première installation) (p. 1992) - Adopté (p. 1993).

Art. 17 bis (exonération des contributions patronales pour la société de pêche artisanale) (p. 1994) - Adopté.

Art. 18 (exercice d'une activité complémentaire) (p. 1994) - Adopté après modification.

Art. 21 (habilitation des agents des affaires maritimes) (p. 1995) - Adopté.

Art. 22 bis (définition de l'activité de transformation) (p. 1995) - Supprimé.

Art. 25 (habilitation des agents des affaires maritimes aux contrôles de conformité et de sécurité des produits) (p. 1995) - Adopté après modification.

Art. 26 (sanctions du non-respect de la règle de préavis pour quitter une organisation de producteurs) (p. 1995) - Adopté.

Art. 27 bis (situation des conjoints de conchyliculteurs) (p. 1996) - Adopté après modification.

Art. 29 bis A (harmonisation rédactionnelle) (p. 1996) - Adopté.

Art. 30 A (application des dispositions des articles 39 et 39-1 de la loi n° 93-1313 du 20 décembre 1993 aux entreprises d'armement maritime) (p. 1996) - Adopté.

Art. 30 (dispositions modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime) (p. 1997) - Adopté après modification.

Art. 31 (dispositions modifiant le code du travail - formation professionnelle) (p. 1997) - Adopté après modification (p. 1998).

Art. 35 (constitution de droits réels sur le domaine public maritime) (p. 1998) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1998, 2001) : MM. Michel Doublet, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Félix Leyzour, Jacques Machet, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Philippe Vasseur, ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation.

Adoption (17 avril 1997) (p. 2001).

Discussion (troisième lecture)

(15 octobre 1997) (p. 2804, 2838).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2804, 2817) : MM. Alain Gérard, Pierre Lefebvre, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Henri Weber.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2817, 2838) : MM. Philippe Darniche, Jacques Habert, Pierre Lagourgue, Pierre Lefebvre, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Louis Moïnard, Michel Moreigne, Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, rapporteur de la commission des affaires économiques; Michel Sergent, Henri Weber.

Art. 4 bis (application de l'accord franco-espagnol de 1992) (p. 2817) - Adopté.

Art. 4 ter (captation des quotas) (p. 2817) - Adopté après modification.

Art. 5 bis (sanctions administratives) (p. 2817) - Adopté après modification (p. 2818).

Art. 6 bis (sanctions pénales) (p. 2818) - Adopté.

Art. 6 ter (renforcement des sanctions en cas de capture illégale dans les eaux territoriales australes et antarctiques françaises) (p. 2818) - Adopté après modification (p. 2819).

Art. 7 ter (sanction en cas de braconnage d'espèces de poissons migrateurs - compétence des gardes-pêche) (p. 2819) - Adopté après modification (p. 2820).

Art. 9 bis A (statut du conjoint de patron pêcheur et de chef d'entreprise de cultures marines) (p. 2820) - Adopté après modification (p. 2821).

Art. 9 bis B (statut du conjoint - congé de maternité) (p. 2821) - Adopté après modification (p. 2822).

Art. 9 bis C (statut du conjoint - mandat de représentation) (p. 2822) - Adopté.

Art. 9 bis D (statut du conjoint - réversion de la pension de la femme marin) (p. 2822) - Adopté.

Art. 10 (société de pêche artisanale) (p. 2822) - Adopté après modification.

Art. 12 (exonération de la taxe professionnelle) (p. 2822) - Adopté après modification (p. 2823).

Art. 15 (aide à la première installation) (p. 2823) - Adopté.

Art. 15 bis (*autofinancement des pêcheurs lors de la première installation*) (p. 2823) - Adopté (p. 2825).

Art. 17 bis (*coordination*) (p. 2825) - Adopté.

Art. 27 bis (*situation des conjoints de conchyliculteurs*) (p. 2827) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 30 (*dispositions modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime*) (p. 2827) - Adopté (p. 2828).

Art. 30 bis (*création de la fonction de contrôleur du travail maritime*) (p. 2828) - Adopté.

Art. 30 ter (*prévention des accidents du travail sur les navires*) (p. 2828) - Adopté après modification (p. 2829).

Art. 30 quater (*rôle d'équipage*) (p. 2829) - Adopté.

Art. 30 quinquies (*statut du capitaine en cas de licenciement*) (p. 2829) - Adopté.

Art. 35 A (*régime complémentaire d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles*) (p. 2829) - Adopté après modification (p. 2835).

Art. 35 bis (*réglementation en matière d'exploitation des gisements marins de matériaux calcaires*) (p. 2835) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2835, 2836) : *MM. Emmanuel Hamel, Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Jacques de Menou, Josselin de Rohan.*

Seconde délibération ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 2836).

Art. 35 A (*régime complémentaire d'assurance vieillesse des non-salariés agricoles*) (p. 2836) - Adopté (p. 2838).

Adoption (15 octobre 1997) (p. 2838).

Discussion (commission mixte paritaire)

(5 novembre 1997) (p. 3265, 3271).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3265, 3266) : *MM. Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture et de la pêche; Josselin de Rohan, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3266, 3271).

Art. 4 ter, 5 bis, 6 ter (p. 3266, 3267).

Art. 7 (p. 3267) - Supprimé par la CMP.

Art. 9 bis A, 10, 12, 15 bis, 30 ter, 35 A (p. 3267, 3271).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3271) : *M. Michel Sergent.*

Adoption (5 novembre 1997) (p. 3271).

Petites et moyennes entreprises (PME)

Voir *Lois de finances*

Philippines

Voir *Traités et conventions, 7*

Plan

Voir *Lois de finances*

Plans d'épargne retraite

Voir *Epargne, 1*

Police

Voir *Traités et conventions, 28; 29*

Politique agricole commune (PAC)

Voir *Agriculture, 1*
Déclarations du Gouvernement, 6
Lois de finances

Politique économique

1. - Projet de loi portant mesures urgentes à caractère fiscal et financier, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (20 août 1997) [n° 201 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (10 septembre 1997) [n° 204 corr (96-97)] - Urgence - Discussion (17 septembre 1997) - Adoption (17 septembre 1997) [n° 4].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 septembre 1997) [n° 425 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (24 septembre 1997) [n° 434 (96-97)] - Discussion (2 octobre 1997) - Adoption (2 octobre 1997) [n° 2].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier MIGAUD (7 octobre 1997) [n° 296 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain LAMBERT (7 octobre 1997) [n° 16 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (3 octobre 1997) [n° 294 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (8 octobre 1997) [n° 301 (97-98)] - Discussion (9 octobre 1997) - Adoption (9 octobre 1997) [n° 13].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 octobre 1997) [n° 26 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Alain LAMBERT (14 octobre 1997) [n° 31 (97-98)] - Discussion (16 octobre 1997) - Adoption (16 octobre 1997) [n° 20].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (17 octobre 1997) [n° 334 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD [n° 342 (97-98)] - Discussion (22 octobre 1997) - Adoption (22 octobre 1997) [n° 19].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-391 DC du 7 novembre 1997 (J. O. Lois et décrets du 11 novembre 1997) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 97-1026 du 10 novembre 1997 (J. O. Lois et décrets du 11 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(2 octobre 1997) (p. 2556, 2606).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2556, 2589) : *MM. Philippe Arnaud, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Marcel-Pierre Cléach, Alain Lambert, rapporteur général de la commission des finances; Philippe Marini, Christian Poncet, président de la commission des finances; René Régnault, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2589, 2604) : *MM. Philippe Adnot, Philippe Arnaud, Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yann Gaillard, Jacques Habert, Claude Huriet, Alain Lambert, Philippe Marini, Christian Poncelet, président de la commission des finances; René Régnault, Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.*

Art. 1^{er} (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins 50 millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 2589) - Supprimé (p. 2594).

Art. 2 (régime fiscal des cessions d'éléments d'actifs pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (p. 2594) - Supprimé (p. 2596).

Art. 3 (versement anticipé de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés et modification du régime des acomptes) (p. 2596) - Supprimé (p. 2597).

Art. 4 (statut patrimonial des ouvrages de transport d'électricité d'EDF) (p. 2597) - Adopté après modification (p. 2599).

Art. 5 (possibilité pour les collectivités locales de contracter des emprunts sur ressources CODEVI) (p. 2600) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 2600).

Art. additionnel (rapport au Parlement sur l'utilisation d'une partie du produit des CODEVI par les collectivités locales) (p. 2600) - Adopté.

Art. 6 (mesures relatives à la Banque de développement des petites et moyennes entreprises) (p. 2600) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 2600).

Art. additionnel (modification de la limite de déductibilité des intérêts des comptes courants d'associés) (p. 2600) - Adopté (p. 2602).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2604, 2606) : *M. Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Philippe Marini, René Régnault.*

Adoption (2 octobre 1997) (p. 2606).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 octobre 1997) (p. 2852, 2866).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2852, 2855) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean Cluzel, en remplacement de M. Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2855, 2864) : *MM. Bernard Angels, Jean Cluzel, en remplacement de M. Alain Lambert, rapporteur de la commission des finances; Philippe Marini, Christian Poncelet, président de la commission des finances; Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.*

Art. 1^{er} (contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés pour les entreprises réalisant au moins cinquante millions de francs de chiffre d'affaires) (p. 2855) - Supprimé (p. 2859).

Art. 2 (régime fiscal des cessions d'éléments d'actif pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (p. 2859) - Supprimé (p. 2860).

Art. 3 (versement anticipé de la contribution temporaire sur l'impôt sur les sociétés et modification du régime des acomptes) (p. 2860) - Supprimé (p. 2861).

Art. 5 bis (rapport d'évaluation de l'utilisation par les collectivités locales des prêts sur ressource CODEVI - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2861) - Rétabli par le Sénat après modification (p. 2862).

Art. 7 (modification de la limite de déductibilité des intérêts des comptes courants d'associés - supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 2862) - Suppression maintenue (p. 2863).

Art. 8 (report des élections des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance des caisses d'épargne et de prévoyance) (p. 2863) - Adopté (p. 2864).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2864, 2866) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Jacques Habert, Philippe Marini.*

Adoption (16 octobre 1996) (p. 2866).

Pollutions et nuisances

Voir *Lois de finances*
Rapports au Parlement

Pologne

Voir *Traités et conventions*, 44

Prestations sociales

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5

Prix

Voir *Rappels au règlement*

Procédure pénale

1. - Projet de loi portant réforme de la procédure criminelle, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques TOUBON, garde des sceaux, ministre de la justice (26 juin 1996) [n° 2938 (95-96)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pascal CLEMENT (12 décembre 1996) [n° 3232 (96-97)] - Discussion (22 janvier 1997) - Adoption (22 janvier 1997) [n° 641].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 janvier 1997) [n° 192 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marie GIRAULT (20 mars 1997) [n° 275 (96-97)] - Discussion (25, 26, 27 mars 1997 et 16 avril 1997) - Adoption (16 avril 1997) [n° 92].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 avril 1997) [n° 3503 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(25 mars 1997) (p. 1623, 1655); (26 mars 1997) (p. 1682, 1730); (27 mars 1997) (p. 1739, 1791); (16 avril 1997) (p. 1885, 1970).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1623, 1655) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Guy Cabanel, Pierre Fauchon, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Paul Girod, Jean-Jacques Hyst, Jacques Larché, président de la commission des lois; Philippe Marini, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Bernard Plasait, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1682, 1730 ; 1739, 1791 ; 1885, 1970) : MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Charasse, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois ; Jacques Larché, président de la commission des lois ; Philippe Marini, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Robert Pagès, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS INSTITUANT LE TRIBUNAL D'ASSISES.

Nouvel intitulé (*Dispositions instituant le tribunal criminel*) (p. 1683) - Adopté.

Art. 1^{er} (*modification d'intitulé*) (p. 1683) - Adopté.

Art. 2 (*organisation et fonctionnement du tribunal d'assises*) (p. 1683).

Art. 231 du code de procédure pénale (*compétence du tribunal d'assises*) (p. 1695) - Adopté.

Art. 231-1 du code de procédure pénale (*institution d'un tribunal d'assises dans chaque département*) (p. 1695) - Adopté.

Art. 231-2 du code de procédure pénale (*siège du tribunal d'assises*) (p. 1695) - Adopté après modification.

Art. 231-3 du code de procédure pénale (*tenue des audiences ailleurs qu'au siège du tribunal d'assises*) (p. 1695) - Adopté.

Art. 231-4 du code de procédure pénale (*sections du tribunal d'assises*) (p. 1695) - Supprimé.

Art. 231-5 du code de procédure pénale (*sessions du tribunal d'assises*) (p. 1695) - Adopté après modification (p. 1696).

Art. 231-6 du code de procédure pénale (*rôle de chaque session du tribunal d'assises*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-7 du code de procédure pénale (*avis de comparution donné à l'accusé par le greffier*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-8 du code de procédure pénale (*dispositions introductives relatives à la composition du tribunal d'assises*) (p. 1696) - Adopté après modification.

Art. 231-9 du code de procédure pénale (*conditions d'exercice des fonctions du ministère public près le tribunal d'assises*) (p. 1696) - Adopté après modification.

Art. 231-10 du code de procédure pénale (*greffier du tribunal*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-11 du code de procédure pénale (*composition du tribunal*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-12 du code de procédure pénale (*président et assesseurs*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-13 du code de procédure pénale (*modalités de désignation du président du tribunal*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-14 du code de procédure pénale (*désignation des assesseurs par le premier président de la cour d'appel*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-15 du code de procédure pénale (*nombre d'assesseurs*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-16 du code de procédure pénale (*choix des assesseurs parmi les magistrats du siège des tribunaux de grande instance*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-17 du code de procédure pénale (*remplacement des assesseurs*) (p. 1696) - Adopté.

Art. 231-18 du code de procédure pénale (*causes d'incompatibilité avec la fonction de magistrat du tribunal d'assises*) (p. 1696) - Adopté après modification (p. 1697).

Art. 231-19 du code de procédure pénale (*nature juridique de la désignation des présidents et assesseurs*) (p. 1697) - Adopté.

Art. 231-20 du code de procédure pénale (*dispositions introductives*) (p. 1697) - Adopté.

Art. 231-21 du code de procédure pénale (*conditions générales d'aptitude aux fonctions de juré*) (p. 1697) - Adopté après modification (p. 1698).

Art. 231-22 du code de procédure pénale (*énumération des personnes incapables d'être juré*) (p. 1697) - Adopté après modification (p. 1700).

Art. 231-23 du code de procédure pénale (*incompatibilités avec la fonction de juré*) (p. 1700) - Adopté.

Art. 231-24 du code de procédure pénale (*causes de dispense des fonctions de juré*) (p. 1700) - Adopté.

Art. 231-25 du code de procédure pénale (*exclusions de la liste annuelle des jurés*) (p. 1700) - Adopté.

Art. 231-26 du code de procédure pénale (*établissement d'une liste annuelle de jurés et fixation de leur nombre*) (p. 1700) - Adopté.

Art. 231-27 du code de procédure pénale (*établissement d'une liste annuelle de jurés et fixation de leur nombre*) (p. 1700) - Adopté.

Art. 231-28 du code de procédure pénale (*liste préparatoire à la liste annuelle de jurés*) (p. 1701) - Adopté après modification.

Art. 231-29 du code de procédure pénale (*liste préparatoire à la liste annuelle de jurés*) (p. 1701) - Adopté.

Art. 231-30 du code de procédure pénale (*établissement de la liste annuelle de jurés*) (p. 1701) - Adopté après modification.

Art. 231-31 du code de procédure pénale (*établissement de la liste annuelle de jurés*) (p. 1701) - Adopté après modification.

Art. 231-32 du code de procédure pénale (*liste spéciale de jurés suppléants*) (p. 1701) - Adopté.

Art. 231-33 du code de procédure pénale (*mises à jour de la liste annuelle et de la liste spéciale*) (p. 1701) - Adopté.

Art. 231-34 du code de procédure pénale (*tirage au sort des jurés de la liste de session*) (p. 1701) - Adopté.

Art. 231-35 du code de procédure pénale (*information des jurés tirés au sort*) (p. 1701) - Adopté après modification (p. 1702).

Art. 231-36 du code de procédure pénale (*accusé placé en détention provisoire*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-37 du code de procédure pénale (*accusé libre en attente de comparaître*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-38 du code de procédure pénale (*accusé absent*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-39 du code de procédure pénale (*affaire jugée ailleurs qu'au siège de la juridiction d'instruction*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-40 du code de procédure pénale (*interrogatoire préalable de l'accusé*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-41 du code de procédure pénale (*interrogatoire préalable de l'accusé*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-42 du code de procédure pénale (*interrogatoire préalable de l'accusé*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-43 du code de procédure pénale (*interrogatoire préalable de l'accusé*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-44 du code de procédure pénale (*interrogatoire préalable de l'accusé*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-45 du code de procédure pénale (*durée minimale entre l'interrogatoire préalable et l'ouverture de débats*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-46 du code de procédure pénale (*préparation de la défense de l'accusé*) (p. 1702) - Adopté.

Art. 231-47 du code de procédure pénale (*communication des pièces du dossier à chacun des accusés et partie civile*) (p. 1702) - Adopté après modification (p. 1703).

Art. 231-48 du code de procédure pénale (*pièces du dossier communiquées à titre onéreux*) (p. 1703) - Supprimé.

Art. 231-49 du code de procédure pénale (*signification aux parties de la liste des témoins et des experts*) (p. 1703) - Adopté.

Art. 231-50 du code de procédure pénale (*signification à chaque accusé de la liste des jurés*) (p. 1703) - Adopté.

Art. 231-51 du code de procédure pénale (*personnes renvoyées devant le tribunal d'assises pour délit connexe*) (p. 1703) - Adopté après modification (p. 1704).

Art. 231-52 du code de procédure pénale (*supplément d'information*) (p. 1704) - Adopté.

Art. 231-53 du code de procédure pénale (*supplément d'information*) (p. 1704) - Adopté.

Art. 231-54 du code de procédure pénale (*jonction des procédures devant le tribunal d'assises*) (p. 1704) - Adopté (p. 1705).

Art. 231-55 du code de procédure pénale (*disjonction des accusations*) (p. 1705) - Adopté.

Art. 231-56 du code de procédure pénale (*renvoi d'une affaire à une audience ou à une session ultérieure*) (p. 1705) - Adopté.

Art. 231-57 du code de procédure pénale (*appel des jurés et sanction des jurés défailants*) (p. 1705) - Adopté après modification (p. 1706).

Art. 231-58 du code de procédure pénale (*radiation de noms de jurés à l'initiative du tribunal d'assises*) (p. 1706) - Adopté après modification (p. 1708).

Art. 231-59 du code de procédure pénale (*appel aux juges suppléants*) (p. 1708) - Adopté.

Art. 231-60 du code de procédure pénale (*motivation de l'ensemble des décisions du tribunal*) (p. 1708) - Adopté.

Art. 231-61 du code de procédure pénale (*révision de la liste du jury avant le jugement*) (p. 1708) - Adopté après modification.

Art. 231-62 du code de procédure pénale (*information de l'accusé en cas de modification de la liste de session*) (p. 1708) - Adopté.

Art. 231-63 du code de procédure pénale (*formalités préalables à la formation du jury de jugement*) (p. 1708) - Adopté.

Art. 231-64 du code de procédure pénale (*formalités préalables à la formation du jury de jugement*) (p. 1708) - Adopté.

Art. 231-65 du code de procédure pénale (*formalités préalables à la formation du jury de jugement*) (p. 1708) - Adopté.

Art. 231-66 du code de procédure pénale (*composition du jury de jugement*) (p. 1708) - Adopté (p. 1709).

Art. 231-67 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-68 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-69 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-70 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-71 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-72 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-73 du code de procédure pénale (*droit de récusation des jurés*) (p. 1709) - Adopté.

Art. 231-74 du code de procédure pénale (*prestation de serment des jurés*) (p. 1709) - Adopté après modification (p. 1712).

Art. 231-75 du code de procédure pénale (*déclaration de la constitution du jury par le président*) (p. 1713) - Adopté.

Art. 231-76 du code de procédure pénale (*publicité des débats*) (p. 1713) - Adopté.

Art. 231-77 du code de procédure pénale (*enregistrement audiovisuel des débats*) (p. 1714) - Adopté (p. 1716).

Art. 231-78 du code de procédure pénale (*police de l'audience et direction des débats*) (p. 1717) - Adopté après modification.

Art. 231-79 du code de procédure pénale (*pouvoirs du président dans la recherche de la vérité*) (p. 1717) - Adopté après modification (p. 1719).

Art. 231-80 du code de procédure pénale (*droit des assesseurs et des jurés de poser des questions*) (p. 1719) - Adopté après modification (p. 1721).

Art. 231-81 du code de procédure pénale (*droit des parties, du ministère public et des avocats de poser des questions*) (p. 1721) - Adopté après modification.

Art. 231-82 du code de procédure pénale (*réquisitions du ministère public*) (p. 1721) - Adopté (p. 1722).

Art. 231-83 du code de procédure pénale (*conclusions de la défense et de la partie civile*) (p. 1722) - Adopté.

Art. 231-83-1 du code de procédure pénale (*troubles à l'audience exercés par une personne autre que l'accusé*) (p. 1722) - Adopté après modification (p. 1723).

Art. 231-83-2 du code de procédure pénale (*prise de notes par les magistrats et les jurés pendant les débats*) (p. 1723) - Supprimé.

Art. 231-84 du code de procédure pénale (*incidents contentieux*) (p. 1724) - Adopté.

Art. 231-85 du code de procédure pénale (*exceptions de nullité*) (p. 1724) - Adopté.

Art. 231-86 du code de procédure pénale (*continuité des débats*) (p. 1724) - Adopté.

Art. 231-87 du code de procédure pénale (*présence obligatoire d'un défenseur auprès de l'accusé*) (p. 1724) - Adopté.

Art. 231-88 du code de procédure pénale (*comparution libre de l'accusé*) (p. 1724) - Adopté.

Art. 231-89 du code de procédure pénale (*sommation à un accusé refusant de comparaître*) (p. 1724) - Adopté après modification (p. 1725).

Art. 231-90 du code de procédure pénale (*refus persistant de l'accusé après sommation à comparaître*) (p. 1725) - Adopté après modification (p. 1728).

Art. 231-91 du code de procédure pénale (*trouble à l'audience commis par un assistant*) (p. 1728) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 231-92 du code de procédure pénale (*troubles à l'audience commis par l'accusé*) (p. 1728) - Adopté après modification.

Art. 231-93 du code de procédure pénale (*principes généraux de production des preuves*) (p. 1728) - Adopté.

Art. 231-94 du code de procédure pénale (*appel des témoins*) (p. 1728) - Adopté.

Art. 231-95 du code de procédure pénale (*sortie des témoins*) (p. 1728) - Adopté.

Art. 231-96 du code de procédure pénale (*témoin défaillant*) (p. 1728) - Adopté après modification (p. 1729).

Art. 231-97 du code de procédure pénale (*lecture de la décision de mise en accusation*) (p. 1750) - Adopté après modification (p. 1753).

Art. 231-98 du code de procédure pénale (*interrogation de l'accusé par le président*) (p. 1753) - Adopté.

Art. 231-99 du code de procédure pénale (*audition des témoins*) (p. 1753) - Adopté.

Art. 231-100 du code de procédure pénale (*audition des témoins dont le nom n'aurait pas été signifié au ministère public ou aux parties*) (p. 1753) - Adopté après modification (p. 1754).

Art. 231-101 du code de procédure pénale (*ordre de déposition des témoins*) (p. 1754) - Adopté.

Art. 231-102 du code de procédure pénale (*nullité de la déposition d'un témoin en l'absence de serment*) (p. 1754) - Adopté (p. 1755).

Art. 231-102-1 du code de procédure pénale (*nullité de la déposition d'un expert en l'absence de serment*) (p. 1755) - Adopté.

Art. 231-103 du code de procédure pénale (*dispense de prestation de serment en cas de seconde déposition*) (p. 1755) - Adopté après modification (p. 1756).

Art. 231-104 du code de procédure pénale (*questions adressées aux témoins*) (p. 1756) - Adopté.

Art. 231-105 du code de procédure pénale (*maintien du témoin en salle d'audience après sa déposition sauf décision du président*) (p. 1756) - Adopté après modification (p. 1758).

Art. 231-106 du code de procédure pénale (*énumération des témoins "reprochables"*) (p. 1758) - Adopté après modification (p. 1759).

Art. 231-107 du code de procédure pénale (*conditions de nullité de l'audition d'un témoin "reprochable"*) (p. 1759) - Adopté après modification.

Art. 231-108 du code de procédure pénale (*témoin "dénonciateur"*) (p. 1759) - Adopté (p. 1760).

Art. 231-109 du code de procédure pénale (*retrait momentané d'un témoin de la salle d'audience*) (p. 1760) - Adopté (p. 1761).

Art. 231-110 du code de procédure pénale (*retrait d'un accusé de la salle d'audience*) (p. 1760) - Adopté (p. 1761).

Art. 231-111 du code de procédure pénale (*présentation des pièces à conviction*) (p. 1761) - Adopté après modification.

Art. 231-112 du code de procédure pénale (*faux témoignages*) (p. 1761) - Adopté après modification (p. 1763).

Art. 231-113 du code de procédure pénale (*difficultés linguistiques*) (p. 1763) - Adopté.

Art. 231-114 du code de procédure pénale (*accusé, partie civile ou témoin sourd-muet*) (p. 1763) - Adopté après modification.

Art. 231-115 du code de procédure pénale (*rédaction du procès-verbal d'audience*) (p. 1763) - Adopté après modification (p. 1765).

Art. 231-116 du code de procédure pénale (*réquisitoire et plaidoirie*) (p. 1765) - Adopté.

Art. 231-117 du code de procédure pénale (*clôture des débats*) (p. 1773) - Adopté après modification (p. 1774).

Art. 231-118 du code de procédure pénale (*lecture par le président des questions posées au tribunal et au jury*) (p. 1774) - Adopté.

Art. 231-119 du code de procédure pénale (*contenu des questions posées au tribunal et au jury*) (p. 1774) - Adopté.

Art. 231-120 du code de procédure pénale (*questions relatives à une cause d'irresponsabilité pénale*) (p. 1774) - Adopté.

Art. 231-121 du code de procédure pénale (*questions spéciales*) (p. 1774) - Adopté.

Art. 231-122 du code de procédure pénale (*questions subsidiaires*) (p. 1774) - Adopté.

Art. 231-123 du code de procédure pénale (*incidents contentieux au sujet des questions*) (p. 1774) - Adopté.

Art. 231-124 du code de procédure pénale (*rappel du mode d'établissement de la preuve avant le retrait du tribunal d'assises*) (p. 1774) - Adopté après modification (p. 1775).

Art. 231-125 du code de procédure pénale (*formalités préalables à la suspension de l'audience*) (p. 1775) - Adopté.

Art. 231-126 du code de procédure pénale (*retrait des magistrats et des jurés dans la chambre des délibérations*) (p. 1775) - Adopté après modification (p. 1776).

Art. 231-127 du code de procédure pénale (*procédure de vote sur les questions posées au tribunal et au jury*) (p. 1776) - Adopté.

Art. 231-128 du code de procédure pénale (*procédure de vote sur les questions posées au tribunal et au jury*) (p. 1776) - Adopté.

Art. 231-129 du code de procédure pénale (*dépouillement de chaque scrutin*) (p. 1776) - Adopté.

Art. 231-130 du code de procédure pénale (*majorité requise pour toute décision défavorable à l'accusé*) (p. 1776) - Adopté après modification.

Art. 231-131 du code de procédure pénale (*contradiction éventuelle entre les réponses*) (p. 1776) - Adopté.

Art. 231-132 du code de procédure pénale (*conséquence des réponses aux questions sur une cause d'irresponsabilité pénale*) (p. 1776) - Adopté.

Après l'art. 231-132 du code de procédure pénale (p. 1766).

Art. additionnel (*explication relative à la déclaration de culpabilité ou de non-culpabilité*) (p. 1766) - Adopté (p. 1773 ; priorité ordonnée p. 1766).

Art. 231-133 du code de procédure pénale (*décision sur la peine*) (p. 1776) - Adopté (p. 1777).

Art. 231-134 du code de procédure pénale (*acquiescement et exemption de peine*) (p. 1777) - Adopté.

Art. 231-135 du code de procédure pénale (*feuille de questions*) (p. 1777) - Adopté après modification.

Art. 231-136 du code de procédure pénale (*caractère irrévocable des réponses du tribunal*) (p. 1777) - Adopté.

Art. 231-137 du code de procédure pénale (*motivation de la décision du tribunal*) (p. 1777) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 231-138 du code de procédure pénale (*prononcé de la décision*) (p. 1778) - Adopté après modification (p. 1780).

Art. 231-139 du code de procédure pénale (*conséquences de la décision du tribunal*) (p. 1780) - Adopté après modification (p. 1781).

Art. 231-140 du code de procédure pénale (*application au tribunal d'assises de la règle "non bis in idem"*) (p. 1781) - Adopté.

Art. 231-141 du code de procédure pénale (*révélation au cours des débats de charges contre un accusé acquitté*) (p. 1781) - Adopté après modification.

Art. 231-142 du code de procédure pénale (*information de l'accusé de la possibilité d'interjeter appel*) (p. 1781) - Adopté après modification (p. 1782).

Art. 231-143 du code de procédure pénale (*modalités de la décisions sur l'action civile*) (p. 1782) - Adopté après modification.

Art. 231-144 du code de procédure pénale (*demande, par la partie civile, de réparation en cas d'acquiescement ou d'exemption de peine*) (p. 1782) - Adopté.

Art. 231-145 du code de procédure pénale (*restitution des objets placés sous main de justice*) (p. 1782) - Adopté.

Art. 231-146 du code de procédure pénale (*paiement, par l'auteur de l'infraction, des frais exposés par la partie civile et non payés par l'Etat*) (p. 1782) - Adopté.

Art. 231-147 du code de procédure pénale (*exécution provisoire des décisions du tribunal d'assises*) (p. 1782) - Adopté.

Art. 231-148 du code de procédure pénale (*pour le paiement des indemnités, assimilation de la partie civile au témoin*) (p. 1782) - Adopté.

Art. 231-149 du code de procédure pénale (*solidarité des personnes condamnées pour un même crime, dans les restitutions et le paiement des dommages et intérêts*) (p. 1782) - Adopté.

Art. 231-150 du code de procédure pénale (*mise en forme des raisons du jugement du tribunal d'assises*) (p. 1782) - Supprimé (p. 1783).

Art. 231-151 du code de procédure pénale (*document comportant la mise en forme des raisons du jugement*) (p. 1783) - Supprimé.

Art. 231-152 du code de procédure pénale (*information des parties sur les délais de mise en forme de la motivation*) (p. 1783) - Supprimé.

Art. 231-153 du code de procédure pénale (*maintien dans le jugement de la référence au texte de loi appliqué*) (p. 1783) - Adopté après modification.

Art. 231-154 du code de procédure pénale (*minutes des jugements rendus par le tribunal d'assises*) (p. 1783) - Adopté (p. 1784).

Art. 231-155 du code de procédure pénale (*minutes des jugements rendus par le tribunal*) (p. 1784) - Adopté.

Art. 231-156 du code de procédure pénale (*remise aux parties et au ministère public d'une expédition des jugements du tribunal d'assises*) (p. 1784) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 2 modifié (p. 1784).

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA COUR D'ASSISES, JURIDICTION D'APPEL.

Art. 3 (*appel des jugements des tribunaux d'assises auprès des cours d'assises*) (p. 1784).

Art. 232 du code de procédure pénale (*appel sur le fond des jugements rendus par le tribunal d'assises*) (p. 1786) - Adopté.

Art. 232-1 du code de procédure pénale (*énumération des personnes auxquelles appartient la faculté de faire appel*) (p. 1786) - Adopté après modification (p. 1787).

Art. 232-2 du code de procédure pénale (*étendue de l'appel en matière criminelle*) (p. 1787) - Adopté après modification (p. 1791).

Art. 232-3 du code de procédure pénale (*appels portés devant une chambre d'appel correctionnel*) (p. 1887) - Supprimé (p. 1888).

Art. 232-4 du code de procédure pénale (*effet suspensif de l'appel du jugement sur l'action publique*) (p. 1888) - Adopté.

Art. 232-5 du code de procédure pénale (*appels devant la chambre d'appel correctionnel de jugements rendus sur l'action publique*) (p. 1888) - Adopté après modification.

Art. 232-6 du code de procédure pénale (*interdiction de la "reformatio in pejus"*) (p. 1888) - Adopté après modification.

Art. 232-7 du code de procédure pénale (*caractère suspensif du jugement sur l'action civile*) (p. 1888) - Adopté.

Art. 232-8 du code de procédure pénale (*exécution provisoire du jugement sur l'action civile*) (p. 1888) - Adopté.

Art. 232-9 du code de procédure pénale (*énumération des jugements séparés du tribunal d'assises susceptibles d'appel*) (p. 1888) - Adopté après modification.

Art. 232-10 du code de procédure pénale (*personnes pouvant interjeter appel d'un jugement séparé*) (p. 1888) - Adopté (p. 1889).

Art. 232-11 du code de procédure pénale (*recevabilité de l'appel de jugements mettant fin à la procédure et juridiction chargée de son examen*) (p. 1889) - Adopté après modification (p. 1890).

Art. 232-12 du code de procédure pénale (*recevabilité de l'appel d'un jugement statuant sur la régularité de l'ordonnance de mise en accusation et juridiction chargée de son examen*) (p. 1891) - Adopté après modification.

Art. 232-13 du code de procédure pénale (*recevabilité de l'appel d'un jugement statuant sur une demande de mise en liberté et juridiction chargée de son examen*) (p. 1891) - Adopté après modification.

Art. 232-14 du code de procédure pénale (*caractère non suspensif des appels formés contre les jugements séparés*) (p. 1891) - Adopté.

Art. 232-15 du code de procédure pénale (*délais d'appel*) (p. 1891) - Adopté après modification (p. 1893).

Art. 232-16 du code de procédure pénale (*délai supplémentaire d'appel*) (p. 1893) - Adopté après modification.

Art. 232-17 du code de procédure pénale (*désistement d'appel*) (p. 1893) - Adopté après modification.

Art. 232-18 du code de procédure pénale (*modalités de la déclaration d'appel*) (p. 1893) - Adopté.

Art. 232-19 du code de procédure pénale (*appelant détenu*) (p. 1893) - Adopté.

Art. 232-20 du code de procédure pénale (*appels irrecevables*) (p. 1893) - Adopté après modification (p. 1894).

Art. 233 du code de procédure pénale (*institution d'une cour d'assises dans chaque cour d'appel*) (p. 1894) - Adopté.

Art. 234 du code de procédure pénale (*formation de sections d'assises*) (p. 1894) - Supprimé.

Art. 235 du code de procédure pénale (*tenue des audiences de la cour d'assises dans un lieu autre que le siège de la cour d'appel*) (p. 1894) - Adopté (p. 1895).

Art. 236 du code de procédure pénale (*sessions de la cour d'assises*) (p. 1895) - Adopté.

Art. 237 du code de procédure pénale (*date d'ouverture et durée de chaque session*) (p. 1895) - Adopté.

Art. 4 (*date de comparution de l'accusé devant la cour d'assises*) (p. 1895) - Adopté.

Art. 4 bis (*composition de la cour d'assises*) (p. 1895) - Supprimé.

Art. 5 (*fonctions du ministère public auprès de la cour d'assises*) (p. 1895) - Adopté après modification.

Art. 6 (*greffe de la cour d'assises*) (p. 1895) - Adopté.

Art. 6 bis (*assesseurs supplémentaires*) (p. 1896) - Adopté.

Art. 7 (*choix des assesseurs*) (p. 1896) - Adopté.

Art. 8 (*assesseurs de la cour d'assises*) (p. 1896) - Adopté.

Art. 9 (*remplacement des assesseurs empêchés*) (p. 1896) - Adopté.

Art. 10 (*incompatibilités avec la fonction de magistrat de la cour d'assises*) (p. 1896) - Adopté après modification.

Art. 10 bis (*nature de la désignation des magistrats siégeant à la cour d'assises*) (p. 1896) - Adopté.

Art. 11 (*conditions d'aptitude aux fonctions de juré de la cour d'assises*) (p. 1896) - Adopté après modification (p. 1897).

Art. 12 (*abrogation des articles 256 et 257 du code de procédure pénale*) (p. 1897) - Adopté.

Art. 13 (*dispense des fonctions de juré auprès de la cour d'assises*) (p. 1897) - Adopté.

Art. 14 (*exclusions de la liste des jurés*) (p. 1897) - Adopté.

Art. 15 (*établissement d'une liste annuelle du jury de la cour d'assises*) (p. 1897) - Adopté.

Art. 16 (*nombre de jurés de la liste annuelle et répartition par commune*) (p. 1897) - Adopté après modification.

Art. 17 (*établissement de la liste préparatoire à la liste annuelle*) (p. 1897) - Adopté après modification (p. 1898).

Art. 18 (*rôle du maire après l'établissement de la liste préparatoire à la liste annuelle*) (p. 1898) - Adopté après modification.

Art. 19 (*composition de la commission chargée de dresser la liste annuelle*) (p. 1898) - Adopté après modification.

Art. 20 (*rôle de la commission chargée de dresser la liste annuelle*) (p. 1898) - Adopté après modification (p. 1899).

Art. 21 (*liste spéciale des jurés suppléants*) (p. 1899) - Adopté après modification.

Art. 22 (*mise à jour de la liste annuelle et de la liste spéciale des jurés*) (p. 1899) - Adopté.

Art. 23 (*établissement de la liste de session*) (p. 1899) - Adopté.

Art. 24 (*information des jurés*) (p. 1899) - Adopté.

Art. 24 bis (*intitulé du chapitre IV du titre premier du livre II du code de procédure pénale*) (p. 1899) - Adopté.

Art. 25 (*abrogation des dispositions relatives à la signification de l'arrêt de renvoi à l'accusé*) (p. 1899) - Adopté.

Art. 26 (*obligation pour l'accusé en liberté de se constituer prisonnier à la veille de l'audience*) (p. 1899) - Adopté (p. 1900).

Art. 27 (*jugement par défaut devant la cour d'assises*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 28 (*transmission du dossier et des pièces à conviction au greffe de la cour d'appel, siège de la cour d'assises*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 29 (*interrogatoire préalable de l'accusé*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 30 (*constat de l'identité de l'accusé et de la réception par celui-ci de la signification de l'arrêt de renvoi*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 31 (*procès-verbal de l'interrogatoire préalable*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 32 (*pièces dont la copie est délivrée gratuitement aux parties*) (p. 1900) - Adopté.

Après l'art. 32 (p. 1900).

Art. additionnel (*abrogation de l'article 280 du code de procédure pénale*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 32 bis (*mentions contenues dans l'exploit de signification*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 33 (*supplément d'information*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 34 (*jonction d'appels*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 35 (*abrogation des dispositions relatives à la disjonction des accusations*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 35 bis (*renvoi des affaires ne paraissant pas en état d'être jugées*) (p. 1900) - Adopté.

Art. 36 (*sanction des jurés défaillants*) (p. 1900) - Adopté après modification (p. 1901).

Art. 37 (*radiations de la liste de session*) (p. 1901) - Adopté après modification.

Art. 38 (*retrait provisoire de la liste de session*) (p. 1901) - Adopté après modification (p. 1902).

Art. 39 (*serment des jurés*) (p. 1902) - Adopté après modification.

Art. 40 (*exception tirée d'une nullité entachant la procédure qui précède l'ouverture des débats*) (p. 1902) - Adopté.

Art. 41 (*publicité des débats*) (p. 1902) - Adopté.

Art. 41 bis (*renvoi de l'affaire à une autre session*) (p. 1902) - Adopté.

Art. 42 (*enregistrement sonore des débats*) (p. 1902) - Adopté après modification (p. 1903).

Art. 43 (*devoir de neutralité du président*) (p. 1903) - Adopté après modification.

Art. 44 (*pouvoirs du président*) (p. 1903) - Adopté après modification (p. 1904).

Art. 44 bis (*questions posées par les assesseurs et les jurés*) (p. 1903) - Adopté après modification.

Art. 45 (*questions aux accusés, aux témoins et à toutes personnes appelées à la barre*) (p. 1904) - Adopté après modification.

Art. 45 bis (*réquisitions du ministère public*) (p. 1904) - Adopté après modification.

Art. 45 ter (*trouble à l'audience causé par l'un des assistants*) (p. 1904) - Adopté.

Art. 45 quater (*prise de notes au cours des débats*) (p. 1904) - Supprimé (p. 1905).

Art. 46 (*recevabilité des exceptions tirées d'une nullité concernant la procédure suivie devant le tribunal d'assises*) (p. 1905) - Adopté après modification (p. 1906).

Art. 47 (*refus de comparaître devant la cour d'assises et trouble à l'audience*) (p. 1906).

Art. 319 du code de procédure pénale (*refus de comparaître opposé par l'accusé*) (p. 1907) - Supprimé.

Art. 320 du code de procédure pénale (*refus persistant de comparaître après sommation à l'accusé*) (p. 1907) - Supprimé.

Art. 322 du code de procédure pénale (*trouble à l'audience causé par l'un des assistants*) (p. 1907) - Adopté.

Adoption de l'article 47 modifié (p. 1907).

Après l'art. 47 (p. 1907).

Art. additionnel (*principes relatifs aux débats devant la cour d'assises*) (p. 1907) - Adopté (p. 1908).

Art. 48 (*témoin défaillant*) (p. 1908) - Adopté après modification (p. 1909).

Art. 49 (*lecture de la décision de mise en accusation et du jugement du tribunal d'assises*) (p. 1909) - Adopté après modification.

Art. 50 (*interrogatoire de l'accusé*) (p. 1909) - Adopté.

Art. 51 (*déclaration des témoins avant leur déposition*) (p. 1909) - Adopté (p. 1910).

Art. 52 (*prestation de serment des témoins*) (p. 1910) - Adopté.

Art. 53 (*procès-verbal d'audience*) (p. 1910) - Adopté après modification.

Art. 54 (*témoins "reprochables"*) (p. 1910) - Adopté après modification.

Art. 54 bis (*opposition à la prestation de serment*) (p. 1911) - Adopté après modification.

Art. 55 (*dénonciateurs*) (p. 1911) - Adopté après modification.

Art. 55 bis (*accusé momentanément éloigné de l'audience*) (p. 1911) - Adopté.

Art. 55 ter (*prise de notes pendant l'audience*) (p. 1911) - Adopté.

Art. 56 (*faux témoignage*) (p. 1911) - Adopté après modification.

Art. 56 bis (*audition par la cour d'assises de l'enregistrement de la déposition d'un témoin ou d'un expert devant le tribunal d'assises*) (p. 1912) - Adopté après modification (p. 1913).

Art. 56 ter (*renvoi de l'affaire à une autre session*) (p. 1913) - Adopté.

Art. 57 (*désignation d'un interprète*) (p. 1913) - Adopté après modification.

Art. 58 (*interprète d'une partie ou d'un témoin sourd muet*) (p. 1913) - Adopté après modification (p. 1914).

Art. 59 (*clôture des débats*) (p. 1914) - Adopté après modification.

Art. 60 (*lecture des questions auxquelles la cour d'assises doit répondre*) (p. 1914) - Adopté.

Art. 61 (*questions devant être posées à la cour et au jury*) (p. 1914) - Adopté.

Art. 62 (*questions posées lorsqu'est invoquée l'existence d'une cause d'irresponsabilité pénale*) (p. 1914) - Adopté après modification.

Art. 63 (*questions spéciales et questions subsidiaires*) (p. 1914) - Adopté.

Art. 64 (*questions spéciales et questions subsidiaires*) (p. 1915) - Adopté.

Art. 65 (*instruction lue avant que la cour d'assises se retire*) (p. 1915) - Adopté après modification.

Art. 66 (*retrait dans la chambre des délibérations avec le dossier de la procédure*) (p. 1915) - Supprimé.

Art. 67 (*vote sur la culpabilité*) (p. 1915) - Adopté.

Art. 68 (*dépouillement des scrutins*) (p. 1915) - Adopté.

Art. 69 (*décision défavorable à l'accusé*) (p. 1915) - Adopté après modification (p. 1916).

Art. 70 (*abrogation de l'article 360 du code de procédure pénale*) (p. 1916) - Adopté.

Art. 71 (*conséquences du vote sur l'application d'une cause d'irresponsabilité pénale*) (p. 1916) - Adopté après modification (p. 1918).

Art. 72 (*vote sur la peine*) (p. 1918) - Adopté après modification.

Art. 72 bis (*signature de la feuille de questions*) (p. 1918) - Adopté après modification.

Art. 73 (*éléments essentiels de la motivation*) (p. 1918) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 74 (*suppression de l'obligation de lire à l'audience les textes dont il est fait application*) (p. 1918) - Adopté après modification (p. 1919).

Après l'art. 74 (p. 1919).

Art. additionnel (*mise en liberté d'un accusé mis hors de cause ou condamné à une peine couverte par la détention provisoire*) (p. 1919) - Adopté.

Art. 74 bis (*interdiction de poursuivre pour les mêmes faits autrement qualifiés en cas d'acquiescement*) (p. 1919) - Adopté.

Art. 74 ter (*charges contre l'accusé à raison d'autres faits relevés au cours des débats*) (p. 1919) - Supprimé.

Art. 75 (*obligation d'indiquer le délai du pourvoi en cassation*) (p. 1919) - Adopté après modification (p. 1920).

Art. 75 bis (*examen des demandes en dommages-intérêts*) (p. 1920) - Supprimé.

Art. 75 ter (*restitution des objets placés sous main de la justice*) (p. 1920) - Adopté.

Art. 76 (*coauteurs et complices de l'accusé insolvable*) (p. 1920) - Adopté.

Art. 77 (*nouvel intitulé*) (p. 1920) - Adopté.

Art. 78 (*mise en forme des arrêts de la cour d'assises*) (p. 1920) - Supprimé.

Art. 79 (*reproduction de la motivation dans l'arrêt*) (p. 1920) - Supprimé.

Art. 80 (*minute de l'arrêt*) (p. 1921) - Adopté.

Art. 81 (*procès-verbal des débats*) (p. 1921) - Adopté.

Art. 82 (*substitution de l'arrêt aux dispositions du jugement frappées d'appel*) (p. 1921) - Adopté.

Art. 83 (*dépôt des minutes des arrêts rendus par la cour d'assises*) (p. 1921) - Adopté.

Art. 84 (*remise d'une expédition des arrêts de la cour*) (p. 1921) - Adopté après modification.

TITRE III.

AUTRES MODIFICATIONS DE DISPOSITIONS DU CODE DE PROCEDURE PENALE.

Chapitre 1^{er}

Modifications concernant le ministère public

Avant l'art. 85 (p. 1921).

Art. additionnel (*suppression des mots "instituée au siège de la cour d'appel"*) (p. 1921) - Adopté (p. 1924).

Art. 85 (*attributions du procureur de la République*) (p. 1924) - Adopté.

Chapitre 2

Modifications concernant le ministère public

Section 1

Dispositions concernant le juge d'instruction

Art. 86 (*inobservation des obligations du contrôle judiciaire*) (p. 1924) - Adopté après modification (p. 1925).

Art. 87 (*juridiction compétente en matière de détention provisoire durant la phase de jugement*) (p. 1925) - Adopté après modification.

Art. 88 (*délai de recevabilité de certaines requêtes en nullité*) (p. 1925) - Supprimé (p. 1928).

Art. 89 (*ordonnance de mise en accusation*) (p. 1928) - Adopté après modification (p. 1929).

Art. 89 bis (*notification des ordonnances de mise en accusation*) (p. 1929) - Adopté.

*Section 2**Dispositions concernant la chambre d'appel de l'instruction*

Nouvel intitulé (*Dispositions concernant la chambre de contrôle de l'instruction*) (p. 1929) - Adopté.

Art. 90 (*changement de dénomination de la chambre d'accusation*) (p. 1929) - Adopté après modification.

Art. 91 (*prorogation du délai pour comparution personnelle*) (p. 1929) - Adopté.

Art. 92 (*saisine du tribunal d'assises en cas d'arrêt de mise en accusation*) (p. 1929) - Adopté.

Art. 93 (*contenu de l'arrêt de mise en accusation*) (p. 1929) - Adopté.

Art. 94 (*obligation de se constituer prisonnier la veille de l'audience*) (p. 1929) - Adopté.

Art. 95 (*notification par télécopie*) (p. 1929) - Supprimé (p. 1930).

Chapitre 3**Modifications concernant la procédure devant la cour de cassation**

Art. 96 (*délai du pourvoi en cassation contre un arrêt de la cour d'assises*) (p. 1932) - Supprimé.

Art. 97 (*couverture des vices de la procédure antérieure au renvoi devant la juridiction de jugement*) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Rétabli (p. 1932).

Art. 98 (*moyens de cassation en matière criminelle en cas de condamnation*) (p. 1932) - Supprimé.

Art. 99 (*irrecevabilité des nullités invoquées par l'accusé comme moyen de cassation*) (p. 1932) - Adopté (p. 1933).

Art. 100 (*retranscription de l'enregistrement des débats dans un arrêt de la Cour de cassation*) (p. 1933) - Adopté.

Chapitre 4**Dispositions concernant le défaut en matière criminelle**

Art. 101 (*défaut en matière criminelle*) (p. 1933).

Art. 627 du code de procédure pénale (*champ d'application du défaut devant le tribunal d'assises*) (p. 1934) - Adopté après modification.

Art. 628 du code de procédure pénale (*composition du tribunal d'assises jugeant par défaut*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 629 du code de procédure pénale (*présentation de l'accusé par un avocat*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 630 du code de procédure pénale (*modalités du jugement rendu par défaut*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 631 du code de procédure pénale (*accusé condamné par défaut se constituant prisonnier ou arrêté avant que la peine soit éteinte par la prescription*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 632 du code de procédure pénale (*appel non ouvert aux personnes condamnées par défaut*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 633 du code de procédure pénale (*adaptations terminologiques et de références relatives au défaut devant le tribunal d'assises*) (p. 1934) - Adopté après modification.

Art. 634 du code de procédure pénale (*défaut devant la cour d'assises*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 635 du code de procédure pénale (*défaut devant la cour d'assises*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 636 du code de procédure pénale (*défaut devant la cour d'assises*) (p. 1934) - Adopté.

Art. 637 du code de procédure pénale (*défaut devant la cour d'assises*) (p. 1934) - Adopté.

Adoption de l'article 101 modifié (p. 1934).

Art. 102 (*abrogation des articles 638 à 641 du code de procédure pénale*) (p. 1934) - Adopté.

Chapitre 5**Adaptation des dispositions du code de procédure pénale concernant les juridictions d'assises spécialisées**

Art. 103 (*institution du tribunal d'assises spécialement composé*) (p. 1935) - Adopté.

Art. 104 (*composition et fonctionnement des juridictions d'assises spécialisées*) (p. 1935) - Adopté.

Art. 105 (*risque de divulgation d'un secret de la défense nationale*) (p. 1935) - Adopté après modification.

Art. 106 (*compétence en matière d'actes de terrorisme*) (p. 1935) - Adopté après modification.

Art. 107 (*jugement des actes de terrorisme et des infractions liées au trafic de stupéfiants*) (p. 1935) - Adopté (p. 1936).

Art. 108 (*jugement des actes de terrorisme et des infractions liées au trafic de stupéfiants*) (p. 1935) - Adopté.

Chapitre 6**Autres modifications du code de procédure pénale**

Avant l'art. 109 A (p. 1936).

Art. additionnel (*justification des arrêt de la chambre d'accusation concluant au maintien en détention*) (p. 1936) - Adopté (p. 1938).

Art. 109 A (*causes d'irrégularité d'une ordonnance de règlement*) (p. 1939) - Adopté.

Avant l'art. 109 (p. 1939).

Art. additionnel (*suite donnée aux dénonciations anonymes*) (p. 1939) - Adopté (p. 1942).

Art. 109 (*comparution d'un prévenu sourd-muet devant le tribunal correctionnel*) (p. 1943) - Adopté.

Art. 110 (*"témoins reprochables" devant le tribunal correctionnel*) (p. 1943) - Adopté.

Art. 111 (*décision sur le fond d'une demande de révision*) (p. 1943) - Adopté.

Art. 112 (*disparition de l'expédition et de la copie authentique de la décision en matière criminelle*) (p. 1943) - Adopté après modification (p. 1944).

Art. 113 (*disparition des pièces de procédure*) (p. 1944) - Adopté.

Art. 114 (*déposition écrite des membres du Gouvernement*) (p. 1944) - Adopté.

Art. 115 (*causes de récusation d'un magistrat*) (p. 1944) - Adopté.

Art. 116 (*présentation des requêtes en récusation*) (p. 1944) - Adopté.

Art. 117 (*délit commis à l'audience*) (p. 1944) - Adopté.

Après l'art. 117 (p. 1944).

Art. additionnel (*demande de relèvement d'une interdiction, déchéance ou incapacité*) (p. 1944) - Adopté.

Art. 118 (*action récursoire du fonds de garantie*) (p. 1944) - Adopté après modification (p. 1945).

Art. 119 (*incidents contentieux relatifs à l'exécution des jugements et arrêts rendus en matière criminelle*) (p. 1945) - Adopté.

Art. 120 (*pouvoir de l'autorité judiciaire pour l'exécution de la détention provisoire*) (p. 1945) - Adopté après modification.

Art. 121 (*réduction de la période de sûreté*) (p. 1945) - Adopté.

TITRE IV.

MODIFICATION DES DISPOSITIONS AUTRES QUE CELLES DU CODE DE PROCEDURE PENALE.

Chapitre 1^{er}

Adaptation de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante

Art. 122 (*spécificité des juridictions chargées de juger les mineurs*) (p. 1945) - Adopté.

Art. 123 (*mesures prononcées par les juridictions pour mineurs*) (p. 1945) - Adopté après modification.

Art. 124 (*compétence des juridictions pour mineurs*) (p. 1945) - Adopté.

Art. 125 (*renvoi des mineurs et de leurs complices devant une juridiction de jugement*) (p. 1945) - Adopté après modification (p. 1946).

Art. 125 bis (*nécessité d'un rapport d'expertise psychiatrique du mineur datant de moins de six mois au moment du jugement*) (p. 1946) - Adopté.

Art. 126 (*mise sous protection judiciaire et sanctions pénales*) (p. 1946) - Adopté après modification.

Art. 127 (*composition et fonctionnement des juridictions d'assises des mineurs*) (p. 1946) - Adopté après modification (p. 1947).

Art. 128 (*voies de recours contre les décisions des juridictions pour mineurs*) (p. 1947) - Adopté après modification (p. 1948).

Chapitre 2

Modification des dispositions du code pénal

Art. 129 (*durée de la période de sûreté*) (p. 1948) - Adopté.

Art. 130 (*conséquences de la prescription de la peine en cas de condamnation par contumace ou par défaut*) (p. 1948) - Adopté.

Art. 131 (*période de sûreté incompressible*) (p. 1948) - Adopté.

Après l'art. 131 (p. 1948).

Art. additionnel (*sanction pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique, ou chargées d'une mission de service public, ayant donné suite à une dénonciation anonyme*) (p. 1948) - Adopté (p. 1950).

Art. additionnel (*culpabilité et sanction des personnes ayant provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat, tendant à poursuivre, accuser, saisir ou arrêter un ministre ou un parlementaire, sans les autorisations prescrites par la loi*) (p. 1950) - Adopté (p. 1954).

Art. additionnel (*culpabilité et sanction des procureurs généraux, des procureurs de la République et des officiers de police judiciaire s'immiscant dans l'exercice du pouvoir*

législatif, ou dans les matières attribuées aux autorités administratives) (p. 1950) - Adopté (p. 1954).

Art. 132 (*délit d'entrave à l'exercice des fonctions de juré*) (p. 1954) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Chapitre 3

Modifications du code de l'organisation judiciaire

Art. 133 (*juridictions d'assises des mineurs*) (p. 1955) - Adopté.

Art. 134 (*modifications du titre du code de l'organisation judiciaire consacré aux juridictions de jugement de droit commun*) (p. 1955) - Adopté.

Art. 135 (*modifications du titre du code de l'organisation judiciaire consacré aux juridictions de jugement de droit commun*) (p. 1955) - Adopté.

Art. 136 (*greffier des juridictions d'assises des mineurs*) (p. 1955) - Adopté.

Art. 137 (*greffier des juridictions d'assises de droit commun*) (p. 1955) - Adopté.

Chapitre 4

Autres modifications

Avant l'art. 138 (p. 1955).

Art. additionnel (*dispositions spécifiques aux départements de la Guyane et de la Martinique*) (p. 1955) - Adopté (p. 1956).

Art. 138 (*droit fixe de procédure*) (p. 1956) - Adopté.

Art. 139 (*compétence des juridictions répressives sur certains aérodromes*) (p. 1956) - Adopté.

Art. 140 (*avocat commis d'office*) (p. 1956) - Adopté.

TITRE IV BIS.

DISPOSITIONS APPLICABLES DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER ET LES COLLECTIVITES LOCALES DE MAYOTTE ET DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Chapitre 1^{er}

Dispositions applicables dans les territoires d'outre-mer

Art. 140 bis (*applicabilité de la loi dans les territoires d'outre-mer et adaptations rendues nécessaires par leurs spécificités*) (p. 1956).

Art. 824-1 du code de procédure pénale (*élaboration de la liste annuelle des jurés dans les îles Wallis et Futuna*) (p. 1957) - Adopté.

Art. 824-2 du code de procédure pénale (*non-applicabilité du code de la santé publique pour l'incapacité des jurés dans les TOM*) (p. 1957) - Adopté.

Art. 824-3 du code de procédure pénale (*incompatibilités des jurés propres aux TOM*) (p. 1957) - Adopté.

Art. 824-4 du code de procédure pénale (*nombre minimum de jurés composant la liste annuelle à Wallis et Futuna*) (p. 1957) - Adopté.

Art. 824-5-1 du code de procédure pénale (*adaptation aux TOM de la commission chargée de dresser la liste annuelle*) (p. 1957) - Adopté.

Art. 824-6 du code de procédure pénale (*nombre de noms de la liste spéciale des jurés suppléants dans les territoires des îles Wallis et Futuna*) (p. 1957) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 140 bis modifié (p. 1957).

Chapitre 2**Dispositions applicables à la collectivité de Mayotte**

Art. 140 ter (*applicabilité de la loi dans la collectivité territoriale de Mayotte et adaptations rendues nécessaires par ses spécificités*) (p. 1958).

Art. 884-1 du code de procédure pénale (*composition du tribunal criminel de Mayotte*) (p. 1959) - Adopté après modification.

Art. 884-2 du code de procédure pénale (*lecture aux assesseurs du discours tenu aux jurés par le président en métropole*) (p. 1959) - Adopté.

Art. 884-3 du code de procédure pénale (*pouvoirs du président du tribunal d'assises*) (p. 1959) - Adopté après modification (p. 1960).

Art. 884-4 du code de procédure pénale (*majorité requise pour les décisions défavorables à l'accusé*) (p. 1960) - Adopté.

Art. 884-5 du code de procédure pénale (*mise en forme de la motivation du jugement par le président du tribunal*) (p. 1960) - Adopté après modification.

Art. 945-1 du code de procédure pénale (*création du tribunal criminel de Mayotte*) (p. 1960) - Adopté.

Art. 945-2 du code de procédure pénale (*compétence, organisation et fonctionnement du tribunal criminel et de la cour criminelle de Mayotte*) (p. 1960) - Adopté.

Adoption de l'article 140 ter modifié (p. 1960).

Chapitre 3**Dispositions applicables dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre- et-Miquelon**

Art. 140 quater (*applicabilité de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon et adaptations rendues nécessaires par sa spécificité*) (p. 1960).

Art. 902 du code de procédure pénale (*chambre de contrôle de l'instruction*) (p. 1962) - Adopté après modification.

Art. 903 du code de procédure pénale (*convocation du tribunal supérieur d'appel, en tant que chambre d'appel d'instruction*) (p. 1962) - Adopté après modification.

Art. 904 du code de procédure pénale (*adaptation du code de procédure pénale relative au tribunal d'assises de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1962) - Adopté après modification.

Art. 905 du code de procédure pénale (*adaptation du code relative à la cour d'assises de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1962) - Adopté après modification (p. 1963).

Art. 924-15 du code de l'organisation judiciaire (*adaptations relatives aux juridictions pénales de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1963) - Adopté après modification.

Adoption de l'article 140 quater modifié (p. 1963).

TITRE V.**ENTREE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.**

Art. 141 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 1964) - Adopté après modification (p. 1965).

Art. 142 (*personnes ayant fait l'objet d'un arrêt de mise en accusation ou renvoyées à une session ultérieure avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1967) - Adopté.

Art. 143 (*annulation d'un arrêt de cour d'assises rendu avant l'entrée en vigueur de la loi*) (p. 1967) - Adopté.

Art. 144 (*jury des tribunaux d'assises*) (p. 1967) - Adopté.

Art. 145 (*siège de cours d'assises*) (p. 1967) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1967, 1970) : *Mme Nicole Borvo, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice*

Gélard, Jean-Jacques Hyst, Henri de Raincourt, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.

Adoption (16 avril 1997) (p. 1970).

2. - Proposition de loi tendant à faciliter le jugement des actes de terrorisme (n°72 97-98), PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Jacques LARCHE, sénateur (28 octobre 1997) [n° 56 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Guy ALLOUCHE (5 novembre 1997) [n° 72 (97-98)] - Discussion (13 novembre 1997) - Adoption (13 novembre 1997) [n° 33].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 1997) [n° 448 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. André VALLINI (17 décembre 1997) [n° 588 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 50].

PROMULGATION : loi n° 97-1273 du 29 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1997).

Discussion (première lecture).

(13 novembre 1997) (p. 3434, 3436).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3434, 3435) : *M. Guy Allouche, rapporteur de la commission des lois; Mme Elisabeth Guigou, Garde des sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3435) (*Possibilité de délocalisation exceptionnelle des audiences, pour motif de sécurité, dans un autre lieu du ressort de la cour d'appel de Paris.*)

Adoption (13 novembre 1997) (p. 3436).

Produits agricoles et alimentaires

Voir *Rappels au règlement Santé publique, 1*

Professions indépendantes

Voir *Sécurité sociale, 1*

Professions juridiques et judiciaires

Voir *Juridictions administratives, 1*

1. - Proposition de loi modifiant l'article 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Marcel PORCHER, député (29 octobre 1996) [n° 3083 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marcel PORCHER (17 décembre 1996) [n° 3242 (96-97)] - Discussion (19 décembre 1996) - Adoption (19 décembre 1996) [n° 626].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 décembre 1996) [n° 163 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Luc DEJOIE (15 janvier 1997) [n° 176 (96-97)] - Discussion (18 février 1997) - Adoption (18 février 1997) [n° 68].

NOUVEL INTITULE : **Proposition de loi modifiant les articles 54, 62, 63 et 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (18 février 1997) [n° 3336 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marcel PORCHER (6 mars 1997) [n° 3410 (96-97)] - Adoption (25 mars 1997) [n° 685].

PROMULGATION : loi n° 97-308 du 7 avril 1997 (J.O. Lois et décrets du 8 avril 1997).

Discussion (première lecture)

(18 février 1997) (p. 807, 819).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 807, 811) : *MM. Luc Dejoie, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 811, 819) : *MM. Guy Allouche, Robert Badinter, Luc Dejoie, Claude Estier, Pierre Fauchon, Patrice Gérard, Jean-Jacques Hyst, Charles Jolibois, Pierre Laffitte, Michel Rufin, Jacques Toubon, garde des Sceaux, ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (*exercice du droit*) (p. 811) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 2 (*exercice du droit*) (p. 811) - Adopté après modification (p. 814).

Après l'art. 2 (p. 814).

Art. additionnel (*suppression d'une référence spécifique aux centres et associations de gestion agréés*) (p. 814) - Adopté.

Art. 3 (*exercice du droit*) (p. 814) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 3 bis (*désignation du rédacteur d'un acte sous seing privé*) (p. 814) - Adopté après modification (p. 816).

Art. 4 (*secret professionnel de l'avocat*) (p. 816) - Adopté (p. 819).

Intitulé de la proposition de loi (*proposition de loi modifiant les articles 54, 62, 63 et 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques*) (p. 819) - Adopté après modification.

Adoption (18 février 1997) (p. 819).

Programmes audiovisuels

Voir *Lois de finances*

Propriété (accession à la)

Voir *Lois de finances*

Publicité

Voir *Lois de finances*

Publicité foncière

Voir *Comptabilité, 1*

Q**Question préalable (procédure parlementaire)**

Voir *Etrangers, 1*
Immigration, 1
Service national, 1; 2
Transports, 1
Travail, 1; 2

R

Radiodiffusion et télévision

Voir *Audiovisuel*, 1

Rappels au règlement

De Mme Hélène Luc : défaut de consultation des cheminots dans la préparation du projet de réforme de la SNCF (21 janvier 1997) (p. 127).

De M. Ivan Renar : organisation du débat sur le projet de loi de réforme de la SNCF (21 janvier 1997) (p. 127, 128).

De Mme Nicole Borvo : demande la réunion d'une commission d'enquête parlementaire sur le Crédit foncier (22 janvier 1997) (p. 199).

De Mme Danielle Bidard-Reydet : art. 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : fait part de l'émotion des sénateurs du groupe communiste républicain et citoyen à la suite de la multiplication des crimes en Algérie (30 janvier 1997) (p. 477, 478).

De Mme Marie-Claude Beaudeau : au nom du groupe communiste républicain et citoyen, proteste solennellement contre le fait que le Parlement et l'opinion publique n'aient pas été informés de la conclusion de l'accord établissant un concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense (30 janvier 1997) (p. 478, 479).

De M. Claude Estier : organisation des travaux du Sénat. Concomitance des réunions de commissions et de la séance publique (4 février 1997) (p. 539, 540).

De M. Jack Ralite : organisation des travaux du Sénat. Examen du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration (4 février 1997) (p. 540).

De M. Jack Ralite : interpellation d'une délégation de femmes "sans-papiers" et de personnes les accompagnant qui se rendaient chez Mme Claude Chirac (5 février 1997) (p. 620) - *MM. Jack Ralite, Michel Caldaguès*.

De M. Josselin de Rohan : visite du Sénat par une délégation de personnes "sans papiers" accompagnée par un sénateur. Applaudissements du public admis dans les tribunes au cours de l'examen du projet de loi sur l'immigration (5 février 1997) (p. 639).

De M. Robert Pagès : demande d'explication sur l'arrestation de personnes "sans-papiers" (5 février 1997) (p. 639).

De Mme Hélène Luc : article 36 du règlement du Sénat : fermeture de l'usine de Vilvorde. Licenciements prévus par Renault en France (4 mars 1997) (p. 1153).

De Mme Michelle Demessine : fermeture de l'usine Renault de Vilvorde. Licenciements prévus en France par Renault. Retrait du plan social « Schweitzer ». Demande que la commission des affaires économiques et celle des affaires sociales se saisissent de cette affaire (5 mars 1997) (p. 1194).

De M. Ivan Renar : article 36 du règlement du Sénat : intervention policière à l'encontre des sans-papiers grévistes de la faim à Lille (12 mars 1997) (p. 1379).

De Mme Hélène Luc : grève du personnel médical hospitalier contre la politique de rationnement des soins. Demande l'inscription à l'ordre du jour du Parlement du projet de loi réformant la sécurité sociale (25 mars 1997) (p. 1622, 1623).

De M. Ivan Renar : adresse ses félicitations à Mme Michelle Demessine et à M. Jean-Pierre Masseret pour leur nomination au Gouvernement. Souhaite que le Sénat siège le plus rapidement possible (12 juin 1997) (p. 2014) - *MM. Ivan Renar, René Monory, président du Sénat ; Jean-Pierre Masseret, secrétaire d'Etat aux anciens combattants auprès du ministre de la défense ; Christian Poncelet*.

De M. Emmanuel Hamel : déplore la concomitance des séances publiques et des réunions des commissions (23 septembre 1997) (p. 2244).

De M. Emmanuel Hamel : demande au ministre de l'emploi et de la solidarité d'intervenir afin que cesse la grève de la faim entamée par des descendants de harkis, sur l'esplanade des Invalides (30 septembre 1997) (p. 2372, 2373) - *M. Emmanuel Hamel, Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité*.

De Mme Hélène Luc : article 36 du règlement : souhaite une concertation rapide afin de sortir du conflit des routiers (4 novembre 1997) (p. 3217).

De M. Louis Minetti : soutien aux organisations agricoles et aux négociants français signataires d'un accord de bonne conduite sur les prix et déferés devant le Conseil de la concurrence par la Fédération des importateurs de fruits et légumes (5 novembre 1997) (p. 3265).

De M. Jean Chérioux : article 17, alinéa 2, du règlement du Sénat, relatif aux éventuelles interventions des commissaires du Gouvernement (25 novembre 1997) (p. 3878).

De M. Jacques Habert : article 44, alinéa 8, du règlement : proteste contre l'impossibilité pour les sénateurs non-inscrits, de s'exprimer à l'occasion de la discussion d'exceptions, questions, motions ou demandes de priorité (1er décembre 1997) (p. 4275).

De Mme Hélène Luc : critique la motion déposée par la majorité sénatoriale tendant à soumettre à référendum le projet de loi sur la nationalité. Comme le Gouvernement qu'il approuve, le groupe communiste républicain et citoyen n'assistera pas au débat (18 décembre 1997) (p. 5411, 5412).

De M. Claude Estier : critique la motion déposée par la majorité sénatoriale tendant à soumettre à référendum le projet de loi sur la nationalité. Conférence des Présidents. Le groupe socialiste n'assistera pas au débat (18 décembre 1997) (p. 5412).

Rapports au Parlement

Voir *Travail*, 1 Art. 11

Dépôt par le premier président de la Cour des comptes d'un rapport relatif à la gestion des services publics locaux d'eau et d'assainissement (28 janvier 1997) (p. 434).

Dépôt par M. le Médiateur de la République de son rapport au Président de la République et au Parlement pour l'année 1996 (26 mars 1997) (p. 1708)

Dépôt du rapport de la Cour des comptes sur l'évolution des lois de finances pour 1996 (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt du rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1996 (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt du rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel établi en application de l'article 18 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (30 septembre 1997) (p. 2373).

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes sur la sécurité sociale (2 octobre 1997) (p. 2575).

Dépôt du rapport du Conseil national du crédit pour l'année 1996, établi en application de l'article 24 de la loi

du 24 janvier 1984, relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédits (7 octobre 1997) (p. 2616).

Dépôt par M. le président de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications du rapport d'activité de cette commission pour l'année 1997, établi en application de l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (9 octobre 1997) (p. 2699).

Dépôt par M. le Président du Conseil de surveillance et M. le Président du Directoire du Centre national des Caisses d'épargne et de prévoyance, en application de l'article 5 de la loi n° 91-635 du 10 juillet 1991, du rapport d'activité du groupe Caisse d'épargne pour l'exercice 1996 (21 octobre 1997) (p. 2878).

Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes (26 novembre 1997) (p. 3977, 3979) - *MM. Pierre Joxe, Premier président de la Cour des comptes ; Christian Poncelet, président de la commission des finances.*

Rapports du Gouvernement

Dépôt par le Gouvernement, du quatrième rapport annuel relatif au dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par voie transfusionnelle par le virus du sida, établi en application de l'article 47 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 (14 janvier 1997) (p. 5).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 10 de la loi n° 80-572 du 25 juillet 1980, du rapport annuel d'information sur la protection et le contrôle des matières nucléaires pour l'année 1995 (4 février 1997) (p. 520).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 6 de la loi de programme n° 95-9 du 6 janvier 1995 relative à la justice, d'un rapport d'exécution pour 1995 (5 février 1997) (p. 656).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 8 de la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967, relative à la régulation des naissances, du vingt-cinquième rapport sur la situation démographique de la France (27 février 1997) (p. 1095).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 4 de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991, relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, du deuxième rapport d'évaluation de la commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs (13 mars 1997) (p. 1465).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 16-III de la loi n° 92-613 du 6 juillet 1992, du rapport retraçant le bilan de la réglementation applicable à l'indemnisation des dégâts de gibier (15 avril 1997) (p. 1800).

Dépôt par le Gouvernement du rapport pour 1996 de l'Agence nationale du médicament, établi en application de l'article L. 567-13 du code de la santé publique (22 avril 1997) (p. 2007).

Dépôt par le Gouvernement, d'un rapport, en application de l'article 38 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances, sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques ; du rapport annuel pour 1996 en application de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes ; du rapport d'activité du centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles pour l'année 1996 ; et du douzième rapport de la commission de la sécurité des consommateurs (12 juin 1997) (p. 2013, 2014).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire, du rapport de

l'inspection générale des affaires sociales pour 1996 (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt par le Gouvernement, en application des articles L. 2131-7, L. 3132-2 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales, du rapport sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article L. 124-2 du code forestier, du rapport d'activité de l'Office national des forêts pour 1996 (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt par le Gouvernement, en application de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989, tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, du rapport biennuel sur l'évolution des loyers des locaux à usage d'habitation (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 88 de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, du rapport sur la gestion du régime légal d'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 43 de la loi de finances pour 1980, du rapport sur la gestion en 1996 des crédits du Fonds national pour le développement du sport (16 septembre 1997) (p. 2111).

Dépôt par le Gouvernement du rapport établi en application de l'article 22 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, sur l'application de la loi précitée (17 septembre 1997) (p. 2132).

Dépôt par le Gouvernement du rapport sur l'exécution de l'article 17 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 (18 septembre 1997) (p. 2186).

Dépôt par le Gouvernement du rapport établi en application de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection sur l'environnement sur le fonctionnement pour l'année 1996 du fonds de modernisation de la gestion des déchets (23 septembre 1997) (p. 2244).

Dépôt par le Gouvernement, en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992, du rapport pour 1996 relatif aux conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer (14 octobre 1997) (p. 2757).

Dépôt par le Gouvernement du rapport pour 1996, sur l'exécution de la loi de programme n° 93-1437 relative au patrimoine monumental (21 octobre 1997) (p. 2878).

Dépôt par le Gouvernement du cinquième rapport relatif au dispositif d'indemnisation des hémophiles et transfusés contaminés par voie transfusionnelle par le virus du sida, établi en application de l'article 47 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 (23 octobre 1997) (p. 2991).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 8 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1997, du rapport présentant les raisons du dépassement des limites prévues au 5° du I de l'article L. O. 111-3 du code de la sécurité sociale (29 octobre 1997) (p. 3096).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 4 de la loi n° 96-589 du 2 juillet 1996, du rapport sur l'exécution de la loi de programmation militaire pour les années 1997-2002 (6 novembre 1997) (p. 3335).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 83 de la loi de finances pour 1995, d'un rapport décrivant les opérations bénéficiant de la garantie de l'Etat (27 novembre 1997) (p. 4087).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 20 de la loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, du rapport sur la situation économique et financière du secteur public (9 décembre 1997) (p. 5097).

Dépôt par le Gouvernement, en application de l'article 24 de la loi n° 93-923 du 19 juillet 1993, du rapport annuel sur la mise en oeuvre des opérations de transfert au secteur privé d'entreprises publiques, de cession de participations minoritaires de l'Etat et d'ouverture du capital d'entreprises publiques (9 décembre 1997) (p. 5097).

Rapports d'information

1. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : suivi de la conférence intergouvernementale, questions économiques, examen des propositions d'actes communautaires (novembre-décembre 1996), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (14 janvier 1997) [n° 175 (96-97)].

2. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite de la mission d'information sur les conditions du renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme en France, établi par M. Claude HURIET, sénateur (30 janvier 1997) [n° 196 (96-97)].

3. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances à la suite d'une mission effectuée en Nouvelle-Calédonie du 2 au 16 septembre 1996, établi par M. Roland du LUART, sénateur (7 février 1997) [n° 212 (96-97)].

4. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances à la suite d'une mission effectuée en Asie (Japon, Chine, Hong Kong, Taïwan) du 9 au 23 septembre 1996, établi par M. Jean CLUZEL, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 6 février 1997 - 12 février 1997) [n° 214 (96-97)].

5. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union Européenne sur le bilan des travaux de la Conférence intergouvernementale après le Conseil européen de Dublin (décembre 1996), établi par M. Christian de LA MALENE, sénateur (20 février 1997) [n° 222 (96-97)].

6. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois par le groupe de travail sur la décentralisation, établi par M. Daniel HOEFFEL, sénateur (5 mars 1997) [n° 239 (96-97)].

7. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la mondialisation, établi par M. Jean FRANCOIS-PONCET, sénateur (5 mars 1997) [n° 242 (96-97)].

8. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la politique d'investissement dans le domaine des infrastructures routières - Une politique routière pour la France (1996-2015) - Compte rendu des auditions organisées au Sénat les 18 et 19 février 1997, établi par M. Jean BOYER, sénateur (12 mars 1997) [n° 256 (96-97)].

9. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le système commun de TVA en Europe, établi par M. Denis BADRE, sénateur (19 mars 1997) [n° 264 (96-97)].

10. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : suivi de la Conférence intergouvernementale, questions économiques, examen des propositions d'actes communautaires (janvier-février 1997), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (19 mars 1997) [n° 266 (96-97)].

11. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles sur le thème des "stages diplômants", établi par M. Adrien GOUTEYRON, sénateur (20 mars 1997) [n° 276 (96-97)].

12. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Australie et en Nouvelle-Zélande du 7 au 16 février 1997, établi par M. Xavier de VILLEPIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (26 mars 1997) [n° 290 (96-97)].

13. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur :

- l'application du principe d'égalité entre hommes et femmes au niveau communautaire ;

- la proposition d'acte communautaire (n° E639) modifiant la directive 76/207 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles et les conditions de travail ;

- la proposition d'acte communautaire (n° E713) relative à la charge de la preuve dans des cas de discrimination fondée sur le sexe,

établi par Mme Danielle POURTAUD, sénateur (27 mars 1997) [n° 293 (96-97)].

14. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques par le groupe de travail sur la mise en oeuvre de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, établi par M. Jean-François LE GRAND, sénateur (15 avril 1997) [n° 309 (96-97)].

15. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur le colloque, organisé le 20 mars 1997, sur les perspectives de l'économie mondiale à l'horizon 2005, établi par M. Bernard BARBIER, sénateur (22 avril 1997) [n° 315 (96-97)].

16. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la mission d'information effectuée au Brunei et en Indonésie du 23 au 30 mars 1996, établi par M. Jacques CHAUMONT, sénateur (22 avril 1997) [n° 318 (96-97)].

17. - Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information de la commission des lois chargée d'étudier le régime juridique applicable à Saint-Barthélemy et Saint-Martin, établi par MM. François BLAIZOT et Michel DREYFUS-SCHMIDT, sénateurs (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 9 mai 1997) [n° 339 (96-97)].

18. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la réforme des institutions européennes : champ de décisions à la majorité qualifiée et pondération des votes, établi par M. James BORDAS, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 28 mai 1997) [n° 348 (96-97)].

19. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les coopérations renforcées dans l'Union européenne, établi par M. Christian de LA MALENE, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 4 juin 1997) [n° 351 (96-97)].

20. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la réforme du troisième pilier de l'Union européenne : vers la construction d'un espace judiciaire européen, établi par M. Pierre FAUCHON, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 4 juin 1997) [n° 352 (96-97)].

- 21. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques par le groupe de travail sur le bilan des propositions de la mission sénatoriale de 1993 chargée d'étudier la filière des fruits et légumes et sur la mise en oeuvre du règlement (CE) 2200/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes, établi par M. Jean-Paul HUCHON, sénateur et plusieurs de ses collègues (12 juin 1997) [n° 354 (96-97)].
- 22. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'évolution de la politique néerlandaise en matière de stupéfiants, établi par M. Nicolas ABOUT, sénateur (12 juin 1997) [n° 357 (96-97)].
- 23. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Bosnie-Herzégovine, établi par M. Xavier de VILLEPIN, sénateur et plusieurs de ses collègues - (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 12 juin - 13 juin 1997) [n° 358 (96-97)].
- 24. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur la mission de contrôle effectuée sur le fonctionnement du compte spécial du trésor d'aide aux collectivités territoriales d'outre mer, établi par M. Yann GAILLARD, sénateur (24 juin 1997) [n° 368 (96-97)].
- 25. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur la mission de contrôle effectuée sur le soutien public à la construction aéronautique civile, établi par M. Yvon COLLIN, sénateur (24 juin 1997) [n° 367 (96-97)].
- 26. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite d'une mission effectuée aux Etats-Unis, sur les enseignements à tirer pour l'aide aux petites et moyennes entreprises françaises du rôle joué par la Small Business Administration aux Etats-Unis, établi par M. Francis GRIGNON, sénateur (26 juin 1997) [n° 374 (96-97)].
- 27. - Rapport d'information**, fait au nom de la Délégation du Sénat pour l'Union européenne, sur la XVIème Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires Communautaires qui s'est tenue à La Haye les 9 et 10 juin 1997, établi par M. Jacques GENTON, sénateur et plusieurs de ses collègues (26 juin 1997) [n° 375 (96-97)].
- 28. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : suivi de la Conférence intergouvernementale, questions économiques et financières, examen des propositions d'actes communautaires (mars-mai 1997), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (26 juin 1997) [n° 376 (96-97)].
- 29. - Rapport d'information**, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'étudier la place et le rôle des femmes dans la vie publique, établi par M. Philippe RICHERT, sénateur (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 7 juillet 1997) [n° 384 (96-97)].
- 30. - Rapport d'information**, fait au nom de la mission commune d'information sur l'entrée dans la société de l'information, établi par M. Alain JOYANDET, sénateur et plusieurs de ses collègues (25 septembre 1997) [n° 436 (96-97)].
- 31. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires culturelles à la suite d'une mission d'information effectuée en République socialiste du Vietnam, sur la francophonie et l'enseignement du français, établi par M. Adrien GOUTEYRON, sénateur et plusieurs de ses collègues (1er octobre 1997) [n° 1 (97-98)].
- 32. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur l'épargne retraite des fonctionnaires, établi par M. Philippe MARINI, sénateur (1er octobre 1997) [n° 5 (97-98)].
- 33. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la politique de la mémoire menée par le ministère des anciens combattants et victimes de guerre, établi par M. Jacques BAUDOT, sénateur (1er octobre 1997) [n° 6 (97-98)].
- 34. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances sur la réforme de l'Etat, établi par MM. Philippe MARINI et Henri TORRE, sénateurs (1er octobre 1997) [n° 7 (97-98)].
- 35. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois à la suite d'une mission d'information chargée d'étudier le fonctionnement de la justice civile en Angleterre et au Pays de Galles, établi par M. Charles JOLIBOIS, sénateur et plusieurs de ses collègues (1er octobre 1997) [n° 9 (97-98)].
- 36. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le Traité d'Amsterdam, établi par M. Christian de LA MALENE, sénateur (2 octobre 1997) [n° 14 (97-98)].
- 37. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : conclusion de la Conférence intergouvernementale et traité d'Amsterdam, examen des propositions d'actes communautaires (juin-septembre 1997), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (21 octobre 1997) [n° 44 (97-98)].
- 38. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'intégration de Schengen dans l'Union européenne, établi par M. Paul MASSON, sénateur (28 octobre 1997) [n° 53 (97-98)].
- 39. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le cinquième programme-cadre de recherche (proposition d'acte communautaire E 847), établi par M. James BORDAS, sénateur (29 octobre 1997) [n° 57 (97-98)].
- 40. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des lois, de la commission des finances et du groupe de travail chargé de dresser un bilan de l'application de la législation sur le surendettement des particuliers et des familles, établi par MM. Paul LORIDANT et Jean-Jacques HYEST, sénateurs (29 octobre 1997) [n° 60 (97-98)].
- 41. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le rôle de la gendarmerie dans les zones périurbaines, établi par M. Michel ALLONCLE, sénateur (29 octobre 1997) [n° 62 (97-98)].
- 42. - Rapport d'information**, fait au nom de la commission des finances, sur la fiscalité de l'épargne, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (13 novembre 1997) [n° 82 (97-98)].
- 43. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les perspectives macroéconomiques à moyen terme (1997 - 2002), établi par M. Bernard BARBIER, sénateur (20 novembre 1997) [n° 96 (97-98)].
- 44. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le régime communautaire des aides à la construction navale (proposition d'acte communautaire E 936), établi par Mme Marie-Madeleine DIEULANGARD, sénateur (20 novembre 1997) [n° 97 (97-98)].
- 45. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les avis de la commission européenne relatifs aux différentes demandes d'adhésion à l'Union européenne, établi par M. Nicolas ABOUT, sénateur (21 novembre 1997) [n° 102 (97-98)].
- 46. - Rapport d'information**, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur les activités de la délégation : l'Union au lendemain du traité d'Amsterdam, questions économiques, examen des propositions d'actes communautaires (1er octobre - 15 novembre 1997), établi par M. Jacques GENTON, sénateur (26 novembre 1997) [n° 105 (97-98)].

47. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur l'incidence des charges fiscales et sociales sur la localisation d'activité, établi par M. Alain LAMBERT, sénateur (27 novembre 1997) [n° 118 (97-98)].

48. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'avenir des fonds structurels européens dans le cadre d'Agenda 2000, établi par M. Yann GAILLARD, sénateur (4 décembre 1997) [n° 157 (97-98)].

49. - Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur le système ferroviaire japonais, établi par M. Nicolas ABOUT, sénateur (11 décembre 1997) [n° 170 (97-98)].

50. - Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la session ordinaire 1996 de cette assemblée, adressé à M. le président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement, établi par Mme Josette DURRIEU, sénateur (11 décembre 1997) [n° 171 (97-98)].

51. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à la suite d'une mission effectuée en Albanie du 13 au 16 novembre 1997, établi par MM. André BOYER et André ROUVIERE, sénateurs (17 décembre 1997) [n° 181 (97-98)].

52. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur les forces européennes Eurofor et Euromafor, établi par MM. Michel CALDAGUES et André BOYER, sénateurs (17 décembre 1997) [n° 183 (97-98)].

53. - Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 11 au 13 septembre 1997, chargée d'étudier l'organisation du système de soins et l'évolution des dépenses de santé au Danemark, établi par M. Jean-Pierre FOURCADE, sénateur et plusieurs de ses collègues (17 décembre 1997) [n° 186 (97-98)].

Recensement

Voir *Service national*, 2

Recherche scientifique et technique

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 4
Lois de finances

Référendums

Voir *Nationalité*, 1
Rappels au règlement

Régions

Voir *Transports*, 1 Art. 14

Règlement du Sénat

Voir *Rappels au règlement*

Renvoi à la commission (procédure parlementaire)

Voir *Agriculture*, 1
Anciens combattants et victimes de guerre, 1
Immigration, 1
Transports, 1

République tchèque

Voir *Allocutions et communications*
Traités et conventions, 14

Retraites

Voir *Epargne*, 1

Retraites (agriculteurs)

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 6

Revenu minimum d'insertion (RMI)

Voir *Lois de finances*

Risques naturels

1. - Proposition de loi (n° 23, 96-97) de M. Jean-Marc Pastor déposée avec plusieurs de ses collègues et proposition de loi (n° 142, 96-97) de M. Jean-Pierre Camoin déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à organiser la lutte contre les termites, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jean-Marc PASTOR, sénateur (9 octobre 1996) [n° 23 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Gérard CESAR commun avec celui de la proposition de loi n° 142 (96-97) du 22 janvier 1997 - Risques naturels - (22 janvier 1997) [n° 184 (96-97)] - Discussion (28 janvier 1997) - Adoption (28 janvier 1997) [n° 65].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 janvier 1997) [n° 3119 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Léonce DEPRESZ (19 mars 1997) [n° 3458 (96-97)] - Discussion (27 mars 1997) - Adoption (27 mars 1997) [n° 688].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 mars 1997) [n° 294 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(28 janvier 1997) (p. 434, 443).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 434, 438) : MM. Jean-Pierre Camoin, Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Marc Pastor, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 438, 443) : MM. Jean-Pierre Camoin, Gérard César, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Marc Pastor, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.

Art. 1^{er} (objet de la loi) (p. 438) - Adopté.

Art. 2 (déclaration obligatoire des foyers d'infection) (p. 438) - Adopté après modification (p. 439).

Art. 3 (délimitation des zones contaminées) (p. 439) - Adopté.

Art. 4 (*publicité de l'acte de délimitation*) (p. 439) - Adopté.

Art. 5 (*pouvoir d'exécution d'office*) (p. 440) - Adopté après modification.

Art. 6 (*publicité et prescriptions en matière d'urbanisme*) (p. 440) - Adopté.

Art. 7 (*fourniture d'un état parasitaire*) (p. 440) - Adopté (p. 441).

Art. 8 (*conditions d'exercice des professions effectuant des traitements contre les termites*) (p. 441) - Adopté.

Art. 9 (*aides publiques pour la lutte contre les termites*) (p. 441) - Adopté après modification (p. 442).

Art. 10 (*bénéfice de l'assurance des risques de catastrophes naturelles*) (p. 442) - Supprimé (p. 443).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 443) : *MM. Jean-Marc Pastor, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement.*

Adoption (28 janvier 1997) (p. 443).

Russie

Voir *Traités et conventions*, 4; 46

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Emploi des jeunes*, 1

Santé publique

1. - Proposition de loi relative au renforcement de la veille sanitaire et du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Charles DESCOURS, sénateur et plusieurs de ses collègues (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 28 avril 1997) [n° 329 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Claude HURIET (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 10 septembre 1997) [n° 413 (96-97)] - Avis de M. Gérard CESAR (17 septembre 1997) [n° 418 (96-97)] - Discussion 24 et 25 septembre 1997) - Adoption (25 septembre 1997) [n° 110].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 septembre 1997) [n° 236 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alain CALMAT (17 décembre 1997) [n° 591 (97-98)] - Avis de M. Daniel CHEVALLIER (10 décembre 1997) [n° 516 (97-98)] - Discussion (8, 13 et 14 janvier 1998) - Adoption (14 janvier 1998) [n° 72].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (15 janvier 1998) [n° 222 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

Discussion (première lecture)

(24 septembre 1997) (p. 2279, 2345) ; (25 septembre 1997) (p. 2350, 2367).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2279, 2305). *MM. François Autain, Jacques Bimbenet, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Gérard César, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marcel Deneux, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2305, 2345 ; 2351, 2360) : *MM. François Autain, Louis Boyer, Dominique Braye, Guy Cabanel, Gérard César, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Marcel Deneux, Charles Descours, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Aubert Garcia, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé ; Jean-Louis Lorrain, Louis Mercier, Bernard Seillier, Alain Vasselle.*

TITRE I^{er}

INSTITUT DE VEILLE SANITAIRE

Art. 1^{er} (*missions et organisation de l'Institut de veille sanitaire*) (p. 2305).

Art. L. 792-1 du code de la santé publique (*nature juridique de l'Institut de veille sanitaire*) (p. 2306) - Adopté.

Art. L. 792-2 du code de la santé publique (*missions de l'Institut*) (p. 2306) - Adopté après modification (p. 2308).

Art. L. 792-3 à L. 792-8 du code de la santé publique (*organisation et fonctionnement de l'Institut*) (p. 2308) - Adoptés.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 2308).

Après l'art. 1^{er} (p. 2308).

Art. additionnel (*remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport établi dans un délai d'un an après la date de promulgation de la loi*) (p. 2308) - Adopté.

TITRE II

AGENCE DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS DE SANTE

Art. 2 (*missions et organisation de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé*) (p. 2309).

Art. L. 793-1 du code de la santé publique (*statut juridique et compétences de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé*) (p. 2311) - Adopté après modification (p. 2326 ; précédemment réservé p. 2311).

Art. L. 793-2 du code de la santé publique (*missions de l'Agence*) (p. 2311) - Adopté après modification (p. 2312).

Art. L. 793-3 et L. 793-4 du code de la santé publique (*organisation générale de l'Agence*) (p. 2312) - Adoptés.

Après l'art. L. 793-4 du code de la santé publique (p. 2312).

Art. additionnel (*exercice par l'Agence de son pouvoir de police à l'encontre des produits ne donnant pas lieu à déclaration ou autorisation préalable*) (p. 2312) - Adopté (p. 2315).

Art. L. 793-5 du code de la santé publique (*fonctionnement de l'Agence*) (p. 2315) - Adopté après modification (p. 2316).

Art. L. 793-6 du code de la santé publique (*dispositions régissant les personnels contractuels de l'Agence*) (p. 2316) - Adopté après modification.

Art. L. 793-7 du code de la santé publique (*ressources de l'Agence*) (p. 2316) - Adopté.

Art. L. 793-8 du code de la santé publique (*corps d'inspection de l'Agence*) (p. 2316) - Adopté après modification (p. 2317).

Art. L. 793-9 du code de la santé publique (*conditions d'application du chapitre précisées par décret en Conseil d'Etat*) (p. 2317) - Adopté.

Adoption de l'article 2 modifié (p. 2326).

Art. 3 (*conséquences de la création de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé*) (p. 2317) - Adopté après modification (p. 2318).

TITRE III

AGENCE DE SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS

Art. 4 (*missions et organisations de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments*) (p. 2318).

Art. L. 794-1 du code de la santé publique (*statut juridique et missions de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments*) (p. 2319) - Adopté (p. 2321).

Art. L. 794-2 du code de la santé publique (*moyens juridiques mis à la disposition de l'Agence pour assumer ses missions*) (p. 2321) - Adopté après modification (p. 2329).

Art. L. 794-3 du code de la santé publique (*fonctionnement des instances consultatives d'expertise assurée par l'Agence*) (p. 2329) - Adopté après modification.

Art. L. 794-4 du code de la santé publique (*administration de l'Agence*) (p. 2329) - Adopté.

Art. L. 794-5 du code de la santé publique (*personnel de l'Agence*) (p. 2329) - Adopté après modification (p. 2330).

Art. L. 794-6 du code de la santé publique (*statut des agents contractuels mentionnés à l'article L. 794-5*) (p. 2330) - Adopté après modification (p. 2331).

Art. L. 794-7 du code de la santé publique (*possibilité pour l'Agence de recourir aux grands corps de l'Etat*) (p. 2331) - Adopté après modification (p. 2332).

Art. L. 794-8 du code de la santé publique (*ressources de l'Agence*) (p. 2332) - Adopté.

Adoption de l'article 4 modifié (p. 2332).

Après l'art. 4 (p. 2332).

Art. additionnel (*proposition au Gouvernement par l'Agence de sécurité sanitaire des aliments d'une rationalisation des instances consultatives d'expertise dans un délai de deux ans*) (p. 2332) - Adopté (p. 2333).

Art. 5 (*participation de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments à l'élaboration des textes et des décisions de police sanitaire*) (p. 2333) - Adopté après modification (p. 2334).

Art. 6 (*conséquences de la création de l'Agence de sécurité sanitaire des aliments dans le code de la santé publique*) (p. 2334) - Adopté après modification (p. 2336).

TITRE IV

CONSEIL NATIONAL DE LA SECURITE SANITAIRE

Art. 7 (*Conseil national de sécurité sanitaire*) (p. 2336) - Adopté.

TITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 8 (*sécurité sanitaire des dispositifs médicaux*) (p. 2336) - Adopté après modification (p. 2339).

Art. 9 (*organisation et sécurité sanitaire de la transfusion sanguine*) (p. 2339) - Adopté après modification (p. 2345).

Art. 10 (*sécurité sanitaire des produits biologiques*) (p. 2351) - Adopté après modification (p. 2354).

Art. 11 (*sécurité sanitaire des produits thérapeutiques annexes*) (p. 2354) - Adopté après modification (p. 2355).

Art. 12 (*inspection*) (p. 2357) - Adopté (p. 2358).

Art. 13 (*entrée en vigueur*) (p. 2358) - Adopté après modification (p. 2359).

Après l'art. 13 (p. 2359).

Art. additionnel (*nouvel examen du dispositif dans un délai de trois ans*) (p. 2359) - Adopté (p. 2360).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2360, 2366) : MM. François Autain, Louis Boyer, Dominique Braye, Guy Cabanel, Charles Descours, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jacques Habert, Claude Huriet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Jean-Louis Lorrain.

Adoption (25 septembre 1997) (p. 2366).

Sécurité publique

Voir *Lois de finances*

Sécurité routière

Voir *Lois de finances*

Sécurité sociale

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 5
Rappels au règlement
Rapports au Parlement

1. - Proposition de loi (n°0193, 1996-1997), relative aux conditions d'éligibilité pour les élections aux caisses d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales, industrielles et commerciales, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Lucien NEUWIRTH, sénateur (24 janvier 1997) [n° 193 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Lucien NEUWIRTH (4 février 1997) [n° 204 (96-97)] - Discussion (18 février 1997) - Adoption (18 février 1997) [n° 69].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 février 1997) [n° 3337 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Gérard CORNU (26 février 1997) [n° 3383 (96-97)] - Discussion (13 mars 1997) - Adoption (13 mars 1997) [n° 675].

PROMULGATION : loi n° 97-254 du 20 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 21 mars 1997).

Discussion (première lecture)

(18 février 1997) (p. 821, 824).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 821, 824) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Jacqueline Fraysse-Cazalis, M. Lucien Neuwirth, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 824).

Adoption (18 février 1997) (p. 824).

2. - Proposition de loi relative au régime local d'assurance-maladie des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Daniel HOEFFEL (Rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 4 septembre 1997) [n° 410 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (15 octobre 1997) [n° 33 (97-98)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 octobre 1997) [n° 382 (97-98)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(21 octobre 1997) (p. 2879, 2887).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2879, 2883) : MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Eckenspieller, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Gisèle Printz.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2883, 2885) : MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} (*champ des régimes locaux de protection sociale - art. L. 181-1 du code de la sécurité sociale*) (p. 2883) - Adopté.

Art. 2 (*tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles - art. L. 242-7-1 nouveau du code de la sécurité sociale*) (p. 2883) - Adopté.

Art. 3 (*assiette des cotisations d'assurance maladie du régime local - art. L. 242-13 du code de la sécurité sociale*) (p. 2883) - Adopté.

Art. 4 (*régime local d'assurance maladie complémentaire obligatoire - art. L. 325-1 et L. 325-2 nouveaux du code de la sécurité sociale*) (p. 2884) - Adopté.

Art. 5 (*majoration des droits sur les tabacs*) (p. 2885) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2885, 2887) : MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Daniel Hoeffel, Joseph Ostermann.

Adoption (21 octobre 1997) (p. 2887).

3. - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 1998, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Martine AUBRY, ministre de l'emploi et de la solidarité (8 octobre 1997) [n° 303 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de MM. Alfred RECOURS (T. I), Claude EVIN (T. II), Denis JACQUAT (T. III), Mme Dominique GILLOT (T. IV) (23 octobre 1997) [n° 385 (97-98)] - Avis de M. Augustin BONREPAUX (23 octobre 1997) [n° 386 (97-98)] - Discussion (27, 28, 29, 30, 31 octobre et 4 novembre 1997) - Adoption (4 novembre 1997) [n° 22].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (5 novembre 1997) [n° 70 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de MM. Charles DESCOURS (T. I et IV), Jacques MACHET (T. II), Alain VASSELLE (T. III) (5 novembre 1997) [n° 73 (97-98)] - Avis de M. Jacques OUDIN (5 novembre 1997) [n° 79 (97-98)] - Discussion (12, 13 et 18 novembre 1997) - Adoption (18 novembre 1997) [n° 34].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) : (18 novembre 1997) [n° 446 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) : Rapport de M. Alfred RECOURS (19 novembre 1997) [n° 450 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) : Rapport de M. Charles DESCOURS (20 novembre 1997) [n° 91 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) : (18 novembre 1997) [n° 446 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Alfred RECOURS et plusieurs de ses collègues (20 novembre 1997) [n° 454 (97-98)] - Discussion (25 novembre 1997) - Adoption (25 novembre 1997) [n° 40].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) : (26 novembre 1997) [n° 108 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Charles DESCOURS (27 novembre 1997) [n° 119 (97-98)] - Discussion (1er décembre 1997) - Adoption (1er décembre 1997) [n° 37].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) : (1er décembre 1997) [n° 492 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Dominique GILLOT et plusieurs de ses collègues [n° 494 (97-98)] - Discussion (2 décembre 1997) - Adoption (2 décembre 1997) [n° 42].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-393 DC du 18 décembre 1997 (J. O. Lois et décrets du 23 décembre 1997) qui déclare les articles 5, 9, 12, 21, 23, 24, 27 et 31, conformes à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 97-1164 du 19 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 décembre 1997).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 1997) (p. 3363, 3424) ; (13 novembre 1997) (p. 3348, 3524) ; (18 novembre 1997) (p. 3574, 3590).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3363, 3424) : Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; M. François Autain, Mmes Nicole Borvo, Dinah Derycke, M. Charles Descours, rapporteur pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie; Mmes Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, Georges Gruillot, Emmanuel Hamel, Claude Huriet, Bernard Joly, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; François Lesein, Jacques Machet, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Michel Mercier, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Seillier, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3348, 3534) : MM. Philippe Adnot, Philippe Arnaud, Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. François Autain, Paul Blanc, Mme Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Gérard César, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Luc Dejoie, Mme Dinah Derycke, M. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie; Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Estier, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Serge Franchis, Alain Gournac, Claude Huriet, Bernard Joly, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Gérard Larcher, Pierre Lefebvre, François Lesein, Roland du Luart, Jacques Machet, Philippe Marini, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Seillier, Alain Vasselle.

TITRE I^{er}

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Art. 1^{er} (approbation du rapport) (p. 3521) - (adopté après modification p. 3534 ; précédemment réservé p. 3448).

Après l'art. 1^{er} (p. 3448).

Art. additionnel (dépôt d'un rapport sur les régimes spéciaux de sécurité sociale) (p. 3448) - Adopté (p. 3449).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Section 1

Substitution de la contribution sociale généralisée, CSG, à la cotisation maladie

Art. 2 (critère d'exonération de CSG pour les titulaires de revenus de remplacement non imposables) (p. 3449) - Adopté (p. 3451).

Art. 2 bis (exonération des indemnités versées aux victimes d'accidents du travail en capital de CSG) (p. 3452) - Adopté.

Art. 2 ter (suppression du dernier alinéa du I de l'article L. 136-4 du code de la sécurité sociale) (p. 3452) - Adopté.

Art. 3 (taux de la CSG et suppression des cotisations d'assurance maladie) (p. 3452) - Supprimé.

Après l'art. 3 (p. 3461).

Art. additionnel (compensation de la CSG au profit des jeunes agriculteurs) (p. 3461) - Adopté.

Art. 3 bis (dépôt d'un rapport sur la modification de l'assiette des cotisations sociales à la charge des employeurs) (p. 3463) - Adopté après modification (p. 3464).

Section 2

Dispositions relatives aux ressources

Art. 4 (déplafonnement des allocations familiales des employeurs et travailleurs indépendants) (p. 3464) - Adopté après modification (p. 3466).

Art. 5 (création d'une taxe de santé publique sur les tabacs) (p. 3467) - Adopté après modification (p. 3472).

Art. 6 (prélèvements sociaux sur les produits du patrimoine et les produits du capital) (p. 3473) - Adopté après modification (p. 3477).

Art. 6 bis (seuil de recouvrement des prélèvements sociaux) (p. 3477) - Adopté.

Art. 7 (augmentation de la taxation des dépenses promotionnelles des laboratoires pharmaceutiques) (p. 3477) - Adopté après modification (p. 3480).

Art. 8 (création d'une contribution sur les ventes directes des laboratoires pharmaceutiques) (p. 3480) - Adopté après modification (p. 3483).

Art. 9 (validation des taux des majorations applicables à la cotisation due au titre des accidents du travail) (p. 3483) - Supprimé (p. 3484).

Art. 10 (augmentation du taux de la taxe sur les contributions patronales au financement des garanties complémentaires de prévoyance) (p. 3484) - Adopté après modification (p. 3486).

Art. 11 (neutralisation de la seconde répartition de la contribution sociale de solidarité des sociétés, C3S, pour 1997, et affectation à la CNAMTS et à la CNAVTS des ressources supplémentaires ainsi dégagées) (p. 3486) - Adopté après modification (p. 3488).

Art. 11 bis (modification d'une définition des compensations bilatérales maladie dans le code de la sécurité sociale) (p. 3488) - Adopté.

Art. 11 ter (modification d'un intitulé dans le code de la sécurité sociale) (p. 3488) - Adopté.

Art. 12 (calcul de la compensation due par la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires, CRPCEN, à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, CNAMTS) (p. 3488) - Supprimé (p. 3490).

Art. 13 (intégration financière de la Caisse mutuelle d'assurance vieillesse des cultes, CAMAVIC, dans le régime général) (p. 3490) - Adopté après modification (p. 3491).

Après l'art. 13 (p. 3491).

Art. additionnel (harmonisation des dispositions régissant les cotisations aux régimes de retraite obligatoire et complémentaire de la Caisse nationale des barreaux français avec les autres régimes libéraux) (p. 3491) - Adopté (p. 3492).

Art. 14 (suppression du régime spécial de l'ancienne chambre de commerce et de l'industrie de Roubaix) (p. 3492) - Adopté après modification (p. 3493).

Après l'art. 14 (p. 3505).

Art. additionnel (majoration pour 1998 du taux de la CSG versée à la branche famille de 0,1 point) (p. 3505) - Adopté (p. 3506 ; précédemment réservé p. 3493).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Avant l'art. 15 (p. 3493).

Division additionnelle (Section 3 - Prévisions de recettes) (p. 3493) - Adopté.

Art. 15 (Prévisions de recettes) (p. 3506) - Adopté après modification (p. 3506 ; précédemment réservé p. 3493).

Art. 16 (fixation des objectifs de dépenses par branche) (p. 3493) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 17 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 3493) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 18 (plafonnement des ressources non permanentes) (p. 3493) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES ET A LA TRESORERIE

Section 1

Branche famille

Art. 19 (mise sous condition de ressources des allocations familiales) (p. 3493) - Supprimé (p. 3502).

Art. 20 (réduction du taux de prise en charge des cotisations sociales par l'allocation de garde d'enfant à domicile, AGED) (p. 3502) - Supprimé (p. 3505).

Après l'art. 20 (p. 3506).

Art. additionnel (ouverture d'un droit à une formation adaptée aux gardes-d'enfants dont les employeurs bénéficient de l'AGED) (p. 3506) - Adopté (p. 3507).

Section 2

Branche maladie

Art. 21 (création d'un fonds d'accompagnement social pour la modernisation des hôpitaux) (p. 3507) - Adopté après modification (p. 3509).

Art. 22 (objectifs quantifiés régionaux des cliniques privées) (p. 3509) - Adopté après modification.

Art. 23 (validation de la nomenclature applicable aux actes de scanographie) (p. 3509) - Adopté (p. 3510).

Après l'art. 23 (p. 3510).

Art. additionnel (encadrement de l'évolution des dépenses du secteur médico-social) (p. 3510) - Adopté (p. 3511).

Avant l'art. 23 bis (p. 3512).

Intitulé de la division (Section 3 - Objectifs de dépenses par branche) (p. 3512) - Adopté.

Art. 23 bis (fixation des objectifs de dépenses par branche) (p. 3514) - Adopté après modification (p. 3516).

Avant l'art. 23 ter (p. 3516).

Intitulé de la division (Section 4 - Objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 3516) - Adopté.

Art. 23 ter (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie, ONDAM) (p. 3512) - Adopté après modification (par priorité p. 3514).

Avant l'art. 24 (p. 3516).

Division additionnelle (Section 5 - Mesures relatives à la dette et aux plafonds d'avances de trésorerie) (p. 3516) - Adopté.

Art. 24 (ratification du décret n° 97-918 du 8 octobre 1997 portant relèvement du plafond des avances de trésorerie au régime général) (p. 3516) - Adopté.

Art. 25 (reprise de la dette sociale 1996-1998 par la Caisse d'amortissement de la dette sociale, CADES) (p. 3516) - Adopté après modification (p. 3517).

Avant l'art. 26 (p. 3519).

Intitulé (Plafonds d'avances de trésorerie) (p. 3519) - Supprimé.

Art. 26 (plafonds des avances de trésorerie) (p. 3519) - Adopté après modification (p. 3521).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3574, 3587) : Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la

solidarité; Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Guy Cabanel, Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie; Mme Joëlle Dusseau, MM. Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Adrien Gouteyron, président de la commission des affaires culturelles; Jacques Habert, Claude Huriet, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Dominique Leclerc, François Lesein, Jacques Machet, Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances; Bernard Seillier, Alain Vasselle.

Scrutin public n° 15 (p. 3587).

Adoption (18 novembre 1997) (p. 3587).

Discussion (nouvelle lecture)

(1er décembre 1997) (p. 4260, 4275).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : Mmes Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité; Nicole Borvo, M. Jean Chérioux, Mme Dinah Derycke, MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Charles Descours, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé; Jacques Oudin, rapporteur pour avis de la commission des finances.

Motion n° 1 de la commission des affaires sociales tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4270).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (p. 4275; scrutin public n°30).

Rejet (1er décembre 1997) (p. 4275).

Sénégal

Voir *Traités et conventions*, 18

Service national

Voir *Lois de finances*
Service national, 2

1. - Projet de loi portant réforme du service national, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Charles MILLON, ministre de la défense (27 novembre 1996) [n° 3177 (96-97)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Jacques BOYON (23 janvier 1997) [n° 3309 (96-97)] - Discussion (28,29,30,31 janvier, 4 février 1997) - Adoption (4 février 1997) [n° 651].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (4 février 1997) [n° 205 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (26 février 1997) [n° 231 (96-97)] - Discussion (4, 5 et 6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 79].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (6 mars 1997) [n° 3412 (96-97)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Jacques BOYON (19 mars 1997) [n° 3452 (96-97)] - Discussion (26 mars 1997) - Adoption (26 mars 1997) [n° 687].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (27 mars 1997) [n° 292 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 320 (96-97)].

Discussion (première lecture)

(4 mars 1997) (p. 1153, 1183); (5 mars 1997) (p. 1195, 1238); (6 mars 1997) (p. 1244, 1268).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1153, 1183 ; 1195, 1209) : *MM. José Balareello, Jean-Luc Bécart, Jean Clouet, Yvon Collin, Jean-Patrick Courtois, Bertrand Delanoë, Hubert Durand-Chastel, Philippe de Gaulle, Paul Girod, Hubert Haenel, Jacques Legendre, Jean-Luc Mélenchon, Charles Millon, ministre de la défense; Bernard Plasaït, Franck Sérusclat, François Trucy, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Motion n°67 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Danielle Bidard-Reydet tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 1209).

Rejet de la motion (p. 1212).

Motion n°8 de M. Claude Estier, soutenue par M. André Rouvière, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 1212).

Rejet de la motion (p. 1216).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1216, 1238; 1244, 1268) : *MM. Nicolas About, Jean Chérioux, Charles de Cuttoli, Bertrand Delanoë, Charles Descours, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Daniel Goulet, Jacques Habert, Charles Millon, ministre de la défense; Alain Vasselle, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

Art. 1^{er} (création d'un livre premier du code du service national) (p. 1216, 1238 ; 1244, 1251) - Adopté après modification.

Art. 2 (rapport au Parlement) (p. 1251) - Adopté après modification.

Art. 3 (constitution d'un livre deuxième du code du service national) (p. 1251) - Adopté après modification (p. 1252).

Art. 4 (modification du livre II du code du service national) (p. 1252) - Adopté après modification (p. 1258).

Art. 5 (situation des jeunes femmes nées avant le 1er janvier 1985) (p. 1258) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 6 (système de reports) (p. 1258) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 7 (service militaire adapté) (p. 1258) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 (cas des personnes nées entre le 1er janvier 1979 et le 31 juillet 1980) (p. 1258) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 9 (prise en compte du service national dans le code du travail) (p. 1258) - Adopté après modification (p. 1261).

Art. 10 (suppression de la fiche liée au jugement d'admonestation) (p. 1261) - Adopté après modification.

Après l'art. 10 (p. 1261).

Art. additionnel (indemnité mensuelle versée aux volontaires du service national) (p. 1261) - Adopté (p. 1262).

Art. 11 (prise en compte de la réforme du service national dans le code civil) (p. 1262) - Adopté après modification (p. 1263).

Art. 11 bis (dispositions transitoires du code civil) (p. 1263) - Adopté.

Après l'art. 11 bis (p. 1263).

Art. additionnel (inscription dans le code de la sécurité sociale des modifications nécessaires à la validation des périodes de volontariat parmi les dépenses prises en charge par le Fonds de solidarité vieillesse et à la défiscalisation

de l'indemnisation versée aux volontaires) (p. 1263) - Adopté.

Art. 12 (application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) (p. 1263) - Adopté (p. 1264).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1264, 1268) : *MM. Nicolas About, Bertrand Delanoë, Hubert Durand-Chastel, Daniel Goulet, Emmanuel Hamel, Bernard Joly, Charles Millon, ministre de la défense; Alain Vasselle, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

Scrutin public n° 111 (p. 1268).

Adoption (6 mars 1997) (p. 1268).

2. - Projet de loi portant réforme du service national, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Alain RICHARD, ministre de la défense (20 août 1997) [n° 199 (96-97)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Didier BOULAUD (10 septembre 1997) [n° 205 (96-97)] - Urgence - Discussion (18 et 22 septembre 1997) - Adoption (22 septembre 1997) [n° 5].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 septembre 1997) [n° 426 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (1er octobre 1997) [n° 4 (97-98)] - Discussion (7 octobre 1997) - Adoption (7 octobre 1997) [n° 3].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Didier BOULAUD (9 octobre 1997) [n° 304 (97-98)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Serge VINÇON (9 octobre 1997) [n° 22 (97-98)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 octobre 1997) [n° 300 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Didier BOULAUD (13 octobre 1997) [n° 314 (97-98)] - Discussion (13 octobre 1997) - Adoption (13 octobre 1997) [n° 16].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 octobre 1997) [n° 30 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (15 octobre 1997) [n° 35 (97-98)] - Discussion 16 octobre 1997 - Adoption (16 octobre 1997) [n° 19].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (16 octobre 1997) [n° 330 (97-98)] - Renvoi à la commission de la défense - Rapport de M. Didier BOULAUD [n° 340 (97-98)] - Discussion (21 octobre 1997) - Adoption (21 octobre 1997) [n° 17].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 97-392 DC du 7 novembre 1997 (J. O. Lois et décrets du 8 novembre 1997) qui déclare le Conseil Constitutionnel incompétent (saisine postérieure à la promulgation).

PROMULGATION : loi n° 97-1019 du 28 octobre 1997 (J. O. Lois et décrets du 8 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(7 octobre 1997) (p. 2616, 2675).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2616, 2649) : *MM. Nicolas About, Jean-Luc Bécart, Robert Calmejane, Bertrand Delanoë, André Dulait, Jacques Habert, Hubert Haenel, Philippe Marini, Alain Richard, ministre de la défense; André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2649, 2675) : MM. Nicolas About, Robert Calmejane, Charles de Cuttoli, Bertrand Delanoë, Claude Estier, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Bernard Joly, Alain Richard, ministre de la défense; Philippe Richert, André Rouvière, Franck Sérusclat, François Trucy, Paul Vergès, Robert-Paul Vigouroux, Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

PREMIERE PARTIE.

Art. 1^{er} (création d'un livre Ier du code du service national) (p. 2649).

LIVRE PREMIER.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU SERVICE NATIONAL

Chapitre 1^{er}

Principes

Art. L. 111-1 du code du service national (*obligation des citoyens de concourir à la défense de leur pays*) (p. 2652) - Adopté après modification.

Art. L. 111-2 du code du service national (*contenu du service national universel*) (p. 2652) - Adopté après modification (p. 2655).

Art. L. 111-3 du code du service national (*principe du volontariat*) (p. 2655) - Adopté après modification.

Chapitre 2

Champ d'application

Art. L. 112-1 du code du service national (*champ d'application du livre Ier*) (p. 2655) - Adopté après modification (p. 2656).

Art. L. 112-2 du code du service national (*suspension et rétablissement éventuel de la conscription*) (p. 2656) - Adopté après modification.

Art. L. 112-3 du code du service national (*dispositions transitoires pour le recensement*) (p. 2657) - Adopté.

Art. L. 112-4 du code du service national (*dispositions transitoires pour la Rencontre armées-jeunesse*) (p. 2657) - Adopté après modification.

Art. L. 112-5 du code du service national (*dispositions relatives aux jeunes gens nés en 1979*) (p. 2657) - Adopté.

Art. L. 112-6 du code du service national (*mixité des préparations militaires*) (p. 2657) - Adopté.

Chapitre 3

Le recensement

Art. L. 113-1 du code du service national (*obligation de recensement*) (p. 2657) - Adopté.

Art. L. 113-2 du code du service national (*attestation de recensement*) (p. 2657) - Adopté.

Art. L. 113-3 du code du service national (*obligation de recensement pour les personnes acquérant la nationalité française. Faculté pour certaines catégories d'étrangers*) (p. 2657) - Adopté.

Art. L. 113-4 du code du service national (*inscription aux examens et concours*) (p. 2657) - Adopté après modification (p. 2658).

Art. L. 113-5 du code du service national (*inscription sur les listes de recensement en cas d'omission*) (p. 2658) - Adopté.

Art. L. 113-5-1 du code du service national (*gestion des dossiers des personnes recensées*) (p. 2658) - Adopté.

Art. L. 113-6 du code du service national (*actualisation des renseignements fournis au moment du recensement*) (p. 2658) - Adopté.

Art. L. 113-7 du code du service national (*modalités d'application*) (p. 2658) - Adopté.

Chapitre 4

L'enseignement de la défense et la Rencontre armées-jeunesse

Art. L. 114-1 du code du service national (*enseignement des principes de la défense par l'éducation nationale*) (p. 2658) - Adopté après modification (p. 2659).

Art. L. 114-2 du code du service national (*obligation de se rendre à la Rencontre armées-jeunesse*) (p. 2659) - Adopté après modification.

Art. L. 114-3 du code du service national (*contenu de la Rencontre armées-jeunesse*) (p. 2660) - Adopté après modification (p. 2661).

Art. L. 114-4 du code du service national (*date de la convocation à la Rencontre armées-jeunesse*) (p. 2661) - Adopté (p. 2662).

Art. L. 114-5 du code du service national (*régularisation de la situation administrative entre dix-huit et vingt-cinq ans*) (p. 2661) - Adopté (p. 2662).

Art. L. 114-6 du code du service national (*sanctions*) (p. 2661) - Adopté (p. 2662).

Art. L. 114-6-1 du code du service national (*situation des personnes handicapées*) (p. 2661) - Adopté (p. 2662).

Art. L. 114-7 du code du service national (*cas des Français résidant à l'étranger*) (p. 2661) - Adopté (p. 2662).

Art. L. 114-8 du code du service national (*omission des listes de recensement : conséquences sur la participation à la Rencontre armées-jeunesse*) (p. 2661) - Adopté (p. 2662).

Art. L. 114-9 du code du service national (*responsabilité de l'Etat en cas de dommages corporels*) (p. 2662) - Adopté après modification.

Art. L. 114-9-1 du code du service national (*conclusion de conventions entre les responsables des établissements d'accueil de la Rencontre armées-jeunesse et l'administration chargée du service national*) (p. 2662) - Adopté.

Art. L. 114-10 du code du service national (*préparation militaire*) (p. 2662) - Adopté.

Art. L. 114-11 du code du service national (*modalités particulières de convocation à l'appel de préparation à la défense pendant la période de transition des jeunes Français nés en 1980, 1981 et 1982*) (p. 2662) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. L. 114-12 du code du service national (*modalités d'application*) (p. 2662) - Adopté après modification (p. 2663).

Après l'art. 114-12 du code du service national (p. 2663).

Chapitre additionnel

Création d'un Haut Conseil du service national

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX VOLONTARIATS

Chapitre 1^{er}

Le volontariat dans les armées

Art. L. 121-1 du code du service national (*principes généraux du volontariat militaire*) (p. 2663) - Adopté après modification (p. 2664).

Art. L. 122-2 du code du service national (*champ d'application*) (p. 2664) - Adopté.

Adoption de l'article 1er modifié (p. 2665).

Art. 2 (*constitution d'un livre deuxième du code du service national*) (p. 2665) - Adopté.

Art. 3 (*volontariat dans les armées*) (p. 2665) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

DEUXIEME PARTIE

DISPOSITIONS PARTICULIERES MODIFIANT LE LIVRE II (ART. L. 1 A L. 159 DU CODE DU SERVICE NATIONAL).

Art. 4 (*réforme du code du service national*) (p. 2665) - Adopté après modification (p. 2668).

TROISIEME PARTIE

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 5 (*prise en compte de la réforme du service national dans le code du travail*) (p. 2668) - Adopté après modification (p. 2670).

Art. 6 (*modification de la loi portant statut général des militaires*) (p. 2670) - Adopté après modification (p. 2671).

Après l'art. 6 bis (p. 2671).

Art. additionnel (*adaptation de la procédure pénale aux juridictions militaires*) (p. 2671) - Adopté (p. 2672).

Art. 7 (*modification par ordonnance du code de justice militaire, du code de procédure pénale et de la loi n° 82-621 du 21 juillet 1982*) (p. 2672) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 8 (*conditions d'exécution du volontariat. Renvoi à une loi ultérieure*) (p. 2672) - Adopté.

Art. 8 bis (*rapport au Parlement*) (p. 2672) - Adopté.

Art. 9 (*application aux territoires d'outre-mer et à Mayotte*) (p. 2672) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2672, 2675) : MM. Robert Calmejane, Bertrand Delanoë, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Bernard Joly, Alain Richard, ministre de la défense; Philippe Richert, François Trucy, Robert-Paul Vigouroux.

Adoption (7 octobre 1997) (p. 2675).

Discussion (nouvelle lecture)

(16 octobre 1997) (p. 2843, 2851).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE : MM. Jean-Luc Bécart, Claude Estier, Jacques Habert, Alain Richard, ministre de la défense; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

Motion n° 1 de la commission des affaires étrangères tendant à opposer la question préalable (p. 2848).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (16 octobre 1997) (p. 2851).

Service public

Voir *Transports, 1*

Services du Premier ministre

Voir *Lois de finances*

Services publics locaux

Voir *Administration, 1*

Sessions parlementaires

Voir *Allocutions et communications*

Sida

Voir *Rapports du Gouvernement*

Slovaquie

Voir *Allocutions et communications*

Slovénie

Voir *Traités et conventions, 33*

Société nationale des chemins de fer français (SNCF)

Voir *Rappels au règlement Transports, 1*

Solidarité

Voir *Déclarations du Gouvernement, 3*

Structures agricoles

Voir *Agriculture, 1*

Suisse

Voir *Allocutions et communications*

T

Taxe professionnelle

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 2

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Voir *Union européenne*, 1

Télécommunications

Voir *Rapports au Parlement*
Traités et conventions, 39
Union européenne, 1

Télévision

Voir *Lois de finances*

Togo

Voir *Traités et conventions*, 17

Tourisme et loisir

Voir *Logement*, 1 Art. 3
Lois de finances

Traité de Maastricht

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 1

Traités et conventions

1. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (5 juin 1996) [n° 2837 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier DENIAU (27 novembre 1996) [n° 3173 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 615].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 137 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Yves GUENA commun avec ceux des projets de loi n° 2838 - 2840 - 2841 - 2842 (95-96) du 5 juin 1996 - Traités et conventions - (18 décembre 1996) [n° 158 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 57].

PROMULGATION : loi n° 97-54 du 22 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1997) (p. 105, 111).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 105, 111) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 138 (96-97), n° 139 (96-97), n° 140 (96-97) et n° 141 (96-97) - Traités et conventions) : MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Jacques Habert, François Lesein, Mme Danièle Pourtaud, M. Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 111).

Adoption (16 janvier 1997) (p. 111).

2. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République Kirghize, d'autre part, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (5 juin 1996) [n° 2840 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roger-Gérard SCHWARTZENBERG (27 novembre 1996) [n° 3170 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 616].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 138 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Yves GUENA commun avec ceux des projets de loi n° 2837 (95-96) - 2838 (95-96) - 2841(95-96) - 2842 (95-96) du 5 juin 1996 - Traités et conventions - (18 décembre 1996) [n° 158 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 58].

PROMULGATION : loi n° 97-51 du 22 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1997) (p. 105, 112).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 105, 111) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 137 (96-97), n° 139 (96-97), n° 140 (96-97) et n° 141 (96-97) - Traités et conventions) : MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Jacques Habert, François Lesein, Mme Danièle Pourtaud, M. Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 111, 112).

Adoption (16 janvier 1997) (p. 112).

3. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (ensemble trois annexes, un protocole et un acte final), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (5 juin 1996) [n° 2841 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves LE DEAUT (27 novembre 1996) [n° 3169 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 617].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 139 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Yves GUENA commun avec ceux des projets de loi n° 2837 (95-96) - 2838 (95-96) - 2840 (95-96) - 2842 (95-96) du 5 juin 1996 - Traités et conventions - (18 décembre 1996) [n° 158 (96-97)] - Traités et conventions - (18 décembre 1996) [n° 158 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 59].

PROMULGATION : loi n°97-55 du 22 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1997) (p. 105, 112).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 105, 111) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 137 (96-97), n° 138 (96-97), n° 140 (96-97) et n° 141 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Jacques Habert, François Lesein, Mme Danièle Pourtaud, M. Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 112).

Adoption (16 janvier 1997) (p. 112).

4. - **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (5 juin 1996) [n° 2838 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René ANDRE (27 novembre 1996) [n° 3172 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 618].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 140 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Yves GUENA avec ceux des projets de loi n° 2837 (95-96) - 2840 (95-96) - 2841 (95-96) - 2842 (95-96) du 5 juin 1997 - Traités et conventions - 18 décembre 1996 [n° 158 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 60].

PROMULGATION : loi n° 97-53 du 22 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1997) (p. 105, 112).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 105, 111) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 137 (96-97), n° 138 (96-97), n° 139 (96-97) et n° 141 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération; Jacques Habert, François Lesein, Mme Danièle Pourtaud, M. Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 112).

Adoption (16 janvier 1997) (p. 112).

5. - **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (5 juin 1996) [n° 2842 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude-Gérard MARCUS (27 novembre 1996) [n° 3168 (96-97)] - Discussion (11 décembre 1996) - Adoption (11 décembre 1996) [n° 619].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1996) [n° 141 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Yves GUENA commun avec ceux des projets de loi n° 2837 (95-96) - 2838 (95-96) - 2840 (95-96) - 2841 (95-96) du 5 juin 1996 - Traités et conventions - (18 décembre 1996) [n° 158 (96-97)] - Discussion (16 janvier 1997) - Adoption (16 janvier 1997) [n° 61].

PROMULGATION : loi n° 97-52 du 22 janvier 1997 (J.O. Lois et décrets du 23 janvier 1997).

Discussion (première lecture)

(16 janvier 1997) (p. 105, 112).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 105, 111) (Discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 137 (96-97), n° 138 (96-97), n° 139 (96-97) et n° 140 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Jacques Godfrain, ministre*

délégué à la coopération; Jacques Habert, François Lesein, Mme Danièle Pourtaud, M. Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 112).

Adoption (16 janvier 1997) (p. 112).

6. - **Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et le Royaume d'Espagne en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (6 novembre 1996) [n° 3106 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre GARMENDIA (21 janvier 1997) [n° 3298 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 647].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 1997) [n° 203 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Emmanuel HAMEL (26 février 1997) [n° 235 (96-97)] - Discussion (4 mars 1997) - Adoption (4 mars 1997) [n° 75].

PROMULGATION : loi n° 97-206 du 10 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 11 mars 1997).

Discussion (première lecture)

(4 mars 1997) (p. 1118, 1120).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1118, 1120) : *M. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1120).

Adoption (p. 1120).

7. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 9 janvier 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République des Philippines tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (16 juillet 1996) [n° 492 (95-96)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Emmanuel HAMEL (26 février 1997) [n° 233 (96-97)] - Discussion (4 mars 1997) - Adoption (4 mars 1997) [n° 76].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 192 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(4 mars 1997) (p. 1120, 1121).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1120, 1121) : *M. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1121).

Adoption (p. 1121).

8. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Jamaïque en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1996 - 9 janvier 1997) [n° 171 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Emmanuel HAMEL (26 février 1997) [n° 234 (96-97)] - Discussion (4 mars 1997) - Adoption (4 mars 1997) [n° 77].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 194 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BRANA (21 janvier 1998) [n° 648 (97-98)].

Discussion (première lecture)

(4 mars 1997) (p.1121, 1123).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1121, 1123) : *M. Emmanuel Hamel, rapporteur de la commission des finances; Mme Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1123).

Adoption (p. 1123).

9. - Projet de loi autorisant la ratification du traité sur la Charte de l'énergie (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (22 janvier 1997) [n° 186 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (19 mars 1997) [n° 267 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption [n° 85].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 195 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(20 mars 1997) (p. 1591, 1593).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1591, 1593) : *M. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1593).

Adoption (20 mars 1997) (p. 1593).

10. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de la Meuse, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1996 - 4 janvier 1997) [n° 169 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT, avec celui du projet de loi n° 168 (96-97) du 4 janvier 1997 - Traités et conventions - (30 janvier 1997) [n° 198 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (21 mars 1997) [n° 3465 (96-97)] (10ème législature) - [n° 196 (96-97)] (11ème législature) - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Georges HAGE avec celui du projet de loi n° 168 (96-97) du 4 janvier 1997 - Traités et conventions - (12 novembre 1997) [n° 437 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997) [n° 34].

PROMULGATION : loi n° 97-1100 du 28 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1997) (p. 1593, 1594).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1593, 1594) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 168 (96-97) - Traités et conventions) : *M. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1594).

Adoption (20 mars 1997) (p. 1594).

11. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord concernant la protection de l'Escaut, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1996 - 4 janvier 1997) [n° 168 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT, avec celui du projet de loi n° 169 (96-97) du 4 janvier 1997 - Traités et conventions - (30 janvier 1997) [n° 198 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 87].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 197 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Georges HAGE avec celui du projet de loi n° 169 (96-97) du 4 janvier 1997 - Traités et conventions - (12 novembre 1997) [n° 437 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997) [n° 35].

PROMULGATION : loi n° 97-1099 du 28 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1997) (p. 1593, 1594).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1593, 1594) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 169 (96-97) - Traités et conventions) : *M. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1594).

Adoption (20 mars 1997) (p. 1594).

12. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1996 - 4 janvier 1997) [n° 170 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT (30 janvier 1997) [n° 199 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 88].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (29 juillet 1997) [n° 193 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves GATEAUD (12 novembre 1997) [n° 438 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1998) [n° 33].

PROMULGATION : loi n° 97-1101 du 28 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1997) (p. 1595, 1596).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1595, 1596) : *M. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1596).

Adoption (20 mars 1997) (p. 1596).

13. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et la désertification, en particulier en Afrique (ensemble quatre annexes), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (2 octobre 1996) [n° 3007 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland NUNGESSER (26 février 1997) [n° 3386 (96-97)] - Discussion (6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 665].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 mars 1997) [n° 246 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BIARNES (12 mars 1997) [n° 254 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 89].

PROMULGATION : loi n° 97-281 du 26 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 27 mars 1997).

Discussion (première lecture)

(20 mars 1997) (p. 1596, 1598).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1596, 1598) : MM. André Dulait, en remplacement de M. Pierre Biarnès, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1598).

Adoption (20 mars 1997) (p. 1598).

14. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République tchèque pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 décembre 1997 - 9 janvier 1997) [n° 173 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Maurice LOMBARD (5 février 1997) [n° 209 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 95].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 31 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Claude LEFORT (21 janvier 1998) [n° 646 (97-98)].

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2047, 2048).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2047, 2048) : MM. Maurice Lombard, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2048).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2048).

15. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (6 novembre 1996) [n° 3105 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland BLUM (26 février 1997) [n° 3387 (96-97)] - Discussion (6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 663].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 mars 1997) [n° 245 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Maurice LOMBARD (19 mars 1997) [n° 268 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 96].

PROMULGATION : loi n° 97-741 du 2 juillet 1997 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2048, 2050).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2048, 2050) : MM. Maurice Lombard, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2050).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2050).

16. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble un échange de lettres), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Edouard BALLADUR, Premier ministre, par M. Alain JUPPE, ministre des affaires étrangères (8 mars 1995) [n° 1979 (94-95)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier DENIAU (6 décembre 1995) [n° 2420 (95-96)] - Discussion (6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 666].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 mars 1997) [n° 247 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON commun avec celui sur le projet de loi n° 299 (96-97) du 2 avril 1997 - Traités et conventions - (7 mai 1997) [n° 336 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 99].

PROMULGATION : loi n° 97-742 du 2 juillet 1997 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2050, 2052).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2050, 2052) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 248 [96-97] et n° 299 [96-97] - Traités et conventions) : MM. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2052).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2052).

17. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République togolaise relative à la circulation et au séjour des personnes (ensemble deux échanges de lettres), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 mars 1997 - 2 avril 1997) [n° 299 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Serge VINÇON avec celui sur le projet de loi n° 1979 (94-95) du 8 mars 1995 - Traités et conventions - (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 7 mai 1997) [n° 336 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 32 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2050, 2052).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2050, 2052) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 247 [96-97] et n° 248 [96-97] - Traités et conventions) : MM. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2052).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2052).

18. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal relative à la circulation des personnes (ensemble une annexe), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (7 août 1996) [n° 2977 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves LE DEAUT (21 janvier 1997) [n° 3302 (96-97)] - Discussion (6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 667].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 mars 1997) [n° 248 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (12 mars 1997) [n° 255 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 97].

PROMULGATION : loi n° 97-744 du 2 juillet 1997 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2050, 2052).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2050, 2052) (discussion générale commune avec celles des projets de loi n° 299 [96-97] et n° 247 [96-97] - Traités et conventions) : *MM. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2052).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2052).

19. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention créant l'Association des Etats de la Caraïbe (ensemble deux annexes), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (22 janvier 1997) [n° 187 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY commun avec celui sur le projet de loi n° 188 (96-97) du 22 janvier 1997 - Traités et conventions - (26 mars 1997) [n° 289 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 26 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques GODEFRAIN commun avec celui sur le projet de loi n° 188 (96-97) du 22 janvier 1997 - Traités et conventions - (10 décembre 1997) [n° 510 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 52].

PROMULGATION : loi n° 97-1272 du 29 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2052, 2054).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2052, 2054) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 188 [96-97] - Traités et conventions) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2054).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2054).

20. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Association des Etats de la Caraïbe définissant les modalités de la participation de la République française à l'Association des Etats de la Caraïbe en tant que

membre associé au titre de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (22 janvier 1997) [n° 188 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY commun avec celui sur le projet de loi n° 187 (96-97) du 22 janvier 1997 - Traités et conventions - (26 mars 1997) [n° 289 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 27 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques GODEFRAIN commun avec celui sur le projet de loi n° 187 (96-97) du 22 janvier 1997 - Traités et conventions - (10 décembre 1997) [n° 510 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 53].

PROMULGATION : loi n° 97-1271 du 29 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2052, 2055).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2052, 2054) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 187 [96-97] - Traités et conventions) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2055).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2055).

21. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (15 janvier 1997) [n° 3293 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Willy DIMEGLIO (20 février 1997) [n° 3376 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 680].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 mars 1997) [n° 280 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme. Paulette BRISEPIERRE (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 321 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 102].

PROMULGATION : loi n° 97-743 du 2 juillet 1997 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2055, 2060).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2055, 2060) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 279 [96-97] - Traités et conventions) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2060).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2060).

22. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (31 juillet 1996) [n° 2973 (95-96)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Bernard RAIMOND (21 janvier 1997) [n° 3303 (96-97)] - Discussion (20 mars 1997) - Adoption (20 mars 1997) [n° 679].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (25 mars 1997) [n° 279 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 319 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 103].

PROMULGATION : loi n° 97-745 du 2 juillet 1997 (J.O. Lois et décrets du 3 juillet 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2055, 2060).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2055, 2060) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 280 [96-97] - Traités et conventions) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2060).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2060).

23. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle, scientifique et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 328 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques HABERT (12 juin 1997) [n° 356 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 104].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 30 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2060, 2061).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2060, 2061) : *MM. Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2061).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2061).

24. - Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschau et Altenheim (ensemble une annexe), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 27 mars 1997 - 9 avril 1997) [n° 304 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 7 mai 1997) [n° 337 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 28 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Marc REYMANN (12 novembre 1997) [n° 439 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997).

PROMULGATION : loi n° 97-1102 du 28 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2060, 2061).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2061, 2063) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2063).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2063).

25. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (protocole II, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996), annexé à la convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi sur certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 23 avril 1997) [n° 326 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY (12 juin 1997) [n° 355 (96-97)] - Discussion (24 juin 1997) - Adoption (24 juin 1997) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 juin 1997) [n° 29 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(24 juin 1997) (p. 2063, 2066).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2063, 2066) : *Mme Lucette Michaux-Chevry, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2066).

Adoption (24 juin 1997) (p. 2066).

26. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République hellénique à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 et le Royaume d'Espagne et la République portugaise par les accords signés à Bonn le 25 juin 1991, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (13 juin 1997) [n° 3 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François LONCLE (17 septembre 1997) [n° 222 (96-97)] - Discussion (23 septembre 1997) - Adoption (23 septembre 1997) [n° 6].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 septembre 1997) [n° 427 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT, commun avec celui du projet de loi n° 7 ((96-97) du 13 juin 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 431 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 5].

PROMULGATION : loi n° 97-967 du 21 octobre 1997 (J.O. Lois et décrets du 22 octobre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2757, 2770).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2757, 2770) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 428 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Denis Badré, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Paul Masson, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Robert Pagès, André Rouvière.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2770).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2770) : *MM. Emmanuel Hamel, Robert Pagès.*

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2770).

27. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République d'Autriche à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle ont adhéré la République italienne, le Royaume d'Espagne et la République portugaise, et la République hellénique par les accord signés respectivement le 27 novembre 1990, le 25 juin 1991 et le 6 novembre 1992, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (13 juin 1997) [n° 7 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François LONCLE (17 SEPTEMBRE 1997) [n° 222 (96-97)] - Discussion (23 septembre 1997) - Adoption (23 septembre 1997) [n° 7].**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (23 septembre 1997) [n° 428 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Nicolas ABOUT, commun avec celui du projet de loi n° 3 (96-97) du 13 juin 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 431 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 6].

PROMULGATION : loi n° 97-966 du 21 octobre 1997 (J.O. Lois et décrets du 22 octobre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2757, 2770).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2757, 2770) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 427 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Denis Badré, Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Paul Masson, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Robert Pagès, André Rouvière.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2770).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2770) : *MM. Emmanuel Hamel, Robert Pagès.*

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2770).

28. - **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne portant création d'un office européen de police (ensemble une annexe et quatre**

déclarations), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (19 juin 1997) [n° 363 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Nicolas ABOUT commun avec celui du projet de loi n° 364 (96-97) du 19 juin 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 430 (96-97)] - Avis de M. Paul MASSON, commun avec celui du projet de loi n° 364 (96-97) du 19 juin 1997 - (9 octobre 1997) [n° 24 (97-98)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 324 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André BOREL avec celui du projet de loi n° 364 (96-97) du 19 juin 1997 - Traités et conventions - (12 novembre 1997) [n° 436 (96-97)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 25].

PROMULGATION : loi n° 97-1089 du 27 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2770, 2775).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2770, 2775) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 364 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Robert Pagès.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2775).

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2775).

29. - **Projet de loi autorisant la ratification du protocole établi sur la base de l'article K. 3 du traité sur l'Union européenne concernant l'interprétation, à titre préjudiciel, par la Cour de justice des Communautés européennes de la convention portant création d'un office européen de police, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (19 juin 1997) [n° 364 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission des lois - Rapport commun de M. Nicolas ABOUT, avec celui du projet de loi n° 363 (96-97) du 19 juin 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 430 (96-97)] - Avis de M. Paul MASSON, commun avec celui du projet de loi n° 363 (96-97) du 19 juin 1997 - (9 octobre 1997) [n° 24 (97-98)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 8].**

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 323 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André BOREL avec celui du projet de loi n° 363 (96-97) du 19 juin 1997 - Traités et conventions - (12 novembre 1997) [n° 436 (96-97)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 26].

PROMULGATION : loi n° 97-1090 du 27 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2770, 2775).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2770, 2775) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 363 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. Nicolas About, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Robert Pagès.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2775).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2775) : *M. Robert Pagès*.

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2775).

30. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lituanie, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 24 juillet 1997) [n° 392 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT, commun avec ceux des projets de loi n° 393 (96-97) et n° 394 (96-97) du 24 juillet 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 429 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 315 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BRANA (12 novembre 1997) [n° 434 (97-98)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 28].

PROMULGATION : loi n° 97-1092 du 27 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2777, 2781).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2777, 2780) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 393 (96-97) et n° 394 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2781).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2781) : *M. Daniel Millaud*.

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2781).

31. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Lettonie, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 24 juillet 1997) [n° 393 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT, avec ceux des projets de loi n° 392 (96-97) et n° 394 (96-97) du 24 juillet 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 429 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 316 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Joseph TYRODE, avec le projet de loi n° 394 (96-97) du 24 juillet 1997 - Traités et conventions - (12 novembre 1997) [n° 435 (97-98)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 29].

PROMULGATION : loi n° 97-1093 du 27 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2777, 2781).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2777, 2780) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 392 (96-97) et n° 394 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2781).

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2781).

32. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Estonie, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 24 juillet 1997) [n° 394 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. André DULAIT, avec ceux des projets de loi n° 392 (96-97) et n° 393 (96-97) du 24 juillet 1997 - Traités et conventions - (24 septembre 1997) [n° 429 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 318 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Joseph TYRODE, avec le projet de loi n° 393 (96-97) du 24 juillet 1997 - Traités et conventions - (12 novembre 1997) [n° 435 (97-98)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 30].

PROMULGATION : loi n° 97-1094 du 27 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2777, 2781).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2777, 2780) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 392 (96-97) et n° 393 (96-97) - Traités et conventions) : *MM. André Dulait, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2781).

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2781).

33. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès verbal de la séance du 26 juin 1997 - 17 juillet 1997) [n° 388 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (17 septembre 1997) [n° 422 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 317 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Yves DAUGE (4 novembre 1997) [n° 420 (97-98)] - Discussion (19 novembre 1997) - Adoption (19 novembre 1997) [n° 27].

PROMULGATION : loi n° 97-1091 du 27 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 28 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2775, 2777).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2775, 2777) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2777).

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2777).

34. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Croatie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 15 mai 1997) [n° 342 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (17 septembre 1997) [n° 419 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 322 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Charles EHRMANN (4 novembre 1997) [n° 422 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997) [n° 32].

PROMULGATION : loi n° 97-1103 du 28 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2781, 2783).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2781, 2782) : MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2782).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2782, 2783) : M. Daniel Millaud.

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2783).

35. - Projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (ensemble trois déclarations), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 juin 1997) [n° 371 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (17 septembre 1997) [n° 420 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 321 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2783, 2785).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2783, 2784) : MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Daniel Hoeffel, Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2784, 2785).

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2785).

36. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 7 mai 1997) [n° 338 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bernard PLASAIT (2 juillet 1997) [n° 380 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 320 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2785, 2787).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2785, 2787) : MM. Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Bernard Plasait, rapporteur de la commission des affaires étrangères.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2787).

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2787).

37. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (ensemble quatre annexes et deux appendices), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 10 juillet 1997) [n° 386 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques HABERT (17 septembre 1997) [n° 421 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 1997) [n° 319 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Aloyse WARHOVER (10 décembre 1997) [n° 509 (97-98)] - Discussion (18 décembre 1997) - Adoption (18 décembre 1997) [n° 59].

PROMULGATION : loi n° 97-1274 du 29 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2787, 2789).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2787, 2788) : MM. Jacques Habert, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2788).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2788, 2789) : Mme Anne Heinis.

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2789).

38. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne concernant la construction et l'exploitation de la section internationale d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre la France et l'Espagne (façade méditerranéenne), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (6 novembre 1996) [n° 3104 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques BLANC (21 janvier 1997) [n° 3299 (96-97)] - Discussion (29 janvier 1997) - Adoption (29 janvier 1997) [n° 648].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 1997) [n° 201 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Pour avis à la commission affaires économiques - Rapport de M. André ROUVIERE (12 mars 1997) [n° 252 (96-97)] - Avis de M. Roland COURTEAU (12 mars 1997) [n° 253 (96-97)] - Discussion (14 octobre 1997) - Adoption (14 octobre 1997) [n° 17].

PROMULGATION : loi n° 97-968 du 21 octobre 1997 (J.O. Lois et décrets du 22 octobre 1997).

Discussion (première lecture)

(14 octobre 1997) (p. 2789, 2795).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2789, 2795) : *MM. Paul Blanc, Roland Courteau, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes; Robert Pagès, André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères; André Vézinhel.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2795).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2795) : *M. Emmanuel Hamel.*

Adoption (14 octobre 1997) (p. 2795).

39. - **Projet de loi autorisant l'approbation du quatrième protocole (services de télécommunications de base) annexé à l'accord général sur le commerce des services, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (17 septembre 1997) [n° 221 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland BLUM (4 novembre 1997) [n° 421 (97-98)] - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997) [n° 37].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1997) [n° 103 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Maurice LOMBARD (26 novembre 1997) [n° 106 (97-98)] - Discussion (27 novembre 1997) - Adoption (27 novembre 1997) [n° 36].

PROMULGATION : loi n° 97-1098 du 28 novembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 29 novembre 1997).

Discussion (première lecture)

(27 novembre 1997) (p. 4087, 4091).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4087, 4089) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Mme Odette Terrade, M. Xavier de Villepin, président de la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Maurice Lombard, rapporteur.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 4090) : *MM. Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Emmanuel Hamel, Pierre Laffitte, Daniel Millaud.*

Adoption (27 novembre 1997) (p. 4091).

40. - **Projet de loi portant ratification de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 26 juin 1997 - 2 juillet 1997) [n° 382 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (29 octobre 1997) [n° 59 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 519 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5121, 5123).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5121, 5123) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5123).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5123).

41. - **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à l'aide alimentaire de 1995, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN,

Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 juin 1997) [n° 372 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (29 octobre 1997) [n° 58 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 525 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5123, 5124).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5123, 5124) : *MM. Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5124).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5124).

42. - **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1994 sur les bois tropicaux (ensemble deux annexes), PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (30 octobre 1997) [n° 64 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (3 décembre 1997) [n° 149 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 42].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 520 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5124, 5126).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5124, 5126) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5126).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5126).

43. - **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Cuba pour la prévention, la recherche et la poursuite des fraudes douanières, PRESENTE AU SENAT**, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (5 novembre 1997) [n° 76 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel ALLONCLE (3 décembre 1997) [n° 146 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 521 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5126, 5128).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5126, 5128) : *MM. Michel Alloncle, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Michel Dreyfus-Schmidt, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5128).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5128).

44. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (5 novembre 1997) [n° 77 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (3 décembre 1997) [n° 147 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 44].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 517 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5128, 5129).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5128, 5129) : MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5129).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5129).

45. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine pour la prévention, la recherche et la poursuite des infractions douanières, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (5 novembre 1997) [n° 78 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (3 décembre 1997) [n° 148 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 45].

TRANSMISSION A L'ASEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) : (11 décembre 1997) [n° 518 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5129, 5130).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5129) : MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5129).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5129).

46. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif au règlement définitif des créances réciproques entre la France et la Russie antérieures au 9 mai 1945 sous forme de mémorandum d'accord et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur le règlement définitif des créances réciproques financières et réelles apparues antérieurement au 9 mai 1945, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 septembre 1997) [n° 229 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Georges SARRE (12 novembre 1997) - Discussion (20 novembre 1997) - Adoption (20 novembre 1997) [n° 38].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 novembre 1997) [n° 104 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Claude ESTIER (3 décembre 1997) [n° 150 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 46].

PROMULGATION : loi n° 97-1160 du 19 décembre 1997 (J.O. Lois et décrets du 20 décembre 1997).

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5130, 5137).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5130, 5137) : MM. Claude Estier, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Habert, Emmanuel Hamel, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération; Bernard Plasait, Serge Vinçon.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5137).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5137).

47. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (19 juin 1997) [n° 365 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Monique CERISIER-ben GUIGA (3 décembre 1997) [n° 151 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 47].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 524 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bernadette ISAAC-SIBILLE (21 janvier 1998) [n° 643 (97-98)].

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5137, 5141).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5137, 5141) : Mme Monique ben Guiga, rapporteur de la commission des affaires étrangères; MM. Jacques Habert, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5141).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5141).

48. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions en matière de transport aérien en trafic international, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 avril 1997 - 15 mai 1997) [n° 341 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (1er octobre 1997) [n° 3 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 48].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 523 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Paul MARIOT (21 janvier 1998) [n° 644 (97-98)] - Discussion (24 février 1998) - Adoption (24 février 1998) [n° 86].

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5141, 5142).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5141, 5142) : MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5142).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5142).

49. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Hervé de CHARETTE, ministre des affaires étrangères (19 février 1997) [n° 219 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (1er octobre 1997) [n° 2 (97-98)] - Discussion (10 décembre 1997) - Adoption (10 décembre 1997) [n° 49].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 1997) [n° 522 (97-98)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BRANA (21 janvier 1998) [n° 645 (97-98)].

Discussion (première lecture)

(10 décembre 1997) (p. 5142, 5143).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5142, 5143) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5143).

Adoption (10 décembre 1997) (p. 5143).

Transports

Voir *Lois de finances*

1. - Projet de loi portant création de l'établissement public "Réseau Ferré National", PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Bernard PONS, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme (16 octobre 1996) [n° 35 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. François GERBAUD (15 janvier 1997) [n° 177 (96-97)] - Avis de M. Hubert HAENEL (15 janvier 1997) [n° 178 (96-97)] - Urgence - Discussion (24 janvier 1997) - Adoption (24 janvier 1997) [n° 63].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi portant création de l'établissement public "Réseau Ferré de France" en vue du renouveau du transport ferroviaire

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (25 janvier 1997) [n° 3317 (96-97)] - Renvoi à la commission de la production - Rapport de M. Alain MARLEIX (30 janvier 1997) [n° 3325 (96-97)] - Discussion (6 février 1997) - Adoption (7 février 1997) [n° 652].

PROMULGATION : loi n° 97-135 du 13 février 1997 (J.O. Lois et décrets du 15 février 1997).

Discussion (première lecture)

(21 janvier 1997) (p. 128, 168); (22 janvier 1997) (p. 173, 238); (23 janvier 1997) (p. 255, 285; 297, 349); (24 janvier 1997) (p. 375, 419).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 128, 168) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Billard, James Bordas, Guy Cabanel, Marcel Deneux, Léon Fatous, Jean-Pierre Fourcade, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Aubert Garcia, François Gerbaud, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Habert, Hubert Haenel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Pierre Hérisson, Bernard Joly, Jean-François Le Grand, François Lesein, Jean-Luc Mélenchon, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Ivan Renar, Jean-Jacques Robert.*

Motion n° 2 de Mme Hélène Luc, soutenue par M. Félix Leyzour, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 178).

Rejet de la motion (p. 182; scrutin public n° 66).

Motion n° 1 de M. Claude Estier, soutenue par M. Jean Peyrafitte, tendant à opposer la question préalable (p. 182).

Rejet de la motion (p. 186; scrutin public n° 67).

Motion n° 28 de M. Claude Billard, soutenue par M. Louis Minetti, tendant au renvoi à la commission (p. 186).

Rejet de la motion (p. 190; scrutin public n° 68).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 173, 283; 255, 285; 297, 348; 375, 412) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Luc Bécart, Georges Berchet, Mme Danielle Bidard-Reydet, MM. Claude Billard, Guy Cabanel, Jean Chérioux, Roland Courteau, Mme Michelle Demessine, MM. Marcel Deneux, Claude Estier, Guy Fischer, Jean François-Poncet, président de la commission des affaires économiques; Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Aubert Garcia, François Gerbaud, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Habert, Hubert Haenel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Gérard Larcher, Jean-François Le Grand, Félix Leyzour, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Luc Mélenchon, Robert Pagès, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Ivan Renar, Alain Richard, Serge Vinçon.*

Art. 1^{er} (création et objet de "Réseau ferré national") (p. 196) - Adopté après modification (p. 238).

Art. 2 (conseil d'administration et statuts de l'établissement) (p. 255) - Adopté après modification (p. 260).

Art. 3 (règles de gestion de RFN) (p. 260) - Adopté après modification (p. 269).

Après l'art. 3 (p. 269).

Art. additionnel (maintien des statuts des personnels) (p. 269) - Adopté (p. 270).

Art. 4 (biens apportés à RFN) (p. 270) - Adopté après modification (p. 248).

Art. 5 (substitution de RFN à certains droits et obligations de la SNCF) (p. 280) - Adopté (p. 283).

Art. 6 (endettement de RFN vis-à-vis de la SNCF) (p. 283) - Adopté après modification (p. 309).

Art. 7 (exclusion de toute rémunération d'agents de l'Etat liée aux transferts) (p. 309) - Adopté après modification (p. 312).

Art. 8 (harmonisation des règles de la fiscalité locale) (p. 314) - Adopté après modification (p. 318).

Art. 9 (modalités d'évaluation et d'inscription comptable des transferts) (p. 318) - Adopté (p. 320).

Art. 10 (domanialité publique des biens immobiliers de RFN) (p. 320) - Adopté après modification (p. 331).

Art. 11 (intégration du réseau ferré national à la grande voirie) (p. 331) - Adopté (p. 333).

Art. 12 (ressources de RFN) (p. 333) - Adopté après modification (p. 348).

Art. 13 (harmonisation de la loi d'orientation des transports intérieurs, LOTI) (p. 375) - Adopté après modification (p. 394).

Art. 14 (mise en oeuvre de l'expérience de régionalisation des services de transport de voyageurs de la SNCF) (p. 394) - Adopté après modification (p. 403).

Art. 15 (dispositions transitoires) (p. 405) - Adopté après modification (p. 408).

Après l'art. 15 (p. 408).

Art. additionnel (*rapport d'évaluation au Parlement*) (p. 408) - Adopté après modification (p. 411).

Intitulé du projet de loi (*Projet de loi portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouvellement du transport ferroviaire*) (p. 411) - Adopté (p. 412).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 412, 419) : MM. Alphonse Arzel, Christian Bonnet, Aubert Garcia, François Gerbaud, Jacques Habert, Hubert Haenel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Pierre Laffitte, Mme Hélène Luc, MM. Jean-Luc Mélenchon, Bernard Pons, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme; Jean-Pierre Schosteck.

Scrutin public n° 93 (p. 419).

Adoption (24 janvier 1997) (p. 419).

Transports aériens

Voir *Lois de finances*

Transports en commun

Voir *Transports, 1*

Transports ferroviaires

Voir *Lois de finances*
Traités et conventions, 38
Transports, 1

Transports fluviaux

Voir *Lois de finances*

Transports routiers

Voir *Lois de finances*
Rappels au règlement
Transports, 1

Travail

Voir *Déclarations du Gouvernement, 5*
Lois de finances

1. - Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail clandestin, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Alain JUPPE, Premier ministre, par M. Jacques BARROT, ministre du travail et des affaires sociales (16 octobre 1996) [n° 3046 (96-97)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gérard LEONARD (5 décembre 1996) [n° 3216 (96-97)] - Discussion (12 décembre 1996) - Adoption (12 décembre 1996) [n° 622].

NOUVEL INTITULE : **Projet de loi relatif au renforcement de la lutte contre le travail illégal**

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 1996) [n° 152 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Louis SOUVET commun avec celui de la proposition de loi n° 97 (96-97) du 21 novembre 1996 - Travail - (18 novembre 1996) [n° 157 (96-97)] - Avis de M. Paul MASSON (14 janvier 1997) [n° 174 (96-97)] - Discussion (14 janvier 1997) - Adoption (15 janvier 1997) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (16 janvier 1997) [n° 3296 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Rudy SALLES (29 janvier 1997) [n° 3324 (96-97)] - Discussion (20 février 1997) - Adoption (20 février 1997) [n° 657].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (25 février 1997) [n° 228 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (26 février 1997) [n° 232 (96-97)] - Discussion (4 mars 1997) - Adoption (4 mars 1997) [n° 78].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (4 mars 1997) [n° 3400 (96-97)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Rudy SALLES (5 mars 1997) [n° 3403 (96-97)] - Discussion (6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 669].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Louis SOUVET (4 mars 1997) [n° 238 (96-97)] - Discussion (6 mars 1997) - Adoption (6 mars 1997) [n° 80 (96-97)].

PROMULGATION : loi n° 97-210 du 11 mars 1997 (J.O. Lois et décrets du 12 mars 1997).

Discussion (première lecture)

(14 janvier 1997) (p. 29, 51) ; (15 janvier 1997) (p. 62, 99).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 29, 51 ; 62, 99) : M. Jacques Bimbenet, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Alain Gournac, Jean-Jacques Hyst, André Jourdain, Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois; Joseph Ostermann, Bernard Plasait, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 62, 99) : M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales; Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; MM. Marcel Debarge, Jean Delaneau, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Claude Estier, Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Jacques Habert, Jean-Jacques Hyst, André Jourdain, Paul Masson, rapporteur pour avis de la commission des lois; Georges Mazars, Joseph Ostermann, Bernard Plasait, Jean-Jacques Robert, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} A (*sanction du non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche*) (p. 67) - Adopté après modification.

Art. 1^{er} B (*notion de travail dissimulé*) (p. 68) - Adopté.

Art. 1^{er} (*définition du délit de travail dissimulé*) (p. 68) - Adopté après modification.

Art. 1^{er} bis (*présomption de recours du donneur d'ordre au travail dissimulé*) (p. 68) - Supprimé (p. 69).

Art. 2 (*éléments constitutifs du délit de travail dissimulé*) (p. 69) - Adopté après modification (p. 70).

Art. 2 bis (*caractère indélébile des mentions portées sur le registre unique du personnel*) (p. 71) - Adopté.

Art. 3 (*indemnisation et droit d'information des salariés*) (p. 71) - Adopté après modification (p. 73).

Art. 3 bis (*responsabilité solidaire en cas d'emploi d'étrangers sans titre de travail*) (p. 73) - Adopté après modification (p. 74).

Art. 4 (*compétence des agents de contrôle et procédure de contrôle*) (p. 75) - Adopté après modification (p. 80).

Art. 5 (*coordination*) (p. 84) - Adopté.

Art. 6 (levée du secret professionnel) (p. 84) - Adopté après modification (p. 85).

Art. 6 bis (contrôle de la législation sur les congés payés) (p. 85) - Adopté.

Art. 6 ter (coordination) (p. 85) - Adopté.

Art. 6 quater (extension de la solidarité financière des donneurs d'ouvrage ou des maîtres d'ouvrage) (p. 85) - Supprimé.

Art. 6 quinquies (extension de la solidarité financière des donneurs d'ouvrage ou des maîtres d'ouvrage) (p. 85) - Supprimé (p. 86).

Art. 6 sexies (coordination) (p. 86) - Supprimé.

Art. 6 septies (coordination) (p. 86) - Adopté.

Art. 6 octies (extension de la solidarité financière entre cocontractants aux pénalités et majorations de retard) (p. 86) - Supprimé.

Art. 6 nonies (extension de la solidarité financière entre cocontractants aux indemnités dues aux salariés dissimulés) (p. 86) - Supprimé.

Art. 6 decies (coordination) (p. 86) - Supprimé (p. 87).

Art. 6 undecies (coordination) (p. 87) - Adopté.

Art. 6 duodecies (levée du secret professionnel pour l'application des dispositions spéciales à la main d'oeuvre étrangère) (p. 87) - Adopté.

Art. 6 terdecies (extension des pouvoirs des conseillers-rapporteurs des conseils de prud'homme) (p. 87) - Adopté après modification.

Art. 6 quaterdecies (habilitation des agents des impôts et des douanes à rechercher les délits de marchandage) (p. 87) - Adopté.

Art. 7 (habilitation des agents des douanes pour le contrôle des conditions d'emploi d'étrangers) (p. 87) - Adopté.

Art. 7 bis (information des agents habilités à contrôler le délit de marchandage) (p. 88) - Adopté après modification (p. 89).

Art. 7 ter (prise en charge des frais d'éloignement par l'employeur d'un travailleur étranger dépourvu d'autorisation de travail) (p. 89) - Supprimé.

Art. 8 (peine complémentaire de privation des droits civiques et civils) (p. 90) - Adopté après modification (p. 92).

Art. 9 (possibilité de refus d'attribution des aides à l'emploi ou à la formation professionnelle en cas de verbalisation pour travail clandestin ou pour marchandage) (p. 92) - Adopté après modification (p. 93).

Art. 10 (obligation d'attester de la non-condamnation au titre du travail illégal pour les candidats à un marché public et les sous-traitants) (p. 94) - Adopté après modification (p. 96).

Art. 11 (rapport annuel au Parlement sur le travail dissimulé) (p. 96) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 97, 99) : M. Jean Delaneau, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Guy Fischer, Jacques Habert, Jean Madelain, Joseph Ostermann, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Adoption (15 janvier 1997) (p. 99).

Discussion (deuxième lecture)

(4 mars 1997) (p. 1123, 1151).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1123, 1129) : M. Jacques Bimbenet, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, MM.

Guy Fischer, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Motion n° 15 de Mme Hélène Luc, soutenue par Mme Michelle Demessine, **tendant à opposer la question préalable** (p. 1129).

Rejet de la motion (p. 1133).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1133, 1147) : Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Michelle Demessine, Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales.

Art. 1^{er} A (sanction du non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche) (p. 1133) - Adopté après modification (p. 1135).

Art. 1^{er} BA (paiement de cotisations de sécurité sociale en cas de requalification d'une relation de travail indépendante en contrat de travail) (p. 1136) - Adopté après modification (p. 1137).

Art. 1^{er} (définition du délit de travail dissimulé) (p. 1137) - Adopté.

Art. 1^{er} ter (coordination) (p. 1138) - Adopté.

Art. 2 (éléments constitutifs du délit de travail dissimulé) (p. 1138) - Adopté (p. 1139).

Art. 2 bis (caractère indélébile des mentions portées sur le registre unique du personnel) (p. 1139) - Adopté après modification.

Art. 2 ter (coordination) (p. 1139) - Supprimé.

Art. 4 (compétences des agents de contrôle et procédure de contrôle) (p. 1140) - Adopté (p. 1142).

Art. 6 (levée du secret professionnel) (p. 1142) - Adopté.

Art. 6 duodecies (levée du secret professionnel pour l'application des dispositions spéciales à la main d'oeuvre étrangère) (p. 1143) - Adopté.

Art. 6 terdecies (levée du secret professionnel à l'égard des conseillers rapporteurs des conseils de prud'hommes) (p. 1143) - Adopté.

Art. 6 sedecies (coordination) (p. 1143) - Adopté.

Art. 6 septemdecies (coordination) (p. 1143) - Adopté.

Art. 7 bis (information des agents habilités à contrôler le délit de marchandage) (p. 1144) - Adopté (p. 1145).

Art. 10 (obligation d'attester de la non-condamnation au titre du travail illégal pour les candidats à un marché public et les sous-traitants) (p. 1145) - Adopté.

Art. 10 bis (vérification de la situation fiscale et sociale des candidats à une délégation de service public) (p. 1145) - Adopté.

Art. 10 ter (participation des collectivités publiques à la lutte contre le travail dissimulé) (p. 1145) - Adopté après modification (p. 1147).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1147, 1151) : M. James Bordas, Mmes Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi; Marie-Madeleine Dieulangard, Joëlle Dusseau, MM. Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales; Alain Gournac, Emmanuel Hamel, Jean Madelain.

Adoption (4 mars 1997) (p. 1151).

Discussion (commission mixte paritaire)

(6 mars 1997) (p. 1279, 1281).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1279, 1280) : M. Jacques Bimbenet, en remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1280, 1281).

Art. 1^{er} A, 1er BA et 2 bis (p. 1280).

Art. 2 ter (p. 1280) - Suppression maintenue par la CMP.

Art. 7 bis et 10 ter (p. 1280).

Adoption (6 mars 1997) (p. 1281).

2. - Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les conséquences pour l'économie française de la réduction de la durée du travail à 35 heures hebdomadaires, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Maurice BLIN, sénateur et plusieurs de ses collègues (5 novembre 1997) [n° 75 (97-98)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Philippe MARINI (8 décembre 1997) [n° 159 (97-98)] - Avis de M. André BOHL (10 décembre 1997) [n° 163 (97-98)] - Discussion (11 décembre 1997) - Adoption (11 décembre 1997) [n° 52].

Discussion

(11 décembre 1997) (p. 5168, 5180; 5192, 5194).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5168, 5176) : *MM. Guy Allouche, André Bohl, rapporteur pour avis de la commission des lois; Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances; Bernard Seillier.*

Motion n° 1 de M. Guy Fischer, soutenue par Mme Nicole Borvo, **tendant à opposer la question préalable** (p. 5176).

Rejet de la motion (scrutin public n° 58 ; p. 5180).

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5192, 5194).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5194) : *MM. Guy Allouche, Jean Arthuis, Jean Chérioux, Jean-Pierre Fourcade, Jacques Habert, Philippe Marini, rapporteur de la commission des finances.*

Scrutin public n°59 (p. 5194).

Adoption (11 décembre 1997) (p. 5194).

Travail (aménagement du temps)

Voir *Lois de finances*
Travail, 2

Travailleurs étrangers

Voir *Travail, 1*

U**Ukraine**

Voir *Traités et conventions*, 5; 45

Union européenne

Voir *Déclarations du Gouvernement*, 3
Elections et référendums, 2
Traités et conventions, 26; 27; 28; 29; 30; 31; 32; 33

1. - Résolution (n° 46, 97-98) adoptée par la commission des finances, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de télécommunications (n° E 785), PRESENTÉE AU SENAT, par M. Denis BADRÉ, sénateur (19 mars 1997) [n° 265 (96-97)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Denis BADRE (16 octobre 1997) [n° 37 (97-98)] - Résolution adoptée par la commission des finances (21 octobre 1997) [n° 46 (97-98)] - Adoption (6 novembre 1997) [n° 31].

Discussion

(6 novembre 1997) (p. 3325, 3335).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3325, 3333) : *M. Denis Badré, rapporteur de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget.*

II - DISCUSSION DE LA RÉOLUTION (p. 3333, 3334).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3334, 3335) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Gérard, Jacques Machet, Marc Massion.*

Adoption (6 novembre 1997) (p. 3335).

Urbanisme

Voir *Lois de finances*

V**Villes**

Voir *Lois de finances*

Z**Zones rurales**

Voir *Politique économique*, 1 Art. 1er